

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1912.

PROPOSITION DE LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR **H. COLAERT**,

SUR LES

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

MESSIEURS,

Le premier projet de loi relatif à la protection de l'enfance fut l'œuvre de M. Lejeune. L'honorable Ministre de la Justice le déposa dans la séance de la Chambre des Représentants du 10 août 1889.

Il ne put être examiné par les sections qu'au mois de décembre de la même année. La Section centrale l'étudia à son tour; mais elle décida que le projet ne serait utilement discuté dans tous ses détails qu'après examen du rapport de la Commission de revision du Code civil sur le titre IX : *De l'autorité des père et mère*. Entretemps, le Congrès d'Anvers, tenu en octobre 1890, et d'autres assemblées savantes avaient inscrit la protection de l'enfance à l'ordre du jour de leurs discussions. Dans le courant de la session 1890-1891, le Gouvernement déposa le *Recueil des législations étrangères* relatif au même objet et, le 3 avril 1892, les *procès-verbaux des séances de la Commission chargée de préparer un projet de loi sur la police des mœurs*.

(1) Proposition de loi, n° 44, (session de 1904-1905).

Rapport, n° 52, (session de 1907-1908).

Amendements du Gouvernement, n° 36.

(2) La Section centrale, présidée par M. NEBINCX, était composée de MM. MABILLE, HAMBURSIJN, COLAERT, BEERNAERT, THEODOR et HOYOIS.

Ces documents, de même que l'examen du projet par les criminalistes, permirent à la Section centrale de s'éclairer davantage et de discuter, d'une façon approfondie, les nombreuses questions soulevées par le projet de loi.

Le 27 avril 1892, M. Colaert, au nom de la Section centrale, déposa son rapport. Mais la dissolution des Chambres amena la caducité du projet. Représenté le 1^{er} février 1893, le projet fit l'objet d'un second rapport que M. Colaert déposa le 22 février 1893.

La première Section centrale avait proposé au projet primitif un grand nombre d'amendements qui, sur plusieurs points essentiels, s'écartaient des vues du Gouvernement. Celui-ci en tint compte, et, le 20 juillet 1893, l'honorable M. Lejeune, Ministre de la Justice, saisit la Chambre d'une série d'amendements modifiant son premier projet.

La dissolution de 1894 vint de nouveau frapper de caducité le projet du Gouvernement et le rapport de la Section centrale.

Le 24 mai 1895, M. Begerem, devenu Ministre de la Justice, déposa un nouveau projet de loi reproduisant celui de M. Lejeune, sauf quelques modifications.

Les amendements proposés par le Gouvernement exigeaient un nouveau rapport, tout au moins sur les questions nouvelles et les modifications proposées. Le rapport de la Section centrale fut encore confié à M. Colaert, qui le déposa le 26 mai 1897.

La dissolution des chambres en 1900 vint, une nouvelle fois, atteindre le projet; et, depuis lors, il ne fut plus reproduit par le Gouvernement, malgré les instances de certains membres de la Chambre.

Le 16 décembre 1904, M. Denis reprit le projet sous sa signature et celles de MM. Vandervelde et Pirard. Les honorables auteurs de la proposition la rattachèrent directement au dernier rapport de M. Colaert et aux amendements de la Section centrale de 1897 ⁽¹⁾.

« Les articles 1 à 38 inclus, disent les développements, sont la reproduction pour ainsi dire textuelle du projet amendé en 1897.

» Les articles 30 à 43 sont empruntés à des lois françaises votées sur la matière, dans les cinq dernières années, et à certaines réformes proposées par les jurisconsultes et les publicistes qui se sont préoccupés de l'enfance malheureuse. »

C'est avec ces précédents que la question de la protection de l'enfance, reprise par MM. Denis et consorts, s'est présentée devant la section centrale, après avoir reçu, dans toutes les Sections, un accueil favorable, mais avec certaines réserves qui seront signalées sous les articles auxquels elles se rapportent.

(1) Proposition de loi. Développements n° 4, p. 3. Séance du 16 décembre 1904.

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI EN SECTION CENTRALE.

La Section centrale croit devoir se joindre aux auteurs de la proposition de loi pour rendre un juste hommage à ceux qui se sont préoccupés du grave problème que la Chambre est appelée à résoudre, et notamment à M. Jules Lejeune, Ministre d'État, qui en prit l'initiative devant le Parlement belge, et à M. Arthur Levoz, qui a écrit un ouvrage remarquable sur la matière ⁽¹⁾. Elle se plaît à signaler aussi les efforts faits par M. Renkin, Ministre de la Justice, pour faire aboutir une œuvre de préservation sociale trop longtemps négligée. Dès son arrivée à la tête du Département de la Justice, l'honorable Ministre prit une large part à la discussion, en Section centrale, de la proposition de loi, et présenta des amendements qui seront examinés plus loin. Il s'est établi ainsi, entre le Gouvernement, la Section centrale et les honorables auteurs de la proposition, une sorte d'entente qui permettra à la Chambre de discuter et de voter sans plus de retard la proposition qui lui est soumise ⁽²⁾.

C'est ainsi que s'exprimait, en 1908, le cinquième rapport de la Section centrale. La proposition de loi fut inscrite, une nouvelle fois, à l'ordre du jour de la Chambre, attendant le tour de faveur qu'elle semblait mériter, mais qui ne vint pas. Elle fut pourtant l'objet de plusieurs mentions, fort honorables, notamment dans le discours du trône du 9 novembre 1910. Il est vrai que l'attention de la Chambre était retenue par l'examen d'une foule d'autres questions.

Enfin, le 15 décembre 1911, M. le Ministre de la Justice déposa à son tour un cahier d'amendements qu'il sous-amenda lui-même depuis lors, et au sujet desquels des conversations s'engagèrent entre lui et le rapporteur. C'est à l'honorable M. Carton de Wiart que reviendra l'honneur et le mérite d'avoir créé législativement les tribunaux pour enfants.

Ces amendements et sous-amendements sont, pour la plupart, relatifs à la juridiction nouvelle que leur auteur propose d'établir sous la dénomination de *Juge des enfants*. Ils seront examinés aussi dans le sixième rapport de la Section centrale, qui sera, espérons-le, le dernier.

Afin d'éviter à nos honorables collègues de la Chambre des recherches longues et peut-être difficiles, nous reproduirons dans notre nouveau rapport les considérations précédentes qui peuvent s'appliquer aux dispositions qui ne sont pas modifiées par les amendements du Gouvernement. Quant aux autres, nous signalerons les différences qui existent entre les textes anciens et nouveaux, et, au besoin, les arguments qu'on peut faire valoir en faveur ou contre les uns et les autres.

(1) *La protection de l'enfance et le Code de l'enfance*. Paris, 1904.

(2) Rapport du 21 août 1908.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Le rapport de 1892 exprimait en ces termes l'opinion de la Section centrale d'alors sur l'ensemble du projet Lejeune :

L'opinion publique s'occupe vivement du sort des enfants moralement abandonnés. Des philosophes, des jurisconsultes, des magistrats, effrayés des progrès de la criminalité et convaincus que nos lois répressives, malgré de notables améliorations, sont impuissantes à arrêter le mal, invitent instamment le législateur à tourner ses regards du côté de ces enfants et à organiser leur protection légale.

Les enfants matériellement abandonnés trouvent dans nos lois une protection qui paraît suffisante... Il n'en est pas de même d'un grand nombre d'autres enfants que la naissance a placés dans des familles où ils se trouvent livrés à eux-mêmes ou dont d'indignes parents ont fait des foyers de démoralisation et de crime. Que faire de ces êtres malheureux, souvent plus à plaindre que les enfants matériellement abandonnés? Faut-il régler leur situation ou bien laisser sans solution le problème grave et fondamental de leur protection légale?

La famille est la base de la société; elle est elle-même une société rudimentaire, et l'exercice de l'autorité paternelle n'est autre chose que le gouvernement de cette société. Si les enfants, entourés des soins physiques que réclame leur âge, reçoivent en même temps des influences moralisatrices, l'action bienfaisante de leurs parents s'étendra au delà du foyer domestique, en formant des citoyens utiles à la société. La loi doit encourager et seconder cette action féconde; elle ne peut rien faire qui soit de nature à l'énervier ou à l'entraver. Mais quand la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant sont menacées; quand il est vrai de dire qu'en réalité il n'a pas de parents ou qu'il vaudrait mieux pour lui n'avoir jamais connu les siens, le législateur peut-il se détourner et refuser aux pouvoirs publics le droit de pénétrer dans le sanctuaire profané de la famille?

Des moralistes indolents, tout en s'apitoyant sur le sort de l'enfance moralement abandonnée, estiment qu'il faut s'efforcer avant tout de corriger les mœurs et laisser agir le temps, qui modifie bien des choses : *quid leges sine moribus?* D'autres, hommes d'initiative et de courage, n'hésitent pas à proclamer que le salut de l'humanité peut dépendre de la solution du problème ⁽¹⁾ et que l'État accomplit un devoir urgent en soustrayant les enfants délaissés à l'atmosphère malsaine qui les entoure ⁽²⁾.

Depuis quelques années, le Gouvernement belge a proposé plusieurs

(1) Discours d'inauguration du Congrès de 1890, par M. GUILLERY.

(2) Journal des Tribunaux, 9^e année, n° 744.

mesures de protection des mineurs, et le pouvoir législatif les a consacrées. Citons la loi du 16 août 1887 qui punit : les débitants de boissons qui, dans l'exercice de leur commerce, auront servi des boissons enivrantes à des mineurs âgés de moins de 16 ans, et ceux qui auront fait boire jusqu'à l'ivresse manifeste des mineurs du même âge; la loi du 28 mai 1888, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, et qui édicte des peines sévères contre ceux qui livrent ou abandonnent leurs enfants, pupilles ou apprentis, à des acrobates ou des individus exerçant des professions analogues; enfin, la loi du 13 décembre 1889, qui constitue un moyen de protection des plus efficace pour les enfants de la classe ouvrière. Cette loi, qui a reçu l'approbation d'assemblées savantes et de Gouvernements étrangers, et dont plusieurs dispositions ont été adoptées par les Chambres françaises, interdit le travail industriel aux enfants âgés de moins de 12 ans et autorise le Gouvernement à régler ou à interdire le travail des enfants de 12 à 16 ans. Par une disposition entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1892, la loi interdit en général le travail de nuit aux enfants de cette dernière catégorie et prescrit, en outre, pour eux, le repos hebdomadaire. Des peines pécuniaires sanctionnent ces dispositions (1).

Déjà le Code pénal avait édicté quelques mesures protectrices de l'enfance, en privant de la puissance paternelle et des avantages qui en résultent : ceux qui se sont rendus coupables d'attentat à la pudeur ou de viol sur la personne de leurs enfants et ceux qui ont excité, facilité, favorisé habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de leurs enfants mineurs (articles 378, § 2, et 382, § 2).

Mais ces mesures sont incomplètes et défectueuses, comme nous le dirons plus loin. En y ajoutant la destitution ou l'interdiction du droit d'être tuteur, prévues par les articles 19 et 31 du Code pénal, pour certains condamnés, et dans le cas d'inconduite notoire de l'article 444 du Code civil, nous avons épuisé la nomenclature des dispositions par lesquelles les auteurs de nos Codes ont pourvu à la protection légale des enfants.

L'ensemble des mesures que nous venons d'énumérer rapidement est encore bien insuffisant pour assurer au mineur la protection à laquelle il a droit. L'intérêt de l'enfant, l'intérêt de la famille, l'intérêt de la société exigent une répression plus étendue et plus efficace des abus auxquels l'enfance est exposée.

C'est le plus souvent le foyer paternel qui est infecté; c'est donc là qu'il faut agir, le plus promptement, le plus efficacement possible.

Mais il ne peut être question, sous prétexte de protéger l'enfance, de restreindre les pouvoirs de la famille. Le déplacement ou l'amoindrissement de l'autorité paternelle ne doit avoir lieu qu'en cas d'absolue nécessité et

(1) Ajoutons la loi récente destinée à réprimer les abus auxquels donne lieu l'assurance infantile.

lorsqu'il est à craindre que la conduite des parents soit de nature à compromettre la moralité, la sécurité ou la santé de l'enfant.

A l'heure qu'il est, la question qui nous occupe a pris possession de l'attention publique. Elle est posée dans presque tous les pays par un grand nombre de publicistes, et inscrite à l'ordre du jour des congrès scientifiques et des assemblées législatives. Quelques nations l'ont sanctionnée dans leurs lois. (Rapport de M. Colaert, session de 1891-1892, n° 139.)

DIVISION.

Comme dans le texte arrêté en 1908, trois séries de mesures sont proposées en vue d'organiser la protection légale des enfants.

La première tend à protéger l'enfant contre les abus de l'autorité paternelle. Elle fait l'objet du chapitre I : *De la déchéance de la puissance paternelle*.

La seconde concerne les mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice. C'est le chapitre II.

La troisième traite des crimes et délits contre la moralité et la faiblesse des enfants. C'est le chapitre III.

CHAPITRE PREMIER.

De la déchéance de la puissance paternelle.

Ainsi que le firent observer MM. Denis et consorts en 1904, le chapitre premier est la reproduction, pour ainsi dire textuelle, du projet ancien tel qu'il fut amendé en 1897 par la Section centrale. Les nouveaux amendements du Gouvernement introduisent dans l'ancien texte quelques modifications que nous traiterons sous les articles, après avoir débarrassé le terrain de la discussion d'une question qui a surgi à propos de certains arrêts et jugements de nos Cours et Tribunaux :

La déchéance de la puissance paternelle a-t-elle encore sa raison d'être aujourd'hui?

Le projet de M. Lejeune, aussi bien que l'avant-projet de Laurent et celui de la Commission de revision du Code civil, proclame la nécessité d'établir dans notre législation des cas de déchéance de la puissance paternelle. La plupart des pays étrangers sont entrés dans la même voie.

Les Sections centrales qui se sont succédé ont adopté le principe, en se basant sur les considérations que nous reproduisons ici :

« Ce n'est point le législateur qui crée la puissance ou, pour mieux dire, »
» l'autorité paternelle : les pouvoirs qu'ont les père et mère sur la personne »
» de leur enfant dérivent de la paternité et de la filiation ; ils ont pour but »
» l'éducation physique et morale de l'enfant.

» A ces pouvoirs, qui sont des *droits* en même temps que des *devoirs*, le
» législateur ne peut apporter aucune entrave ; il ne lui est même pas per-
» mis de les limiter, tant que les parents n'en font pas un usage contraire
» ou préjudiciable à l'intérêt bien entendu de l'enfant : sa mission consiste
» à fortifier l'autorité paternelle en donnant une juste sanction aux uns et
» aux autres.

» Notre législation paraît avoir garanti suffisamment les attributs de ce
» que le Code civil appelle la *puissance paternelle*. Des esprits sérieux
» pensent même que le Code Napoléon est allé trop loin et qu'il a revêtu
» les parents de droits excessifs et privilégiés. La question qui nous inté-
» resse ici, et à laquelle la Chambre est appelée à donner une solution, est
» celle de savoir si nos lois actuelles ont sanctionné, dans une mesure égale
» ou tout au moins suffisante, les devoirs des père et mère vis-à-vis de
» leurs enfants.

» On le conteste non sans raison.

» L'article 203 du Code civil contient en germe les règles législatives
» concernant les obligations morales qui découlent de la filiation. « Les
» époux, dit-il, contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obliga-
» tion de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

• Sans doute, on peut dire que le manquement des parents à leurs
» devoirs : leur négligence à donner à leurs enfants les soins nécessaires ;
» le délaissement matériel et l'abandon moral ; les excès, les violences, les
» sévices ; l'inconduite et l'exemple de la débauche ; l'abus d'autorité ou de
» pouvoir ; l'association des enfants à leurs crimes et délits, et tous les
» autres actes qui ont pour conséquence de démoraliser l'enfance, sont
» contraires à l'obligation générale imposée aux père et mère par cet
» article.

» Mais ces actes, quelque coupables qu'ils soient, ne trouvent aucune
» répression dans le Code civil. Les rédacteurs de ce Code, par oubli ou
» peut-être par crainte de porter atteinte à l'autorité des père et mère,
» qu'ils ont exprimée sous la dénomination de *puissance paternelle*, ont
» ajourné la discussion des questions de détail, sous prétexte qu'il fallait se
» préoccuper avant tout du plan général du titre. Dans la suite, ils ont
» négligé les détails, convaincus sans doute, avec Bigot de Préameneu, que
» les parents n'useraient de leurs droits que dans l'intérêt ou pour le bien
» de leurs enfants.

» Il est vrai que certains articles du Code civil, et notamment les arti-
» cles 207, 1409, 1448, 1558, parlent de l'entretien et de l'éducation des
» enfants à l'occasion des charges qui résultent du mariage, de la commu-
» nauté légale, de la séparation de biens et du régime dotal. Mais les obli-
» gations du père et de la mère ne sont pas déterminées d'une façon précise
» et détaillée. Nulle part il n'est dit en quoi consistent l'entretien et l'édu-
» cation. Il appartiendra au législateur qui revisera le Code civil de régler
» ce point en prenant en considération la situation de fortune des parents.
» Nulle part non plus il n'est question de défendre l'enfant contre les excès

» du pouvoir de garde et de correction que la nature et la loi accordent aux
 » père et mère.

» Aussi chaque fois qu'il s'agit de sévir contre les abus de l'autorité
 » paternelle, les tribunaux sont-ils embarrassés. On peut même dire que, en
 » dehors des cas fort rares où le pouvoir répressif peut intervenir, ils sont
 » désarmés et que ce n'est qu'à la faveur de certains exemples tirés du
 » droit romain, des traditions de l'ancien droit français ou de la jurispru-
 » dence des parlements et grâce à des citations non probantes empruntées
 » aux travaux préparatoires et à l'interprétation manifestement erronée des
 » articles 4 et 444 du Code civil, que nos tribunaux civils sont parvenus à
 » justifier leur intervention dans le domaine de la famille et à paralyser,
 » dans les mains de parents indignes, l'exercice de la puissance pater-
 » nelle.

» Cette immixtion du pouvoir judiciaire paraît illégale à plus d'un auteur.
 » Laurent, entre autres, la combat vivement. Il est loin de partager l'opi-
 » nion de Demolombe, qui, ne pouvant s'appuyer sur un texte de loi, — il
 » le reconnaît, — invoque *la raison, la morale et l'humanité* pour légi-
 » timer les décisions de la jurisprudence.

» Encore les cours et tribunaux, en se laissant guider par l'intérêt
 » exclusif de l'enfant, ne font-ils que régler l'exercice de la puissance pater-
 » nelle dans des cas particuliers, en ayant soin de proclamer qu'ils la main-
 » tiennent dans ses limites juridiques et qu'ils ne font qu'en réprimer les
 » abus et les excès.

» La puissance paternelle subsiste donc dans ces cas, et si elle est sus-
 » pendue pour un temps plus ou moins long et à l'égard d'un enfant déter-
 » miné, elle peut s'exercer vis-à-vis d'autres enfants d'une façon absolue et
 » illimitée. C'est cette situation anormale qu'il importe surtout de modifier,
 » en fixant et en étendant les cas de déchéance de l'autorité pater-
 » nelle ⁽¹⁾.

Si l'on se place au point de vue exclusif de l'enfant, on peut soutenir qu'il est suffisamment protégé dès que le droit de garde est enlevé à son père ou à sa mère coupable. La déchéance de la puissance paternelle, dit-on, n'est qu'une peine, admissible au point de vue répressif, mais toujours inutile et souvent injuste quand on se place au seul point de vue de la protection de l'enfance.

Ceux qui partagent cette manière de voir argumentent de l'article 72 du Code pénal, qui permet de mettre à la disposition du Gouvernement l'accusé ou le prévenu âgé de moins de 16 ans accomplis, s'il est décidé qu'il a agi avec discernement. Voilà, dit-on, l'enfant soustrait momentanément à la garde de ses parents, sans que les parents, fautifs ou non, soient déchus le moins du monde des droits de la puissance paternelle ⁽²⁾.

(1) Rapport de M. Colaert, de 1891-92.

(2) *Un projet de réforme législative*. Rapport de M. Capelle, procureur du Roi à Namur. Assemblée extraordinaire du 11 novembre 1907.

On invoque aussi la jurisprudence de nos cours et tribunaux, qui décident unanimement que la garde de l'enfant mineur peut être enlevée à ses parents, coupables ou non, dès que l'intérêt de l'enfant le commande. Cette mesure n'implique aucune déchéance ⁽¹⁾.

Enfin, on se base sur l'exemple de la France. D'après la loi française de 1889, la déchéance est obligatoire ou facultative, suivant les cas. Les inconvénients de cette innovation, dit-on, n'ont pas tardé à se manifester... Les tribunaux l'appliquent le moins possible quand la déchéance est facultative... Aussi, le législateur français a-t-il compris sa faute; il a voulu la réparer dans une certaine mesure en votant la loi du 19 avril 1898, qui dispose :

ART. 4. — Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'assistance publique.

ART. 5. — Dans les mêmes cas, les cours et tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant ⁽²⁾.

Ces arguments n'ont pas convaincu les membres de la Section centrale.

L'article 72 ne suppose pas nécessairement que le père ou la mère a commis une infraction à la loi pénale. C'est l'enfant qui a délinqué dans le cas de cet article; et si les parents peuvent avoir quelque faute à se reprocher, ils ne tombent pas sous l'application d'un des cas auxquels la proposition de loi attache la déchéance de la puissance paternelle. Il n'en est pas de même dans le projet de loi.

Quant à la jurisprudence, il est vrai que dans ces dernières années elle a institué, sans intervention du législateur, la déchéance de la puissance paternelle ⁽³⁾; mais ces décisions n'échappent pas entièrement aux critiques que nous avons fait valoir ci-dessus, d'après le rapport de 1891-1892; et, dans tous les cas, l'application du principe qu'elle semble avoir consacré unanimement donne lieu à des difficultés telles que l'on hésite à tenter l'action ⁽⁴⁾.

Si l'on pouvait invoquer contre notre système la nouvelle loi française, on pourrait lui opposer les législations allemande ⁽⁵⁾, hollandaise, italienne et espagnole qui toutes consacrent la déchéance de la puissance paternelle

(1) Rapport de M. Capelle.

(2) Rapport de M. Capelle.

(3) Cour de Liège, 25 novembre 1891 (*Pas.* 1892, II, 121); Cour de Bruxelles, 6 décembre 1893; *Pas.* 1894, II, 241; Cour de Gand, 9 février 1895 (*Pas.* 1896, II, 88).

(4) JASPAR, *Les succédanés de la déchéance de la puissance paternelle*, *Bulletin de la Commission royale des Patronages*, 1898, p. 165. LEVOZ, Discours prononcé en 1901.

(5) Voir l'exposé de la loi prussienne sur la protection de l'enfance, dans *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*, par Charles COLLARD, avocat, 1908.

dans certains cas déterminés. Mais est-il bien exact que le législateur français de 1889 *commit une faute* que celui de 1898 a *réparée*? N'est-il pas plus vrai de dire que l'article 4 consacre une mesure provisoire, comme le fait du reste le projet belge par son article 6, et que l'article 5 français ne modifie pas la loi de 1889, qui prévoit les cas de déchéance?

L'auteur dont nous critiquons la manière de voir semble d'ailleurs admettre la déchéance obligatoire dans certains cas; car il conclut que *le législateur ne doit en venir à pareille extrémité qu'en cas de nécessité absolue*.

D'accord; c'est ce que les Sections centrales, saisies des projets et proposition de loi qui se sont succédé, ont toujours été unanimes à admettre.

Causes de déchéance de la puissance paternelle.

Ces causes sont prévues par les articles 1 et 3 du projet. Les unes entraînent nécessairement la déchéance de la puissance paternelle comme conséquence d'une condamnation grave encourue par le père ou la mère. Les autres sont des causes de déchéance que les tribunaux peuvent prononcer dans les cas déterminés par le projet de loi.

DISCUSSION DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier frappe de déchéance obligatoire :

1° Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche, par application des articles 378, § 2, et 382, § 2, du Code pénal;

2° Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

Cet article diffère, en plusieurs points, de celui que la Section centrale de 1897 avait proposé et qui a été repris par MM. Denis et consorts.

D'abord il n'applique plus la déchéance obligatoire à « ceux qui, étant » tuteurs, même officieux, ont été condamnés à une peine criminelle comme » auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur » pupille. » L'article revient ainsi au système de la Commission de revision du Code civil, qui n'admet pas qu'il puisse exister une assimilation complète entre le crime commis par le père ou la mère sur la personne de son enfant et celui commis sur un enfant qui n'est que le pupille du coupable. « Il y a » plus de perversité, dit le rapport de la Commission, plus d'indignité dans » le crime commis par le parent sur celui que les sentiments naturels lui » commandent non seulement de respecter, mais encore d'aimer et d'en- » tourer de tous les soins de sa sollicitude. »

La majorité des membres de la Section centrale s'est ralliée à cette considération. Les autres ont préféré voir appliquer l'exclusion au tuteur coupable, en se basant sur les raisons développées dans l'ancien rapport : « Sans » doute, l'indignité est plus grande ; mais la perversité n'est-elle pas suffi- » sante chez celui qui a commis un *crime* sur la personne de son pupille, » pour nous permettre de présumer que la santé, la sécurité ou la moralité » de son propre enfant sont en péril ? D'un autre côté, l'intérêt social » n'exige-t-il pas que le tuteur donne à son pupille les soins d'un bon père » de famille ? L'orphelin appartient souvent, à divers titres, à la classe des » enfants moralement abandonnés. Il a donc droit à une protection efficace. » Si le tuteur ne doit pas avoir pour son pupille la même affection que pour » son propre enfant, il doit avoir pour lui le même respect. Capable de » démoraliser l'enfant que la société lui a confié et qui est le plus souvent » un membre de sa famille, ne prouve-t-il pas qu'il est indigne de conserver » l'autorité paternelle que la nature lui a donnée ? Enfin, la menace de » déchéance de l'autorité paternelle à l'égard de ses propres enfants sera, » pour le tuteur, une sanction plus efficace de ses devoirs vis-à-vis de son » pupille. »

Après une discussion nouvelle et approfondie, la Section centrale a décidé de classer cette cause de déchéance parmi les cas de déchéance facultative.

Autre différence entre le projet nouveau et celui de 1897 : Le projet antérieur excluait obligatoirement de la puissance paternelle « ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle, comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime (autre qu'un crime politique) auquel ils ont associé leur enfant ». La Section centrale, après une longue discussion, a été unanimement d'avis de classer ce cas parmi ceux qui *peuvent* donner lieu à la déchéance. Nous reviendrons sur cette question sous l'article 3, qui règle les cas de déchéance facultative.

Les cas de déchéance obligatoire sont donc les suivants :

L'attentat à la pudeur, le viol, l'excitation à la débauche et tout autre fait ayant entraîné condamnation à une peine criminelle, pourvu qu'il ait été commis sur la personne de l'enfant ou descendant du condamné. Dans ces cas, la déchéance est absolue et s'applique au père et à la mère à l'égard de tous leurs enfants et descendants, nés et à naître, légitimes et naturels. Cette disposition a été admise sans contestation aucune. La gravité du fait la justifie amplement.

Le projet excepte l'avortement et l'infanticide. Déjà la Section centrale de 1897 les avait rangés parmi les cas de déchéance facultative. La Commission de revision du Code civil ne les prévoyait pas. Elle critiquait même l'inscription de l'infanticide parmi les causes de déchéance facultative. « Le » fait de commettre un infanticide ou d'y participer, disait le rapport de » cette Commission, ne prouve pas le manque d'affection du parent pour ses » enfants, son indignité à leur égard. Le médecin, la sage-femme, l'amant » qui se rendent coupables d'un infanticide ne doivent pas nécessairement

» être signalés au juge comme des gens qu'il convient de priver de l'exercice
» de l'autorité paternelle. »

La majorité de la Section centrale a adopté cette manière de voir. En examinant les cas de déchéance *facultative*, nous verrons si l'avortement et l'infanticide peuvent y être compris.

En ce qui concerne l'attentat à la pudeur, le viol, l'excitation à la débauche, l'article premier est donc ramené à l'application des articles 378, § 2, et 382, § 2, du Code pénal, avec cette différence que l'exclusion des droits de famille frappe le coupable à l'égard de tous ses enfants.

Le projet tout à fait primitif allait beaucoup plus loin. Il frappait de déchéance obligatoire : « ceux qui ont été condamnés comme auteurs, » coauteurs ou complices, pour *attentat à la pudeur, viol ou excitation de mineurs à la débauche* ».

Frappé de l'un de ces chefs d'une peine, même correctionnelle, le coupable perdait à jamais l'exercice de la puissance paternelle.

La Section centrale d'alors s'éleva énergiquement contre cette disposition. Le rapport s'exprima en ces termes, que nous reproduisons afin d'éviter de longues discussions sur un point que toutes les Sections centrales ont rejeté :

« Ainsi un individu quelconque, auteur ou non de la victime, marié ou » célibataire, coupable d'une des trois infractions prévues par le numéro 4 » de cet article, est exclu pour toujours de toute participation à l'exercice » de la puissance paternelle.

» Que le crime ou le délit ait été commis sur l'enfant de l'auteur lui-même ou sur l'enfant d'un étranger, et même, dans les cas d'attentat à la » pudeur ou de viol, sur un individu majeur, toujours il entraîne la » déchéance de la puissance paternelle, non seulement à l'égard de l'enfant » de la victime, mais vis-à-vis des autres enfants légitimes ou naturels, nés » ou à naître de l'auteur de l'infraction.

» Cette disposition consacre une innovation radicale. Elle s'explique » quand il s'agit de dessaisir de la puissance paternelle ceux qui se sont » rendus coupables d'une infraction de cette nature vis-à-vis de leur enfant » ou descendant. Il convient de modifier, sous ce rapport, les articles 378, » § 2, et 382, § 2, du Code pénal, qui ne prononcent l'exclusion qu'à » l'égard de l'enfant victime. Le parent coupable de pareille immoralité est » indigne d'exercer les droits qui dérivent de la paternité vis-à-vis de tous » ses enfants.

» Mais s'agit-il d'un attentat à la pudeur ou d'un viol sur une personne » étrangère, ils ne constituent généralement, dans les législations d'autres » pays, qu'une cause de déchéance *facultative* de la puissance paternelle.

» L'attentat à la pudeur et le viol, si coupables, si avilissants qu'ils » soient, dénotent-ils toujours, chez leur auteur, un dérèglement tel qu'il » doive être considéré comme indigne d'exercer l'autorité paternelle?

» L'individu peut avoir cédé à un emportement subit, à une passion

» violente. La condamnation le flétrit; l'honneur de la famille, l'honneur de
 » l'enfant en sont gravement atteints, il est vrai. Mais d'autres condamna-
 » tions produisent le même effet.

» L'individu a-t-il abusé de l'autorité paternelle? L'intérêt de l'enfant
 » exige-t-il qu'il ne puisse être soumis à cette autorité? C'est là la ques-
 » tion.

» Il s'agit, par exemple, d'un délinquant de 18 ans. Il n'a pas
 » encore connu les devoirs du père de famille qu'il remplira peut-être un
 » jour d'une manière exemplaire. Le tribunal, en lui infligeant la peine
 » méritée, devra lui dire en outre : aux yeux de la loi vous ne serez jamais
 » père de famille !

» Et il en serait ainsi de l'attentat à la pudeur comme du viol : dans l'un
 » comme dans l'autre cas, déchéance obligatoire.

» L'attentat à la pudeur, même celui qui ne donne lieu qu'à une peine
 » correctionnelle, commis sur une personne quelconque entraînera la
 » déchéance de l'autorité paternelle dès que l'auteur est condamné. Or,
 » l'attentat existe dès qu'il y a un commencement d'exécution (art. 374 du
 » Code pénal). Il existe tout entier, il est complet dès le premier acte qui
 » commence l'exécution, même quand l'agent s'est arrêté volontairement
 » à ce premier acte. Et les circonstances peuvent être telles que le juge a
 » cru ne devoir appliquer qu'une amende, même conditionnelle ! »

Le Gouvernement se rallia à la manière de voir de la Section centrale.

Une autre disposition du projet primitif donna lieu à de longues et vives discussions. L'article 24 du projet punissait de la réclusion l'excitation de mineurs à la débauche *pour satisfaire ses propres passions* ; et l'article 1^{er} excluait de la puissance paternelle, *obligatoirement*, le coupable de pareil fait. Le rapport combattit les deux dispositions en ces termes :

« La question fait surgir une ancienne controverse qui partageait la juris-
 » prudence sous l'empire du Code pénal de 1910 et qui a été tranchée
 » en Belgique par la loi interprétative du 31 mars 1844 en faveur du
 » système restrictif. Le Code pénal de 1867, adoptant le même système,
 » ne punit que le proxénétisme.

» Le projet de loi propose de consacrer l'autre théorie. Il s'appuie sur
 » la jurisprudence constante de la Cour de cassation et sur ce que l'essai
 » fait en Belgique avant 1844 n'a pas eu de conséquences fâcheuses. La
 » jeunesse doit être défendue, dit-on, contre la corruption qui est la même
 » pour elle, comme pour la société, dans les deux cas. C'est surtout au
 » dommage social qu'il faut mesurer l'imputabilité pénale. Il ne faut pas
 » redouter d'ailleurs les conséquences possibles d'une semblable incri-
 » mination : l'inquisition de la vie privée, le scandale des poursuites et le
 » danger pour le repos des familles. On peut concevoir ces appréhensions
 » à propos de toute disposition pénale (1).

(1) Exposé des motifs sous l'article 24. (Projet primitif.)

» A ces considérations on peut ajouter celles que nous avons développées
» au début de ce chapitre. Ensuite, le fait que l'article 24 veut frapper sera
» souvent celui que dans beaucoup d'autres pays on punit sous le nom de
» *séduction*. Enfin, la disposition trouve un nouvel et puissant appui dans
» un vote émis à l'unanimité par la Commission chargée de préparer un
» projet de loi sur la police des mœurs (1).

» La majorité de la Section ne s'est pas laissée vaincre par ces considéra-
» tions. Elle n'admet pas tout d'abord que l'expérience faite en Belgique
» avant la loi de 1844 soit concluante. Si la Cour de cassation n'a pas varié,
» son interprétation était contredite par la jurisprudence de nos Cours
» d'appel, d'accord avec la plupart des arrêts des Cours de France. La néces-
» sité d'une loi interprétative prouve précisément que ces Cours n'adoptaient
» pas le système de la Cour suprême. Le prétendu essai fait antérieurement
» à la loi de 1844 est d'ailleurs compensé et au delà par l'expérience plus
» longue et plus récente faite depuis l'existence de cette loi et de la dispo-
» sition de l'article 379 du Code pénal.

» Mais la solution de la question législative ne doit pas être cherchée
» dans la jurisprudence qui tranchait d'ailleurs le plus souvent la question
» en droit. Qu'entend-on, en fait, par *l'attentat aux mœurs* que le projet
» propose de frapper?

» S'agit-il de punir *l'attentat à la pudeur* prévu par l'article 19 en éten-
» dant le cas aux victimes qui ont 16 à 24 ans? Il suffirait dans
» ce cas d'élever l'âge de l'enfant. C'est dans la définition du proxénétisme
» même qu'il faut trouver celle de l'attentat aux mœurs de l'article que
» nous discutons. Or, les conditions sont les mêmes; il n'y a de différence
» que dans les mots *pour satisfaire ses propres passions* opposés à ceux-ci :
» *pour satisfaire les passions d'autrui*. Pour que le proxénétisme soit punis-
» sable, il est de doctrine et de jurisprudence qu'il n'est pas nécessaire que
» l'excitation ait été suivie d'effet, c'est-à-dire que l'enfant ait été flétri,
» il en serait de même du cas de l'article 24; car l'attentat aux mœurs con-
» siste, d'après les termes mêmes de l'article, dans le fait de *faciliter, de*
» *favoriser, d'exciter* la débauche. Ces termes ne donnent pas l'idée d'un
» attentat direct sur la personne.

» On pourrait peut-être écarter notre interprétation en disant que le Code
» pénal ne punit pas la tentative de crime d'attentat aux mœurs; l'attentat
» existe dès qu'il y a un commencement d'exécution, d'après l'article 374
» du Code. Mais il suffit de répondre que l'article 28 du projet abolit
» l'article 380 du Code pénal. Il en résulte que, si l'on peut concevoir ici la
» tentative, celle-ci serait punie également. Il est donc permis de dire que le
» crime consistera dans *les efforts faits pour corrompre l'enfant*.

» Ainsi interprétée, la disposition ne saurait être adoptée par la Chambre,
» nous semble-t-il : un don, une promesse, une parole imprudente pour-
» raient donner lieu à poursuite et être punis de la réclusion.

(1) Documents, n° 136, déposés le 5 avril 1892.

» Supposons que le projet n'ait pour but que de punir l'excitation
» suivie d'effet. Même ainsi réduite, la proposition n'a pas été adoptée par
» la Section centrale. Elle a été vivement attaquée à la Chambre des
» Représentants par M. Janson ⁽¹⁾. L'honorable membre supposait le cas
» d'individus des deux sexes qui ont plus de 16 ans et qui se séduisent
» l'un l'autre. Ce cas tomberait, en effet, sous l'application de l'article 24.
» La Section centrale pense que tout acte immoral ne doit pas être érigé
» en crime ou délit. Nous reconnaissons volontiers que les unions passagères
» sont nuisibles à l'institution fondamentale de la société, le mariage, et
» contraires à l'intérêt de l'enfance. Mais peut-on imposer le mariage à ceux
» qui n'en veulent pas? Et dans le cas cité par l'honorable M. Janson, lequel
» des deux punira-t-on? Qui est l'agresseur dans un combat dont le légis-
» lateur de 1794 a dit que *le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis*
» *que complices*? Si vous les poursuivez, ils vous diront : « Le mariage
» crée des obligations auxquelles nous ne pouvons nous soumettre actuelle-
» ment : nous nous marierons plus tard. » Non, la loi et la justice n'ont
» rien à dire dans le ménage de deux individus qui veulent vivre dans
» l'immoralité pour leur compte, sans que leur conduite extérieure offusque
» la morale ⁽²⁾. »

Le Gouvernement ne propose par ses amendements aucune modification aux n°s 1 et 2 de l'article 1^{er}, qui prévoient les causes de déchéance obligatoire de la puissance personnelle. Mais il transporte, dans cet article, la partie de l'article 2 qui vise la procédure à suivre pour la déchéance.

Il trouve aussi les termes « sont exclus » trop catégoriques ; ces termes lui semblent impliquer que la déchéance a lieu de plein droit. C'est là une erreur évidente, l'article 2, proposé par l'ancienne Section centrale et reproduit par la nouvelle, chargeant expressément le tribunal civil de prononcer la déchéance. La Section centrale propose de maintenir le texte primitif, auquel toutes les sections centrales se sont ralliées et qui affirme le principe de la déchéance avant toute question de procédure.

ART. 2.

L'article 2 règle la procédure à suivre en cas de déchéance obligatoire et les effets de cette déchéance.

La procédure est simple : le ministère public produit une expédition du jugement répressif rendu en dernier ressort, et le tribunal, sur le vu de cette expédition, prononce la déchéance.

(1) Séance du 9 juillet 1893.

(2) Rapports antérieurs de M. Colaert.

On a demandé si cette procédure ne pourrait être simplifiée davantage : pourquoi ne pas faire prononcer l'interdiction par le tribunal ou la cour qui a condamné le coupable ? Si vous exigez un jugement civil, qui exercera la puissance paternelle dans l'intervalle qui sépare les deux jugements ?

On peut ajouter que, dans le cas de l'article 34 du Code pénal, c'est l'arrêt de condamnation qui prononce les incapacités prévues par cet article.

La Section centrale n'a pas suivi ce système. En supposant que le juge répressif puisse prononcer la déchéance, il demeure incompétent pour nommer la personne qui remplacera le déchu. Cette désignation ne rentre pas dans la nature de ses attributions. De plus, il lui manquera les éléments voulus pour se prononcer à cet égard en connaissance de cause. Il est donc nécessaire de saisir un juge civil et d'obtenir un second jugement.

Quant à l'intervalle qui séparera les deux jugements, en réalité cet intervalle n'existera pas. En fait, presque immédiatement après la condamnation, on se trouvera sous le régime des *mesures provisoires* qui, en vertu de l'article 6, peuvent être prises depuis le début de l'action en déchéance.

Enfin le système proposé par la Section centrale met de l'unité dans la loi. Il est évident, en effet, que c'est ce système qui doit être appliqué dans les cas de déchéance facultative prévus par l'article 3. Pourquoi instaurer ici un régime différent, sans nécessité, sans utilité et comme pour compliquer les choses à plaisir ?

On a fait au mode de procédure inauguré par le projet une seconde objection, plus sérieuse que la première : pourquoi donner l'action en déchéance au ministère public seul ?

A notre avis, la question ne doit être soulevée qu'à propos des cas de déchéance facultative. Quand il s'agit de la déchéance obligatoire, on ne conçoit pas bien la nécessité ou l'utilité du droit des parents. Le ministère public manquerait à son devoir le plus élémentaire s'il négligeait de provoquer la déchéance dans l'un des cas de l'article premier. La déchéance est inscrite dans la loi et doit être poursuivie d'office. Les parents pourront donc, au besoin, signaler au ministère public le cas qui donne lieu à la déchéance. Cette nécessité ne peut se concevoir, dans la pratique, que dans le cas où la condamnation aurait été prononcée par une cour ou un tribunal qui n'est pas celui de la résidence de la famille du coupable. Encore faut-il supposer que le ministère public près ce tribunal sera informé de la décision intervenue ailleurs.

Mais, a-t-on objecté, l'arrêt ou le jugement peut avoir été rendu par un tribunal étranger ; le condamné échappera-t-il, dans ce cas, à l'application de la loi qui règle la déchéance de la puissance paternelle ?

Nous devons faire remarquer que le jugement répressif *rendu à l'étranger* contre un étranger, ou même contre un Belge, n'a aucune autorité en Belgique.

A propos de cette question on en a soulevé une autre : qu'en serait-il si le jugement avait été rendu en Belgique contre un étranger ?

Il a été répondu que la loi qui régit la puissance paternelle est de statut

personnel. Il faut donc appliquer aux étrangers, sous ce rapport, leur loi nationale (art. 3, § 3, du Code civil). Par conséquent, si cette loi nationale ne prévoit pas que le père peut être déclaré déchu de la puissance paternelle pour les causes prévues par la loi belge, il ne peut être privé de cette puissance par un jugement rendu en Belgique.

Mais à cette solution, s'appuyant sur le statut personnel, on oppose que la loi que nous élaborons est considérée comme une loi d'ordre public, qui doit dès lors être appliquée à tous ceux qui sont sur le sol belge, quelle que soit leur nationalité. La question ne peut recevoir ici une solution.

La Section centrale maintient les idées émises dans les projets, proposition et rapports précédents. Et tout d'abord la procédure. Le rapport s'en est exprimé plus haut, et la Section estime qu'il n'y a aucune raison sérieuse pour modifier ou bouleverser les textes précédents.

Il en est de même en ce qui concerne les textes des deux paragraphes qui règlent les effets de la déchéance. Le Gouvernement propose de formuler un principe général dans un premier alinéa, sous prétexte que l'ancienne rédaction ne prévoyait que des droits accessoires et que, l'article 8 parlant des droits énumérés à l'article 2, il faut que ce dernier article fasse mention de l'ensemble des droits dont seront déchus les parents condamnés. Or, il nous paraît que les deux derniers paragraphes de l'article 2 prévoient tous les cas d'application qui peuvent se présenter. Nous croyons donc pouvoir maintenir l'ancien texte de l'article 2.

Nous avons dit plus haut que la déchéance est absolue, en ce sens qu'elle atteint le coupable vis-à-vis de tous ses enfants et descendants, nés ou à naître, légitimes ou naturels, contrairement aux articles 378, § 2, et 382, § 2, du Code pénal, qui ne l'appliquent qu'à l'égard de l'enfant victime de l'infraction.

La déchéance est encore absolue en ce qui concerne les droits qui dérivent de la puissance paternelle. Le condamné devient incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants. Ces actes sont ceux énoncés aux articles 148, 151, 346, 361, 477, 1095, 1398 du Code civil, et tous ceux qui, pour leur validité, requièrent le consentement du père ou de la mère, tel que l'engagement volontaire de leur enfant ou descendant. La loi française entre dans le détail de ces actes; mais elle semble donner un caractère exemplatif à sa longue énumération. Le projet de revision du Code civil les énumère :

« Consentir à l'option de nationalité, au mariage, à l'adoption, à la
» tutelle officieuse, à l'émancipation et à l'engagement volontaire de leurs
» enfants ou descendants. »

La Section centrale donne la préférence à la disposition, admise par le Gouvernement, qui se borne à formuler le principe.

Quant à la tutelle, le projet primitif ne prévoyait que la tutelle et la subrogé-tutelle. Les Sections centrales et la proposition de MM. Denis et consorts ajoutent les autres fonctions par analogie ou identité de motifs.

ART. 3.

Causes de déchéance facultative.

Les causes de déchéance facultative ont donné lieu, comme précédemment, à de longs débats dans la Section centrale. Avant de les examiner, signalons une différence importante entre le projet de 1908 et les projets et proposition précédents : la déchéance peut se borner à l'une ou l'autre des attributions de la puissance paternelle et ne frapper le coupable d'incapacité que vis-à-vis d'un ou de plusieurs de ses enfants, tandis que tous les projets antérieurs assimilaient les effets de la déchéance facultative à ceux de la déchéance obligatoire.

Cette innovation se justifie par la considération que l'intérêt de l'enfant n'exigera pas nécessairement que son parent soit privé de tous les droits qui dérivent de la puissance paternelle. Il importe aussi d'établir une différence, quant à leurs effets, entre la déchéance obligatoire, prononcée seulement dans des cas d'une gravité exceptionnelle, et la déchéance facultative, dont les causes ne dénotent pas toujours une perversité amenant l'indignité du père ou de la mère. La Section centrale s'est ralliée à cette manière de voir.

Le Gouvernement actuel se rallie aux considérations du précédent rapport. Eu égard à ces considérations, il lui a paru préférable d'abandonner l'expression un peu dure : *exclure de la puissance paternelle*. Fréquemment, dit-il, il suffira d'enlever au père ou à la mère indigne le droit de garde sur son enfant. Le Gouvernement propose de dire : « exclure de la totalité ou d'une partie des droits visés à l'article 2 ». Cette expression lui paraît plus conforme à cette situation ; mais la Section centrale, qui ne voit là qu'une question de forme, ne s'y rallie pas. Elle préfère sa rédaction, qui lui paraît plus correcte.

PREMIÈRE CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Le fait de tenir une maison de débauche et l'inconduite notoire.

Le fait de tenir une maison de débauche ou de prostitution est incontestablement, pour les enfants du tenancier, un des plus démoralisants que l'on s'imagine. Aussi le projet primitif du Gouvernement en avait-il fait une cause de déchéance obligatoire, avec cette différence que l'exclusion de la puissance paternelle devait être précédée d'une instruction. Une fois le fait établi, la déchéance devait être prononcée par les tribunaux.

La Commission de revision du Code civil ne classa pas ce cas parmi ceux qui pouvaient donner lieu à déchéance ; mais il était évidemment compris dans les mots « inconduite notoire », dont elle faisait un cas d'exclusion facultative.

Le Gouvernement et la Section centrale actuelle partagent cette manière de voir : la déchéance sera facultative pour le juge. Mais ils pensent qu'il faut autant que possible spécifier les cas d'exclusion, même facultative, comme le faisait le projet Lejeune, et viser notamment le fait de tenir une maison de débauche.

Faut-il, comme dans le projet primitif, que les parents soient *notoirement connus* comme tenant une maison de débauche ou de prostitution ?

Nous ne le pensons pas. D'ailleurs, ces termes semblent impliquer que seules les maisons de prostitution publiques sont visées par l'article. Le fait de tenir une maison de débauche clandestine suffit, parce que la moralité de l'enfant placé dans un milieu pareil court les plus grands dangers, en supposant même que ses parents prennent certaines mesures pour le préserver du vice. On ne voit pas bien, du reste, quelle différence il peut y avoir, au point de vue de l'enfant, entre les deux espèces de maisons de débauche.

Le fait avéré de tenir une maison de débauche pourra donc donner lieu à la déchéance et sera, sans doute, un des cas où la puissance paternelle sera retirée aux parents d'une façon complète et à l'égard de tous leurs enfants, comme le permet le § 1^{er} de l'article.

Quant à l'inconduite, le projet exige qu'elle soit *notoire*. C'est l'expression dont se sert l'article 444 du Code civil qui règle les cas d'exclusion de la tutelle.

Le terme *inconduite* est général et comprend notamment l'ivrognerie habituelle, la fréquence des condamnations encourues, le concubinage de la femme et les cas prévus par l'article 39 de la loi du 27 novembre 1894 sur le vagabondage et la mendicité.

DEUXIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement des obligations légales des parents.

La Commission de revision du Code civil prévoyait, outre l'inconduite notoire, les mauvais traitements, l'abus d'autorité et la négligence grave dans l'accomplissement des obligations des parents envers l'un de leurs enfants ou descendants.

A) *Mauvais traitements*. — Le projet Lejeune exigeait une condamnation à une peine correctionnelle du chef d'un crime ou d'un délit volontaire, commis par le père ou la mère sur la personne de leurs enfants. Les Sections centrales précédentes, comme MM. Denis et consorts, se sont ralliées à ce système que l'avant-projet de Laurent consacrait également (art. 219 et 370).

La Section centrale actuelle, d'accord avec le Gouvernement, s'est prononcée en faveur du système de la Commission de revision. La condamnation n'est pas exigée ; mais il va sans dire que, en cas de mauvais traitements, la déchéance résultera le plus souvent d'un jugement de condamnation à une peine correctionnelle.

Il est possible que les mauvais traitements ne tombent pas sous le coup du Code pénal. Ne faut-il pas, par exemple, que l'on puisse venir au secours d'un enfant persécuté systématiquement dans sa famille ?

Le Gouvernement propose de remplacer le mot « compromise » par les mots « mise en péril ». C'est l'expression dont se sert le Code civil allemand en son article 1666. Il peut suffire en effet que les parents *mettent en péril* la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant, pour qu'ils puissent être déchus de la puissance paternelle. La Section centrale se rallie à l'amendement qui est du reste conforme à l'expression dont le précédent rapport se servait lui-même.

b) Abus d'autorité. — Le fait consiste dans le mauvais usage de l'autorité paternelle : un père donne des ordres scandaleux, oblige l'enfant à mendier, à vagabonder, à exercer des métiers louches, ou le livre à des acrobates (art. 4 de la loi du 28 mai 1888). Ce sont là quelques cas d'abus d'autorité.

c) Négligence dans l'accomplissement des obligations légales des père et mère. — Il s'agit des obligations légales, prévues par l'article 385, 2° du Code civil, qui constituent, aux termes de cet article, une charge de la puissance paternelle.

*
* *

On a reproché à l'énumération des cas prévus par l'article 2, n° 2, d'être trop vague. Il serait plus juste de dire qu'elle présente une certaine élasticité qui permettra au juge d'étendre les principes déjà consacrés par la jurisprudence actuelle. Si la loi projetée était trop stricte, les tribunaux ne se croiraient plus autorisés à user de ce droit. D'ailleurs, les définitions et les exemples que nous venons de donner précisent le sens des termes employés par le projet.

La Section centrale ne s'est pas bornée à l'énumération des cas où la puissance paternelle pourra être retirée aux père et mère ; elle exige que les mauvais traitements, l'abus d'autorité ou la négligence des parents dans l'accomplissement de leurs obligations légales *aient mis en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant*.

Enfin, le danger que pourraient présenter ces dispositions élastiques est écarté par d'autres dispositions qui les complètent : l'attribution de l'action en déchéance au ministère public exclusivement et le large pouvoir d'appréciation accordé aux tribunaux pour décider si la déchéance sera totale ou partielle, absolue ou relative.

TROISIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE

Privation de l'exercice de la puissance paternelle par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal.

Ce cas d'exclusion ne peut résulter que d'une condamnation encourue par le père ou la mère; et quelque grave que soit cette condamnation, elle ne peut entraîner que la déchéance *facultative*, sauf dans les deux cas prévus par l'article premier du projet. Mais, d'autre part, que la peine soit criminelle ou simplement correctionnelle, si les articles 31, 32 et 33 du Code pénal sont appliqués par les cours et tribunaux répressifs, la déchéance de la puissance paternelle *pourra* être prononcée par la juridiction civile.

En ce qui concerne les condamnés correctionnels, de même que les cours et tribunaux ne peuvent prononcer l'interdiction que *dans les cas prévus par la loi* (art. 32 C. pén.), de même le juge civil ne *pourra* prononcer la déchéance que dans ces cas et pour autant que la justice répressive ait elle-même prononcé l'interdiction légale des droits énumérés à l'article 31.

Qu'en est-il de l'avortement et de l'infanticide?

Nous avons dit plus haut que ces faits ne constituent pas des causes de déchéance obligatoire, même quand ils ont été commis sur la personne de l'enfant du coupable. L'article premier les excepte formellement. Mais ils sont des cas d'exclusion facultative, en vertu du n° 3 de l'article 2, si le coupable a été condamné à une peine criminelle.

En ce qui concerne l'avortement, le projet Lejeune n'en faisait pas une cause de déchéance même facultative. La Section centrale de 1897 l'assimilait à l'infanticide et autorisait les tribunaux civils à prononcer la déchéance facultative. Le projet actuel diffère des précédents en ce que l'avortement n'est pas par lui-même une cause de déchéance facultative. En effet, il ne rentre pas dans les cas *prévus par la loi* dont parle l'article 33 du Code pénal. L'interdiction légale et, par suite, la déchéance de la puissance paternelle ne peuvent donc s'appliquer que si l'avortement est punissable des travaux forcés ou de la réclusion (art. 348 à 352 du Code pénal).

QUATRIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Le quatrième cas est le suivant : « S'ils (les père ou mère) ont été » condamnés à une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime » politique, auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que » celui-ci ait été condamné, soit qu'il ait été acquitté pour avoir agi sans » imputabilité. »

Le projet primitif n'exceptait pas le crime politique; et la *participation* de

l'enfant au crime commis par le père ou la mère suffisait pour que la déchéance obligatoire fut prononcée contre eux.

La Commission de revision n'adopta pas ce cas de déchéance. La Section centrale de 1892, sans se rallier absolument à la manière de voir de la Commission, proposa de modifier cette disposition en se basant sur les considérations suivantes :

« Il arrivera généralement, dans ce cas, que le parent aura associé son » enfant à son crime, soit directement, soit indirectement. Mais le contraire » peut arriver. A l'occasion de troubles ou d'émeutes, par exemple, des » crimes ont été commis par plusieurs individus ; un père de famille et son » fils y ont participé. Existera-t-il toujours et nécessairement un lien » criminel entre eux ? »

» S'il n'existe qu'un concours matériel, la déchéance de l'autorité pater- » nelle ne se justifierait pas plus qu'après une condamnation pour un crime » quelconque. L'autorité paternelle n'est pas en cause. L'auteur, le coauteur » ou le complice du crime n'a pas abusé de cette autorité. Elle n'a été ni » la cause ni l'occasion de la participation de l'enfant à l'accomplissement » du crime ⁽¹⁾. »

La Section centrale proposa de remplacer les mots « auquel leur enfant a participé » par les suivants : ... « crime auquel ils ont *associé* leur enfant ». Ces mots marquent qu'il doit y avoir eu entre le père et l'enfant une sorte de concert préalable et exclut le concours matériel ou accidentel au crime.

La disposition ainsi rédigée a reparu dans les projets et proposition de loi postérieurs à 1892. Le Gouvernement, consulté par la Section centrale, s'y était rallié et l'avait inscrite dans l'article premier. Mais la Section centrale, tout en admettant la rédaction proposée, a jugé que le cas ne devait pas figurer parmi ceux qui donnent lieu à la déchéance obligatoire. Elle s'est laissé guider par cette considération qu'il n'est pas toujours facile de distinguer entre crimes politiques et crimes ordinaires, et que, en supposant que le crime qui a donné lieu à la condamnation soit très grave, il n'est pourtant pas de ceux, particulièrement odieux, qui sont commis sur la personne de l'enfant et que seul l'article premier classe parmi les causes qui entraînent la déchéance obligatoire.

La circonstance que l'enfant a été acquitté comme ayant agi sans imputabilité ne fait pas obstacle à ce que la déchéance de la puissance paternelle soit poursuivie et prononcée.

CINQUIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

La déchéance facultative pourra atteindre également ceux qui, étant tuteurs, même officieux, ont été condamnés à une peine criminelle comme auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur enfant.

(1) Rapport de M. Colaert, 1892.

Nous avons développé plus haut les raisons pour lesquelles la Section centrale a classé ce cas parmi les causes de déchéance facultative.

Qui peut intenter l'action en déchéance?

Nous avons dit que, en cas de déchéance obligatoire, l'action est réservée au ministère public, et nous avons fait valoir les motifs qui ont déterminé la Section centrale à se rallier à cette solution. Mais la question est plus délicate quand il s'agit de la déchéance facultative.

On peut argumenter, en effet, de ce que l'action en destitution de la tutelle appartient aussi aux membres de la famille (articles 444 et suivants du Code civil).

L'article 302 du même Code prévoit une hypothèse analogue à celle qui nous occupe. La loi française du 24 juillet 1888 accorde l'action en déchéance de la puissance paternelle, *à un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou au ministère public*. La Commission de revision du Code civil alla même plus loin : *tout parent ou allié* pouvait demander la déchéance.

Les considérations suivantes, empruntées à l'Exposé des motifs du projet primitif, semblent justifier l'exclusion de la famille :

« Abandonner cette action aux membres de la famille ou en saisir »
 » nécessairement la juridiction compétente, toutes les fois qu'une condam- »
 » nation peut donner ouverture à déchéance, ce serait multiplier les procès »
 » non justifiés, au détriment de la paix des familles et au respect dû aux »
 » parents par les enfants. L'intervention du ministère public est nécessaire »
 » pour empêcher les poursuites indiscretes ou vexatoires; il importe que »
 » le ministère public soit libre d'intenter l'action en déchéance ou de ne »
 » pas l'intenter. »

Ces considérations indiquent aussi les limites de l'intervention du parquet. L'intérêt bien établi de l'enfant doit être son principal mobile. Le déplacement de la puissance paternelle, bien que ne constituant pas une peine, est une mesure d'une gravité exceptionnelle qui anéantit des droits fondés sur la nature et que les parents peuvent invoquer comme des devoirs sacrés. C'est assez dire que la déchéance ne peut atteindre que ceux qui, aux yeux de tous, ne méritent pas de porter le titre de père ou de mère.

La procédure en déchéance, même facultative, est très simple : le tribunal de première instance la prononce sur la poursuite du ministère public ; mais, comme nous le verrons à l'article 9, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du juge de paix et appelé la mère. Pour tout le reste, on suit les règles ordinaires de la procédure. La Section centrale, d'accord avec le Gouvernement, ne se rallie donc pas au projet primitif qui soumettait l'action à une série de dispositions exceptionnelles : dépôt de mémoire, réunion en l'hambre du conseil, demande d'avis d'un conseil de famille extraordinaire, décision préliminaire, etc. Nous revenons ainsi au système de la Commission de revision du Code civil.

ART. 4.

Cet article dispose que « le tribunal peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer l'exclusion, telle qu'elle est prévue par l'article 3, contre » la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle ».

Les projets primitifs, de même que les propositions de la Section centrale et de MM. Denis et consorts, permettaient au ministère public de demander que la mère n'exerçât pas les droits de la puissance paternelle en cas de déchéance de son mari. Cette disposition fut justifiée par cette considération que l'enfant, confiée à sa mère, sera placé indirectement sous l'autorité de son père. La déchéance de la puissance paternelle n'ayant en effet aucune influence sur la puissance maritale, la mesure de protection prise en faveur de l'enfant pouvait devenir inefficace.

Pour un motif analogue, on accordait au tribunal, à la requête du ministère public, le droit de retirer la puissance paternelle sur ses enfants à la femme qui épouse un individu déchu de cette puissance.

Le projet actuel ne vise que ce dernier cas. Le cas même fut vivement critiqué par un membre de la Section centrale de 1897. Il n'admettait pas, disait-il, que la puissance paternelle pût être enlevée à la femme dont le mari en est déchu. Il ajoutait que, dans le mariage, la femme doit être l'égale du mari et avoir les mêmes droits que lui.

L'article 4 nouveau donne en partie satisfaction à l'honorable membre. La femme mariée dont le mari est exclu de la puissance paternelle exercera elle-même cette puissance, conformément aux dispositions de l'article 5. La déchéance ne pourra être poursuivie que contre la femme qui épouse un individu déjà exclu de la puissance paternelle.

Cette disposition s'appliquera spécialement à la femme veuve ayant des enfants d'un premier lit ; mais elle pourra s'appliquer également à l'égard des enfants à naître du mariage contracté avec un individu déchu de la puissance paternelle.

L'article 4 dispose que le tribunal pourra prononcer l'exclusion *telle qu'elle est prévue par l'article 3*. Ces termes visent la déchéance facultative prévue par cet article.

ART. 5.

Les dispositions proposées par cet article réalisent les idées du rapport de la Section centrale primitive, qui finirent par être adoptées par le Gouvernement d'alors et que MM. Denis et consorts ont adoptées dans leur proposition de loi.

L'article ancien remettait à l'autorité communale la garde et l'éducation de l'enfant dont les parents sont déchus de la puissance paternelle. Cette disposition fut vivement combattue dès 1892 et rejetée à l'unanimité des membres de la Section centrale.

Le rapport se fit l'écho de cette unanimité :

« Nous devons reconnaître que cette disposition bouleverse toute notre
» législation actuelle et qu'elle peut, par une application fréquente, compro-
» mettre l'existence de la famille et, partant, constituer un grave danger
» pour la société même.

» L'éducation des enfants ne rentre pas dans les attributions de l'autorité
» communale telles qu'elles sont définies par nos lois politiques. Le Code civil
» de 1804 a confié cette mission à la famille, aux père et mère d'abord, aux
» ascendants ensuite et, à leur défaut, à celui qui, parent, ami ou étran-
» ger même à l'enfant, sera désigné par le *conseil de famille*. Ce conseil est
» composé de parents et, au besoin, d'amis.

» Le décret des 16-24 août 1790 lui-même, qui définissait les attribu-
» tions des corps municipaux, avait songé si peu à leur conférer un pouvoir
» quelconque sur la famille, qu'il institua un tribunal domestique pour
» trancher les contestations entre parents et, notamment, pour régler le
» droit de correction vis-à-vis d'enfants dont la conduite donnait à leurs
» parents des sujets de mécontentement très graves. Le droit de correction,
» fortement critiqué aujourd'hui, est réglé par le Code civil.

» C'est la personne de confiance, désignée comme nous venons de le
» dire, qui est chargée par la loi de veiller sur l'enfant et de pourvoir à son
» éducation en cas de décès des père et mère. La tutelle est ouverte de la
» même façon quand les parents, par suite d'absence ou d'interdiction judi-
» ciaire, sont dans l'impossibilité de remplir les devoirs de garde ou d'édu-
» cation de leurs enfants.

» C'est à ce système, éminemment favorable à l'intérêt de l'enfant et qui
» respecte les droits et les devoirs des père et mère, sans nuire d'ailleurs à
» l'intérêt de la société, que le projet de loi nous semble porter une grave
» atteinte.

» Nous avons vainement cherché, dans l'Exposé des motifs, la justifica-
» tion de l'innovation proposée. Il invoque, en trois mots, *l'intérêt de la*
» *société tout entière*. Mais en quoi cet intérêt serait-il lésé, si le législateur
» appliquait à l'enfant dont les père et mère ou l'ascendant sont déchus de la
» puissance paternelle, le système que le Code civil applique à l'enfant dont
» les parents sont morts, absents ou interdits?

» Jusqu'ici ce système n'a pas été critiqué sérieusement dans son ensem-
» ble; et si quelques détails peuvent laisser à désirer, il ne peut être venu
» qu'à l'idée d'esprits imbus de doctrines subversives de vouloir enlever
» l'autorité paternelle à la famille pour la confier aux pouvoirs publics.

» Avons-nous besoin de dire que tel n'est évidemment pas le but du
» projet de loi? L'honorable M. Lejeune a déclaré, à l'assemblée de la
» Fédération des Comités de patronage, que l'initiative privée, la charité de
» chacun peut intervenir.

» D'ailleurs, l'article propose que *dans le cas où, par suite de déchéance,*
» *l'exercice des droits de la puissance paternelle n'appartient plus ni au*

» *père ni à la mère, la tutelle pourra être constituée conformément aux dispositions du Code civil.*

» Mais ce n'est là qu'une exception qui, fort heureusement, deviendrait la règle dans l'état actuel de nos idées et de nos mœurs. L'Exposé des motifs la justifie en fort bons termes : *Il se peut, dit-il, que, la puissance paternelle étant enlevée aux parents, une personne quelconque, apparentée à l'enfant ou même étrangère à la famille, désire se charger de son éducation. Si cette personne présente toutes les garanties nécessaires, il n'y a aucune raison pour lui refuser cette tutelle volontaire, dans les conditions spécifiées par les trois derniers paragraphes de l'article 10.*

» La Section centrale propose de faire de cette exception la règle générale et de ne confier la garde et l'éducation à l'autorité communale que lorsque l'enfant n'a pas de parents ou, mieux encore, lorsque personne ne se charge de son éducation.

» Ce serait proclamer dans la loi le principe salulaire du respect de l'autorité familiale, éviter le reproche adressé au projet primitif de consacrer un principe dangereux et ne pas aggraver les charges des communes, tout en sauvegardant l'intérêt bien entendu de l'enfant.

» En ce qui concerne l'intervention de l'autorité communale, on ne doit pas se dissimuler qu'à l'avenir les tribunaux auront à s'occuper d'un nombre plus considérable de jeunes malheureux qui, pour des motifs divers, appartiennent à la classe nombreuse des enfants moralement abandonnés. Si la loi favorise l'action privée, il est évident que ce sera à la décharge de l'État et des communes dont un grand nombre ont une situation obérée.

» Qu'on n'objecte pas que si l'enfant du riche peut recevoir, dans notre système, une éducation convenable, il n'en sera pas de même de l'enfant indigent. Ceux qui connaissent l'esprit des familles pauvres, pour s'être mis en contact avec elles, savent de quels sacrifices elles sont capables quand il s'agit de recueillir des enfants abandonnés par leurs parents.

» Quoi qu'il en soit, nous sommes d'avis que l'autorité publique doit intervenir le moins possible et qu'il faut laisser agir l'initiative privée. Dans ces dernières années, la charité individuelle a fait des merveilles en faveur des enfants abandonnés, en France, en Angleterre en Italie, en Amérique et dans d'autres pays. Pourquoi en serait-il différemment en Belgique, où toutes les misères trouvent des secours, des consolations, des dévouements ? »

L'article 3 du projet rapporté en 1908 réalisait d'une façon complète les idées développées dans le rapport de 1892. Ces idées avaient fini par être adoptées à l'unanimité des membres des diverses Sections centrales d'accord avec le Gouvernement. Néanmoins le Gouvernement propose de nouveau diverses modifications à l'article 3 :

1° SUPPRESSION DE L'INTERVENTION DU CONSEIL DE FAMILLE. — Le tribunal de première instance seul serait donc appelé à désigner les personnes qui

doivent suppléer à l'autorité paternelle défaillante. Le conseil de famille ne serait pas même consulté, alors que la mère, les ascendants ou d'autres membres de la famille sont là et pourraient avantageusement remplacer le père déchu de la puissance paternelle ou d'un des attributs de celle-ci.

La Section centrale ne peut se rallier à ce système. On nous objecte que la déchéance n'a pas pour effet d'ouvrir la tutelle. Mais on oublie qu'en cas de déchéance l'enfant se trouve dans une situation analogue à celle de l'enfant dont les parents sont décédés, absents ou interdits. On objecte aussi que le conseil de famille serait composé le plus souvent de parents pauvres. Nous répondons à cette objection en disant que, au besoin, la charité publique ou privée interviendra; ajoutons qu'il en est de même dans la tutelle ordinaire. Il y a là aussi des conseils de famille et des tuteurs pauvres.

Nous adoptons donc le droit commun dont il ne faut s'écarter que pour des raisons graves. Existe-t-il ici quelque-une de ces raisons? Il pourrait y avoir, en effet, un réel danger à déferer de plein droit la tutelle à la mère dont le mari est déchu de la puissance paternelle, à raison de l'ascendant qu'il pourrait exercer sur elle.

En dehors de ce cas, réglé dans le système de la Section centrale, nous estimons que le droit commun doit être observé. Le droit commun se déduit de la théorie du Code civil en cas de décès, d'absence ou d'interdiction des père ou mère. Il a été suivi par la doctrine pour l'application des articles 378, alinéa 2 et 382, alinéa 2, du Code pénal de 1867, prévoyant des causes de déchéance de la puissance paternelle. Plus récemment, dans la discussion de la loi du 28 avril 1888 sur la protection des enfants dans les professions dites ambulantes, il a été proclamé par le Ministre de la Justice, à la Chambre des Représentants, et, au Sénat, par le rapporteur de la Commission : en cas de déchéance de la puissance paternelle il y a lieu d'appliquer les dispositions sur la tutelle, comme si le père ou la mère coupable était décédé ⁽¹⁾.

Nous n'avons du reste pas proposé la suppression totale de l'intervention judiciaire, puisque, dans notre rapport de 1908, nous disions : « En prononçant la déchéance obligatoire ou facultative, le tribunal ordonne la convocation du conseil de famille, conformément aux articles 405 et suivants du Code civil, comme si le père était mort, absent ou interdit. Naturellement, c'est la mère qui dorénavant exercera la puissance paternelle; et ce n'est que pour des motifs graves que le conseil de famille désignera une autre personne. *Le tribunal nommera* la personne désignée par le conseil, sauf, dans la suite, à modifier son choix s'il y avait nécessité et sur les réquisitions du ministère public. Ce n'est que dans le cas où le tribunal ne trouve pas la personne (désignée par le Conseil)

(1) En ce sens, entre autres, GALOPIN, *De l'état et de la capacité des personnes*, n° 744; édition 1911.

» apte à remplacer les père ou mère et qui accepte cette mission, que
» l'enfant sera mis à la disposition de *l'autorité communale* ⁽¹⁾. »

2° JOUISSANCE DES BIENS DE L'ENFANT. — Le Gouvernement propose de dire que si la personne désignée n'est pas la mère, cette personne ne peut avoir la jouissance des biens de l'enfant *visés à l'article 384 du Code civil*. En ce cas, les revenus *de ces biens* doivent être essentiellement employés à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

Avons-nous besoin de faire observer que l'ancien article avait exactement le même sens? Son texte ne permettrait pas plus que le texte proposé par le Gouvernement d'accorder à la mère, remplaçant le père déchu, la jouissance des biens prévus à l'article 387 du Code civil. Le texte du Gouvernement est peut-être plus clair, et nous l'admettons sans difficulté.

3° CONSENTEMENT A DIVERS ACTES. — L'article 5 proposé par le Gouvernement en 1907 ne prévoyait que l'option de nationalité et le mariage; mais d'autres cas peuvent être prévus : tutelle officieuse, engagement militaire, etc. La formule proposée par l'amendement du Gouvernement prévoit « tous les actes du mineur spécialement subordonnés par la loi au consentement du père ou de la mère ». La Section centrale s'y réfère.

4° MODIFICATION DU PLACEMENT DU MINEUR. — D'après un amendement proposé par le Gouvernement, la personne à qui est confiée la garde de l'enfant peut, elle aussi, demander à être déchargée de la garde de l'enfant. C'est un droit qu'il est juste de lui reconnaître dans l'intérêt de l'enfant.

5° SUPPRESSION DE LA MISE A LA DISPOSITION DE L'AUTORITÉ COMMUNALE. — Nous avons dit plus haut que la mise de l'enfant à la disposition de l'autorité communale ne se justifierait que dans des cas exceptionnels ou, *mieux encore, lorsque personne ne se charge ou ne peut se charger de son éducation*. C'était une légère concession faite aux idées qui avaient inspiré le premier projet de loi. Mais les considérations que nous avons émises plus haut disent assez avec quelle satisfaction nous souscrivons à l'amendement du Gouvernement, qui efface d'un trait l'ingérence du pouvoir communal dans un domaine qui n'est pas le sien. C'est, comme nous l'avons dit, la famille qui, sous l'œil vigilant et impartial des tribunaux, est la seule autorité tutélaire ayant le droit de se substituer à l'autorité naturelle du père et mère quand ceux-ci en abusent.

L'amendement autorise le tribunal à confier la garde et l'éducation de l'enfant à une société ou à une institution charitable, publique ou privée, bien entendu de *l'avis des parents* de l'enfant.

On entend par institution publique toute institution de droit administratif douée de la personnalité civile. Sont considérées, comme institutions pri-

(1) Rapport de 1908. Nous verrons tantôt que l'autorité communale disparaît et que la Section centrale se rallie au système nouveau.

vées, les sociétés de bienfaisance qui n'ont pas cette personnalité, par exemple le Comité de patronage ou la Société des Enfants martyrs.

ART. 6.

Cet article est relatif aux mesures provisoires à prendre dès que l'action en déchéance est introduite. Ces mesures ne concernent que *la garde et l'éducation* de l'enfant. La Section centrale en abandonnait l'appréciation au tribunal et, en cas d'urgence, au juge de référé, et non plus au juge d'instruction comme dans le projet primitif.

Le Gouvernement propose deux modifications à cet article : Il veut d'abord que des mesures provisoires soient prises, non seulement pendant l'instance en déchéance de l'autorité, mais *même en cas de poursuite du chef d'une infraction pouvant donner lieu à l'application des articles 1 et 3*; ensuite, en vue de maintenir l'unité dans la loi, il remplace le juge de référé par le juge des enfants.

La première mesure serait grave si l'on devait craindre que les tribunaux abusent de la faculté qui leur est accordée. Ils devront, dans tous les cas, en user avec une extrême réserve et avec la préoccupation de ne pas nuire à la défense du père ou de la mère poursuivis mais présumés innocents. Dans ces limites, nous nous rallions à l'amendement.

Mais il nous est impossible d'admettre ici l'intervention du juge des enfants. Nous l'avons dit, et nous le répétons, l'enfant dont le père ou la mère est déchu de la puissance paternelle n'est pas un délinquant. On ne peut donc le ranger dans la catégorie de ceux qui ont commis une faute même légère. Il est vrai que l'institution nouvelle du *juge des enfants* n'aura pas, dans la législation proposée au chapitre II, le caractère de magistrature répressive. Mais de quelque titre qu'on décore le juge, ce sera à l'occasion d'une faute commise par l'enfant qu'il aura à diriger celui-ci, et l'opinion publique, souvent peu au courant des matières juridiques, ne distinguerait pas entre deux catégories d'enfants dont le même juge s'occupe à des titres tout à fait différents.

Le tribunal, comme le juge de référé, échappe à cet inconvénient. Si c'est le tribunal civil qui prononce la déchéance et ses effets, il paraît rationnel que ce soit un magistrat exclusivement civil qui ordonne les mesures provisoires à prendre en faveur de l'enfant. La Section centrale maintient *le juge de référé*, estimant, d'ailleurs, que l'unité sera mieux observée dans son système que dans celui du Gouvernement.

ART. 7.

Cet article consacre le principe de la révocabilité de la déchéance, tandis que l'article correspondant du projet primitif proclamait le principe contraire, sauf dans le cas où le père avait associé son enfant ou descendant à un crime. Dans ce cas, les parents déchus pouvaient demander, après une

période de trois ans, que l'exercice de la puissance paternelle leur fût restitué.

Le projet primitif admettait donc une seule exception au principe de l'irrévocabilité de la déchéance. La Section centrale étendit l'exception et en fit la règle.

« La plupart de ceux qui s'occupent de la question de la protection de l'enfance, disait le rapport, ont réclamé contre cette disposition radicale du projet de loi. La Commission de revision du Code civil propose :
 » « Les père et mère peuvent être réintégrés par le tribunal dans l'exercice de l'autorité qu'ils auraient perdue aux termes de l'article 8 ;
 » c'est-à-dire dans les cas de déchéance facultative proposés par la Commission.

« La loi française va beaucoup plus loin : elle admet la restitution de la puissance paternelle, même dans les cas où la déchéance a été encourue de plein droit, pourvu que le condamné ait obtenu la réhabilitation. Le Congrès d'Anvers émit le vœu que « la déchéance ne fût *jamais* prononcée d'une manière absolument définitive et irrévocable, mais que, *dans tous les cas*, celui qui l'a encourue puisse en être relevé judiciairement et reprendre l'exercice des droits qui lui sont nécessaires pour remplir, à l'égard de ses enfants, le devoir d'éducation qui lui est imposé par la nature et par la loi. »

« La Section centrale, à l'unanimité de ses membres, s'est ralliée à cette manière de voir. Nous avons démontré plus haut combien il serait peu équitable, injuste même, de priver de la puissance paternelle des individus qui peuvent avoir cédé à une passion violente et passagère, par exemple dans le cas d'attentat à la pudeur commis par des jeunes gens sur des personnes étrangères et majeures. La sévérité de la mesure saute davantage aux yeux quand on considère que, d'après le projet de loi, cette déchéance, comme toutes les autres, sauf le cas excepté par l'article 44, serait irrévocable.

« On peut objecter que le dessaisissement de l'autorité des père et mère n'est pas une peine proprement dite : ni une peine principale, ni une peine accessoire. Cela est vrai ; mais elle constitue une déchéance, une peine civile d'un caractère extrêmement grave. Quoique prononcée dans l'intérêt exclusif de l'enfant, elle peut avoir pour effet l'amendement du coupable. Si ce résultat est atteint, le déplacement de la puissance paternelle n'a plus de raison d'être. On ne saurait assez le répéter : l'autorité paternelle est un droit en même temps qu'un devoir imposé par la nature.
 » « Non seulement elle a toujours existé, mais, après l'autorité de Dieu, elle est la première. Toute autre autorité sur la terre n'a dû être, dans le principe, qu'une image de celle du père de famille à l'égard de ses enfants ; et toute magistrature parmi les hommes a été d'autant plus parfaite qu'elle est moins éloignée de ce type primitif ⁽¹⁾. »

(1) BLANCHET, *De la puissance paternelle*. (REVUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, t. V.)

» Comme nous l'avons dit en critiquant l'innovation proposée par l'article 10, c'est la tutelle déléguée par la famille à un parent ou à un ami, ou même à une personne étrangère réunissant les qualités voulues, qui, à défaut des parents, exercera le mieux la magistrature domestique. Mais cette mission elle-même, quelque féconde qu'elle puisse être, doit cesser le jour où le chef de la famille découronné est devenu digne d'exercer à nouveau la royauté familiale.

» La Section centrale propose donc de restituer la puissance paternelle toutes les fois que l'indignité a cessé. Mais, pour constater l'amendement du parent, il faut une période plus ou moins longue et proportionnée à la gravité du cas. Nous proposons dix ans dans les cas de déchéance obligatoire, cinq ans dans les cas de déchéance facultative ⁽¹⁾. »

Nous proposons aussi la réintégration *totale ou partielle*.

ART. 8.

Cet article introduit dans le projet une cause de déchéance qui n'existait pas dans les précédents projets et proposition de loi : « Les père et mère perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire. »

La disposition nouvelle a paru inutile à plusieurs membres de la Section centrale. Déjà, en effet, les articles 141, 142 et 143 du Code civil prévoient l'absence et organisent « la surveillance des enfants mineurs du père qui a disparu ». Quant à l'interdiction judiciaire, les articles 507 et 511 semblent avoir réglé suffisamment les intérêts des enfants de l'interdit.

D'accord avec le Gouvernement, nous proposons le maintien de l'article ; mais il a paru à la Section centrale qu'on ne peut assimiler à l'interdiction judiciaire celle des articles 31, 32 et 33 que le Gouvernement a proposé d'ajouter. L'interdiction légale est en effet prévue par l'article 3 parmi les causes de déchéance facultative, et dès lors on conçoit difficilement que les tribunaux puissent prononcer deux déchéances, l'une facultative, en vertu de l'article 3, l'autre *obligatoire, quoique temporaire*, en vertu de l'article 8. La Section centrale estime qu'il est inutile d'ajouter l'interdiction légale.

Les paragraphes 2 et 3 règlent la procédure à suivre. C'est la même que celle de l'article 5.

ART. 9.

Nous avons dit plus haut que le projet entoure l'action en déchéance de toutes les garanties désirables. Il s'agit ici de la déchéance facultative. Le tribunal ne la prononce qu'après avoir pris l'avis écrit du juge de paix du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence des père et mère.

(1) Rapport de M. Colaert, de 1892.

Le paragraphe 2 de l'article oblige aussi le tribunal à entendre ou à appeler la mère. C'est une nouvelle garantie.

Les dispositions de l'article 9 ne sont pas applicables aux mesures prévues par l'article 6 du projet. Dans le cas de cet article, il y a urgence; il ne s'agit du reste que d'une situation qui n'a rien de définitif.

Le Gouvernement propose de substituer le juge des enfants au juge de paix. Bien que l'immixtion du juge des enfants dans le cas prévu par l'article 9 ne présente pas les inconvénients que nous avons signalés à l'article 6, la Section centrale estime qu'il vaut mieux consulter le juge de paix que le juge des enfants, pour les motifs exposés sous l'article 6.

ART. 10.

Cet article règle deux questions de procédure. La première est relative à l'autorisation maritale. La femme ne doit pas être autorisée pour ester en justice, dans les cas prévus par les articles précédents. Il s'agit de la femme défenderesse à l'action intentée par le ministère public. Comme demanderesse, elle ne pourra agir que dans deux cas : 1^o celui de l'article 7, relatif à la réintégration dans les droits de la puissance paternelle, puisque dans le système du projet l'action est réservée au ministère public, et 2^o le cas d'appel, qui est prévu par le paragraphe 2 de l'article 10.

Le délai d'appel est fixé à quinze jours. L'appel est suspensif, sauf dans le cas de l'article 6.

On a demandé à partir de quel jour court le délai d'appel. Le projet Lejeune autorisait implicitement l'appel, sans en régler le délai. Le projet de la Commission de revision du Code civil fixe le délai à quinze jours, en justifiant cette dérogation au droit commun par la raison que « les difficultés qui concernent l'autorité des père et mère exigent une solution urgente ». On atteindra ce but en fixant le délai à quinzaine, à partir du jour où le jugement contradictoire ou par défaut a été rendu. Si le jugement est contradictoire, le père ou la mère déchu sera suffisamment informé de la déchéance; s'il est rendu par défaut, le défaillant n'aura qu'à se reprocher à lui-même d'avoir ajouté une nouvelle faute — l'absence ou la négligence — à celle qui a donné lieu à son exclusion de la puissance paternelle. On pourrait même soutenir qu'en cas de déchéance obligatoire l'appel n'est pas recevable. Nous n'allons pas jusque là; mais nous répétons que l'action est entourée de tant de garanties que l'on peut dire que la décision judiciaire aura été rendue en pleine connaissance de cause et que l'appel sera rarement justifié.

ART. 11.

Voici comment s'exprimait, au sujet des frais, l'ancien rapport déposé en 1897 :

« Cet article résout la question des frais d'entretien et d'éducation

» de l'enfant indigent. Des membres de la Section centrale voulaient faire
 » subir ces frais par l'État, et le Gouvernement estimait d'abord qu'ils
 » devaient incomber à la commune.

» Les Sections centrales précédentes ont trouvé le partage des frais par
 » moitié entre l'État et la commune juste et équitable et se sont ralliées à
 » l'article 44. Dès que l'enfant moralement abandonné, et qui n'a pas
 » encore délinqué n'est pas mis à la disposition du Gouvernement, mais
 » que le droit de garde et d'éducation en est donné à la commune, il
 » paraît logique que celle-ci supporte, au moins partiellement, les frais qui
 » résultent du placement dans un établissement de charité, d'instruction
 » ou d'apprentissage, public ou privé, ou chez un particulier. Mais comme
 » ces frais peuvent constituer, à l'avenir, une nouvelle et lourde charge
 » pour les administrations communales, l'État a cru devoir y intervenir
 » pour moitié. Le partage des frais est la suite d'une transaction entre par-
 » tisans des systèmes opposés ⁽¹⁾. »

Les mêmes motifs ne peuvent plus être invoqués en faveur du partage des frais entre l'État et la commune. Mais le principe n'en paraît pas moins équitable.

Qui fixera ces frais? Le Gouvernement propose que ce soit le tribunal ou le magistrat qui, par application de l'article 5 ou de l'article 6, confie un enfant à une personne autre que la mère; c'est-à-dire à une société ou une institution charitable, publique ou privée. La somme allouée le sera à titre de subside, et elle sera proportionnée à la fortune des parents de l'enfant. Si les parents sont dans l'aisance, il va sans dire que ce sont eux qui supporteront les frais, ou pour mieux dire, paieront la somme fixée à titre de subside. Le tribunal décidera d'après les circonstances de fait et, naturellement, après avoir entendu le conseil de famille et le ministère public en leur avis. Les frais ne doivent incomber à l'enfant que s'il a des ressources et que ses parents n'en aient pas.

Notons que le mot subside implique l'idée d'œuvre de bienfaisance. C'est ainsi que s'exprime, entre autres, la législation hollandaise de 1904, modifiée par la loi de 1909. Le subside y est fixé à 50 centimes par jour.

CHAPITRE II.

Des mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice.

L'intitulé de ce chapitre est peut-être trompeur, bien qu'il ne qualifie plus de *judiciaires* les mesures à prendre à l'égard des enfants, comme le faisaient les anciens projets et propositions de loi. Il parle de *mineurs tra-*

(1) Précédents rapports de M. COLAERT.

duits en justice, alors qu'en réalité la justice est remplacée par un magistrat qui ne peut plus appliquer au mineur aucune peine proprement dite ⁽¹⁾, même à raison d'un fait qualifié crime par la loi pénale et qui, à l'égard d'un adulte, pourrait entraîner la peine de mort. Ne vaudrait-il pas mieux dire : des mesures à prendre à l'égard des *jeunes délinquants*? Cet intitulé nous paraît justifié par les considérations que nous développerons dans la suite.

Au fond, les mesures proposées par le Gouvernement semblent, à première vue, bouleverser les principes admis jusqu'ici en matière de criminalité infantile. Elles ne feraient que transformer ces principes, si l'on s'en tenait aux innovations que la Section centrale adopte et aux modifications qu'elle propose.

Avant d'examiner les unes et les autres, il ne sera pas inutile de jeter un regard sur notre législation pénale actuelle, en tant qu'elle s'applique, dans ses grandes lignes, aux jeunes délinquants.

L'article 72, alinéa 1^{er}, du Code pénal et l'article 25 de la loi du 15 février 1897 fixent la majorité pénale à 16 ans accomplis au moment du fait délictueux. Le premier est relatif aux crimes et délits, le second aux contraventions ⁽²⁾.

Dans les cas de l'article 72 du Code pénal, le juge doit se poser deux questions : 1° Le fait est-il établi ; 2° si oui, le mineur a-t-il agi avec discernement? Dans l'affirmative, il est puni, mais il jouit du bénéfice de l'article 73, qui réduit les peines dans une proportion notable. Dans la négative, il est acquitté et renvoyé à ses parents ; mais le tribunal pourra le mettre à la disposition du Gouvernement pour un temps qui ne dépassera pas l'époque où il aura accompli sa vingt et unième année.

En cas de contravention, l'article 25 de la loi du 15 février 1897 dit que le mineur sera traduit en justice et, s'il a agi avec discernement, que le juge le réprimandera ou, si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, le mettra à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, l'enfant sera condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et dommages intérêts.

Enfin, la loi considère l'âge de 16 à 18 ans comme une période intermédiaire, en ce sens qu'elle permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. (Art. 26 de la loi du 27 novembre 1894.)

(1) La réprimande n'est donc plus une peine proprement dite.

(2) Dans le droit romain, l'enfant n'est pas punissable avant 7 ans. L'ancien droit français fixe l'âge de la criminalité à 10 ans ; au-dessus de cet âge, jusqu'à la majorité, la peine est moindre que celle des adultes. L'assemblée constituante introduisit un système que le législateur pénal de 1810 et celui de 1867 ont consacré.

*
* *

Le Gouvernement propose de modifier toute cette législation par une série d'amendements aux textes arrêtés par la Section centrale en 1908. Ces amendements concernent principalement : 1° Le juge des enfants; 2° la majorité pénale; 3° le discernement; 4° l'appel; 5° la liberté surveillée.

§ 1^{er}. — Du tribunal des enfants.

ART. 12 et 13.

Les articles 12 et 13 organisent le tribunal des enfants : un juge du tribunal de première instance, avec l'assistance du ministère public, est chargé du jugement des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis. Voir les textes de ces articles, qui énoncent succinctement, mais de façon claire et précise, toute l'organisation nouvelle.

Créée à Chicago en 1899, l'institution du juge des enfants s'est répandue dans une très grande partie des États-Unis d'Amérique, et aujourd'hui vingt-six États de l'Union l'ont adoptée. C'est la spécialisation du juge, de la salle d'audience, de la procédure, de l'organisation efficace de la mise en liberté surveillée, corollaire inévitable de toute Cour juvénile ⁽¹⁾.

Les statistiques constatent une sensible diminution de la criminalité infantile aux États-Unis.

L'Angleterre n'a pas tardé à suivre l'heureux exemple des États-Unis. Dès 1905, un tribunal pour enfants fut créé à Manchester. En 1908, le « Children act », code général de la législation protectrice de l'enfance, a prévu l'organisation des Cours juvéniles.

L'Allemagne résolut la question par voie administrative. Introduit dans certains tribunaux de l'Empire, le système passera bientôt dans le Code de procédure pénale. Le projet de loi allemand porte plusieurs dispositions destinées à éviter aux mineurs la comparution en justice et à remplacer les peines par des mesures éducatives.

Pour arriver à un résultat analogue, le canton de Genève a modifié sa constitution, et l'avant-projet du Code fédéral suisse de 1908 place l'enfant âgé de moins de 18 ans en dehors du droit pénal.

En Autriche, l'exposé des motifs d'un projet de loi marque la tendance de ce pays vers un mode nouveau de répression de la criminalité des enfants.

En Italie, un projet présenté à la Commission royale reproduit, dans leurs grandes lignes, les systèmes des autres pays.

(1) M^{me} CARTON DE WIART, *Les tribunaux pour enfants*. Rapport présenté au Congrès international des Patronages, p. 3, Anvers, 1911.

Enfin, les Chambres françaises sont saisies de plusieurs projets dus à l'initiative privée ⁽¹⁾ et d'où sortiront sans doute, sous une forme ou sous une autre, le tribunal pour enfants et la mise en liberté surveillée.

Ces exemples suffiront sans doute pour convaincre nos honorables collègues que, dans la plupart des pays, l'opinion publique est conquise à l'idée du juge de l'enfant et, dans les grandes lignes, aux autres dispositions proposées par le Gouvernement.

Si la Belgique n'est pas entrée législativement dans ce concert des nations, elle peut néanmoins se glorifier d'avoir, la première, vu naître chez elle, en dehors de toute intervention du législateur, une juridiction spéciale pour enfants. Par sa circulaire du 30 novembre 1892, M. Lejeune, alors ministre de la Justice, fit appel au barreau, et, dès le mois de décembre suivant, le jeune barreau de Bruxelles fondait un comité qui avait pour mission de se charger de la défense des enfants traduits en justice.

Ce comité devait s'inspirer du grand principe que l'enfant délinquant n'est pas un coupable à punir, mais un malade à guérir. Dans ce but, une enquête est nécessaire afin d'établir la ligne de conduite à suivre en s'inspirant du milieu familial, des antécédents, de la santé de l'enfant et des contingences qui l'entourent ⁽²⁾. Les avocats se chargent de faire l'enquête et, d'accord avec le parquet, concluent soit à laisser l'enfant à sa famille, soit à le mettre à la disposition du Gouvernement.

Au tribunal de Bruxelles, on parvint ainsi à spécialiser l'audience où ne comparaissaient plus que des mineurs. Il manque à ce tribunal, dit M. Dansaert-de Bailliencourt, la spécialisation de la salle, le huis-clos, l'absence du décorum judiciaire et surtout la vraie intimité; trop de robes noires sont là autour de celui qui veut être un père plutôt qu'un juge ⁽³⁾.

Quoi qu'il en soit, ce système, qui a été introduit dans d'autres tribunaux, est loin d'échapper à toute critique. La loi le rendra meilleur si non parfait.

Constitutionnalité de la mesure proposée.

La Section centrale a chargé son rapporteur d'examiner la question de savoir si l'article 94 de la Constitution, interdisant les tribunaux extraordinaires, n'apporte pas un obstacle invincible à la création des tribunaux pour enfants. Elle s'est prononcée pour la négative, à l'unanimité de ses membres. Les auteurs qui ont commenté la Constitution sont d'accord pour dire que, par cet article, les constituants ont voulu proscrire et condamner les Commissions et tribunaux exceptionnels créés pour servir aux besoins immédiats de la politique des despotes et des révolutionnaires. (THONISSEN, *Consti-*

(1) Rapport de M. Dulon, session 1911, document n° 1081.

(2) G. DASAERT-DE BAILLIENCOURT, *De la mise en liberté surveillée et de la société tutélaire des enfants traduits en justice* (1912).

(3) IDEM, *loc. cit.*

tution belge annotée : art. 94, p. 275 et suiv. — BELTJENS, *Constitution belge révisée*, art. 94. — *Droit constitutionnel*, t. II p. 607 et suiv.)

Dans son récent *Traité de droit public belge*, M. Paul Errera, professeur à l'Université de Bruxelles, s'exprime de façon à ne laisser aucun doute sur la constitutionnalité des tribunaux d'enfants.

On peut invoquer aussi l'opinion des Chambres, exprimée notamment en 1848, alors qu'un grand nombre de constituants y siégeaient encore. Il s'agissait de créer la juridiction des [prud'hommes pour régler la question de salaire et de travail entre ouvriers et patrons.

Du juge unique.

On s'est demandé aussi si le tribunal des enfants doit être composé de trois juges ou d'un juge unique. La juridiction spéciale pour enfants est de sa nature paternelle et tutélaire. Elle semble donc par elle-même exclure la pluralité des juges. L'enfant s'ouvrira et se soumettra plus facilement à un homme qu'à trois ; et, comme le dit fort bien M^{me} Carton de Wiart, « l'enfant, en présence de trois juges, restera sur la défensive et ne s'abandonnera pas à un bon mouvement ».

On peut objecter que la France, dans ses récents projets, a repoussé l'idée du juge unique. « Le projet de M. Deschanel n'a pas admis le principe du » juge unique, dit M. Julhiet, parce que la justice française est essentiellement collégiale ; la pluralité des juges est un dogme criminaliste ⁽²⁾. »

Nous ne trouvons aucune raison plausible pour préférer la pluralité des juges au magistrat unique. Nous nous rallions donc, sans hésitation, au système du Gouvernement.

*
* * *

Mais, quel doit être ce juge unique ? M. Campioni, dont la compétence en notre matière est généralement reconnue, propose le juge de paix. Ce serait le juge de paix d'un canton, de préférence celui du chef-lieu d'arrondissement, ou l'un d'eux s'il y en a plusieurs. C'est ce magistrat qui serait chargé, avec l'assistance d'un substitut, de la juridiction juvénile dans tout l'arrondissement judiciaire. La Commission royale des patronages se rallie à cette idée, qui est combattue par d'autres, notamment par M. Levoz.

On invoque, en faveur de ce système, la permanence du juge de paix, l'expérience acquise en ces matières par le juge de carrière, les services rendus par ce magistrat. Nous devons reconnaître que, jusqu'ici, les juges de paix, grâce à l'initiative de M. Lejeune, se sont principalement occupés, dans l'ensemble du pays, des enfants abandonnés et délinquants. Il en est

(1) M^{me} CARTON DE WIART, *op. cit.*, p. 40.

(2) JULHIET, *revue Correspondant*, p. 543. Paris, 1911.

qui font de l'enfance malheureuse l'objet constant de leurs préoccupations. Combien n'ont-ils pas, depuis vingt ans, arraché de jeunes gens à la perversité et au crime par leur intervention dévouée et leur surveillance paternelle ! Va-t-on les remercier et renoncer à leurs services ?

Sans doute le système présente quelques inconvénients. Notre organisation judiciaire prend le juge d'instruction et le membre civil des tribunaux militaires parmi les magistrats des tribunaux de première instance ; et les substituts sont attachés exclusivement à ces tribunaux. Choisir le juge de paix comme juge de l'enfant et le faire assister par un substitut, n'est-ce pas bouleverser toute l'organisation de la justice ? On ajoute qu'en cas d'absence le juge de paix est remplacé par un jeune avocat qui n'a pas l'habitude de juger, ou même par un particulier qui n'a aucune compétence, surtout dans la matière importante et délicate de la criminalité juvénile. Enfin, le nombre des juges de paix est restreint, dit-on, et le choix est partant limité. Souvent même le canton ne comporte qu'une seule justice de paix. Comment, dans ce cas, obtenir un juge spécialiste, dévoué à ses fonctions, ayant les aptitudes nécessaires pour statuer en connaissance de cause ?

La plupart de ces arguments ne sont pas de nature à emporter notre conviction. Le motif tiré de l'unité de notre organisation judiciaire, en matière de désignation du juge d'instruction et du membre du tribunal militaire, est loin d'être péremptoire : il est d'ordre théorique plutôt que pratique. Il s'agit ici de spécialiser le tribunal des enfants, et, dès lors, on ne voit pas bien pourquoi le juge des enfants ne pourrait être le juge de paix assisté par un substitut, à l'exclusion du bourgmestre ou du commissaire de police, qui ne siègent que dans des affaires n'ayant aucun rapport avec celles de la nouvelle organisation. On peut se demander aussi s'il sera toujours facile de faire un choix judicieux parmi les magistrats qui composent les tribunaux de troisième classe où il n'y a que trois juges, magistrats voyageurs, comme on les a appelés, en ce sens qu'ils changent de résidence bien plus souvent que les juges de paix.

En présence des divergences qui séparent les partisans des deux systèmes que nous venons d'exposer et des arguments fort sérieux invoqués de part et d'autre, on s'est demandé s'il n'y aurait pas moyen de combiner ces systèmes et de laisser au Roi le droit de choisir, entre les magistrats de première instance et les juges de paix, celui qui paraît le mieux à même de remplir les fonctions de juge des enfants. En toute cette manière, le législateur doit se laisser guider moins par des raisons théoriques que par l'intérêt de l'enfant.

La Section centrale ne propose pas ce système hybride ; elle se borne à le signaler au Gouvernement et à la Chambre, qui y trouveront peut-être le moyen de concilier tous les intérêts et de conserver tous les dévouements.

La majorité s'est finalement prononcée pour le juge du tribunal de première instance.

L'article 13 règle la spécialisation des substituts et des juges d'instruction en matière de criminalité infantile. C'est le corollaire inévitable de la spécialisation du juge lui-même.

Signalons, en passant, que certains auteurs sont d'avis qu'il faut supprimer le ministère public et le juge d'instruction. D'autres ont voulu abolir même tout tribunal et faire comparaître les enfants devant un comité de pères et mères de famille chargés de prendre à l'égard des enfants les mesures *qui paraîtraient les meilleures*. A notre avis, il serait dangereux non seulement d'aller jusque-là, mais même d'imiter l'exemple de l'Amérique, où l'on confie tous les pouvoirs aux mains du juge. Là-bas c'est ce juge qui constitue le dossier de ses justiciables; il ne doit pas se servir de juges d'instruction. Que le magistrat instructeur ne soit saisi que dans des circonstances exceptionnelles et seulement en cas de nécessité absolue, nous l'admettons avec le Gouvernement; mais de là à supprimer d'une façon complète l'intervention du juge d'instruction et même celle du ministère public, il y a de la marge. Pareilles dispositions bouleverseraient les principes indispensables de notre droit. Nous nous rallions donc au système du Gouvernement.

Les projets français et italien introduisent la spécialisation du juge d'instruction, comme le propose l'amendement du Gouvernement.

§ 2. — Majorité pénale.

Seize ans accomplis, dit la législation actuelle; 18 ans, disent les amendements du Gouvernement. La Section centrale ne peut se rallier à l'innovation relative à l'âge de la majorité pénale. Elle maintient la seizième année accomplie au moment du fait.

Ce n'est pas que la prolongation de l'âge manque de partisans autorisés : la Commission royale des patronages, le Comité parisien de défense des enfants traduits en justice, le Congrès pénitentiaire international de Paris, le Congrès international d'Anvers en réclament la réforme. La tendance est générale et se manifeste dans les lois ou projets de lois de la plupart des pays. La France, la Hollande ont adopté l'âge de 18 ans; il est proposé en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Hongrie, en Italie et ailleurs. Seule l'Angleterre a adopté l'âge de 16 ans ⁽¹⁾.

La législation belge elle-même semble avoir fait un pas vers l'âge de 18 ans par la loi de 1891, article 26 : sorte de période intermédiaire dont nous avons parlé plus haut et que nul ne songe à abolir.

Cette loi, relative au vagabondage et à la mendicité, a étendu aux mineurs de moins de 18 ans, condamnés à l'emprisonnement, certaines mesures d'éducation qui pourront être appliquées à des mineurs de plus de 16 ans.

Il est incontestable que, depuis cinquante ans, nous assistons à un accroissement considérable de la criminalité chez les enfants ⁽¹⁾. La situation est moins grave chez nous que dans d'autres pays et notamment en France; mais

(1) Voir Annexe I.

la progression n'est pas niable. Sans doute, c'est surtout lorsqu'il s'agit des mineurs que la lutte contre le crime est encore efficace ; mais n'est-il pas vrai que, grâce à un abaissement général des mœurs, l'enfance, exposée davantage, est plus précoce qu'autrefois ? On comprend que jusqu'à l'âge de 16 ans on donne un éducateur, un protecteur à celui qui n'en trouve pas chez ses parents ; mais après cet âge, le délinquant a le discernement suffisamment développé pour savoir qu'il contrevient à la loi et qu'il doit subir une peine.

C'est donc la progression de la criminalité infantile qui, aux yeux de la Section centrale, justifie le maintien de la majorité pénale telle qu'elle existe dans nos lois actuelles. Les autres mesures proposées par le Gouvernement pourront produire la diminution de la criminalité. La prorogation de l'âge de la majorité ne nous semble pas devoir contribuer à pareil résultat.

§ 3. — Du discernement.

Les amendements du Gouvernement passent sous silence la distinction basée sur le discernement. Le juge de l'enfant n'a donc plus qu'à se poser la question de savoir si l'enfant a commis le fait qui lui est imputé.

Le discernement dont il est question à l'article 72 du Code pénal et à l'article 25 de la loi du 15 février 1897 est le discernement dans le sens juridique du mot. Le prévenu a-t-il compris la portée de l'acte qu'il a posé et l'illégalité de cet acte ? Savait-il qu'il s'exposait à une peine ?

Tous les rapports des Sections centrales successivement constituées ont critiqué la distinction basée sur le discernement et la classification des enfants en deux catégories d'après qu'ils ont agi avec discernement ou sans discernement.

Voici comment nous nous exprimions en 1892 :

Cette classification et le traitement différent infligé à ces deux catégories d'enfants par le Code pénal ont subi de vives attaques, notamment au premier Congrès d'Anvers, qui a voté la proposition suivante :

« La constatation du discernement visée par les législations positives, »
» en cas de poursuite exercée à charge d'enfants âgés de moins de »
» 16 ans ayant commis des infractions, ne peut servir de base légale à »
» la classification des enfants. Cette classification doit être laissée à »
» l'Administration. »

Ce vœu a fait l'objet de longues discussions. Appuyé par des criminalistes du pays et de l'étranger, il semble avoir été adopté à l'unanimité des membres du Congrès.

Ceux qui ont suivi les séances de cette assemblée ont dû s'apercevoir qu'il a régné une certaine confusion dans la discussion qui a précédé la proposition que nous venons de relater. Il se dégage de la lecture des débats que l'on était unanime pour dire que le « discernement introduit

» dans les lois pénales pour reconnaître si l'enfant est vicieux ou non, s'il
 » doit être soumis à tel ou tel régime, est un mode inexact d'observation...
 » C'est à l'assistance qu'il faut demander la solution du problème qui
 » jusqu'ici a été placé sur le terrain pénal et pénitentiaire... Les mesures
 » préventives sont les meilleures que l'on puisse prendre d'abord... (1) »

D'accord sur ces principes, M. Bruyère ne demande qu'une déclaration indiquant qu'il y avait, dans la législation pénale actuelle, « cette iniquité » grave de mettre dans le même établissement correctionnel les enfants innocents de notre article 72 et les enfants pervers de la correction paternelle ».

L'honorable membre constata aussi que c'était aller trop loin d'enlever aux tribunaux la responsabilité de la décision à prendre, pour la confier à l'autorité gouvernementale ou communale.

Mais il a été reconnu que l'Administration, dans le système proposé, n'a pas à se poser la question de savoir si l'enfant a agi ou non avec discernement, puisqu'elle ne s'occupe pas du délit.

L'honorable M. Prins fit connaître le rôle des tribunaux. D'après lui, il est inutile d'obliger le juge à choisir entre le discernement et le non-discernement. La seule chose que le tribunal doive se demander est celle-ci : Faut-il laisser l'enfant à son milieu ? Peut-on le laisser à sa famille ? Ou bien, cet enfant est-il dangereux ? Faut-il l'arracher à son milieu, le prendre, le protéger, lui donner une tutelle administrative (2) ?

Il est incontestable que la plupart des enfants qui commettent des délits avant l'âge de 16 ans sont des malheureux plus dignes de pitié que de châtimement. A de rares exceptions près, ils sont victimes de la négligence, du mauvais exemple, de l'inconduite de leurs parents. Est-il juste dès lors de les condamner ? Jusqu'ici ils n'ont pas connu la famille, ou plutôt ; comme nous l'avons dit, il eût mieux valu qu'ils n'eussent jamais connu la leur. Il s'agit donc de leur en donner une. Laquelle ? Ici encore une fois, il faut laisser agir la charité privée, et ce n'est qu'à son défaut que l'on peut remettre les enfants de notre catégorie à la disposition des pouvoirs publics.

Mais il est possible que l'enfant ait subi de mauvaises influences au dehors, tandis que le foyer domestique, même sous le chaume, est resté sain. Alors, si les parents ne sont pas dans l'impossibilité physique ou morale d'élever et d'éduquer l'enfant, c'est à la famille qu'il faut le restituer et le placer sous le regard du père et de la mère, toujours plus vigilant, plus affectueux, plus efficace que celui d'un administrateur quelconque.

C'est une question de fait et d'appréciation qu'il faut abandonner à la justice, qui s'entourera de tous les renseignements nécessaires pour se prononcer en connaissance de cause (3).

(1) Discours de M. Bruyère, compte rendu sténographique, p. 389.

(2) Compte rendu, pp. 181, 386.

(3) Rapports précédents de M. Colaert.

La question ne sera plus posée à l'avenir, pour le motif bien simple que si le Parlement se rallie au système du Gouvernement, elle sera résolue par le silence même de la loi : Avant 16 ans, l'enfant sera présumé avoir agi sans discernement; après cet âge, il aura agi avec discernement ⁽¹⁾.

La loi hollandaise de 1901, modifiant le Code pénal, a supprimé la question de discernement. L'avant-projet du Code fédéral suisse de 1908 et le projet du Code de procédure pénale allemand de 1909 ont suivi le même système.

§ 4. — Suppression de l'appel.

Sauf dans le cas où la durée de mise à la disposition du Gouvernement dépasse la majorité, les amendements qui sont soumis à notre examen suppriment l'appel contre la décision du juge de l'enfant.

Cette suppression est-elle justifiée?

En matière de délits et de contraventions, il est de principe que l'appel est toujours recevable. La loi de 1891 a dérogé à ce principe en abolissant tout recours contre la décision prise par le juge de paix à l'égard des vagabonds et des mendiants.

Il nous semble que dans notre cas le juge unique, assisté du ministère public, présente plus de garanties que le juge de paix siégeant avec le bourgmestre ou le commissaire de police en matière de contraventions.

Le juge des enfants exerce une juridiction paternelle que l'appel pourrait énerver. La contrariété de jugements, toujours possible, dit le Gouvernement, pourrait anéantir l'effet salulaire d'une première comparution.

La Cour d'appel n'est pas spécialisée comme le juge de l'enfant, et l'on verrait alors cette anomalie : l'appel d'un jugement rendu par un spécialiste porté devant un autre magistrat entouré de moins de garanties.

Nous nous rallions à l'amendement du Gouvernement, inspiré par la législation allemande, qui n'admet pas de recours contre les mesures éducatives prises en faveur de l'enfant.

§ 5. — Mise en liberté surveillée.

La mise en liberté surveillée est appelée *un régime*, dans les amendements du Gouvernement (art. 26).

Elle nous vient aussi des États-Unis, où elle a produit l'heureux résultat de réduire la récidive, qui était de 30 à 40 %, aux environs de 10 à 20 %. Elle s'étendit, en peu de temps, à tous les pays où les tribunaux pour enfants furent organisés.

(1) L'article 25 de la loi de 1891 sur la mendicité et le vagabondage avait supprimé la question de discernement. La loi de 1897, article 23, l'a rétablie, sans que la nécessité de cette modification ait été suffisamment démontrée. (Voir Rapport de M. Colaert sur le projet de cette loi, session de 1893-1896. *Doc.*, p. 104.)

L'association des anciens étudiants en droit de l'Université de Louvain définit, sous forme de vœu, le but de l'institution en ces termes : « Afin de » prévenir, autant que possible, l'internement des enfants et de les former » à une vie régulière dans leur milieu normal, le juge doit pouvoir les » laisser en liberté surveillée, lorsque le milieu familial est bon ⁽¹⁾. »

Ce vœu concorde avec toutes les considérations que nous avons émises depuis vingt ans dans les rapports des Sections centrales. C'est le maintien de l'enfant dans sa famille, dès l'instant où les parents peuvent et veulent soigner eux-mêmes son éducation. On ajoute la surveillance du juge des enfants. Cette surveillance constitue le régime. Le Congrès des Patronages tenu à Anvers en 1911, le Congrès de Paris de la même année et la Commission royale des Patronages se sont ralliés au système ⁽²⁾.

Sous notre régime légal actuel, la surveillance du juge ne peut s'exercer que dans trois cas : D'abord, en attendant que des mesures définitives soient prises par le tribunal ; ensuite, lorsque, d'accord avec le Comité de défense, — là où ce Comité existe, — le parquet a décidé de laisser l'affaire sans suite ⁽³⁾ ; enfin, lorsque le Ministre de la Justice a accordé un sursis à la mise à la disposition du Gouvernement.

C'est M. Lejeune qui conçut l'idée du Comité de défense. Il en existe notamment à Bruxelles, où il fonctionne depuis une vingtaine d'années, mais de façon assez imparfaite. Une *Société tutélaire des enfants traduits en justice* vient de se former à l'initiative de M^{me} Carton de Wiart. Cette Société, présidée par M. G. Dansaert-de Baillencourt, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, se développe de jour en jour et constitue le type sur lequel pourra s'organiser, dans tout le pays, la mise en liberté surveillée.

ARTICLES 14 A 25 INCLUS.

Les articles 14 à 25 énumèrent les mesures que peut prendre le juge à l'égard des jeunes délinquants. Ils distinguent diverses catégories de mineurs :

- 1° Les mendiants et les vagabonds ;
- 2° Ceux qui, par leur conduite ou leur indiscipline, donnent de graves sujets de mécontentement à leurs parents ou à leurs tuteurs ou aux personnes sous la garde desquelles ils avaient été placés ;
- 3° Les débauchés ;
- 4° Les délinquants.

Pour ces catégories de mineurs, les peines sont supprimées ou remplacées par des mesures de garde, d'éducation et de préservation.

5° Les anormaux. — On propose à leur égard des mesures spéciales que nous exposerons plus loin.

(1) Vœu voté en 1910, compte rendu, p. 68.

(2) *Bulletin journalier*, 20 juillet 1911, p. 10. — *Revue de l'enfant*, p. 107, Paris, 1911.

(3) Cette décision n'a plus d'effet à partir du moment où la prescription est acquise.

ART. 14.

Cet article prévoit le cas de vagabondage et de mendicité.

L'article 24 de la loi du 27 novembre 1891 porte :

« Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police en vertu de
» l'article 8 (vagabondage) ou de l'article 9 (mendicité) n'aura pas l'âge de
» 18 ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de mendicité ou de
» vagabondage est prouvé, ordonnera qu'il soit mis à la disposition du
» Gouvernement pour être interné, jusqu'à sa majorité, dans une école de
» bienfaisance. »

Sauf en ce qui concerne l'âge de 18 ans que nous ramenons à 16 ans, la Section centrale se rallie à l'amendement du Gouvernement.

Notons que l'habitude n'est plus exigée. Un fait isolé peut donner lieu à l'application de l'article : mais quand l'habitude est établie, le juge de l'enfant doit prendre une des mesures prévues au n°s 2 et 3 de l'article. En réalité, le n° 1 est une mesure intermédiaire qui n'était pas prévue par l'article 24 de la loi du 27 novembre 1891, et dont le juge appréciera l'opportunité.

Le Gouvernement sous-amende le § 2 dans un sens qui prouve que le flagrant délit n'est pas exigé. Nous nous rallions à la modification proposée.

ART. 15.

L'article n'exige aucune explication. Le texte en est clair. Nous proposons une légère modification de rédaction, d'accord avec M. le Ministre de la Justice.

Encore une fois, 16 ans au lieu de 18 ans.

L'article est applicable aux pupilles dépendant de la tutelle des administrations des hospices. Mais, bien entendu, les communes ne pourraient user du droit inscrit dans l'article 15 à l'égard d'enfants malheureux ou abandonnés, auxquels elles devraient l'assistance.

ART. 16.

Toujours pour les motifs d'ordre moral développés plus haut, nous nous rallions à l'article 16, sauf pour l'âge.

ART. 17.

Nouvelle application du principe que toutes les peines sont remplacées par des mesures de garde.

Le mot *infraction* est générique ; il s'applique aux contraventions, aux délits et aux crimes, d'après les distinctions prévues aux articles suivants.

ART. 18.

Il s'agit ici d'une contravention commise par un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis au moment du fait.

Cet article modifie l'article 25 actuel dont nous avons amplement parlé plus haut.

ART. 19.

Le mineur de moins de 16 ans accomplis peut avoir commis un délit ou un crime. La disposition de l'article est applicable au délit, et même au crime non punissable de la peine de mort ou des travaux forcés. Eu égard à la gravité du fait, la mise à la disposition du Gouvernement est de rigueur, et le juge de l'enfant pourra prendre à l'égard de celui-ci la mesure exceptionnelle de l'internement jusqu'à sa 25^e année.

ART. 20.

L'article 20 applique le principe nouveau, même au mineur qui a commis un crime punissable de la peine de mort ou des travaux forcés. Mais il *permet* au juge de prolonger la mise à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans au delà de la majorité de 21 ans. Personne ne trouvera cette mesure exagérée. Il s'agit, par exemple, d'un jeune homme de moins de 16 ans, qui a commis un assassinat dans une des circonstances particulièrement odieuses qui, hélas ! se présentent trop fréquemment. Qu'on présume, à cause de son jeune âge, qu'il a agi sans discernement, ou avec un discernement insuffisant, nous le voulons bien ; mais cet être dangereux doit être séparé de la Société tant que celle-ci n'a pas acquis la certitude qu'il a cessé d'être un danger pour elle.

Le juge *pourra*, dit l'article. Ne vaudrait-il pas mieux dire qu'il *devra* le mettre à la disposition du Gouvernement ? Le juge n'aurait pas ainsi à *surveiller la liberté* de l'enfant ; il appartiendrait au Gouvernement de se charger de son éducation et de sa surveillance et, le cas échéant, de le libérer. On comprendrait difficilement, dans notre hypothèse, l'indulgence extrême dont le juge pourrait user. La Section centrale partage cet avis.

ART. 21.

L'article 21 se justifie aisément. L'enfant a un juge spécial ; l'adulte est soumis à la juridiction ordinaire. Il faut laisser à chacun son juge.

Le projet de procédure pénal allemand (art. 372) et le projet italien (art. 40) établissent la disjonction obligatoire. Dans d'autres pays on n'a pas admis la disjonction : c'est la juridiction de droit commun qui y a prévalu, pour des motifs d'ordre théorique. A notre avis, l'intérêt de l'enfant doit l'emporter sur toute autre considération. Cet intérêt semble exiger que le

mineur ne soit pas privé de son juge naturel et des garanties établies en sa faveur, par cette circonstance fortuite qu'il est impliqué avec un majeur dans une même affaire.

On objecte que la décision prise par le juge de l'enfant pourrait avoir sa répercussion sur celle à rendre par le tribunal de l'adulte. Nous répondons que rien n'empêche le juge de l'enfant de se prononcer après que le juge ordinaire a rendu son jugement, et que, en attendant, il peut prendre les mesures provisoires que commandent les circonstances. Il faut, en effet, éviter toute contradiction, même apparente, entre deux décisions judiciaires.

ART. 22.

L'article 22 s'occupe des enfants anormaux. Dès que le juge a un doute quant à l'état physique ou mental de l'enfant, il importe de le placer en observation et de le soumettre à un examen médical d'un ou de plusieurs spécialistes.

Le doute suffit. Il ne faut pas perdre de vue que les perfectionnements de la science médicale ont fait constater une grande quantité d'anormaux parmi l'enfance coupable. Le juge doit donc user d'une grande prudence, pour ne pas agir vis-à-vis de mineurs irresponsables. D'autre part, il importe d'éviter à l'avenir les nombreux acquittements d'enfants anormaux dont le tribunal hésitait à prononcer la mise à la disposition du Gouvernement. Trop souvent c'est parmi eux que se recrutent les mendiants et les vagabonds, proches parents du délit et du crime.

Le placement dans un asile ou dans un établissement spécial se justifie.

ART. 23.

Cet article complète les articles 19 et 20. Il s'explique et se justifie par les considérations émises sous ces articles. Ajoutons que le contact d'enfants absolument pervers avec ceux de nos écoles de bienfaisance constitue pour ces derniers un danger permanent.

Le terme *ordonnera* concorde avec le terme *devra* dont nous avons proposé l'adoption dans l'article 20.

L'internement dans un établissement disciplinaire de l'État se justifie, surtout dans le cas prévu par l'article 20.

ART. 24.

Cet article interdit, dans la matière dont nous nous occupons, une innovation consacrée, en matière pénale ordinaire, par la loi Lejeune du 31 mai 1858 sur la condamnation conditionnelle. Le juge peut, en vertu de notre article, prononcer conditionnellement la mise à la disposition du Gouvernement.

En se ralliant à cette heureuse innovation, qui se rattache étroitement à la mise en liberté surveillée, la Section centrale ne fait que se conformer aux vœux exprimés par les criminalistes et les sociologues les plus distingués. Les bons résultats du système ont été constatés ailleurs; ils le seront aussi chez nous.

L'article dit que le juge spécifiera les conditions qu'il met au sursis. Il est à peine besoin de faire observer que ces conditions ne sont pas celles de la loi de 1888. Le juge de l'enfant doit être libre de fixer les conditions auxquelles il subordonne le sursis; il décidera d'après les circonstances.

ART. 25.

L'article 25 de la loi de 1891 sur le vagabondage et la mendicité réglait d'abord les mesures répressives à l'égard des jeunes délinquants, ensuite la procédure applicable aux infractions des mineurs devant le tribunal de police.

Les articles précédents du chapitre II ont remplacé la première partie. Quant à la procédure, l'article 25 ne fait que transcrire, avec peu de modifications, les dispositions de la loi sur le vagabondage, à cette différence près qu'il rend ces dispositions applicables à toutes poursuites dirigées contre des enfants. Nous nous rallions à l'amendement.

ART. 26 et 27.

Nous avons justifié sous l'intitulé du chapitre II les principes de la mise en liberté surveillée. Les articles 26 et 27 organisent la matière. Leurs dispositions ne demandent guère de justification.

Faisons observer toutefois que les délégués à la protection de l'enfance ne sont pas des fonctionnaires; ils sont désignés par le juge de l'enfant, qui peut choisir des personnes des deux sexes, de préférence parmi les sociétés protectrices de l'enfance ou les institutions charitables, publiques ou privées. Ces personnes sont chargées, sous la direction du juge, de la surveillance des enfants traduits en justice.

Le § 3 de l'article 26 dit que les délégués à la protection de l'enfance *pourront* être rémunérés. On a prétendu que le principe de la rémunération va à l'encontre du but même qu'on se propose d'atteindre. Sans doute, il s'agit d'une mission de dévouement, qui est incompatible avec l'esprit de lucre. Mais pourra-t-on obtenir, dans chaque arrondissement, un nombre suffisant de personnes pour se charger gratuitement de cette lourde tâche?

Aux États-Unis et en Angleterre, les « probation officers », institution analogue à la nôtre, sont rétribués. On constate qu'ils remplissent leur mission avec un zèle et un dévouement qui ne se lassent jamais.

Enfin, au point de vue budgétaire, on fait observer, non sans raison, que l'institution de délégués rémunérés constituera une économie sérieuse. La

nouvelle charge serait compensée, et au delà, par la diminution du nombre des enfants placés dans les écoles de bienfaisance ⁽¹⁾.

L'article 27 trace les devoirs des délégués à la protection de l'enfance :

- 1° Visites aux personnes qui ont la garde des mineurs ;
- 2° Surveillance de la conduite, des tendances du mineur et du milieu où il vit ;
- 3° Rapport au juge des enfants. Au moins une fois par mois, ils lui proposeront les mesures qu'ils croiront avantageuses.

Ces devoirs sont de l'essence même de l'institution et correspondent aux vœux des Congrès et aux législations étrangères.

ART. 28,

Cet article détermine les mesures d'enquête qui doivent être prises par le juge des enfants. Inutile d'entrer dans les détails qui sont énumérés d'une façon complète dans l'article.

Constatons que les mesures d'enquête visées sont déjà mises en vigueur par le Comité de défense des enfants traduits en justice, qui fonctionne à Bruxelles et dont nous avons rappelé l'origine plus haut.

ART. 29.

Mais des mesures de garde peuvent devenir nécessaires pendant l'enquête.

L'article 29 prévoit ces mesures.

ART. 30.

Nous avons dit plus haut que l'article 13 autorise dans des circonstances exceptionnelles, et en cas de nécessité absolue, l'intervention du juge d'instruction. Ce magistrat et le procureur du Roi peuvent alors prendre des mesures de garde. C'est le cas de dire qu'on va au plus pressé. Mais ces magistrats doivent donner sur-le-champ avis au juge des enfants des mesures qu'ils ont prises, et celui-ci reprend dès lors ses attributions.

Cette disposition prouve la préoccupation constante et tout à fait justifiée de ne plus traiter désormais l'enfant que comme un malheureux qu'il faut tâcher de sauver.

ART. 31.

Voici que reparaît, pour une fois, le régime des prisons. Il est possible, en effet, que l'article 39 ne puisse être appliqué. Il n'y aura pas

(1) Voir les chiffres cités par M. Dansaert-de Balliencourt.

toujours un particulier qui accepte de prendre l'enfant chez lui, ou une institution de bienfaisance qui se soucie de recevoir un criminel, quelque jeune et malheureux qu'il soit. Dans ce cas, il ne reste que le régime des prisons. Mais l'article prévoit une double garantie en faveur de l'enfant : 1° cette garde préventive ne dépassera pas trois mois (trois au lieu de deux) ; 2° le mineur sera soumis à un régime spécial.

ART. 32.

Le juge peut en tout temps rapporter ou modifier les mesures qu'il a prises, sauf quand l'enfant mis à la disposition du Gouvernement a été placé dans un établissement de l'Etat. Alors, en effet, le juge est dessaisi de toute surveillance vis-à-vis de l'enfant.

ART. 33.

Cet article déroge à la règle que, en matière de juridiction répressive vis-à-vis des enfants traduits en justice, l'appel est supprimé.

L'article, dont nous avons justifié plus haut la raison d'être, prévoit le délai dans lequel l'appel peut être interjeté, les personnes qui y ont droit et le seul cas où il puisse y avoir lieu de recourir contre la décision du premier juge. Il désigne aussi le juge d'appel et règle la nomination de celui-ci. Enfin, il statue qu'en attendant la décision supérieure les mesures décidées par le juge de l'enfant seront exécutées provisoirement.

ART. 34.

Cet article n'exige ni explication ni justification.

ART. 35.

Il en est de même de l'article 35.

ART. 36.

Cet article reproduit presque textuellement l'article 25^{quater} de la loi sur le vagabondage du 27 novembre 1891, modifiée par celle du 16 février 1897. Il prononce des peines contre les personnes qui ont la garde de l'enfant, en cas de non-comparution de celui-ci.

Le juge de l'enfant sera donc, exceptionnellement, le juge des personnes visées à cet article. C'est, en effet, le seul magistrat qui puisse logiquement connaître de l'infraction et des raisons de justification qui peuvent être produites.

ART. 37.

L'article 37 interdit aux mineurs de moins de 18 ans accomplis d'assister aux audiences des cours et tribunaux et des juges des enfants, si ce n'est pour l'instruction et le jugement des poursuites dirigées contre eux ou lorsqu'ils auront été invités à comparaître devant le juge des enfants ou qu'ils auront à déposer comme témoins.

Cette disposition a été adoptée dans plusieurs pays et préconisée par les congrès qui se sont occupés de la protection de l'enfance. Personne ne songera à la critiquer, si, bien entendu, la Constitution ne s'oppose pas à son admission.

L'article 96 de notre Constitution stipule que « les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs ».

Cet article ne nous permettrait pas de suivre le projet français qui admet l'assistance aux débats aux parents jusqu'au troisième degré, aux avocats et aux membres des sociétés protectrices de l'enfance, ni le projet allemand qui permet aux tribunaux le huis-clos de tout ou d'une partie des débats. Il faudrait, pour pouvoir restreindre la publicité, reviser l'article 96 de la Constitution, à l'instar du canton de Genève qui, dans le but de supprimer la publicité des débats en matière de criminalité infantile, a modifié sa Constitution.

N'allons pas jusque-là et bornons-nous à faire observer que l'exception prévue par l'article 96 lui-même, et qui a pour but de ne pas nuire aux mœurs, trouve son application dès qu'il s'agit d'un intérêt public aussi évident que la préservation morale de l'enfance.

L'article 37 a une portée générale. Il s'applique à toutes les audiences des cours et tribunaux, sauf dans les cas exceptés par l'article.

Ici nous maintenons l'âge de 18 ans, à raison du danger incontestable de la publicité des débats pour les mineurs qui y assistent.

ART. 38.

Cet article décide que le Ministre de la Justice aura une action administrative lui permettant de contrôler l'action du juge de l'enfant. Il reçoit notification des placements effectués et un rapport annuel sur la situation des enfants. Il peut faire inspecter les placements.

La loi prussienne du 2 juillet 1900 confie la surveillance des placements aux autorités publiques de contrôle, et, au-dessus de celles-ci, au Ministre de la Justice.

En Angleterre la haute surveillance appartient au Secrétaire d'Etat.

En France, la surveillance des enfants appartient au Préfet depuis le décret du 12 juillet 1907.

La loi hollandaise de 1901 confie la surveillance au Ministre de la Justice.

ART. 39.

Il fallait régler l'emploi des salaires gagnés par les enfants.

Si l'enfant est confié à une personne, à une société ou une institution charitable, c'est le juge de l'enfant qui détermine l'emploi. Mais s'il est mis à la disposition du Gouvernement, le juge disparaît et c'est le Ministre de la Justice, chargé de la haute direction des écoles de bienfaisance et de tout ce qui s'y rattache, qui fixe l'emploi.

En somme, l'article 39 prescrit des mesures administratives qui auraient pu être décrétées par arrêté royal.

ART. 40.

L'article 40 fixe le montant des frais et subsides nécessités par les mesures de garde et d'éducation prises en vertu des amendements du Gouvernement.

ART. 41.

Cet article a une importance qui n'échappera pas à ceux de nos honorables collègues qui, en leur qualité d'administrateurs communaux, s'intéressent à la question de savoir à qui incomberont les frais d'entretien et d'éducation des enfants placés par le juge des enfants.

Ces frais incombent en tout premier lieu aux enfants eux-mêmes, à la différence de ce que nous avons dit quand il s'est agi des enfants appartenant à des parents déchus de la puissance paternelle. Ensuite, la charge devra être supportée par ceux qui, en vertu de la loi, lui doivent des aliments. Et, si ces personnes ne sont pas solvables, les frais seront à charge de l'État.

Ce système a reçu l'approbation unanime des membres de la Section centrale. La commune n'aura donc pas à intervenir, si ce n'est dans les cas où les mineurs sont mis à la disposition du Gouvernement pour fait de vagabondage ou de mendicité. Dans ces cas, les frais d'entretien et d'éducation incomberont, pour une moitié, à l'État et, pour l'autre moitié, à la commune de leur domicile de secours. Ce partage paraît rationnel et juste.

Mais il peut arriver que les mineurs n'ait pas de domicile de secours en Belgique ou que ce domicile ne puisse être découvert. Dans ce cas, la province à laquelle appartient le tribunal de première instance ou le juge de l'enfant qui a statué, supportera les frais en question.

Cette disposition fera l'objet d'un article 41^{bis}, qui sera conçu comme suit :

ART. 41^{bis}.

Lorsque le mineur n'aura pas de domicile de secours en Belgique ou lorsque son domicile de secours ne pourra être découvert, les frais mis à

charge du domicile de secours par les articles 41 et 41 seront supportés par la province à laquelle appartient le tribunal de première instance ou le juge des enfants qui a statué.

Il fallait aussi régler le recours de la Province et de la Commune pour le recouvrement des frais. Nous proposons, d'accord avec le Gouvernement, d'ajouter à l'article 41^{bis} une disposition disant : « L'État, la Province et la » Commune ont action en justice, pour le recouvrement des frais d'entre- » tien et d'éducation, contre le mineur et contre les personnes qui lui » doivent des aliments, s'ils sont solvables.

» L'action se prescrit conformément aux dispositions de l'article 2277 » du Code civil ».

§ 6. — Dispositions particulières.

ART. 42.

L'article 42 est la reproduction de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897.

Ici encore nous maintenons l'âge de 16 ans.

ART. 43.

Cet article reproduit exactement — sauf la question de l'âge — l'article 17 introduit dans le rapport de 1908. Voici comment nous justifions la disposition :

L'article 17 consacre une disposition proposée par la Commission de police rurale; elle peut donc être disjointe des propositions relatives à cette matière et faire partie du projet de loi que nous rapportons ici.

La disposition consacre une innovation importante. Elle permet de frapper d'une peine de police la personne qui a facilité l'infraction commise par un enfant âgé de moins de 16 ans dont elle a la garde.

S'il y a complicité dans le sens du Code pénal, les peines prévues par les articles de ce Code seront applicables. L'article 17 atteint le défaut de surveillance facilitant l'infraction. Il n'est donc pas nécessaire qu'il y ait eu complicité; le défaut de surveillance suffit. Ce mot comprend nécessairement le fait de laisser vagabonder l'enfant, le fait de le faire ou de le laisser mendier, le fait de négliger son instruction ou son apprentissage et tous autres qui sont de nature à le démoraliser même par inaction.

« La nouvelle infraction est basée sur l'omission d'un des devoirs essen- » tiels de la puissance paternelle; elle se prouvera sans peine par les circon- » stances de la cause. La loi du 15 février 1897 (art. 25^{quater}) contient » déjà une disposition analogue lorsqu'elle punit d'une peine de police la

» personne qui a la garde de l'enfant, si celle-ci ne comparait pas sur l'ordre
» du tribunal. Ainsi, tout en respectant les principes généraux du droit
» pénal quant à la personnalité des peines, on donnera à l'action judiciaire
» une action efficace sur les parents coupables, qui échappaient jusqu'ici
» aux rigueurs de la loi. L'avenir dira si cette innovation est suffisante pour
» enrayer la progression de la criminalité infantile; si, contrairement à
» l'attente de la Commission, l'expérience n'est pas satisfaisante, la question
» se posera de savoir s'il ne conviendrait pas d'en revenir à une législation,
» peut-être moins parfaite en théorie, mais dont l'application n'a pas
» donné lieu aux plaintes que l'on entend aujourd'hui s'élever de toutes
» parts ⁽¹⁾. »

Le projet du Gouvernement sur la police rurale ne reproduit pas la proposition de notre article 17, parce qu'elle trouve mieux sa place dans la loi sur la protection de l'enfance.

ART. 44.

Cet article est la reproduction de l'article 25^{ter} de la loi du 27 novembre 1894 modifiée par celle du 15 février 1897.

CHAPITRE III.

Des crimes et délits contre la moralité et la faiblesse des enfants.

Les dispositions de ce chapitre sont empruntées en partie aux projets antérieurs, en partie à la loi française du 19 avril 1898. MM. Denis et consorts les ont reprises ⁽²⁾.

Elles constituent, les unes, une aggravation des peines prononcées par le Code pénal contre ceux qui se livrent à des crimes ou délits contre l'enfance; les autres introduisent quelques innovations des plus judicieuses et nécessaires.

Les anciens rapports justifiaient ces aggravations :

« En examinant, dans le chapitre premier, les causes qui doivent entraîner
» la déchéance de la puissance paternelle, nous avons démontré combien
» certaines dispositions pénales, qui ont pour but de réprimer les infractions
» contre la moralité des enfants, sont défectueuses et insuffisantes.

» On ne nous en voudra pas de répéter ici que, dans notre législation,
» l'enfance ne reçoit aucune protection contre certains actes de la plus
» honteuse immoralité. Ceux qui ne sont pas initiés au droit criminel pour-

⁽¹⁾ Projet de loi.

⁽²⁾ Développement de M. Denis.

» raient-ils croire que le crime le plus révoltant qui se puisse imaginer,
» l'excitation de mineurs à la débauche pratiquée même par des parents
» vis à-vis de leurs enfants, n'est punissable que s'il constitue une habitude?
» Dans l'ancienne Rome, le père de famille avait le droit de vie et de mort
» sur ses enfants. Sous l'Empire, il possédait encore celui de vendre ses
» enfants nouveau-nés. On s'est élevé avec raison contre ce droit barbare
» qui, disons-le à la louange de nos ancêtres, n'existait guère chez les Ger-
» mains.

» Dans notre siècle civilisé, l'enfant a le droit de vivre; il n'est plus la
» propriété de ses parents; mais le père peut impunément dresser son enfant
» à la débauche, la mère prostituer sa fille! Le mineur n'est plus une mar-
» chandise, mais sa vertu peut être l'objet d'un commerce honteux!

» D'autre part, le Code pénal ne punit l'attentat à la pudeur, commis
» sans violence, ni menace, que pour autant que la victime n'ait pas atteint
» l'âge de 14 ans! Une fille de moins de 15 ans accomplis ne peut se marier,
» mais elle peut donner un consentement valable à un acte immoral sur sa
» personne, à un crime contre son honneur!

» Et quelle indulgence dans la répression quand il s'agit d'atteindre les
» coupables de crimes contre la moralité de l'enfance! L'attentat à la
» pudeur commis sans circonstances aggravantes sur un enfant de moins
» de 14 ans n'est qu'un délit; le fait n'est pas punissable au delà de
» cet âge. Le viol, lui-même, commis sur une fille de plus de 14 ans
» n'est pas un délit; il devient un crime, punissable de la réclusion, vis-
» à-vis de *toute personne*, lorsqu'il est commis à l'aide de violences *graves*
» ou dans certaines autres circonstances prévues par l'article 375 du Code
» pénal. On sait d'ailleurs que presque toujours ce crime est correctionna-
» lisé et que, grâce à ce moyen d'enlever au fait son caractère criminel, le
» coupable n'est punissable que d'un emprisonnement de cinq ans au plus.
» Notons, enfin, que la présence d'un enfant à un outrage public aux
» mœurs ne constitue pas, dans le Code pénal, une circonstance aggravante
» du délit.

» On serait tenté d'accuser de mollesse les auteurs du Code pénal
» de 1867, si l'on ne tenait compte que depuis cette époque l'immoralité a
» fait des progrès constants. Les dispositions que nous venons de critiquer
» pouvaient, il y a quarante ans, paraître protéger suffisamment les mœurs
» de l'enfance contre des attaques et des entreprises infâmes. En est-il
» encore de même aujourd'hui?

» On n'a qu'à consulter les statistiques pour se convaincre que les
» crimes d'attentat à la pudeur et de viol deviennent d'année en année
» plus nombreux. Cette recrudescence se manifeste surtout dans les
» grandes villes et dans les centres populeux, et souvent au détriment de
» l'enfance.

» Des criminalistes, justement émus de cette situation qui devient pres-
» que un état social, cherchent des solutions ailleurs que dans les lois
» pénales et dans notre système pénitentiaire, qui leur semblent n'avoir

» pas produit l'effet qu'on pouvait en attendre. Sans doute, l'énergie de la
 » loi et la sévérité de la répression ne suffisent pas seules pour arrêter les
 » progrès de la criminalité. Sans doute aussi la loi doit être autant que
 » possible l'expression des mœurs, et son action a pour limite les néces-
 » sités de l'ordre social. Mais peut-on contester sérieusement l'influence
 » bienfaisante de la loi pénale sur les mœurs? Que deviendrait l'humanité
 » si — comme quelques-uns semblent le rêver — on attendait exclusive-
 » ment de certaines réformes sociales la soumission de l'homme aux règles
 » du devoir?

» Il y a dans les mœurs actuelles un laisser-aller, un relâchement qui
 » frappe les esprits les moins pessimistes. Le respect de la femme est
 » devenu un préjugé : la jeune fille, l'épouse, la mère ne sont plus à l'abri
 » de certaines entreprises que l'on qualifie de galantes. Est-ce cette situa-
 » tion que la loi doit refléter? Nous ne le pensons pas. Que chacun soit
 » libre de ses idées et de ses convictions intimes; que, d'autre part, on
 » travaille à corriger les mœurs, à les rendre parfaites, si l'on peut, par
 » tous les moyens de persuasion et surtout par l'exemple, nous le voulons
 » bien. Mais en attendant que cette régénération se produise ou que les
 » mœurs deviennent simplement meilleures, empêchons ceux qui semblent
 » ne plus avoir même l'idée de la morale, de nuire à leurs semblables
 » et surtout à l'enfance qui est la base et l'avenir même de la société. »

Des criminalistes, des sociologues, des hommes publics appartenant à toutes les opinions signalent l'immoralité comme un mal croissant sans cesse.

« L'immoralité, disait récemment M. Beernaert dans une réunion de
 » savants, l'immoralité nous envahit sous toutes les formes, et nous en
 » serions plus frappés si l'accoutumance ne rendait indulgent. L'immoralité
 » règne dans une partie de la presse; elle salit la rue par l'annonce, par
 » l'affiche, par l'image; elle corrompt par le théâtre, par le café-concert,
 » par le cabaret soi-disant artistique, par la chanson ⁽¹⁾ ».

De louables efforts sont tentés dans tous les pays pour enrayer le mal. En France, il s'est formé une institution, due à l'initiative de M. Bérenger, d'une sorte de ligue de bien public, qui s'est donné pour mission d'aider et parfois de stimuler l'action des pouvoirs publics.

La jurisprudence aussi semble vouloir mettre le foyer familial à l'abri des entreprises de certains industriels impudents qui se permettent de faire remettre à domicile des réclames et des prospectus contraires à la morale.

Mais, nous le répétons, l'initiative privée est insuffisante, et nos cours et tribunaux ne sont pas suffisamment armés. C'est aux pouvoirs publics à agir dans toute la mesure de leurs moyens, énergiquement et efficacement.

(1) Congrès de Bruxelles, juillet 1897. Discours d'ouverture de M. Beernaert, Ministre d'État, président du Congrès.

Le meilleur remède légal consiste incontestablement, comme nous le disons plus haut, dans l'application stricte de lois pénales sévères protégeant le jeune âge.

La Section centrale se rallie donc aux dispositions de notre chapitre qui aggravent les peines prévues par le Code pénal et aux innovations proposées, en matière de crimes ou délits commis contre l'enfance.

*
* *

Les amendements du Gouvernement ont apporté peu de modifications au chapitre III. Plusieurs de celles-ci rectifient des erreurs typographiques ou simplement matérielles.

Les articles 45, 46 et 47 reproduisent les anciens articles 23, 24, 25.

ART. 48.

Dans les projets et rapports antérieurs l'article 26 avait un 3^{me} alinéa prévoyant la peine de mort, quand la victime avait moins de 16 ans. La disposition disparaît, parce que cette peine semble d'une rigueur exagérée. La peine de mort est remplacée par les travaux forcés à perpétuité.

ART. 49, 50 et 51.

Ces articles reproduisent les articles 27, 28 et 29 anciens.

ART. 52 et 53.

Ces articles reproduisent les articles 31 et 32 anciens.

ART. 54.

Cet article corrige des erreurs matérielles et ajoute un article omis par erreur. Il forme, en effet, l'article 40 de la proposition de M. Denis.

ART. 55.

On a constaté maintes fois que lorsqu'un enfant est placé chez des particuliers ou dans une institution charitable, des parents de l'enfant ou même de simples particuliers favorisent son évasion. L'enfant doit alors être réintégré dans une école de bienfaisance, ce qui compromet son reclassement. Ce fait ne constitue pas le délit d'enlèvement prévu par le Code pénal. Les modifications introduites à l'article combleront la lacune en punissant le fait.

ART. 56.

La Section centrale se rallie à l'amendement : 16 ans au lieu de 15. Les dispositions légales sur la matière concorderont ainsi d'une manière plus parfaite.

ART. 57.

Même modification dans le même but.

ART. 58.

Cet article se justifie de lui-même. Il est destiné à compléter les dispositions du Code pénal relatives à l'abandon et au délaissement d'enfants.

ART. 59.

Ancien article 37, sauf que le délai de la récidive est modifié : cinq ans au lieu de douze mois; ce délai paraît, en effet, trop court.

ART. 60.

L'article 60 abroge les dispositions légales en vigueur qui sont contraires au projet nouveau.

Le chapitre II de la loi entrera en vigueur le 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la loi. Il en sera de même du § 1 de l'article 60.

La disposition finale prévoit une mesure transitoire commune à toutes les lois de procédure; les diverses juridictions statueront sur les affaires dont elles sont saisies.

*
* * *

La Section centrale, après lecture du rapport, s'est ralliée aux propositions suivantes, dont l'ensemble formerait le projet de loi sur la protection de l'enfance:

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
E. NERINCX.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale (1).

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

ARTICLE PREMIER.

Sont déchus de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

1° Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche par application des articles 378, § 2, et 382, § 2 du Code pénal,

2° Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement et l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

ART. 2.

La déchéance sera prononcée par le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public.

(Comme ci-contre.)

Quiconque l'a encourue est aussi incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants.

Il est incapable également d'être tuteur même officieux, co-tuteur, subrogé tuteur, membre d'un conseil de famille, curateur ou conseil de la mère tutrice.

(1) Les caractères italiques figurant dans cette colonne indiquent des modifications apportées par la Section centrale, soit au texte primitif élaboré par elle, soit aux amendements présentés par le Gouvernement.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

EERSTE HOOFDSTUK.

ONTZETTING VAN DE VADERLIJKE MACHT.

EERSTE ARTIKEL.

Worden ontzet van de ouderlijke macht, ten aanzien van al hunne kinderen :

1° De vader en de moeder die, met toepassing van de artikelen 378, § 2, en 382, § 2 van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanranding der eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht;

2° De vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

ART. 2.

De ontzetting wordt door de rechtbank van eersten aanleg uitgesproken, op vervolging ambtshalve ingesteld door het openbaar ministerie.

(Zooals hiernevens.)

Al wie daardoor werd getroffen, is ook onbevoegd om door zijne toestemming eene akte van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken.

Hij is insgelijks onbevoegd om te zijn voogd, zelfs dienstwillige voogd, medevoogd, toeziende voogd, lid van een familieraad, curator of raadsman der moeder-voogdes.

(1) De wijzigingen, door de Middenafdeeling gebracht hetzij in haren oorspronkelijken tekst, hetzij in de amendementen der Regeering, zijn met *cursiefletter* gedrukt in deze kolom.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ARTICLE PREMIER.

Le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public, déclarera déchu de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

(Le reste conforme au texte de la Section centrale.)

EERSTE ARTIKEL.

De rechtbank van eersten aanleg, op ambtshalve door het openbaar ministerie ingestelde vervolging, zal van de ouderlijke macht ontzet verklaren, ten aanzien van al hunne kinderen :

(Het overige overeenkomstig den tekst der Middenafdeeling.)

ART. 2.

ART. 2.

La déchéance prononcée en vertu de l'article premier emporte la privation de tous les droits qui découlent de la puissance paternelle.

De krachtens het eerste artikel uitgesproken ontzetting brengt verlies mede van al de rechten die uit de ouderlijke macht voortvloeien.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 3.

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure de la puissance paternelle les père et mère, en tout ou en partie, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux :

1° S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une conduite notoire;

2° Si, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, ils mettent en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant;

3° S'ils ont été privés de l'exercice de leurs droits de famille, par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal;

4° S'ils ont été condamnés à une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime politique, auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que celui-ci ait été condamné, soit qu'il ait été acquitté comme ayant agi sans imputabilité.

La déchéance pourra aussi être prononcée contre ceux qui, étant tuteurs, même officieux, ont été condamnés à une peine criminelle comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur pupille.

ART. 4.

Le tribunal peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer l'exclusion telle qu'elle est prévue par l'article 3, contre la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 3.

De rechtbank van eersten aanleg kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, geheel of gedeeltelijk van het ouderlijk gezag uitsluiten den vader en de moeder, ten aanzien van al hunne kinderen, of van één of verscheidene hunner :

1° Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn;

2° Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid in het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind in gevaar brengen;

3° Indien zij, met toepassing van de artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek, werden beroofd van de uitoefening van hunne familierechten;

4° Indien zij werden veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke misdaad, waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij deze werd veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar.

De ontzetting kan ook worden uitgesproken tegen hen die, voogd zijnde, zelfs dienstwillige voogd, tot eene lijfstraf werden veroordeeld als daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene misdaad bedreven op den persoon van hun pleegkind.

ART. 4.

De rechtbank kan, op eisch van het openbaar ministerie, de uitsluiting uitspreken, zooals deze is voorzien bij artikel 3, tegen de vrouw welke een persoon huwt die is ontzet van de vaderlijke macht.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 3.

ART. 3:

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure les père et mère, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux, *de la totalité ou d'une partie des droits visés à l'article 2 :*

1^o S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une conduite notoire;

2^o Si, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, *ils mettent en péril* la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant;

(Le reste conforme au texte de la Section centrale.)

De rechtbank van eersten aanleg, kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, den vader en de moeder, ten aanzien van al hunne kinderen of van één of verscheidene hunner, *geheel of gedeeltelijk van de bij artikel 2 bedoelde rechten uitsluiten :*

1^o Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn;

2^o Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid in het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind *in gevaar brengen ;*

(Het overige overeenkomstig den tekst van de Middenafdeeling.)

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 5.

Le tribunal, en prononçant la déchéance, ordonnera que le conseil de famille sera convoqué conformément aux articles 405 et suivants du Code civil.

Le conseil désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont le tribunal les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, le conseil désigne de préférence la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant et sur la réquisition du ministère public, modifier le choix fait par le conseil.

Dans ce cas, il désigne lui-même la personne apte à remplacer les père et mère. S'il ne trouve pas cette personne, il peut confier l'enfant à une société ou une institution de charité publique ou privée.

Il peut aussi, en tout temps, modifier son propre choix, sur la réquisition du ministère public ou à la demande des personnes auxquelles l'enfant a été confié.

Si la personne désignée n'est pas la mère, etc., **comme ci-contre.**

Dans le même cas, etc., **comme ci-contre.**

Teksten uitgaande van de Middenafdeling.

ART. 5.

De rechtbank, de ontzetting uitsprekende, beveelt dat de familieraad zal worden bijeengeroepen overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

In 't belang van het kind, wordt door den raad aangewezen de persoon die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten waarvan de rechtbank dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmede in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door den raad aangewezen de moeder of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie, indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

De rechtbank kan, in 't belang van het kind en op eisch van het openbaar ministerie, de keuze wijzigen, door den raad gedaan.

In dit geval, wijst zij zelt een persoon aan, geschikt om den vader en de moeder te vervangen. Vindt ze dezen persoon niet, dan kan zij het kind toevertrouwen aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid.

Zij kan ook, te allen tijde, hare eigen keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie of op verzoek van de personen aan wie het kind werd toevertrouwd.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, enz., **zooals hiernevens.**

In hetzelfde geval wordt, enz., **zooals hiernevens.**

Amendements du Gouvernement.

ART. 5.

Le tribunal désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont il les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, *il désigne de préférence la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.*

Le tribunal peut aussi confier la garde et l'éducation de l'enfant à une société ou une institution charitable, publique ou privée.

Si la personne désignée n'est pas la mère, cette personne ne peut avoir la jouissance des biens de l'enfant *visés à l'article 384 du Code civil*. En ce cas, les revenus *de ces biens* doivent être essentiellement employés à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

Dans le même cas, *pour tous les actes du mineur spécialement subordon-*

Amendementen der Regeering.

ART. 5.

In het belang van het kind, wordt door *de rechtbank* aangewezen de persoon die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten, waarvan *zij* dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmee in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door *haar, bij voorkeur*, de moeder aangewezen of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie, indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

Door de rechtbank kan ook de zorg voor het kind en voor zijne opvoeding worden toevertrouwd aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, dan kan deze persoon niet hebben het genot van de *bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek* bedoelde goederen des kinds. In dat geval moet het inkomen *dezer goederen* hoofdzakelijk worden besteed aan het onderhoud en aan de opvoeding van het kind.

In hetzelfde geval wordt, *voor al de handelingen van den minderjarige waar-*

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Le tribunal peut toujours, etc.,
à supprimer.

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite, le tribunal et, en cas d'urgence, le juge de référé peuvent, sur la réquisition du ministère public, prendre telles mesures provisoires qu'ils jugent utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

ART. 7.

Ceux qui ont encouru la déchéance peuvent, sur leur demande, être réintégrés, en tout ou en partie, dans leurs droits par le tribunal qui l'a prononcée.

Cette demande n'est pas recevable avant l'expiration des dix ans à compter du jour où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée, dans les cas de l'article premier, et de cinq ans, dans les cas de l'article 3.

ART. 8.

Les père et mère perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire.

Si la déchéance atteint le père, il est remplacé de préférence par la mère.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde, enz., te doen wegvallen.

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, kan de rechtbank, en wanneer er spoed bij is, de rechter in kort-geding, op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige voorloopige maatregelen nemen, als door hen worden nuttig geacht, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

ART. 7.

Zij, tegen wie ontzetting is uitgesproken, kunnen, op hun verzoek, geheel of gedeeltelijk weder in hunne rechten worden hersteld door de rechtbank die de ontzetting uitsprak.

In de gevallen voorzien bij artikel 1, is deze eisch niet ontvankelijk vóór het verstrijken van tien jaren, te rekenen van den dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, en, in de gevallen voorzien bij artikel 3, vóór het verstrijken van vijf jaren.

ART. 8.

De vader en de moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, gedurende den tijd dat zij verkeerren in staat van verklaarde afwezigheid of van gerechtelijke interdictie.

Treft de ontzetting den vader, dan wordt hij *bij voorkeur* vervangen door de moeder.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

nés par la loi au consentement du père ou de la mère, il sera procédé comme si les père ou mère faisaient défaut.

Le tribunal peut toujours, dans l'intérêt de l'enfant, modifier son choix sur la réquisition du ministère public *ou à la demande des personnes auxquelles l'enfant a été confié.*

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite *et même en cas de poursuite du chef d'une infraction pouvant donner lieu à l'application des articles 1 ou 3,* le tribunal, et en cas d'urgence *le juge des enfants,* peut, sur la réquisition du ministère public, prendre telles mesures qu'il juge utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

voor door de wet de toestemming van den vader of van de moeder in het bijzonder is vereischt, gehandeld alsof de vader of de moeder niet bestonden.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde hare keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie *of op verzoek van de personen aan wie het kind werd toevertrouwd.*

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, *en zelfs bij vervolging wegens een misdrijf; aanleiding kunnende geven tot toepassing van de artikelen 1 of 3,* kan de rechtbank en wanneer er spoed bij is, *de kinderrechtcr,* op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige maatregelen nemen, als nuttig wordt geacht, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Si la mère est décédée, absente ou interdite ou si elle est exclue de la puissance paternelle à un autre titre, il sera procédé à la désignation de la personne qui la remplacera, conformément à l'article 5.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du juge de paix du domicile ou, à défaut du domicile, de la résidence des père et mère.

Sauf dans le même cas, il entend ou appelle également la mère qui n'est ni absente ni interdite, avant de statuer sur le remplacement ou sur la réintégration du père.

ART. 10.

La femme mariée ne doit pas être autorisée à ester en justice dans les cas prévus par les articles précédents.

Dans ces mêmes cas, le délai d'appel est fixé à quinze jours. L'appel n'est pas suspensif dans le cas de l'article 6.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

Is de moeder overleden, afwezig of geïnterdiceerd of is zij om eene andere reden ontzet van het ouderlijk gezag, dan wordt overgegaan tot aanwijzing van den persoon die haar vervangt, overeenkomstig artikel 5.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 6, doet de rechtbank eerst uitspraak nadat zij het geschreven advies van den vrederechter der woonplaats heeft ingewonnen, of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder.

Behalve in hetzelfde geval, hoort zij of roept zij insgelijks de niet-afwezige of niet-geïnterdiceerde moeder, alvorens uitspraak te doen over de vervanging van den vader of het weder herstellen van dezen in zijne rechten.

ART. 10.

De gehuwde vrouw moet, in de gevallen voorzien bij de voorgaande artikelen, niet worden gemachtigd om in rechten op te treden.

In diezelfde gevallen, wordt de termijn voor hooger beroep op vijftien dagen bepaald. In het geval voorzien bij artikel 6 heeft het beroep geen kracht van opschorting.

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du *juge des enfants* du domicile ou, à défaut du domicile, de la résidence des père et mère.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 6, doet de rechtbank eerst uitspraak nadat zij het geschreven advies van den *kinderrechter* der woonplaats of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder heeft ingewonnen.

ART. 11.

Le tribunal ou le magistrat qui, par application de l'article 5 ou de l'article 6, confie un enfant à une personne autre que la mère, à une société ou une institution charitable, publique ou privée, peut allouer à celle-ci un subside,

ART. 11.

De rechtbank of de magistraat die, met toepassing van artikel 5 of van artikel 6, een kind toevertrouwt aan een persoon andere dan de moeder, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid, kan aan

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

Texten uitgaande van de Middenafdeeling.

CHAPITRE II.

DES MESURES A PRENDRE A L'ÉGARD DES JEUNES DÉLINQUANTS.

ART. 12.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

HOOFDSTUK II.

GERECHTELIJKE MAATREGELEN TEGENOVER JONGE MISDADIGERS.

ART. 12.

Zooals hiernevens behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 13.

(Zooals hiernevens)

Amendements du Gouvernement.

dont il fixe le montant, pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. Cette décision peut toujours être modifiée conformément à l'article 5, § 6.

L'avance de ces frais est faite par l'État.

Ils incombent pour moitié à celui-ci et pour moitié à la commune du domicile de secours.

CHAPITRE II.

DES MESURES A PRENDRE A L'ÉGARD DES MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

§ 1^{er}. — **Le juge des enfants.**

ART. 12.

Le Roi désigne, parmi les président, vice-présidents et juges de chaque tribunal de première instance, un magistrat qui, avec l'assistance du ministère public, est chargé du jugement des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis. Ce magistrat prend le nom de juge des enfants. Il est nommé pour un terme de trois ans. Son mandat est renouvelable.

Si les besoins du service l'exigent, le Roi en nomme plusieurs. En cas d'empêchement du titulaire, il lui est désigné un remplaçant par le président du tribunal de première instance.

ART. 13.

Un ou plusieurs substituts désignés par le procureur du Roi et un ou plusieurs juges d'instruction désignés par

Amendementen der Regeering.

deze eene toelage toekennen, waarvan de rechtbank of de magistraat het bedrag bepaalt, voor het onderhoud en de opvoeding van het kind. Deze beschikking kan te allen tijde worden gewijzigd overeenkomstig artikel 5, § 6.

Die kosten worden voorgeschoten door den Staat.

Zij komen voor de helft ten laste van den Staat en voor de andere helft ten laste van de gemeente waar het domicile van onderstand is.

HOOFDSTUK II.

VAN DE MAATREGELEN TEN AANZIEN VAN DE IN RECHTEN VERVOLGDE MINDERJARIGEN.

§ 1. — **De kinderrechter.**

ART. 12.

De Koning kiest uit voorzitter, onder-voorzitters en rechters van iedere rechtbank van eersten aanleg, een magistraat die, bijgestaan door het openbaar ministerie, in opdracht heeft recht te spreken over de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren. Deze magistraat is geheeten « kinderrechter. » Hij wordt benoemd voor een termijn van drie jaren. Zijn mandaat is vatbaar voor hernieuwing.

Indien de behoeften van den dienst het vergen, stelt de Koning er verscheidene aan. Bij verhindering van den titularis, wordt in zijne vervanging voorzien door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg.

ART. 13.

Een of meer, door den procureur des Konings aan te wijzen substituten, en een of meer door den voorzitter der

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

(Comme ci-contre.)

L'instruction terminée, le juge rend, sur le réquisitoire du ministère public, une ordonnance de renvoi devant le juge des enfants.

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de 16 ans à celui de 18 ans.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

(Zooals hiernevens.)

Het onderzoek geëindigd zijnde, verleent de rechter, op eisch van het openbaar ministerie, een bevel van verwijzing naar den kinderrechter.

ART. 14.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van 18 jaar wordt vervangen door den leeftijd van 16 jaar.

Amendements du Gouvernement.

le président du tribunal seront spécialement chargés des affaires concernant les enfants.

Toutefois, le juge d'instruction ne sera saisi que dans des circonstances exceptionnelles et seulement en cas de nécessité absolue.

§ 2. — Des mesures que peut prendre le juge des enfants.

ART. 14.

Le juge des enfants prend, à l'égard des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui comparaissent devant lui, des mesures de garde, d'éducation et de préservation.

Si les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage, ils pourront être arrêtés et traduits devant le juge des enfants qui aura le droit :

1° De les réprimander et de les rendre aux personnes qui en avaient la garde en leur enjoignant de mieux les surveiller à l'avenir;

2° De les confier jusqu'à leur majorité à une personne, à une société ou à une institution charitable, publique ou privée;

3° De les mettre jusqu'à leur majorité à la disposition du Gouvernement. Néanmoins, si l'état habituel de mendicité ou de vagabondage est établi, le juge des enfants n'aura le choix qu'entre ces deux dernières mesures.

Amendementen der Regeering.

rechtbank aan te wijzen onderzoeksrechters worden in het bijzonder belast met de zaken die op kinderen betrekking hebben.

Echter wordt de onderzoeksrechter slechts aangesproken in buitengewone omstandigheden en dit alleen bij volstreekte noodzakelijkheid.

§ 2. — Van de maatregelen die de kinderrechter kan nemen.

ART. 14.

Ten opzichte van de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die voor hem verschijnen, treft de kinderrechter maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding.

Worden de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren bedelend of zwerfend aangetroffen of geven zij zich gewoonlijk over aan bedelarij of aan landlooperij, dan mogen zij worden aangehouden en gebracht voor den kinderrechter, die het recht heeft :

1° Ze te berispen en terug te geven aan de personen die er voor moesten zorgen, met aanzegging er voortaan beter toezicht op te houden;

2° Ze tot hunne meerderjarigheid toe te vertrouwen aan eenen persoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid;

3° Ze tot hunne meerderjarigheid te stellen ter beschikking van de Regeering. Is echter de gewone toestand van bedelarij of landlooperij bewezen, dan heeft de kinderrechter slechts de keus tusschen de twee laatstgenoemde maatregelen.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 15.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 16.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 17.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 18.

Si le mineur, âgé de moins de *16 ans* accomplis au moment du fait *a commis*

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 15.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 16.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 17.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 18.

Indien de minderjarige, die den leeftijd van volle *16 jaren* niet had bereikt

Amendements du Gouvernement.

ART. 15.

Si des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis donnent, par leur inconduite ou leur indiscipline, de graves sujets de mécontentement à leurs parents, à leurs tuteurs ou aux autres personnes qui en ont la garde, le juge des enfants pourra, à la requête des dits parents, tuteurs ou personnes ayant la garde de l'enfant, prendre l'une des mesures spécifiées au 2° et au 3° de l'article 14.

ART. 16.

Si des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis et qui sont traduits devant le juge des enfants se livrent à la prostitution, à la débauche, ou cherchent leurs ressources dans le jeu ou dans des trafics ou occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, le juge des enfants pourra prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 14.

ART. 17.

Si le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis a commis une infraction, il sera déféré au juge des enfants, et la peine sera remplacée par une mesure de garde, d'éducation ou de préservation d'après les distinctions suivantes.

ART. 18.

Si le mineur avait moins de 16 ans accomplis au moment du fait, le juge

Amendementen der Regeering.

ART. 15.

Indien minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren door hun slecht gedrag of hunne onbuigzaamheid, ernstige redenen tot ongenoegen geven aan hunne ouders, aan hunne voogden of aan de personen, onder wier hoede zij werden geplaatst, kan door den kinderrechtter een der bij n° 2° en n° 3° van artikel 14 bepaalde maatregelen worden getroffen ten verzoeken van genoemde ouders, voogden of personen, onder wier hoede het kind is geplaatst.

ART. 16.

Indien minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die voor den kinderrechtter worden gebracht, zich aan ontucht, aan liederlijkheid overleveren, of hunne middelen van bestaan zoeken in spel of in handelingen of bezigheden die kunnen leiden tot ontucht, tot bedelarij, tot landlooperij of tot criminaliteit, kan door den kinderrechtter een der bij artikel 14 bepaalde maatregelen worden getroffen.

ART. 17.

Indien de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren een misdrijf pleegt, wordt hij voor den kinderrechtter gebracht en wordt de straf door een maatregel van bewaking, opvoeding of behoeding vervangen, naar onderscheid zooals volgt.

ART. 18.

Indien de minderjarige den leeftijd van volle 16 jaren niet had bereikt op het

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

un délit le juge des enfants pourra...
(comme ci-contre).

Il en sera de même si le mineur âgé
de moins de 16 ans accomplis au mo-
ment du fait a commis une contraven-
tion.

ART. 19.

Si le mineur qui s'est rendu coupable
d'un *crime* qui n'est pas punissable de
la peine de mort ou des travaux forcés,
avait 16 ans accomplis au moment du
fait, le juge des enfants... (comme ci-
contre).

ART. 20.

Si le crime commis par un mineur
de moins de 16 ans accomplis... la
durée de la mise à la disposition du
Gouvernement, prononcée par le juge
des enfants, sera prolongée...

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

op het oogenblik van het feit, een wan-
bedrijf heeft begaan, enz., zooals hier-
nevens.

Zoo ook wanneer de minderjarige,
die den leeftijd van volle 16 jaren niet
had bereikt op het oogenblik van het
feit, eene overtreding heeft begaan.

ART. 19.

Indien de minderjarige, die zich
schuldig heeft gemaakt aan eene mis-
daad, niet strafbaar met doodstraf of
dwangarbeid, den leeftijd van volle
16 jaren had bereikt op het oogenblik
van het feit, kan de kinderrechter, enz.,
zooals hiernevens.

ART. 20.

Is de misdaad, gepleegd door een
minderjarige beneden den leeftijd van
volle 16 jaren, strafbaar met doodstraf
of dwangarbeid, dan wordt de duur...
verlengd...

Amendements du Gouvernement.

des enfants pourra, selon les circonstances, réprimander l'enfant et le rendre aux personnes qui en avaient la garde, avec injonction de mieux le surveiller à l'avenir ou le confier jusqu'à sa majorité à une personne, à une société, à une institution charitable, publique ou privée, ou le mettre jusqu'à sa majorité à la disposition du Gouvernement.

Il en sera de même si le mineur âgé de 16 ans accomplis et de moins de 18 ans accomplis au moment du fait a commis une contravention.

ART. 19.

Si le mineur qui s'est rendu coupable d'un délit ou d'un crime qui n'est pas punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, avait 16 ans accomplis et moins de 18 ans accomplis au moment du fait, le juge des enfants, en le mettant à la disposition du Gouvernement, pourra décider que son séjour dans l'école de bienfaisance de l'État ou dans tout autre établissement approprié à son état sera prolongé au delà de sa majorité, sans toutefois qu'il puisse être retenu au delà de sa 25^e année.

ART. 20.

Si le crime commis par un mineur âgé de moins de 18 ans accomplis est punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, la durée de la mise à la disposition du Gouvernement, prononcée

Amendementen der Regeering.

oogenblik van het feit, kan de kinderrechtter, volgens de omstandigheden, het kind berispen en het teruggeven aan de personen die er moesten voor zorgen, met aanzegging er voortaan beter toezicht op te houden, of het tot zijne meerderjarigheid aan een persoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid toevertrouwen, of het tot zijne meerderjarigheid stellen ter beschikking van de Regeering.

Zoo ook wanneer de minderjarige, die den leeftijd van volle 16 jaren had bereikt en niet den leeftijd van volle 18 jaren op het oogenblik van het feit, eene overtreding heeft begaan.

ART. 19.

Indien de minderjarige, die zich schuldig heeft gemaakt aan een wanbedrijf of aan eene misdaad, niet gestraft met doodstraf of dwangarbeid, den leeftijd van volle 16 jaren had bereikt, doch dien van volle 18 jaren niet had bereikt op het oogenblik van het feit, kan de kinderrechtter beslissen, terwijl hij hem stelt ter beschikking van de Regeering, dat zijn verblijf in de Rijks-weldadigheidsschool of in elk ander aan zijn toestand beantwoordend gesticht, zal verlengd worden tot na zijne meerderjarigheid, zonder echter te mogen duren tot na zijn 25^{te} jaar.

ART. 20.

Indien de misdaad, gepleegd door een minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren, strafbaar is met doodstraf of dwangarbeid, kan de duur van het stellen ter beschikking van de Regeer-

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 21.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* au lieu de *18 ans*.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

... moins de *16 ans* accomplis...

ART. 23.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* au lieu de *18 ans*.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 21.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 22.

(Zooals hiernevens.)

... beneden den leeftijd van volle *16 jaren*...

ART. 23.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

par le juge des enfants, pourra être prolongée au delà de la majorité du mineur pour un terme de vingt ans au maximum.

ring, door den kinderrechter uitgesproken, worden verlengd tot na de meerderjarigheid van den minderjarige, voor den tijd van ten hoogste twintig jaren.

ART. 21.

ART. 21.

Dans le cas où l'infraction commise par un mineur est connexe à une infraction commise par un adulte et que le mineur n'avoit pas 18 ans accomplis au moment du fait, la disjonction sera prononcée, et le mineur sera déféré au juge des enfants.

Wanneer het door een minderjarige gepleegd misdrijf in verband staat met een misdrijf door een volwassene gepleegd en de minderjarige den leeftijd van volle 18 jaren niet had bereikt op het oogenblik van het feit, wordt de splitsing uitgesproken en de minderjarige voor den kinderrechter gebracht.

ART. 22.

ART. 22.

Si le juge des enfants à un doute quant à l'état physique ou mental de l'enfant, il peut le placer en observation et le soumettre à l'examen médical d'un ou de plusieurs spécialistes.

Indien hij in twijfel verkeert omtrent de lichamelijke of psychische gesteldheid van het kind, kan de kinderrechter het in observatie stellen en het onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek van een of meer specialisten.

S'il est établi par l'expertise médicale que le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis au moment du fait se trouve dans un état d'infériorité physique ou mental le rendant incapable du contrôle de ses actions, le juge des enfants ordonnera qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement pour être placé dans un asile ou dans un établissement spécial approprié à son état.

Blijkt uit het geneeskundig onderzoek, dat de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren zich lichamelijk of psychisch in een staat van minderwaardige ontwikkeling bevindt, waardoor het hem onmogelijk is op zijn daden toezicht te houden, dan gelast de kinderrechter dat hij worde gesteld ter beschikking van de Regeering met het oog op plaatsing in een gesticht of in eene aan zijn toestand beantwoordende bijzondere instelling.

ART. 23.

ART. 23.

Dans les cas où il serait établi que le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis au moment du fait, et qui s'est

In de gevallen, waar mocht blijken dat de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die zich heeft schul-

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 24.

(Zooals hiernevens.)

ART. 25.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

rendu coupable d'un délit ou d'un crime, est d'une perversité morale trop caractérisée pour être placé dans un établissement ordinaire de garde, d'éducation ou de préservation, le juge ordonnera qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un établissement disciplinaire de l'État pendant deux ans au moins et dix ans au plus. Dans le cas prévu à l'article 20, cet internement pourra dépasser de vingt ans l'âge de la majorité.

ART. 24.

Dans les cas où le juge des enfants ordonne la mise à la disposition du Gouvernement du mineur traduit en justice, il peut la prononcer conditionnellement en spécifiant les conditions qu'il met au sursis.

ART. 25.

Dans les cas où l'infraction est établie, le juge condamnera l'enfant aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Si les dommages-intérêts n'excèdent pas 50 francs, le juge pourra les adjuger sur la plainte de l'intéressé, visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal d'évaluation du dommage dressé sans frais, par ce fonctionnaire.

Les personnes responsables soit en vertu de l'article 1384 du Code civil, soit en vertu de la loi spéciale, seront régulièrement citées et tenues solidairement

Amendementen der Regeering.

dig gemaakt aan wanbedrijf of misdadaad, zedelijk te diep bedorven is om in een gewoon gesticht voor bewaking, opvoeding of behoeding te worden geplaatst, gelast de rechter dat hij worde gesteld ter beschikking van de Regeering met het oog op opsluiting in eene tucht-inrichting van het Rijk, voor den tijd van ten minste twee en ten hoogste tien jaren. In het bij artikel 20 voorziene geval, kan deze opsluiting zich uitstrekken tot twintig jaren na den meerderjarigheidsouderdom.

ART. 24.

In de gevallen, waar de kinder-rechter gelast dat de in rechten vervolgte minderjarige worde gesteld ter beschikking van de Regeering, kan hij deze terbeschikkingstelling voorwaardelijk uitspreken, onder opgave van de voorwaarden door hem aan het uitstel verbonden.

ART. 25.

In de gevallen waar het misdrijf bewezen is, veroordeelt de rechter het kind tot de kosten en, zoo er grond voor is, tot teruggave en tot schadevergoeding.

Indien de schadevergoeding niet meer dan 50 frank bedraagt, mag de rechter die toewijzen op aanklacht van den belanghebbende, gevisceerd door den burgemeester en vergezeld van een proces-verbaal tot raming der schade, kosteloos opgemaakt door dezen ambtenaar.

De personen die, hetzij krachtens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij krachtens eene bijzondere wet, aansprakelijk zijn, worden regel-

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenaflceeling.

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

avec l'enfant, des frais, des restitutions et des dommages-intérêts.

Les poursuites exercées contre des enfants, conformément aux dispositions de la présente loi, ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement par les autorités au sujet des individus poursuivis.

Elles peuvent toutefois être portées à la connaissance de l'autorité judiciaire en cas de nouvelles poursuites.

§ 3. — **De la mise en liberté surveillée.**

ART. 26.

Les mineurs qui, dans l'une des hypothèses prévues aux articles précédents, n'ont pas été placés dans un établissement de l'État ou en sont sortis, sont placés jusqu'à leur majorité sous le régime de la liberté surveillée.

A cet effet, le juge des enfants désignera des personnes des deux sexes choisies par lui de préférence parmi les sociétés protectrices de l'enfance ou les institutions charitables, publiques ou privées et chargées, sous sa direction, de la surveillance des enfants traduits en justice.

Ces personnes prendront le nom de « délégués à la protection de l'enfance » et pourront être rémunérées.

ART. 27.

Les délégués à la protection de l'enfance resteront en contact avec le mineur

Amendementen der Regeering.

matig gedagvaard en zijn met het kind hoofdelijk gehouden tot het betalen van de kosten, tot teruggave en tot schadevergoeding.

De vervolging, tegen kinderen ingesteld overeenkomstig de bepalingen van deze wet, wordt niet vermeld in de inlichtingen, later door de overheid verstrekt omtrent de vervolgte personen.

Zij kan echter ter kennis van de rechterlijke overheid worden gebracht ingeval van nieuwe vervolging.

§ 3. — **Van de invrijheidstelling onder toezicht.**

ART. 26.

De minderjarigen die, in eene der in de voorgaande artikelen voorziene onderstellingen, niet werden geplaatst in een Rijksgesticht of er uit ontslagen zijn, blijven, tot hunne meerderjarigheid, onderworpen aan den regel der vrijheid onder toezicht.

Met dit doel wijst de kinderrechter personen aan van beide geslachten, door hem bij voorkeur te kiezen onder de vereenigingen voor kinderbescherming of de instellingen van weldadigheid, en die in opdracht hebben, onder zijn beleid, toezicht te houden op de in rechten vervolgte kinderen.

Deze personen worden geheeten « afgevaardigden ter kinderbescherming »; eene vergoeding kan hun worden toegekend.

ART. 27.

De afgevaardigden ter kinderbescherming blijven in betrekking met den

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

ART. 28.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

et, suivant les circonstances, visiteront les parents, les personnes, les associations ou les institutions qui en ont la garde.

Les délégués à la protection de l'enfance observeront le milieu, les tentatives, la conduite du mineur.

Ils feront, toutes les fois qu'ils le croiront utile, et au moins une fois par mois, rapport au juge des enfants sur la situation morale et matérielle du mineur. Ils proposeront au juge des enfants toutes les mesures qu'ils croiront avantageuses pour le mineur.

§ 4. — De la procédure.

ART. 28.

Le juge des enfants vérifie l'identité et l'âge de l'enfant. Il fait une enquête sur son état physique et mental, ainsi que sur les conditions sociales et morales dans lesquelles il vit.

Pour obtenir à cet égard les renseignements nécessaires, il peut en tout temps convoquer le mineur, les personnes qui en ont la garde et les délégués à la protection de l'enfance.

Il peut prendre, soit par l'intermédiaire des délégués à la protection de l'enfance, soit directement, l'avis des ministres des cultes, des autorités scolaires, du médecin de la famille, des patrons chez qui l'enfant a travaillé, des visiteurs des pauvres, des commissions de patronage, des représentants des sociétés qui se sont occupés de l'enfant, etc.

Amendementen der Regeering.

minderjarige en, volgens de omstandigheden, bezoeken zij de ouders, de personen, de vereenigingen of de instellingen die er voor moeten zorgen.

De afgevaardigden ter kinderbescherming zullen het midden waarin de minderjarige verkeert, zijne neigingen, zijn levensgedrag gadeslaan.

Telkens als zij het raadzaam achten, en ten minste eens per maand, brengen zij bij den kinderrechter verslag uit over den zedelijken en stoffelijken toestand van den minderjarige. Zij stellen aan den kinderrechter al de maatregelen voor, die zij achten den minderjarige voordelig te zijn.

§ 4. — Van de rechtspleging.

ART. 28.

De kinderrechter overtuigt zich van de identiteit en den ouderdom van het kind. Hij stelt een onderzoek in naar zijn lichaams- en geestestoestand, alsmede naar de sociale en zedelijke voorwaarden waarin het leeft.

Om te dien opzichte de noodige inlichtingen in te winnen, mag hij te allen tijde den minderjarige, de personen die er voor moeten zorgen en de afgevaardigden ter kinderbescherming oproepen.

Hij mag, hetzij door bemiddeling van de afgevaardigden ter kinderbescherming, hetzij rechtstreeks, het advies inwinnen van de bedienaars der eerediensten, van de schooloverheden, van den geneesheer der familie, van de werkgevers bij wie het kind gearbeid heeft, van de bezoekers der armen, van de beschermingscommissiën, van de vertegenwoordigers der vereenigingen die zich met het kind hebben bezig gehouden, enz.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 29.

(Comme ci-contre.)

Il peut soit le laisser chez les *particuliers* qui en ont la garde, soit le soustraire à son milieu et le confier provisoirement à un parent, à un particulier ou à une institution publique ou privée.

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

... le mineur pourra être gardé préventivement dans *une maison d'arrêt*, à condition que cette garde ne dépasse pas le terme de *trois* mois.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 29.

(Zooals hiernevens.)

Hij kan, of hem laten bij de *particulieren* die er moeten voor zorgen, of hem onttrekken aan zijn midden en hem voorloopig toevertrouwen aan een bloedverwant, aan een privaat persoon of aan eene openbare of private instelling.

ART. 30.

(Zooals hiernevens.)

ART. 31.

(Zooals hiernevens.)

... mag de minderjarige voorloopig in hechtenis worden gehouden in *een huis van arrest*, mits deze hechtenis den tijd van *drie* maanden niet te boven gaat.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

ART. 29.

Pendant l'enquête, le juge des enfants prend à l'égard du mineur poursuivis les mesures de garde nécessaires.

Il peut soit le laisser chez les personnes qui en ont la garde, soit le soustraire à son milieu et le confier provisoirement à un parent ou à un particulier ou à une société ou à une institution publique ou privée.

ART. 30.

Dans les circonstances exceptionnelles dont il est question à l'article 13 et s'il y a urgence, ces mesures de garde peuvent être prises par le juge d'instruction ou le procureur du Roi sauf à en donner sur-le-champ avis au juge des enfants qui reprend dès lors ses attributions.

ART. 31.

Dans les cas d'absolue nécessité, quand, à raison soit de la nature vicieuse de l'enfant, soit de l'impossibilité matérielle qu'il y aurait à trouver dans la localité un particulier ou une institution en mesure de recueillir le mineur, les mesures prévues à l'article 29 ne pourraient être exécutées, le mineur pourra être gardé préventivement dans la prison de l'arrondissement, à condition que cette garde préventive ne dépasse pas le terme de deux mois.

Le mineur gardé dans la prison sera soumis à un régime spécial, qui sera déterminé par les règlements de l'administration pénitentiaire.

Amendementen der Regeering.

ART. 29.

Gedurende het onderzoek neemt de kinderrechtster ten opzichte van den vervolgden minderjarige de vereischte maatregelen van bewaking.

Hij kan, óf hem laten aan de personen die er voor moeten zorgen, óf hem onttrekken aan zijn midden en hem voorloopig toevertrouwen aan een bloedverwant of aan een privaat persoon of aan eene openbare of private vereeniging of instelling.

ART. 30.

In de bij artikel 13 bedoelde buitengewone omstandigheden en indien spoed is vereischt, mogen deze maatregelen van bewaking worden genomen door den onderzoeksrechtster of door den procureur des Konings, mits daarvan terstond kennis wordt gegeven aan den kinderrechtster; deze herneemt alsdan zijne bevoegdheid.

ART. 31.

Bij volstreckte noodzakelijkheid, wanneer, op grond hetzij van de bedorven inborst van het kind, hetzij van de feitelijke onmogelijkheid om ter plaatse een privaat persoon of eene instelling te vinden, geschikt tot opneming van den minderjarige, de bij artikel 29 voorziene maatregelen niet konden uitgevoerd worden, mag de minderjarige voorloopig in de arrondissementsgevangenis worden bewaard, mits deze voorloopige bewaring den tijd van twee maanden niet te boven gaat.

De in eene gevangenis bewaarde minderjarige wordt onderworpen aan een bijzonder regiem, dat door de reglementen van het gevangeniswezen zal worden bepaald.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 32.

Le juge des enfants peut, en tout temps, soit spontanément, soit sur le rapport des délégués à la protection de l'enfance, rapporter ou modifier les mesures qu'il a prises et agir, dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur, *sauf dans le cas où le mineur, mis à la disposition du Gouvernement, a été placé dans un établissement de l'État.*

ART. 33.

(Comme ci-contre.)

Dans ce cas, le juge des enfants pourra ordonner l'exécution provisoire de sa décision.

L'appel sera jugé par un conseiller à la Cour d'appel, *le ministère public entendu.*

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middelenafdeeling.

ART. 32.

Te allen tijde kan de kinderrechtcr, uit eigen beweging of op grond van de verslagen van de afgevaardigden ter kinderbescherming, de door hem genomen maatregelen intrekken of wijzigen, en binnen de perken dezer wet handelen ten beste van de belangen van den minderjarige, *behalve in het geval dat de minderjarige, ter beschikking van de Regeering gesteld, werd geplaatst in een Rijksgesticht.*

ART. 33.

(Zooals hiernevens.)

In dit geval kan de kinderrechtcr de voorloopige tenuitvoerlegging van zijne beslissing bevelen.

Over het hooger beroep wordt uitspraak gedaan door een raadsheer in het Hof van beroep, *het openbaar ministerie gehoord.*

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 32.

Le juge des enfants peut en tout temps, soit spontanément, soit sur le vu des rapports des délégués à la protection de l'enfance, rapporter ou modifier les mesures qu'il a prises et agir dans les limites de la présente loi au mieux des intérêts du mineur.

Néanmoins, si le mineur mis à la disposition du Gouvernement a été placé dans un établissement de l'État, le Ministre de la Justice a seul le droit de le libérer conditionnellement, comme de le réintégrer le cas échéant.

ART. 33.

Les décisions rendues par le juge des enfants sont, dans les délais légaux, susceptibles d'appel de la part du ministère public, des parents ou tuteurs des mineurs, toutes les fois que la durée de la mise à la disposition du Gouvernement prononcée par le juge des enfants aura pour effet de dépasser l'âge de la majorité.

L'appel sera jugé par un conseiller à la Cour d'appel avec l'assistance du ministère public.

Ce conseiller sera désigné par le premier président pour un terme de trois ans. Cette désignation sera renouvelable.

ART. 32.

Te allen tijde kan de kinderrechtcr, uit eigen beweging of op grond van de verslagen van de afgevaardigden ter kinderbescherming, de door hem genomen maatregelen intrekken of wijzigen, en binnen de perken dezer wet handelen ten beste van de belangen van den minderjarige.

Werd echter de ter beschikking van de Regeering gestelde minderjarige in een Rijksgesticht geplaatst, dan heeft alleen de Minister van Justitie het recht hem voorwaardelijk in vrijheid te stellen, evenals, bij voorkomend geval, hem weder in het gesticht op te sluiten.

ART. 33.

De uitspraken van den kinderrechtcr zijn, binnen de bij de wet gestelde termijnen, vatbaar voor hooger beroep van wege het openbaar ministerie, de ouders of voogden der minderjarigen, telkenmale als de duur van het stellen ter beschikking van de Regeering, door den kinderrechtcr uitgesproken, tot gevolg zal hebben den leeftijd van meerderjarigheid te overschrijden.

Over het hooger beroep wordt uitspraak gedaan door een raadsheer in het Hof van beroep, bijgestaan door het openbaar ministerie,

Die raadsheer wordt door den eersten voorzitter aangewezen voor den tijd van drie jaren. Deze aanstelling kan worden hernieuwd.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 34.

(Comme ci-contre.)

ART. 35.

(Comme ci-contre.)

ART. 36.

Si, sur l'invitation à comparaître, lancée par le juge des enfants, le mineur ou les personnes qui en ont la garde ne comparaissent pas et que ces personnes ne puissent justifier la non-comparution, elles pourront être condamnées, *par ce magistrat*, à une amende de 1 à 25 francs et à un emprisonnement de un à sept jours, ou à l'une de ces peines seulement.

ART. 37.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling

ART. 34.

(Zooals hiernevens.)

ART. 35.

(Zooals hiernevens.)

ART. 36.

Indien, na een verzoek om te verschijnen, door den kinderrechtcr gedaan, de minderjarige, of de personen die voor hem moeten zorgen, niet verschijnen en indien deze personen de niet-verschijning niet kunnen rechtvaardigen, kunnen zij *door dien magistraat* worden veroordeeld tot geldboete van 1 tot 25 frank en tot gevangenisstraf van één tot zeven dagen, of tot slechts eene van deze straffen.

ART. 37.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

ART. 34.

En cas de changement de résidence du mineur, avis devra en être donné au juge des enfants. Celui-ci prendra les mesures que la situation comporte.

Si le mineur a désormais sa résidence dans un autre arrondissement, le juge des enfants transmet au magistrat du nouveau ressort le dossier et les renseignements nécessaires.

ART. 35.

En cas de décès, de maladie grave, d'absence non autorisée ou d'inconduite du mineur, les personnes qui en ont la garde ou les délégués à la protection de l'enfance devront en donner avis sur-le-champ au juge des enfants.

ART. 36.

Si sur l'invitation à comparaître, lancée par le juge des enfants, le mineur ne comparait pas et que la personne qui en a la garde ne puisse justifier la non-comparution, elle peut être condamnée à une amende de 1 à 25 francs et à un emprisonnement de un à sept jours, ou à l'une de ces peines seulement.

ART. 37.

Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis ne pourront assister aux audiences des cours et tribunaux et des

Amendementen der Regeering.

ART. 34.

Verandert de minderjarige van verblijfplaats, dan moet daarvan kennis worden gegeven aan den kinderrechter. Deze trefte de maatregelen, door den toestand vereischt.

Is de verblijfplaats van den minderjarige voortaan in een ander arrondissement gevestigd, dan maakt de kinderrechter aan den magistraat van het nieuwe gebied het dossier over, met de noodige inlichtingen.

ART. 35.

Bij overlijden, zware ziekte, niet geoorloofde afwezigheid van den minderjarige, moeten de personen, die er voor te zorgen hebben, of de afgevaardigden ter kinderbescherming daarvan terstond kennis geven aan den kinderrechter.

ART. 36.

Indien de minderjarige, na een verzoek om te verschijnen, door den kinderrechter gedaan, niet verschijnt, en indien de persoon, die er voor te zorgen heeft, de niet-verschijning niet kan rechtvaardigen, kan deze persoon worden veroordeeld tot geldboete van 1 tot 25 frank en tot gevangenisstraf van één tot zeven dagen, of tot slechts eene van deze straffen.

ART. 37.

De minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren mogen de terechtzittingen der hoven en rechtbanken en

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 38.

(Comme ci-contre.)

ART. 38^{bis}.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 38.

(Zooals hiernevens.)

ART. 38^{bis}.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

juges des enfants, que pour l'instruction et le jugement des poursuites dirigées contre eux, ou lorsqu'ils auront été invités à comparaître devant le juge des enfants ou lorsqu'ils auront à déposer comme témoins.

der kinderrechters slechts bijwonen voor het onderzoek en de behandeling van de vervolging tegen hen aangelegd, of wanneer zij werden aangezocht om voor den kinderrechter te verschijnen of wanneer zij als getuigen gehoord moeten worden.

§ 5. — Mesures de contrôle

§ 5. — Maatregelen voor het nazicht

ART. 38.

ART. 38.

Le Ministre de la Justice reçoit notification des placements des mineurs effectués par les juges des enfants et un rapport annuel sur leur situation. Il peut faire inspecter les placements.

Aan den Minister van Justitie wordt bericht gezonden van elke plaatsing van minderjarigen, die door de kinderrechters geschiedt en wordt jaarlijks verslag gedaan over dezer toestand. Hij kan de plaatsing doen inspecteeren.

ART. 38^{bis}.ART. 38^{bis}.

Les mineurs mis à la disposition du Gouvernement sans indication spéciale du juge pourront être laissés conditionnellement aux personnes qui en ont la garde, être mis en observation dans un établissement spécial, internés dans une école de bienfaisance de l'État, placés dans tout autre établissement approprié à leur état ou confiés à une personne, une société ou une institution charitable publique ou privée.

De minderjarigen, ter beschikking van de Regeering gesteld zonder bijzondere aanwijzing vanwege den rechter, kunnen voorwaardelijk worden gelaten aan de personen onder wier hoede ze staan; gezonden ter voorloopige waarneming naar een bijzonder gesticht; opgenomen in eene Rijkswelddigheidschool; geplaatst in elke andere inrichting, voor hunnen staat geschikt, of toevertrouwd aan een privaat persoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid.

Le Ministre de la Justice peut faire inspecter les placements.

De Minister van Justitie kan de plaatsing doen inspecteeren.

Jusqu'au terme de la mise à la disposition du Gouvernement, le Ministre de la Justice peut modifier ou rapporter les mesures qu'il a prises et agir, dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur.

Zoolang de minderjarige ter beschikking van de Regeering blijft, kan de Minister van Justitie de door hem genomen maatregelen wijzigen of intrekken en, binnen de grenzen van deze wet, handelen ten beste van de belangen van den minderjarige.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 39.

(Comme ci-contre.)

ART. 39.

(Zooals hiernevens.)

ART. 40.

(Comme ci-contre.)

ART. 40.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Il peut aussi, dans les mêmes limites, pendant le même délai, libérer conditionnellement et réintégrer, le cas échéant, les mineurs qui ont été mis à la disposition du Gouvernement, pour être placés dans un établissement spécial.

ART. 39.

L'emploi des salaires gagnés par les mineurs que les juges d'enfants ont confiés à une personne, une société, une institution charitable publique ou privée est déterminé par le juge des enfants.

L'emploi des salaires gagnés par les mineurs mis à la disposition du Gouvernement pendant qu'ils sont internés ou confiés à d'autres personnes que leurs parents ou tuteurs, est déterminé par le Ministre de la Justice.

Si tout ou partie de ces sommes est versé sur un livret de la Caisse d'épargne, le juge ou le Ministre, selon les cas, peut décider que le mineur n'en disposera pas sans une autorisation expresse de l'un d'eux avant qu'il n'ait atteint 25 ans.

ART. 40.

Le Roi fixe annuellement le prix de la journée d'entretien et d'éducation des mineurs mis par le Gouvernement dans un établissement spécial ou internés dans une école de bienfaisance de l'État.

Le Ministre de la Justice détermine le montant des subsides alloués pour

Hij kan ook, binnen dezelfde grenzen, gedurende denzelfden termijn, voorwaardelijk, bij voorkomend geval, in vrijheid stellen en weder in een gesticht doen opnemen de minderjarigen, ter beschikking van de Regeering gesteld om in eene bijzondere inrichting te worden geplaatst.

ART. 39.

Over het gebruik der loonen, verdiend door de minderjarigen die de kinderrechtters hebben toevertrouwd aan een persoon, eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid, wordt door den kinderrechter beschikt.

Het gebruik van de loonen, door de terbeschikking van de Regeering gestelde minderjarigen verdiend terwijl ze zijn opgesloten of toevertrouwd aan personen andere dan hunne ouders of voogden, wordt door den Minister van Justitie geregeld.

Indien deze sommen geheel of gedeeltelijk zijn geplaatst op een boekje van de Spaarkas, kan, volgens het geval, de rechter of de Minister beslissen dat de minderjarige, zonder uitdrukkelijke toelating van een hunner, daarover niet zal kunnen beschikken voordat hij den leeftijd van 25 jaren heeft bereikt.

ART. 40.

Door den Koning wordt jaarlijks de prijs vastgesteld van den dag onderhoud en opvoeding der minderjarigen, die door de Regeering in observatie werden gesteld in een bijzonder gesticht of in eene Rijks-weldadigheidschool opgesloten.

Door den Minister van Justitie wordt het bedrag bepaald der toelagen, ver-

**Textes définitifs proposés par la Section
centrale.****Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.****ART. 41.****(Comme ci-contre.)**

Toutefois, dans le cas où les mineurs sont mis à la disposition du Gouvernement pour faits de vagabondage ou de mendicité, les frais d'entretien et d'éducation incombent, pour une moitié, à l'État et, pour l'autre, à la commune de leur domicile de secours.

ART. 41^{bis}.**(Comme ci-contre.)****ART. 41.****(Zooals hiernevens)**

Wanneer echter de minderjarigen ter beschikking van de Regeering zijn gesteld wegens landlooperij of bedelarij, komen de kosten van onderhoud en opvoeding, voor de helft, ten laste van den Staat, en voor de helft ten laste van de gemeente waar zij hun domicilie van onderstand hebben.

ART. 41^{bis}.**(Zooals hiernevens.)**

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

l'entretien et l'éducation des enfants qu'il confie à des particuliers ou à des sociétés ou institutions charitables publiques ou privées.

Le juge des enfants déterminera, dans chaque cas, le subsidé alloué pour l'entretien et l'éducation du mineur dont il effectue le placement.

Cette décision peut toujours être modifiée, conformément à l'article 32.

Le subsidé servira exclusivement à payer les dépenses d'entretien et d'éducation du mineur pour lequel il est alloué.

L'avance en sera faite par l'État.

ART. 41.

Les frais d'entretien et d'éducation des mineurs résultant des mesures prononcées par le juge des enfants sont en premier lieu à charge des enfants ou des personnes qui leur doivent des aliments, si elles sont solvables, et si elles ne le sont pas, ces frais sont à charge de l'État.

Dans le cas où les mineurs sont placés dans les écoles de bienfaisance de l'État pour faits de vagabondage ou de mendicité, on suivra les règles fixées à l'article 34 de la loi sur le vagabondage et la mendicité.

ART. 41^{bis}.

Lorsque le mineur n'aura pas de domicile de secours en Belgique ou lorsque son domicile de secours ne pourra être découvert, les frais mis à charge du domicile de secours par les

leend tot onderhoud en opvoeding der kinderen die aan privaatspersonen of aan openbare of private vereenigingen of instellingen van weldadigheid werden toevertrouwd.

De kinderrechter bepaalt, voor elk geval, de toelage te verleenen tot onderhoud en opvoeding van den minderjarige wiens plaatsing door hem geschiedt.

Deze beslissing kan te allen tijde worden gewijzigd, overeenkomstig artikel 32.

De toelage wordt uitsluitend aangewend tot bestrijding der uitgaven van onderhoud en opvoeding van den minderjarige, die bij de toekenning ervan werd beoogd.

Zij wordt door den Staat voorgeschoten.

ART. 41.

De kosten voor onderhoud en opvoeding van de minderjarigen, voortvloeiende uit de door den kinderrechter opgelegde maatregelen, komen in de eerste plaats ten laste van de kinderen, of van die hun voedingskosten zijn verschuldigd, indien zij in staat zijn om te betalen, en, indien zij daartoe niet in staat zijn, ten laste van den Staat.

In het geval waar de minderjarigen in de Rijksweldadigheidsscholen zijn geplaatst wegens landlooperij of bedelarij, zijn geldende de regelen, voorzien bij artikel 34 van de wet op de landlooperij en de bedelarij.

ART. 41^{bis}.

Wanneer de minderjarige geen domicilie van onderstand in België heeft of waanneer zijn domicilie van onderstand niet kan worden ontdekt, worden de kosten, ten laste van het domicilie van

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 42.

(Comme ci-contre.)

ART. 42.

(Zooals hiernevens.)

ART. 43.

(Comme ci-contre.)

ART. 43.

(Zooals hiernevens)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

articles 4 et 41 seront supportés par la province à laquelle appartient le tribunal de première instance ou le juge des enfants qui a statué.

L'État, la Province et la Commune ont action en justice, pour le recouvrement des frais d'entretien et d'éducation, contre les mineurs et contre les personnes qui lui doivent des aliments, s'ils sont solvables.

L'action se prescrit conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

§ 6. — Dispositions particulières.

ART. 42.

Seront punis des peines de police comme auteurs de l'infraction commise par un enfant de moins de 16 ans :

1° Ceux qui, par un des moyens indiqués aux alinéas 3 et 4 de l'article 66 du Code pénal, auront participé à une infraction qui ne peut être punissable d'une peine criminelle ou correctionnelle;

2° Ceux qui auront participé de la même manière à une infraction prévue par le Code forestier.

ART. 43.

Dans tous les cas où un enfant âgé de moins de 16 ans aura commis une infraction et quelle que soit la mesure prise à son égard, si l'infraction a été facilitée par un défaut de surveillance, la personne qui a la garde de l'enfant pourra être condamnée à une peine de

onderstand gelegd door de artikelen 4 en 41, gedragen door de provincie waartoe behoort de rechtbank van eersten aanleg of de kinderrechter die uitspraak heeft gedaan.

De Staat, de Provincie en de Gemeente mogen, tot terugkrijging van de kosten van onderhoud en opvoeding, eene rechtsvordering instellen tegen de minderjarigen en tegen de personen die hun voedingskosten verschuldigd zijn, indien zij in staat zijn om te betalen.

De rechtsvordering verjaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

§ 6. — Bijzondere bepalingen.

ART. 42.

Worden gestraft met de politiestrafen, als plegers van het misdrijf begaan door een kind beneden den leeftijd van 16 jaren :

1° Zij die, door een der middelen, aangeduid in de alinéas 3 en 4 van artikel 66 van het Strafwetboek, deel hebben genomen aan een misdrijf niet strafbaar met lijf- of boetstraf;

2° Zij, die op dezelfde wijze hebben deelgenomen aan een bij het Bosch wetboek voorzien misdrijf.

ART. 43.

In al de gevallen waar een kind, beneden den leeftijd van 16 jaren, een misdrijf begaat, en welke maatregel ook tegen het kind moge genomen zijn, indien het misdrijf werd vergemakkelijkt door gebrek aan voldoende bewaking, zoo kan de persoon, die voor het

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 44.

(Comme ci-contre.)

CHAPITRE III.

**LES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA MORALITÉ
OU LA FAIBLESSE DES ENFANTS.**

ART. 45.

L'article 372 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Tout attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 16 ans accomplis, sera puni de la réclusion.

Sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans l'attentat à la pudeur commis, sans violences ni menaces, par tout ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage.

Texten uitgaande van de Middelenafdeeling.

ART. 44.

(Zooals hiernevens.)

HOOFDSTUK III.

**VAN DE MISDADEN EN WANBEDRIJVEN TEGEN
DE ZEDELIIKHEID EN ZWAKHEID DER KIN-
DEREN.**

ART. 45.

Artikel 372 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Elke aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een kind van de eene of andere kunne, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, wordt gestraft met opsluiting.

De aanranding der eerbaarheid, zonder geweld of bedreigingen door een bloedverwant in opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs als deze den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoogd door het huwelijk, wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

police sans préjudice des dispositions du Code pénal et des lois spéciales concernant la participation.

kind moet zorgen, worden veroordeeld tot eene politiestraf, onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten betreffende de deelneming.

ART. 44.

ART. 44.

Quiconque aura recelé en tout ou en partie les choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans, à l'aide d'une contravention, sera puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Al wie geheel of gedeeltelijk verheelt de voorwerpen, die ten gevolge van eene overtreding in 't bezit zijn van een kind beneden den leeftijd van 16 jaren, wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en geldboete van 1 tot 20 frank, of met slechts eene van deze straffen.

Textes défectifs
proposés par la Section centrale.

ART. 46.

L'article 373 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

L'attentat à la pudeur, commis avec violences ou menaces, sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

Si l'attentat a été commis sur la personne d'un mineur de plus de 16 ans accomplis, le coupable subira la réclusion.

La peine sera des travaux forcés de dix à quinze ans, si le mineur était âgé de moins de 16 ans accomplis.

ART. 47.

L'article 375 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Sera puni de réclusion quiconque aura commis le crime de viol, soit à l'aide de violences ou de menaces graves, soit par ruse, soit en abusant d'une personne qui, par l'effet d'une maladie, par l'altération de ses facultés ou par toute autre cause accidentelle, avait perdu l'usage de ses sens ou en avait été privée par quelque artifice.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant âgé de plus de 14 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Est réputé viol à l'aide de violences le seul fait du rapprochement charnel des sexes commis sur la personne d'un

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 46:

Artikel 373 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

De aanranding der eerbaarheid, met geweld of bedreigingen gepleegd op personen van de eene of andere kunne, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaren.

Is de aanslag gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt, zoo zal de schuldige opsluiting ondergaan.

Heeft de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet bereikt, dan is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 47.

Artikel 375 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Al wie de misdaad van verkrachting heeft gepleegd, hetzij door middel van gewelddaden of erge bedreigingen, hetzij door list, hetzij door misbruik te maken van een persoon die, ten gevolge van ziekte, door krenking zijner vermogens of door alle andere toevallige oorzaak, het gebruik zijner zinnen had verloren of daarvan door eenige arglist was beroofd geweest, wordt gestraft met opsluiting.

Is de misdaad gepleegd op den persoon van een kind boven den leeftijd van 14 jaar en beneden den leeftijd van 16 jaar, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Wordt geacht verkrachting te zijn door middel van gewelddaden, de enkele daad van vleeschelijke gemeenschap tus-

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

enfant qui n'a pas atteint l'âge de 14 ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Elle sera des travaux forcés à perpétuité si l'enfant était âgée de moins de 10 ans accomplis.

ART. 48.

L'article 376 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Si la victime était âgée de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 49.

L'article 377 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le coupable est l'ascendant, l'instituteur ou le serviteur à gages de la victime; s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur elle; s'il est le serviteur à gages soit d'un ascendant ou d'un instituteur de la victime, soit d'une personne ayant autorité sur elle; si, étant ministre d'un culte ou fonctionnaire public, il a abusé de sa position pour accomplir l'attentat; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses

Teksten uitgaande van de Middenaafdeeling.

schen de seksen, gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van 14 jaar niet heeft bereikt. In dit geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Zij is levenslange dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van 10 jaar niet had bereikt.

ART. 48.

Artikel 376 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Heeft de verkrachting, of de aanranding der eerbaarheid, den dood veroorzaakt van den persoon op welken zij werd gepleegd, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Indien het slachtoffer den leeftijd van volle 16 jaar niet heeft bereikt, wordt de schuldige gestraft met levenslangen dwangarbeid.

ART. 49.

Artikel 377 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Is de schuldige een bloedverwant in opklimmende lijn, de onderwijzer of loontrekkende dienaar van het slachtoffer; behoort hij tot degenen die over hem gezag hebben; is hij de loontrekkende dienaar, hetzij van een bloedverwant in opklimmende lijn of van een onderwijzer van het slachtoffer, hetzij van een persoon die er gezag over heeft; heeft hij, dienaar van een eeredienst of openbaar ambtenaar zijnde, misbruik gemaakt van zijnen staat om

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

soins; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit :

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 372, la peine sera celle des travaux forcés de dix ans à quinze ans;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 373, le maximum de l'emprisonnement sera doublé;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 373, la peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 375, la peine de la réclusion sera de sept ans au moins;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 375, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 376, la peine des travaux forcés sera de dix-sept ans au moins.

ART. 30.

Les articles 379 et 380 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 379. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

de aanranding te plegen; is hij geneesheer, heelmeeester, vroedmeester of officier van gezondheid en werd het kind aan zijne zorgen toevertrouwd; of werd, in de gevallen voorzien bij de artikelen 373, 375 en 376, de schuldige, wie hij ook zij, in de uitvoering van de misdaad of van het wanbedrijf geholpen door één of meer personen, dan worden de straffen bepaald als volgt :

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 372, is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 373, wordt het maximum van de gevangenisstraf verdubbeld;

In de gevallen voorzien bij de paragraphen 2 en 3 van artikel 373, is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 375, is de straf opsluiting van ten minste zeven jaren;

In de gevallen voorzien bij de paragraphen 2 en 3 van artikel 375, is de straf levenslange dwangarbeid;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 376, is de straf ten minste zeventien jaren dwangarbeid.

ART. 30.

De artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 379. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis.

La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis.

Art. 380. — Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 51.

Les dispositions 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379 et 380 du Code pénal.

ART. 51^{bis}.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 385 du Code pénal :

Si l'outrage a été commis en présence

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met opsluiting, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt.

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

ART. 380. — Al wie eene aanranding der eerbaarheid heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren.

ART. 51.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd door de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891, zijn, in zooverre zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek.

ART. 51^{bis}.

Aan artikel 385 van het Strafwetboek wordt de volgende paragraaf toegevoegd :

Werd de schennis bedreven in tegen-

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 51^{bis}.

Le Gouvernement propose la suppression de cet article.

ART. 51^{bis}.

De Regeering stelt voor, dit artikel te doen wegvallen.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

d'un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis, la peine sera d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 1,000 francs.

ART. 52.

Les numéros 17 et 18 de l'article premier de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions sont modifiés comme suit :

17° Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 16 ans accomplis ;

Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage ;

18° Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction.

Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

woordigheid van een kind dat den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt, dan is de straf gevangenisstraf van ééne maand tot drie jaren en geldboete van 100 tot 1,000 frank.

ART. 52.

De nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen worden gewijzigd als volgt :

17° Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige van de eene of de andere kunne, die den leeftijd van zestien jaren niet heeft bereikt ;

Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld of bedreigingen door een bloedverwant in de opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige van de eene of de andere kunne, zelfs wanneer deze den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk ;

18° Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen.

Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of van de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de pleger van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 53.

L'article 370 du Code pénal est modifié comme suit :

Celui qui aura enlevé ou fait enlever une fille en dessous de l'âge de 18 ans accomplis, qui aura consenti à son enlèvement ou qui aura suivi volontairement son ravisseur, sera puni, s'il est majeur, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs et pourra être de plus condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal.

Il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 50 francs à 300 francs, s'il est mineur.

ART. 54.

Les articles 354 à 360 inclus du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

354. — Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 francs à 100 francs ceux qui ont exposé ou fait exposer, et ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, en un lieu non solitaire, un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

355. — Les délits prévus par le précédent article seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 26 francs à 200 francs, s'ils ont été commis par les

Teksten uitgaande van de Middenaafdeeling

ART. 53.

Artikel 370 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

Hij, die heeft geschaakt of deed schaken een meisje, dat den leeftijd van achttien jaren niet heeft bereikt en dat in hare schaking toestemde of haren schaker vrijwillig volgde, wordt, indien hij meerderjarig is, gestraft met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaren en eene geldboete van 50 tot 500 frank en kan daarenboven, overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, worden veroordeeld tot interdictie.

Indien hij minderjarig is, wordt hij gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en met eene geldboete van 50 tot 300 frank.

ART. 54.

De artikelen 354 tot en met 360 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

354. — Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, hebben te vondeling gelegd of doen leggen, en zij, die zoodanig kind of onbekwame op eene niet eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en eene geldboete van 26 tot 100 frank.

355. — De bij het vorig artikel voorziene wanbedrijven worden gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en eene boete van 26 tot 200 frank, zoo die zijn gepleegd

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

père et mère légitimes ou naturels, ou par des personnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

356. — Si par suite du délaissement l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il a ressenti une maladie ou incapacité de travail, les coupables seront punis :

Dans le cas prévu par l'article 354, d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 26 francs à 200 francs ;

Dans le cas de l'article 355, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

357. — Si le délaissement a causé la mort de l'enfant ou de l'incapable, la peine sera :

Dans le cas de l'article 354, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

(Comme ci-contre.)

358. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et d'une amende de 50 francs à 300 francs, ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, dans un lieu solitaire, un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

359. — L'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de 100 francs à 300 francs, si les coupables du délaissement sont les père et mère légitimes ou naturels ou des per-

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

door den wettigen of natuurlijke vader of door de wettige of natuurlijke moeder, of door personen aan wie het kind was toevertrouwd.

356. — Indien, ten gevolge van de verlating, het kind of de onbekwame verminkt of gebrekkelijk is gebleven, of indien daaruit voor hem eene ziekte of arbeidsonbekwaamheid is voortgevloeid, worden de schuldigen gestraft :

In het geval voorzien bij artikel 354, met eene gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaren en eene geldboete van 26 tot 200 frank ;

In het geval voorzien bij artikel 355, met eene gevangenisstraf van één jaar tot drie jaren en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

357. — Heeft de verlating den dood veroorzaakt van het kind of van den onbekwame, dan is de straf :

In het geval voorzien bij artikel 354, eene gevangenisstraf van één jaar tot drie jaren en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

(Zooals hiernevens.)

358. — Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, op eene eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaren of eene geldboete van 50 tot 300 frank.

359. — De gevangenisstraf is één jaar tot vijf jaar en de geldboete 100 tot 300 frank, indien zij, die zich schuldig maakten aan verlating, de wettige of natuurlijke vader en moeder zijn ofwel

Amendements du Gouvernement.
—Amendementen der Regeering.
—

Dans le cas de l'article 355, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

In het geval voorzien bij artikel 355, met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaar en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

sonnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

360. — Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la réclusion.

Si le délaissement a causé la mort, les coupables seront condamnés aux travaux de dix à quinze ans.

ART. 55.

(Comme ci-contre.)

Si le coupable a été déchu de la puissance paternelle, l'emprisonnement pourra être relevé jusqu'à trois ans.

ART. 56.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal dont elle formera l'article 401^{bis} :

Sera puni des peines portées par les

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

personen aan wie het kind of de onbekwame was toevertrouwd.

360. — Indien, ten gevolge van de verlating, bij de twee voorgaande artikelen voorzien, het kind of de onbekwame verminkt of gebrekkelijk is gebleven, worden de schuldigen gestraft met opsluiting.

Heeft de verlating den dood veroorzaakt; dan worden de schuldigen gestraft met tien tot vijftien jaren dwangarbeid.

ART. 55.

(Zooals hiernevens.)

Werd de schuldige ontzet van de ouderlijke macht, dan kan de gevangenisstraf worden verhoogd tot drie jaren.

ART. 56.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan het Strafwetboek en zal daarvan 401^{bis} uitmaken :

Al wie een kind, dat den leef-

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 55.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 369^{bis} :

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 francs à 1,000 francs, ou d'une de ces peines seulement :

Le mère ou la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la procédure intentée contre lui en vertu du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance, qui le soustraira ou tentera de le soustraire à la garde des personnes à qui le juge des enfants ou le Ministre de la Justice l'a confié, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

ART. 56.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 401^{bis} :

Sera puni des peines portées par les

ART. 55.

De volgende bepaling wordt aan het Strafwetboek toegevoegd, als artikel 369^{bis} :

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en geldboete van 26 frank tot 1,000 frank, of met slechts eene van deze straffen worden gestraft :

De vader of de moeder die hun minderjarig kind onttrekken of pogen te onttrekken aan de vervolging, tegen hetzelfde aangelegd uit krachte van hoofdstuk II van de wet op de kinderbescherming, die het onttrekken of pogen te onttrekken aan de zorg der personen aan wie de kinderrechtcr of de Minister van Justitie het heeft toevertrouwd, die het niet vertoonen aan hen die het recht hebben het op te eischen, die het, zelfs met zijne toestemming, wegvoeren of doen wegvoeren.

ART. 56.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan het Strafwetboek, als artikel 401^{bis} :

Al wie een kind, dat den leeftijd

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

articles 398 à 401, et suivant les distinctions y établies, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins un enfant au-dessous de l'âge de *16 ans* accomplis, au point de compromettre sa santé.

ART. 57.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 410 du Code pénal :

Il en sera de même si le crime ou le délit a été commis envers un enfant au-dessous de l'âge de *16 ans* accomplis par ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou par toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde.

ART. 58.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

tijd van *16 jaar* niet heeft bereikt, vrijwillig heeft beroofd van voeding of zorgen, in zoverre dat zijne gezondheid gevaar loopt, wordt gestraft met de straffen voorzien bij de artikelen 398 tot 401, en volgens het daarin gemaakt onderscheid.

ART. 57.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 410 van het Strafwetboek :

Dit zal ook het geval zijn, indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een kind beneden de *16 jaar* door zijn wettigen, natuurlijke vader, zijne wettige, natuurlijke moeder, zijn pleegvader of pleegmoeder, of door alle andere personen die gezag over het kind uitoefenen of dit onder hunne hoede hebben.

ART. 58.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

articles 398 à 401, et suivant les distinctions y établies, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins, au point de compromettre sa santé, un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans *ou une personne qui, à raison de son état physique ou mental, n'est pas à même de pourvoir à son entretien.*

van 16 jaren niet heeft bereikt, of een *persoon die door zijn lichaams- of geestestoestand onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien*, vrijwillig heeft beroofd van voeding of zorgen, in zoverre dat zijne gezondheid gevaar loopt, wordt gestraft met de staffen voorzien bij de artikelen 398 tot 401, en volgens het daarin gemaakt onderscheid.

ART. 57.

ART. 57.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 410 du Code pénal :

Het volgende lid wordt toegevoegd aan artikel 410 van het Strafwetboek :

Il en sera de même si le crime ou le délit a été commis envers un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans accomplis ou envers *une personne qui, à raison de son état physique ou mental, n'est pas à même de pourvoir à son entretien*, par ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou par toute autre personne ayant autorité sur l'enfant ou *l'incapable* ou en ayant la garde.

Dit zal ook het geval zijn indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een kind beneden de 16 jaar of op een *persoon die, uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien*, door zijn wettigen, natuurlijke vader, zijne wettige, natuurlijke moeder, zijn pleegvader of pleegmoeder, of door elk anderen persoon die gezag over het kind of *den onbekwame* uitoefent of ze onder zijne hoede heeft.

ART. 58.

ART. 58.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 360^{bis} :

De volgende bepaling wordt aan het Strafwetboek toegevoegd, als artikel 360^{bis} :

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 50 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application de dispositions pénales plus sévères :

Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van 50 frank tot 500 frank, of met slechts eene dezer straffen, onverminderd, desvoorkomend, de toepassing van zwaardere strafbepalingen :

Les père, mère légitimes, naturels ou adoptifs qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été

De wettige, natuurlijke vader of moeder, de pleegvader of de pleegmoeder die hun kind in behoeftigen

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 59.

Quiconque, en dehors des cas prévus par le Code pénal, la loi du 28 mai 1888 et la loi du 13 décembre 1889, aura employé un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis à des travaux qui excèdent manifestement ses forces, sera puni d'une amende de 26 à 200 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu d'enfants ainsi employés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées, sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 59^{bis}.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 59.

Al wie, buiten de gevallen voorzien bij het Strafwetboek, de wet van 28 Mei 1888 en de wet van 13 December 1889, een kind beneden de 16 jaar gebruikt tot voor zijne krachten te zwaar werk, wordt gestraft met eene geldboete van 26 tot 200 frank.

De boete is van toepassing zooveel maal als er aldus kinderen aan 't werk werden gesteld, zonder dat de som der boeten 1,000 frank mag te boven gaan.

Ingeval van herhaling binnen vijf jaren na de vroegere veroordeeling, worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 2,000 frank mag overschrijden.

ART. 59^{bis}.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

laissé seul, qui refusent de le reprendre ou qui, l'ayant confié à un tiers, refusent de payer l'entretien de l'enfant.

toestand achterlaten, ook wanneer het niet alleen werd gelaten, die weigeren het terug bij zich te nemen of die, het aan een derde hebbende toevertrouwd, het onderhoud van het kind weigeren te betalen.

ART. 59^{bis}.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois :

1° Celui qui aura fait habituellement mendier un enfant n'ayant pas 16 ans accomplis;

2° Celui qui aura procuré un enfant de moins de 16 ans, ou un infirme, à un mendiant qui se sera servi de cet enfant ou de cet infirme dans le but d'exciter la commisération publique.

ART. 59^{bis}.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden worden gestraft :

1° Hij, die een kind, dat den leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt, gewoonlijk doet bedelen;

2° Hij, die een kind, dat den leeftijd van 16 jaren niet heeft bereikt, of een gebrekkige, heeft bezorgd aan een bedelaar die zich van dat kind of van dien gebrekkige bediende met het doel het openbaar medelijden op te wekken.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 60.

(Comme ci-contre.)

ART. 60.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

En cas de récidive la peine pourra être portée au double.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre III et l'article 85 du livre 1^{er} de ce Code sont applicables aux infractions prévues par l'article précédent ou par le présent article.

ART. 60.

Sont abrogés : les articles 72 à 75 et 77 du Code pénal, 340 du Code d'instruction criminelle, 375 à 383 du Code civil, 8 de la loi du 1^{er} juin 1849 sur la revision des tarifs en matière criminelle, les articles 24 à 27, 29 à 35, 39 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, et l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 1849 sur les tribunaux de police simple et correctionnelle, en ce qui concerne les mineurs âgés de 18 ans accomplis.

Le chapitre II de la présente loi et le § 1 du présent article entreront en vigueur le 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi.

Les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises statueront sur les affaires dont ils seront respectivement saisis à cette époque.

Amendementen der Regeering.

Ingeval van herhaling, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk III en artikel 85 van het 1^{ste} boek van dat Wetboek van toepassing op de misdrijven voorzien bij het vorige artikel of bij dit artikel.

ART. 60.

Worden ingetrokken: de artikelen 72 tot 75 van het Strafwetboek, 340 van het Wetboek van Strafvordering, 375 tot 383 van het Burgerlijk Wetboek, 8 der wet van 1 Juni 1849 op de herziening der tarieven in strafzaken, de artikelen 24 tot 27, 29 tot 35, 39 der wet van 27 November 1891, gewijzigd door de wet van 15 Februari 1897 tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij, en artikel 3 der wet van 1 Mei 1849 op de rechtbanken van enkele politie en de boetstraffelijke rechtbanken, wat betreft de minderjarigen beneden de 18 jaar.

Hoofdstuk II van deze wet en § 1 van dit artikel treden in werking den 1^{en} October volgende op de afkondiging van deze wet.

De politierechtbanken, de boetstraffelijke rechtbanken, de hoven van beroep en de hoven van assisen doen uitspraak in de zaken, die onderscheidenlijk bij hen aanhangig zijn op dat tijdstip.

(199)

ANNEXE I.

AGE DE LA MAJORITÉ PÉNALE.

Nous verrons dans l'exposé ci-inclus que, parmi les principales législations en vigueur en Europe, la législation anglaise seule a adopté l'*âge de 16 ans* comme âge de la majorité pénale, en ce sens que celui qui a dépassé cet âge ne peut plus être soumis à un *régime éducatif* proprement dit.

Néanmoins, celui qui est âgé de plus de 16 ans et de moins de 21 ans ne doit pas être assimilé complètement à celui qui a dépassé ce dernier âge. Nous verrons dans l'exposé ci-inclus qu'il peut être soumis à un *régime pénal spécial*, de telle sorte qu'on pourrait dire en un certain sens que la majorité pénale n'est absolument atteinte en Angleterre qu'à l'âge de 21 ans.

Ci-joint également quelques projets de loi étrangers.

Allemagne.

Code pénal en vigueur.

ART. 55. — Celui qui n'avait pas *12 ans* au moment du fait ne peut être poursuivi pénalement.

ART. 56. — Un prévenu qui a commis une infraction au moment où il avait *12 ans, mais moins de 18 ans*, doit être acquitté si, au moment où il a commis le fait, il n'avait pas le discernement nécessaire pour savoir que son acte est punissable.

ART. 57. — Lorsqu'il possédait ce discernement, il est puni (moins fortement)...

Projet de loi déposé au Reichstag, le 23 novembre 1909, modifiant l'organisation judiciaire et la procédure pénale et instituant une procédure spéciale à l'égard des mineurs.

ART. 364 DU PROJET : « Est considéré comme mineur, au sens de la présente loi, toute personne n'ayant pas l'âge de *18 ans* accomplis. »

D'après les articles 364 et suivants de ce projet, et l'exposé des motifs de

ces articles, le ministère public, se trouvant en présence d'un délinquant âgé, au moment de la poursuite, *de moins de 18 ans*, peut décider que des mesures éducatives sont préférables à une peine. Dans ce cas, au lieu de renvoyer le jeune délinquant devant le tribunal, il l'adresse à l'autorité de tutelle qui décide des mesures éducatives à prendre (art. 365 et 366 du projet).

Le tribunal auquel le ministère public a cru devoir déférer le délinquant de moins de 18 ans peut aussi arrêter la poursuite pénale, s'il estime que des mesures d'éducation sont mieux appropriées à la situation qu'une peine (art. 373).

*
* *

Remarquons que dans la loi pénale existante, et même dans le projet de 1909, la question du discernement est posée. Il en est autrement dans notre projet.

Pays-Bas.

Loi du 12 février 1901 (Staatsblad n° 73) modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, à l'égard des mineurs.

C'est à *18 ans* que le mineur est assimilé au majeur, au point de vue pénal.

Article 9 du Code pénal modifié par cette loi.

Articles 38 et 39 du Code pénal modifiés ou complétés par cette loi...

Articles 45, 61, 100 et 127 du Code de procédure pénale modifiés ou complétés par cette loi...

France.

Loi du 12 avril 1906 modifiant l'article 66 du Code pénal.

Lorsque le délinquant aura *moins de 18 ans*, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté et sera remis à ses parents ou conduit dans une colonie pénitentiaire...

Proposition de loi adoptée par le Sénat en 1911.

ARTICLE PREMIER. — « Le mineur de l'un ou de l'autre sexe de *moins de 13 ans*, auquel est imputé une infraction à la loi pénale n'est pas déféré » à la juridiction *répressive*. » (Art. 1 à 14 de la proposition.)

ART. 21. — L'article 66 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsque le prévenu ou l'accusé aura *plus de 13 ans et moins de 18 ans*,

» s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté... ; mais il
 » sera, selon les circonstances, remis à ses parents, à une personne ou à
 » une institution charitable, ou conduit dans une colonie pénitentiaire,
 » pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement
 » déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura
 » atteint l'âge de 21 ans... »

D'après l'article 26 de la proposition de loi, le mineur de *plus de 13 ans*
 et de *moins de 16 ans* à l'égard duquel il est décidé qu'il a agi avec dis-
 cernement, sera puni de peines moins fortes que celles qui seraient appliquées
 à des délinquants plus âgés.

*
* *

N. B. — Encore une fois, le juge pose la question de discernement.

Angleterre.

Children Act de 1908.

La section CXXXI donne la signification des mots « Child » et « Young person » employés dans la loi.

Le « Child » est celui qui n'est *pas âgé de 14 ans*.

Le « Young person » est celui qui a de *14 à 16 ans* non révolus.

(Voir sections 102, 107, 111, 123, 131 de la loi.)

Un enfant (moins de 14 ans) ne sera jamais condamné à l'emprisonnement (section 102 et 107 du *Children Act*).

Celui qui a moins de 16 ans ne pourra l'être qu'exceptionnellement (section 102 du *Children Act*).

Celui qui a dépassé 16 ans ne peut plus être soumis à un *régime éducatif proprement dit* (sections 57, 58, 94, 96, 97, 98, 102, 107, 111 du *Children Act*).

C'est en ce sens qu'on peut dire que la majorité pénale est fixée à 16 ans en Angleterre.

Le délinquant de *16 à 21 ans* peut néanmoins être soumis à un *régime pénal spécial* organisé en vue de refaire l'éducation du délinquant et de redresser ses mauvais penchants.

La situation des délinquants de 16 à 21 ans est réglée par la loi de 1908 sur la « prévention du crime » ; l'article 1^{er} de cette loi porte : « Lorsqu'une
 » personne sera accusée et convaincue d'une infraction passible de servi-
 » tude pénale ou d'emprisonnement et que le tribunal constatera :

» a) qu'elle n'a *pas moins de 16, ni plus de 21 ans* ; et

» b) qu'à raison de ses habitudes ou penchants criminels, ou de ses
 » rapports avec des individus de mauvaise conduite ou réputation, il est

» désirable de le soumettre à une détention pour le terme et sous le régime
 » d'instruction et de discipline qui paraîtront le mieux appropriés pour
 » assurer son relèvement et la répression du crime, le tribunal pourra pro-
 » noncer, au lieu de la servitude pénale ou de l'emprisonnement, la déten-
 » tion, sous le régime de la discipline pénale, dans un établissement
 » *Borsal*, pour une durée qui ne sera pas inférieure à un an et n'excédera
 » pas trois ans. »

Autriche.

Code pénal en vigueur.

§ 2, litt. d. — L'acte n'est pas imputé à *crime* lorsque l'auteur n'avait pas l'âge de *14 ans* accomplis.

§ 237. — Commis par un mineur de *11 à 14 ans*, le crime est puni comme si c'était une contravention...

§§ 269 et 273. — Les délits et contraventions commis par les mineurs sont abandonnés à la discipline domestique ou à l'autorité de police....

Projet de loi 1907.

ART. 1^{er}, 1^o. — N'est pas punissable celui qui n'avait pas, au moment du fait, l'âge de *14 ans* ou qui, ayant *14 ans et moins de 18 ans*, est incapable, à raison d'un défaut de développement, de comprendre l'illégalité de son acte ou de conformer sa volonté à l'intelligence qu'il en a.

Les enfants et jeunes personnes déclarés non punissables sont renvoyés sous la discipline domestique, à moins que les conditions pour l'envoi en régime d'éducation protectrice ne se trouvent réunies.

Hongrie.

Loi XXXVI de 1908.

Pour le mineur de moins de *12 ans*, pas de poursuites pénales possibles (art. 15, § 1).

Pour celui de *12 ans et de moins de 18*, à défaut de maturité intellectuelle et morale, toute procédure pénale doit être abandonnée; mais le juge peut toujours décréter l'éducation protectrice à l'égard de tout mineur de *18 ans* qui n'a même pas encore *12 ans* (art. 17 et art. 15, §§ 2 et 3).

Voir les dispositions principales de cette loi traduites en français, dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, année 1910, page 620.

Italie.

Code pénal en vigueur.

ART. 53. — Nulle poursuite n'est à exercer contre celui qui, au moment où il a commis le fait, n'avait pas accompli *9 ans*. Néanmoins, si le fait est prévu par la loi comme un délit passible de l'ergastolo ou de la reclusion, ou bien encore de la détention pour une durée d'un an au moins, le président du tribunal civil peut ordonner, par une mesure révocable, que le mineur sera enfermé dans un établissement d'éducation et de correction pour un temps qui ne dépasse pas la majorité...

ART. 54. — Celui qui, au moment où il a commis le fait, avait accompli *9 ans, mais non encore 14*, s'il n'est pas constaté *qu'il ait agi avec discernement*, ne peut être frappé d'aucune peine...

ART. 55. — Celui qui, au moment où il a commis le fait, avait accompli *l'âge de 14 ans, mais non encore 18*, est puni d'après les règles suivantes (peines inférieures ou subies d'une autre manière).

Projet de loi italien présenté à la Commission royale pour la délinquance
des mineurs par la troisième sous-commission.

ARTICLE PREMIER DU PROJET. — Pour l'application de la présente loi, on considère comme mineurs ceux qui n'ont pas *18 ans* révolus.

ART. 24. — Lorsque le mineur, au moment où il a commis l'infraction, n'aura pas *neuf ans révolus*, et si l'infraction est considéré par la loi comme un délit, le juge, après avoir recueilli les renseignements nécessaires, enjoint aux parents ou à ceux qui sont obligés de pourvoir à l'éducation du mineur, de veiller sur sa conduite.... Le juge peut aussi ordonner l'éducation de prévoyance.

ART. 25. — Quand le mineur, au moment où il a commis le fait, *aura plus de quatorze ans mais moins de 16 ans révolus* et lorsque le fait n'est pas qualifié infraction par la loi, ou si les charges sont insuffisantes ou bien si l'on ne peut instruire contre lui, le magistrat déclare qu'il n'y a pas lieu à information ultérieure. Il peut toutefois ordonner l'une ou l'autre des mesures indiquées à l'article précédent.

ART. 26. — Si le fait est qualifié infraction par la loi et si les charges sont suffisantes, le magistrat fixe l'audience à laquelle on doit procéder au jugement. Cependant, si, au moment où il a commis le fait, le mineur avait *plus de 14 ans mais moins de 16 ans révolus*, et si le magistrat estime qu'il y a lieu à application de la peine édictée par la loi, il adresse les pièces au préteur ou au procureur du Roi ou au procureur général....

ART. 50. — Dans les tribunaux où sont affectés à l'instruction des

affaires pénales deux ou plusieurs juges, l'un d'eux sera, chaque année, chargé des instructions concernant les inculpés *majeurs de 16 ans et mineurs de 18 ans*.

ART. 51. — Dans les tribunaux ou dans les cours composés de plusieurs sections, chaque année, sera désignée une section qui, selon les besoins du service, tiendra des audiences spéciales pour juger les *mineurs de 18 ans*.

ART. 54. — Si le prévenu ou l'accusé de *moins de 16 ans* est acquitté, le prêteur ou le président transmet les pièces au juge des mineurs en vue des décisions qui sont de sa compétence.

(Une traduction de ce projet se trouve dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, année 1910.)

ANNEXE II.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Période de 1868 à 1897.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (BELGIQUE).

ANNÉES.	NOMBRE DES PRÉVENUS			
	de moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	de 21 ans et plus.	TOTAL.
1868.	1,500	3,064	22,903	27,469
1869.	1,107	2,923	22,853	26,883
1870.	1,298	3,075	22,134	26,507
1871.	1,550	3,344	23,925	28,819
1872.	1,336	3,255	23,456	28,047
1873.	1,448	3,451	24,670	29,569
1874.	1,261	3,408	26,984	31,653
1875.	1,371	3,767	25,729	30,867
1876.	1,445	4,363	27,558	33,366
1877.	2,183	5,096	30,685	37,964
1878.	1,994	5,245	30,109	37,348
1879.	1,473	5,074	30,067	36,614
1880.	2,546	5,690	32,417	40,653
1881.	2,634	6,271	35,456	44,361
1882.	2,695	6,487	36,713	45,895
1883.	2,681	6,942	35,702	45,325
1884.	2,325	7,063	36,277	45,665
1885.	2,398	7,279	36,802	46,479
1886.	2,171	7,654	37,838	47,683
1887.	2,176	7,326	38,699	48,201
1888.	2,477	7,263	39,095	48,835
1889.	2,373	7,560	38,925	48,858
1890.	2,386	7,436	38,508	48,330
1891.	2,421	8,581	41,477	52,479
1892.	2,841	9,753	47,680	60,274
1893.	1,264	9,332	46,453	57,049
1894.	1,126	8,548	43,647	53,321
1895.	909	8,451	41,267	50,627
1896.	800	8,551	44,946	54,297
1897.	1,043	8,610	42,691	52,344

Observation importante.

En 1898, la statistique pénale a été réorganisée et établie sur d'autres bases.

Les chiffres de la période 1868-1897 ne sont donc pas absolument comparables aux chiffres indiqués pour la période 1898-1910.

En effet, tandis que les chiffres de la période 1868-1907 se rapportent, d'une part, à tous les individus jugés contradictoirement par les cours d'assises, d'autre part, à tous les individus jugés par les tribunaux correctionnels, les chiffres de la période 1898-1910 sont relatifs à la « statistique criminelle » entendue dans un sens particulier, celui d'une statistique dressée spécialement en vue d'étudier le phénomène social de la criminalité. Les volumes de la Statistique judiciaire (années 1898-1900) donnent les renseignements voulus sur la façon dont la statistique criminelle est actuellement conçue.

On n'ignore pas que les statistiques sont chez nous influencées par l'application des lois Lejeune : de là l'abaissement de la criminalité.

Période de 1898 à 1900.**TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (BELGIQUE).**

ANNÉES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS			
	de moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	de 21 ans et plus.	TOTAL.
1898 ⁽¹⁾	212	10,529	44,058	54,799
1899.	282	9,743	43,483	53,508
1900	168	10,049	43,470	53,687
1901	154	10,612	46,852	57,618
1902.	147	10,665	46,996	57,808
1903.	135	9,837	54,332	55,304
1904	133	9,195	43,259	52,587
1905	142	8,885	43,020	52,047
1906.	195	9,290	45,112	54,597
1907.	138	9,255	44,112	53,505
1908.	116	8,474	43,737	52,327
1909.	93	7,874	42,227	50,194
1910.	115	8,555	44,750	53,420

(1) Les chiffres de l'année 1898 se rapportent aux condamnations individuelles.

Période de 1868 à 1897.

COURS D'ASSISES (BELGIQUE).

PÉRIODES.	NOMBRE DES ACCUSÉS			
	de moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	de 21 ans et plus.	TOTAL.
1868-1875	6	113	1,039	1,158
1876-1880	2	98	699	799
1881-1885	2	75	648	725
1886-1890	2	125	792	919
1891-1895	1	115	717	833
1896	—	17	114	131
1897	—	18	124	142

EN FRANCE.

La criminalité précoce augmente sans cesse. En janvier 1911, M. Ferdinand Dreyfus, dans un discours au Sénat français, citait ces chiffres alarmants :

En 1880, on comptait en France 23,319 délinquants de moins de 21 ans. En 1900, on en comptait 36,485; en 1908, 33,619. En quatre ans, les mineurs délinquants *de moins de 16 ans* ont augmenté de 20 %. Sur 1,000 crimes commis contre les personnes, 17 % sont à la charge des mineurs. Sur 1,000 attentats contre la propriété, 20 % sont également à leur charge (1).

Le même phénomène se présente d'ailleurs dans d'autres pays.

(1) Séance du 26 janvier. *Journal officiel* du 27 janvier 1911, page 67.

ANNEXE III.**LOIS ÉTRANGÈRES ET BIBLIOGRAPHIE CONCERNANT LES ENFANTS
TRADUITS EN JUSTICE.****Pays-Bas.****LÉGISLATION.**

Loi du 12 février 1901 (*Staatsblad*, n° 63) apportant des modifications au droit pénal et à la procédure pénale en ce qui concerne les mineurs.

Loi du 12 février 1901 (*Staatsblad*, n° 64) contenant les principes et dispositions relatifs aux mesures à appliquer aux mineurs.

Arrêté du 15 juin 1905 (*Staatsblad*, n° 209) portant règlement général d'administration, visé par les articles 3 et 21 de la loi ci-dessus citée du 12 février 1901 (*Staatsblad* n° 64).

Loi du 27 septembre 1909, modifiant notamment les articles 15, 16, 20 de la loi du 12 février 1901 (*Staatsblad* n° 64) et ajoutant à cette loi les articles 16^{bis} et 16^{ter}.

BIBLIOGRAPHIE.

Handleiding bij de Praktijk der Kinderwetten, door J.-D. Van Hamel (Haarlem, H.-D. Tjeenk Willink en zoon, 1909).

Civiele Kinderwetten, door Hes, advocaat te Groningen (Te Groningen, bij Wolters, 1909).

Allemagne.**LÉGISLATION.**

Projet déposé au Reichstag le 23 novembre 1909 modifiant l'organisation judiciaire et la procédure pénale en ce qui concerne les mineurs.

Reichstag, 12 Legislatur, Periode II, session 1909-1910.

Loi prussienne du 2 juillet 1900. Traduite dans le commentaire de Charles Collard (*L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*).

BIBLIOGRAPHIE.

Charles Collard, *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*.

Différents congrès du groupe allemand de l'Union internationale de droit pénal. Comptes rendus dans le *Bulletin de l'Union*.

France.**BIBLIOGRAPHIE.**

Les lois concernant les mineurs, depuis le Code civil jusqu'à la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, sont reproduites au document n° 8, présenté à la Chambre des Représentants à la session 1890-1891.

Loi du 19 avril 1898 dont le texte est reproduit dans le Code de l'enfance. (Voir ci-dessous.)

Loi du 12 avril 1906 modifiant l'article 66 du Code pénal.

Décret du 12 juillet 1907 relatif à la surveillance des enfants confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance.. (*Dalloz périodique*, p. 112.)

Loi du 27-30 juin 1904 sur le service des enfants assistés. (*Journal officiel*, du 30 juin 1904.)

Loi du 28-30 juin relative à l'éducation des pupilles de l'assistance publique difficiles ou vicieux. (*Journal officiel*, du 30 juin 1904.)

Proposition de loi sur les tribunaux pour enfants. Adoptée par le Sénat, après modification, le 19 mai 1911; rapport déposé à la Chambre le 27 juin 1911. (Voir *Document de la Chambre des Députés*, n° 1081, session de 1911.)

BIBLIOGRAPHIE.

Code de l'enfance, publié par le Comité de défense des enfants traduits en justice. (Paris, Rousseau.)

Autriche.

Projet de loi 1907, son texte, accompagné de l'exposé des motifs, est reproduit dans le volume 12° du *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*.

Angleterre.

Children Act de 1908, traduction et notes de Fernand Vander Elst, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles (Bruxelles, Larcier). Extrait de la *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1908.

Suisse.

Avant-projet de code pénal de 1908 (voir traduction dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*), mars-avril 1910.

Italie.

Projet de loi (voir traduction dans la *Revue du droit pénal et de criminologie*), anno 1910, page 1132.

Hongrie.**LÉGISLATION :**

Loi G A, XXXVI de 1908 (voir traduction dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1909, p. 404).

BIBLIOGRAPHIE :

Le droit de l'enfant abandonné et le système hongrois de protection de l'enfance par Goltaw de Bosnyak et Edelsheim-Cyulal.

Bibliographie générale.

Voir, notamment :

Campioni, *Enquête sur la criminalité infantile* (Bruxelles, Bruylant).

Collection de la revue *L'Enfant : Les tribunaux spéciaux pour enfants* (Paris, 13, rue de l'Ancienne Comédie).

Dansart de Baillencourt : *Tribunaux pour enfants et conseils de tutelle* (Bruxelles, Dewit).

Association des anciens étudiants de l'Université de Louvain : *La question des tribunaux pour enfants* (Louvain, Institut supérieur de philosophie, 1, rue des Flamands).

Manuel du Comité de défense des enfants traduits en justice (Bruxelles, Larcier).

Premier Congrès des tribunaux pour enfants, compte rendu dans la revue *L'Enfant* (rue de l'Ancienne Comédie, Paris).

Rapports et discussions au Congrès de patronage d'Anvers 1911.

Divers articles de revue.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1912.

WETSVOORSTEL OP DE KINDERBESCHERMING (1).

VERSLAG,

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), DOOR DEN HEER **COLAERT** UITGEBRACHT
OVER DE
AMENDEMENTEN UITGAANDE VAN DE REGEERING.

MIJNE HEEREN,

Het eerste ontwerp van wet betreffende de kinderbescherming ging uit van den heer Le Jeune. Het werd door den achtbaren heer Minister van Justitie ingediend, ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, den 10^e Augustus 1889.

Eerst in de maand December van hetzelfde jaar kon het door de afdelingen in behandeling worden genomen. De Middenafdeeling onderzocht het op hare beurt, doch oordeelde dat slechts na onderzoek van het verslag der Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek over den titel IX : *Van de vaderlijke macht*, het ontwerp met goed gevolg en gansch omstandig zou behandeld worden. Ondertusschen hadden het Congres, in October 1890 te Antwerpen gehouden, en andere vergaderingen van geleerden de kinderbescherming aan de orde gebracht. In den loop van het zittingsjaar 1890-1891 legde de Regeering ter tafel de *Recueil des législations étrangères* betreffende hetzelfde onderwerp, en op 5 April 1892 de *Processen-verbaal van de vergaderingen der Commissie belast met het voorbereiden van een ontwerp van zedenwet*.

(1) Wetsvoorstel, n^o 44 (zittingsjaar 1904-1908).

Verslag, n^o 52 (zittingsjaar 1907-1908).

Amendementen uitgaande van de Regeering, n^o 36.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NEMINCX, bestond uit de heeren MARILLE, HAMBURSIN, COLAERT, BEERNAERT, THEODOR en HOÏOIS.

Deze stukken, alsmede het onderzoek van het ontwerp door de criminalisten, brachten meer licht in de Middenafdeeling om de talrijke vraagstukken, door het wetsontwerp opgeworpen, grondig te behandelen.

Op 27 April 1892 legde, namens de Middenafdeeling, de heer Colaert zijn verslag neer. Doch het ontwerp verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers. Op 4 Februari 1893 werd het opnieuw aangeboden en daarop werd een tweede verslag door den heer Colaert ingediend den 22^e Februari 1893.

De eerste Middenafdeeling had talrijke amendementen op het eerste ontwerp voorgesteld; op verschillende hoofdpunten weken die af van de inzichten der Regeering. Deze nam ze in aanmerking, en op 20 Juli 1893 werd door den achtbaren heer Le Jeune, Minister van Justitie, ter Kamer eene reeks amendementen ingediend tot wijziging van zijn eerste ontwerp.

Bij de ontbinding van 1894 verviel weerom het ontwerp der Regeering en ook het verslag der Middenafdeeling.

Op 24 Mei 1895 legde de heer Begerem, die Minister van Justitie was geworden, een nieuw wetsontwerp neer; mits enkele wijzigingen nam het dit van den heer Le Jeune over.

Over de amendementen, door de Regeering ingediend, moest een nieuw verslag worden uitgebracht, althans over de nieuwe vraagstukken en de voorgestelde wijzigingen. Het verslag der Middenafdeeling werd nogmaals toevertrouwd aan den heer Colaert; hij diende het in den 26^e Mei 1897.

De ontbinding der Kamers in 1900 kwam het ontwerp andermaal treffen; sedert werd het door de Regeering niet meer aangeboden, niettegenstaande het aandringen van sommige Kamerleden.

Den 16^e December 1904 diende de heer Denis het ontwerp opnieuw in onder zijne handteekening en onder die van de heeren Vandervelde en Pirard. De achtbare ondertekenaars van het wetsvoorstel verbonden het rechtstreeks met het laatste verslag van den heer Colaert en met de amendementen der Middenafdeeling van 1897 ⁽¹⁾.

« Uit het in 1897 gewijzigde ontwerp zijn de artikelen 1 tot en met 38 » schier letterlijk overgenomen.

» De artikelen 39 tot 43 zijn getrokken uit Fransche wetten, op dit » gebied in de laatste vijf jaren aangenomen, en uit sommige hervor- » mingen voorgesteld door de rechtsgeleerden en de schrijvers die zich » bekommerden om de verwaarloosde kinderen. »

Door al die wisselvalligheden heen kwam het vraagstuk der kinderbescherming, overgenomen door de heeren Denis en medeleden, voor de Middenafdeeling, nadat het gunstig onthaald werd in al de Afdeelingen, behalve sommige voorbehoudingen waarop zal gewezen worden bij de artikelen waartoe zij behooren.

(1) Wetsvoorstel. Toelichting, n^o 44, bl. 3. Vergadering van 16 December 1904.

ONDERZOEK VAN HET WETSVORSTEL DOOR DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling acht het haren plicht, zich aan te sluiten bij de ondertekenaars van het wetsvoorstel om eene welverdiende hulde te brengen aan dezen die zich bekommerden met het gewichtig vraagstuk dat de Kamer moet oplossen, namelijk aan den heer Jules Le Jeune, Minister van State, die het de eerste voor de Belgische Kamers bracht, en aan den heer Arthur Levoz, die er een merkwaardig boek over schreef ⁽¹⁾. Met genoegen ook wijst zij op de pogingen van den heer Renkin, Minister van Justitie, om een werk van maatschappelijk behoud, dat maar al te lang verwaarloosd werd, te doen slagen. Zoodra hij Minister van Justitie was, nam hij ruimschoots deel aan de behandeling van het wetsvoorstel in de Middenafdeeling en bood amendementen aan, die verder onderzocht zullen worden. Aldus ontstond er tusschen de Regeering, de Middenafdeeling en de achtbare ondertekenaars van het voorstel, een soort van verstandhouding die de Kamer in staat zal stellen, het onderhavige wetsvoorstel, zonder verder uitstel, te behandelen en goed te keuren ⁽²⁾.

Zoo luidde in 1908 het vijfde verslag der Middenafdeeling. Het wetsvoorstel werd andermaal op de dagorde der Kamer gebracht, eene gunstbeurt afwachtende welke het verdiende maar die echter niet kwam. Het was nochtans het voorwerp van verscheidene hoogst vereerende vermeldingen, namelijk in de Troonrede van 9 November 1910. Weliswaar werd de aandacht der Kamer ingenomen door het onderzoek van een hoop andere vraagstukken.

Op 15 December 1911 eindelijk legde de Minister van Justitie, de achtbare heer Carton de Wiart, op zijne beurt eene reeks amendementen over, welke hij sedertdien zelf nog wijzigde en waarover onderhandelingen ontstonden tusschen hem en den verslaggever. De achtbare heer Carton de Wiart zal de eer en de verdienste hebben, de kinderrechtbanken tot stand te hebben gebracht door de wet.

Die amendementen en onderamendementen betreffen grootendeels de nieuwe rechtsmacht welke de heer Minister voorstelt in 't leven te roepen onder de benaming *Kinderrechter*. Zij zullen ook onderzocht worden in het zesde verslag der Middenafdeeling, dat het laatste zal zijn, hopen wij.

Ten einde onze achtbare medeleden der Kamer lang en misschien lastige opzoekingen te sparen, nemen wij in ons nieuw verslag de vroegere beschouwingen over, die kunnen passen op de bepalingen waarin de amendementen der Regeering geen veranderingen toebreagen. Voor de andere zullen wij het verschil doen uitschijnen tusschen de vroegere en de nieuwe teksten en, bij voorkomend geval, de beweegredenen die pleiten voor of tegen de eene en de andere.

⁽¹⁾ *La Protection de l'enfance et le Code de l'enfance*. Parijs, 1904.

⁽²⁾ Verslag van 21 Augustus 1908.

ALGEMEENE BEHANDELING.

‘Het verslag van 1892 vertolkte als volgt de meening der toenmalige Middenafdeeling over het wetsontwerp Le Jeune in zijn geheel :

« De openbare meening bekommert zich zeer om het lot van de zedelijk verwaarloosde kinderen. Wijsgeëren, rechtsgeleerden, magistraten, verschrikt door het toenemen van het aantal misdaden, overtuigd dat onze strafwetten, alhoewel merkelyk verbeterd, niet bij machte zijn om de kwaal te stremmen, vragen dringend dat de wetgever zijne blikken zou wenden naar die kinderen en dezer bescherming door de wet zou regelen.

» De vondelingen, de schamele weezen, de stoffelijk verwaarloosde kinderen vinden in onze wetten eene bescherming die toereikend en doelmatig schijnt.

» Dat is het geval niet met een aantal andere kinderen behoorende door hunne geboorte tot gezinnen waar zij aan zichzelf zijn overgeleverd of waarvan onwaardige ouders broeinesten van zedeloosheid en misdaad maakten. Wat gedaan met die rampzalige schepsels, welke niet zelden meer te beklagen zijn dan de stoffelijk verwaarloosde kinderen? Moet hun toestand geregeld worden, ofwel moet men het gewichtig en hoofdzakelyk vraagstuk hunner bescherming door de wet onopgelost laten?

» Het gezin is de grondslag der samenleving; het is op zichzelf eene kleine maatschappij en de uitoefening van de vaderlijke macht is enkel het bestuur dier maatschappij. Indien de kinderen, getroeteld met al de stoffelijke zorgen door hunne tengere jaren vereischt, tevens voorbeelden van zedelykheid voor oog en hebben, dan zal de heilzame invloed hunner ouders verder strekken dan het ouderlijk dak door ze te doen opgroeien tot nuttige burgers voor de samenleving. De wet moet dien weldoenden invloed bevorderen en steunen; zij mag niets doen dat hem kan verlammen of belemmeren. Doch, wanneer de gezondheid, de veiligheid of de zedelykheid van een kind in gevaar verkeerden, wanneer terecht mag worden gezegd dat het wezenlyk geen ouders heeft of dat het voor hem beter ware zijne ouders nooit te hebben gekend, mag dan de wetgever zijne blikken afwenden en aan de openbare machten het recht ontzeggen om in het ontheiligd heiligdom van het huisgezin te dringen?

» Zedenmeesters zonder wilskracht beklagen wel het lot van de zedelijk verwaarloosde kinderen, doch tevens achten zij dat men in de eerste plaats moet trachten de zeden te verbeteren en de tijd, waardoor veel dingen veranderen, zijn werk laten doen : *Quid leges sine moribus?* Anderen, mannen met ondernemingsgeest en moed, aarzelen niet te verkonden dat het heil van het menschdom kan afhangen van de oplossing van het vraag-

stuk ⁽¹⁾ en dat de Staat een dringenden plicht kwijt als hij de zedelijk verwaarloosde kinderen onttrekt aan hunne ongezone omgeving ⁽²⁾.

» Sedert eenige jaren stelde de Belgische Regeering verscheidene maatregelen voor ter bescherming van de minderjarigen, en door de wetgevende macht werden zij bekrachtigd. Zoo hebben wij de wet van 16 Augustus 1887, waarbij worden gestraft de dranksljters die, bij het drijven van hunnen handel, aan minderjarigen beneden 16 jaar dronkenmakende dranken toedienen, en zij, die minderjarigen van denzelfden leeftijd doen drinken tot ze blijkbaar bedronken zijn; de wet van 28 Mei 1888 tot bescherming der kinderen werkzaam bij zwervende bedrijven, welke strenge straffen uitvaardigt tegen hen die hunne kinderen, de kinderen waarover zij voogd zijn of hunne leergasten overlaten aan koordedansers of lieden die soortgelijk bedrijf uitoefenen; ten slotte, de wet van 13 December 1889 die een alldoelmatigst middel is tot bescherming der kinderen van den arbeidersstand. Deze wet, die de goedkeuring van geleerde vergaderingen en van vreemde Regeeringen verwierf en waarvan verscheidene bepalingen werden aangenomen door de Fransche Kamers, verbiedt den nijverheidsarbeid voor de kinderen beneden twaalf jaar en machligt de Regeering om den arbeid der kinderen tusschen 12 en 16 jaar te regelen of te verbieden. Krachtens eene bepaling, van kracht geworden den 1^o Januari 1892, verbiedt de wet, over 't algemeen, den nacht arbeid voor kinderen van gezegden leeftijd en schrijft daarenboven voor hen de wekelijksche rust voor. Deze bepalingen zijn bekrachtigd door boeten ⁽³⁾.

» Het Strafwetboek had reeds eenige maatregelen gehuldigd tot kinderbescherming, door de ouderlijke macht en de daaruit voortspruitende voordeelen te ontzeggen aan hen die zich schuldig maken aan aanslag op de eerbaarheid of aan verkrachting op den persoon hunner kinderen, alsmede aan hen die de ontucht of het bederf hunner minderjarige kinderen hebben aangehitst, vergemakkelijkt, bevorderd, ten einde eens anders driften te voeldoen (artikelen 378, § 2, en 382, § 2).

» Doch die maatregelen zijn onvolledig en gebrekkig, zooals wij het verder doen uitschijnen. Daarbij voegende de ontzetting uit of de ontzegging van het recht om voogd te zijn, voorzien bij de artikelen 19 en 31 van het Strafwetboek, voor sommige veroordeelden, en in het geval van bekend slecht gedrag, voorzien bij artikel 444 van het Burgerlijk Wetboek, hebben wij al de bepalingen opgesomd door dewelke de opstellers van onze Wetboeken de kinderbescherming wettelijk hebben geregeld.

» De gezamenlijke maatregelen, die wij vluchtig opsomden, zijn nog zeer ontoereikend om den minderjarige de bescherming te verzekeren

(1) *Discours d'inauguration du Congrès de 1890*, door den heer GUILLERY.

(2) *Journal des Tribunaux*, 9^e jaarg., n^o 744.

(3) Voegen wij daarbij de onlangs ingevoerde wet ter beteugeling van de misbruiken waartoe aanleiding wordt gegeven door de kinderverzekering.

waarop hij aanspraak kan maken. Het belang van het kind, het belang van de familie, het belang van de samenleving eischen eene meer uitgestrekte en meer doelmatige beteugeling van de misbruiken waaraan jonge kinderen blootstaan.

» Meesttijds is de vaderlijke haard besmet; daar dient dus te worden gehandeld zoo spoedig, zoo doeltreffend mogelijk.

» Doch, onder voorwendsel van kinderbescherming mag men er niet aan denken, de macht der familie te beperken. Verplaatsing of vermindering van het vaderlijk gezag moet slechts gebeuren als het volstrekt noodig blijkt en als het te duchten is dat het gedrag der ouders de zedelijkheid, de veiligheid of de gezondheid des kinds in gevaar kan brengen.

» Op dit oogenblik houdt het onderhavige vraagstuk de openbare meening gaande. In schier alle landen is het opgeworpen door tal van publicisten. Het is aan de orde op de wetenschappelijke congressen en in de wetgevende vergaderingen. Eenige landen hebben het in hunne wetten bekrachtigd. » (Verslag van den heer Colaert, zittingsjaar 1891-1892, n^o 139.)

INDEELING.

Zooals in den tekst, vastgesteld in 1908, worden drie reeksen maatregelen voorgesteld tot regeling van de wettelijke kinderbescherming.

De eerste maatregel strekt om het kind te beschermen tegen de misbruiken van het vaderlijk gezag. 't Is 't voorwerp van het eerste hoofdstuk : *Ontzetting van de vaderlijke macht*.

De tweede betreft de *maatregelen tegenover in rechten vervolgte minderjarigen*. 't Is hoofdstuk II.

De derde geldt de *misdaden en wanbedrijven tegen de zedelijkheid en de zwakheid der kinderen*. 't Is hoofdstuk III.

HOOFDSTUK I.

Ontzetting van de vaderlijke macht.

Zooals de heeren Denis en medeleden het in 1904 deden opmerken, is hoofdstuk I nagenoeg letterlijk overgenomen uit het vroeger wetsontwerp, zooals het door de Middenafdeeling in 1897 werd gewijzigd. De nieuwe amendementen der Regeering brengen in den vroegeren tekst eenige wijzigingen waarover wij zullen handelen bij het onderzoek der artikelen; eerst moeten wij uit den weg ruimen de bespreking van een vraagstuk dat oprees naar aanleiding van zekere beslissingen onzer hoven en rechtbanken :

Heeft de ontzetting van de vaderlijke macht thans nog reden van bestaan?

Het ontwerp van den heer Le Jeune, zoowel als het voorontwerp van

Laurent en dit van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek, verklaart dat het noodzakelijk is de gevallen van ontzetting van de vaderlijke macht te bepalen in onze wetten; dit werd in den vreemde meest overal gedaan.

De achtereenvolgende Middenafdeelingen namen het beginsel aan; daartoe steunden zij op de beschouwingen die wij hier overdrukken :

« Niet de wetgever roept de vaderlijke macht of, beter gezegd, het » vaderlijk gezag in het leven : de macht van vader en moeder over den » persoon van hun kind is het gevolg van het vaderschap en van de afstam- » ming; zij heeft ten doel de lichamelijke en zedelijke opleiding van het » kind.

» Deze macht, die *rechten* en tevens *plichten* medebrengt, mag de wet- » gever geenszins verhinderen; zelfs mag hij ze niet beperken, zoolang » de ouders er geen gebruik van maken in strijd met of schadelijk voor » het welbegrepen belang van het kind : zijne zending bestaat in het ver- » sterken van het vaderlijk gezag, door beide billijk te bekrachtigen.

» Onze wetten schijnen op voldoende wijze te hebben gevrijwaard de » rechten van wat het Burgerlijk Wetboek de *vaderlijke macht* heet. » Zelfs denken sommige ernstige lieden dat het Wetboek Napoleon te » verre ging en overdreven rechten en voorrechten toekende aan de » ouders. De vraag, die ons hier aanbelangt en door de Kamer dient te » worden opgelost, is, of onze huidige wetten de plichten van vader en » moeder ten opzichte van hunne kinderen in eene gelijke, althans vol- » doende mate bekrachtigden.

» Niet zonder reden wordt zulks betwist.

» Artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek sluit in zich de kiem van de » wetsregelen betreffende de zedelijke verplichtingen die voortvloeien uit » de afstamming. « De echtgenooten — zoo luidt het — verbinden zich » beiden, door de enkele daad des huwelijks, om hunne kinderen te voe- » den, te onderhouden en op te brengen.

» Voorzeker kan men beweren dat het tekortkomen van de ouders aan » hunne plichten, hun verzuim, aan hunne kinderen de noodige zorg te » wijden, de stoffelijke verlating en de zedelijke verwaarloozing, de bui- » tensporigheden, de gewelddaden en de mishandelingen, het wangedrag » en het voorbeeld van ontucht, het misbruik van gezag of van macht, » het betrekken van de kinderen in hunne misdaden en wanbedrijven, » alsmede alle andere handelingen die voor gevolg hebben de jonge kin- » deren zedelijk te bederven, in strijd zijn met de algemeene verplichting » die door dit artikel is opgelegd aan den vader en de moeder.

» Doch die handelingen, hoe strafbaar ook, worden niet gestraft door » het Burgerlijk Wetboek. Zij die het opstelden, hebben, waarschijnlijk » door verzuim of uit vrees van inbreuk te maken op het gezag van den » vader en moeder, dat zij uitdrukten onder de benaming : *vaderlijke » macht*, de regeling van de ondergeschikte punten verdaagd, onder voor- » wendsel dat eerst diende te worden gedacht aan het algemeen plan van

» den titel. Nadien verwaarloosden zij de bijzonderheden, zich ongetwij-
 » feld met Bigot de Préameneu overtuigd houdend dat de ouders slechts
 » hunne rechten zouden gebruiken in het belang of voor het welzijn van
 » hunne kinderen.

» Weliswaar spreken sommige artikelen van het Burgerlijk Wetboek,
 » namelijk de artikelen 207, 1409, 1448 en 1558, van het onderhoud
 » en de opvoeding der kinderen, naar aanleiding van de lasten die voort-
 » spruiten uit het huwelijk, uit de wettelijke gemeenschap, uit de schei-
 » ding van goederen en uit het dotaal-stelsel. Doch de verplichtingen van
 » den vader en van de moeder zijn niet duidelijk en omstandig bepaald.
 » Nergens wordt gezegd waarin onderhoud en opvoeding bestaan. De wet-
 » gever, die het Burgerlijk Wetboek zal herzien, moet dit punt regelen,
 » rekening houdend met het vermogen der ouders. Er is ook nergens
 » sprake van verdediging des kinds tegen misbruik van het recht tot zorg
 » en tuchtiging, door natuur en wet toegekend aan den vader en de
 » moeder.

» Ook verkeerden de rechtbanken in verlegenheid, telkens als strenge
 » maatregelen moeten genomen worden tegen misbruik van het vaderlijk
 » gezag. Zelfs mag gezegd worden dat zij, buiten de zeer zeldame gevallen
 » waarin het strafrecht kan optreden, onmachtig zijn en dat enkel dank
 » zij sommige voorbeelden, ontleend aan het Romeinsche recht, aan de
 » overleveringen uit het vroegere Fransche recht of de rechtspraak der
 » parlementen, dank zij niet afdoende aanhalingen uit voorbereidende
 » werzaamheden en de blijkbaar verkeerde verklaring der artikelen 4 en
 » 444 van het Burgerlijk Wetboek, onze burgerlijke rechtbanken haar
 » optreden in familiezaken konden billijken en de uitoefening van de
 » vaderlijke macht in de handen van onwaardige ouders verlammen.

» Meer dan één schrijver acht deze inmenging van de rechterlijke macht
 » onwettig. Laurent, onder anderen, bestrijt ze vinnig. Op verre na deelt
 » hij niet het gevoel van Demolombe die, niet kunnende steunen op een
 » wetstekst, — zooals hij zelf bekent, — zich beroept op *de rede, de zede-
 » leer en de menschtierendheid* om de beslissingen van het gerecht te
 » billijken.

» Daarbij wordt door de gerechtshoven en rechtbanken, uitgaande van
 » het uitsluitend belang des kinds, de uitoefening van de vaderlijke macht
 » enkel in bijzondere gevallen geregeld, terwijl zij verklaren dat zij die
 » macht binnen hare juridische grenzen insluiten en enkel misbruiken en
 » buitensporigheden betengelen.

» Dus blijft in die gevallen de vaderlijke macht bestaan; wordt zij voor
 » min of meer langen tijd en ten opzichte van een bepaald kind geschorst,
 » dan kan zij volstrekt en onbepaald uitgeoefend worden ten opzichte van
 » andere kinderen. Vooral deze onregelmatige toestand dient te worden
 » gewijzigd: de gevallen van ontzetting van de vaderlijke macht moeten
 » worden bepaald en uitgebreid ⁽¹⁾. »

(1) Verslag van den heer Colaert, 1891-1892.

Plaatst men zich uitsluitend op het standpunt van het kind, dan kan beweerd worden dat het genoegzaam is beschermd, van het oogenblik af dat het niet meer wordt toevertrouwd aan zijn schuldige vader of moeder. Ontzetting van de vaderlijke macht is, zegt men, niets anders dan eene straf, aanneembaar als straf, doch steeds nutteloos en vaak onrechtvaardig wanneer men de kinderbescherming alleen in aanmerking neemt.

Zij, die zich vereenigen met deze zienswijze, steunen op artikel 72 van het Strafwetboek, krachtens hetwelk de beschuldigde of betichte, die den leeftijd van zestien jaar niet heeft bereikt, ter beschikking van de Regeering mag worden gesteld, indien klaar werd bewezen dat hij met oordeel des onderscheids heeft gehandeld. Dus, zegt men, is het kind tijdelijk onttrokken aan de zorg zijner ouders, zonder dat de al of niet schuldige ouders in het minst vervallen zijn van de rechten der vaderlijke macht ⁽¹⁾.

Verder beroept men zich op de rechtspraak onzer hoven en rechtbanken, die eenparig beslissen dat de zorg voor het minderjarig kind kan onttrokken worden aan zijne al of niet schuldige ouders, van het oogenblik af dat 's kinds belang het vergt. Deze maatregel brengt volstrekt geene ontzetting mede ⁽²⁾.

Eindelijk steunt men op Frankrijk's voorbeeld. Volgens de Fransche wet van 1889 is ontzetting al of niet verplicht, naar gelang van de gevallen. Dadelijk kwamen de bezwaren van dezen nieuwen regel klaar te voorschijn. Is er geene verplichting tot ontzetting, dan doen de rechtbanken zoo weinig mogelijk dergelijke uitspraak... Ook heeft de Fransche wetgever zijne misgreep begrepen; hij trachtte ze in zekere mate te herstellen, door de wet van 19 April 1898, waarbij wordt bepaald :

« ART. 4. — In al de gevallen van wanbedrijf of van misdaad, gepleegd door of op kinderen, kan de rechter van instructie, het openbaar ministerie gehoord, steeds bevelen dat de zorg voor het kind voorloopig en tot er eene eindbeslissing is genomen, wordt toevertrouwd aan een door hem aan te wijzen bloedverwant, persoon of liefdadige instelling, of eindelijk aan de openbare weldadigheidsinrichtingen.

» ART. 5. — In dezelfde gevallen kunnen de hoven en de rechtbanken, die kennis nemen van de misdaad of van het wanbedrijf, het openbaar ministerie gehoord, voorgoed beslissen over de zorg voor het kind ⁽³⁾. »

Deze beweegredenen overtuigden de leden der Middenafdeeling niet.

Artikel 72 onderstelt niet noodzakelijk dat de vader of de moeder eene overtreding der strafwet beging. Het kind heeft de wet overtreden; hebben de ouders een vergrijp te hunnen laste, toch vallen zij niet onder de

(1) *Un projet de réforme législative*. Verslag van den heer Capelle, procureur des Konings te Namen. Buitengewone vergadering van 11 November 1907.

(2) Verslag van den heer Capelle.

(3) Verslag van den heer Capelle.

toepassing van een der gevallen die, volgens het wetvoorstel, ontzetting van de vaderlijke macht medebrengen. In het wetsontwerp is dit anders.

Weliswaar hebben de rechtbanken in de jongste jaren, zonder tusschenkomst van den wetgever, ontzetting van de vaderlijke macht ingevoerd ⁽¹⁾; hare beslissingen ontsnappen evenwel niet geheel aan de bezwaren die wij hierboven aanvoerden naar het verslag van 1891-1892; in elk geval gaf de toepassing van het beginsel, dat zij schijnen eenparig gehuldigd te hebben, aanleiding tot zoodanige moeilijkheden, dat men aarzelde den eisch in te stellen ⁽²⁾.

Kon men tegen ons stelsel de nieuwere Fransche wet invoeren, daartegen zouden wij kunnen stellen de Duitsche ⁽³⁾, Nederlandsche, Italiaansche en Spaansche wetten die alle, in zekere bepaalde gevallen, ontzetting van de vaderlijke macht invoerden. Doch is het wel zeker dat de Fransche wetgever in 1889 een *misslag beging*, die door den wetgever in 1898 werd *hersteld*? Kan niet met meer waarheid worden gezegd dat artikel 4 een voorloopigen maatregel bekachtigt, zooals overigens artikel 6 van het Belgisch ontwerp, en dat de wet van 1889, die de gevallen van ontzetting voorziet, niet wordt gewijzigd door artikel 5 der Fransche wet?

De schrijver, wiens zienswijze wij bestrijden, schijnt overigens in sommige gevallen de verplichte ontzetting aan te nemen, want hij komt tot dit besluit, dat *de wetgever eerst ingeval van volstrekte noodzakelijkheid tot zulk uiterst middel moet overgaan*.

Goed zoo; dit werd steeds met eenparigheid aangenomen door de Middenafdeelingen die waren belast met het onderzoek van de elkaar opvolgende wetsvoorstellen.

Redenen tot ontzetting van de vaderlijke macht.

Die redenen zijn voorzien bij de artikelen 1 en 3 van het ontwerp. De eene brengen noodwendig ontzetting van de vaderlijke macht mede, als gevolg van eene zware straf uitgesproken tegen den vader of de moeder. De andere zijn redenen tot ontzetting die de rechtbanken kunnen uitspreken in de door het wetsontwerp bepaalde gevallen.

⁽¹⁾ Hof te Luik, 25 November 1891 (*Pas.*, 1892, II, 121); Hof te Brussel, 6 December 1893 (*Pas.*, 1894, II, 241); Hof te Gent, 9 Februari 1895 (*Pas.*, 1896, II, 88).

⁽²⁾ JASPAR, *Les succédanés de la déchéance de la puissance paternelle*. *Bulletin de la Commission royale des Patronages*, 1898, bl. 165. LEVOZ, Redevoering in 1901 uitgesproken.

⁽³⁾ Zie de uiteenzetting van de Pruisische wet op de kinderbescherming in het werk *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*, door Charles COLLARD, advocaat, 1908.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

ARTIKEL 1.

Krachtens artikel 1 moet de ontzetting worden uitgesproken tegen :

1^o Den vader en de moeder die, door toepassing van de artikelen 378, § 2, en 382, § 2 van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht;

2^o Den vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

In verscheidene punten wijkt dit artikel af van dit, door de Middenafdeeling in 1897 voorgesteld en door den heer Denis en medeleden overgenomen.

Vooreerst straft het niet langer met ontzetting « de voogden, zelfs » dienstwillige voogden, die werden veroordeeld tot eene crimineele straf » als daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene misdaad gepleegd » op den persoon van hun pleegkind ». Zoo komt het artikel terug tot het stelsel van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk niet aanneemt dat er volkomen gelijkstelling kan bestaan tusschen de misdaad, gepleegd door den vader of de moeder op den persoon van hun kind, en die begaan op een kind dat slechts het pleegkind van den schuldige is. « Er bestaat, zegt het verslag der Commissie, meer verdorvenheid, meer snoodheid in de misdaad, door den vader gepleegd op den » persoon welken de natuurlijke gevoelens hem verplichten niet enkel » te eeren, maar ook te beminnen en te omringen met al zijne zorgen. »

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling vereenigde zich met deze zienswijze. De anderen verkozen uitsluiting van den schuldigen voogd; daartoe steunden zij op de redenen in het vroeger verslag uiteengezet : « Ongetwijfeld is de snoodheid erger; doch is de verdorvenheid in » den persoon van hem die eene *misdad* pleegde op zijn pleegkind, niet » erg genoeg om ons te laten onderstellen dat de gezondheid, de veiligheid » of de zedelijkheid van zijn eigen kind gevaar loopen? Vergt anderdeels » het maatschappelijk belang niet dat de voogd aan zijn pleegkind de zorg » van een goed huisvader besteedt? Vaak valt het weeskind, om aller » hande redenen, in de klasse der zedelijk verwaarloosde kinderen. Dus » heeft het aanspraak op doelmatige bescherming. Behoeft de voogd zijn » pleegkind niet dezelfde genegenheid toe te dragen als aan zijn eigen » kind, toch moet hij dit denzelfden eerbied betuigen. Zoo hij in staat is » het kind te bederven hem toevertrouwd door de maatschappij, een kind » dat meestijds een familielid is, bewijst hij niet daardoor dat hij » onwaardig is het hem door de natuur verstrekt vaderlijk gezag te behou-

» den? Eindelijk, de bedreigingen met ontzetting van de vaderlijke macht
» over zijn eigen kinderen zal voor den voogd eene doelmatiger bekrach-
» tiging van zijne plichten jegens zijn pleegkind wezen. »

Na eene nieuwe en grondige bespreking besliste de Middenafdeeling, deze reden tot ontzetting op te nemen onder de gevallen van niet verplichte ontzetting.

Een ander verschil tusschen het nieuw ontwerp en dit van 1897 is het volgende : Krachtens het vroegere ontwerp moest de ontzetting van de vaderlijke macht worden uitgesproken tegen « degenen die werden veroordeeld tot eene crimineele straf als daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene (andere dan politieke) misdaad waaraan zij hun kind deden deelnemen ». Na lang beraadslagen, rangschikte de Middenafdeelingen dit geval onder diegene welke aanleiding tot ontzetting *kunnen* geven. Op dit punt komen wij terug bij artikel 3, dat de gevallen van niet verplichte ontzetting regelt.

De gevallen, waarin ontzetting moet uitgesproken worden, zijn dus de volgende :

Aanslag op de eerbaarheid, verkrachting, aanhitsing tot ontucht en elke andere handeling die aanleiding gaf tot eene crimineele straf, mits het feit werd gepleegd op den persoon van het kind of den afstammeling van den veroordeelde. In die gevallen is de ontzetting volledig en wordt zij toegepast op den vader of de moeder ten opzichte van al hunne kinderen en afstammelingen, geboren of nog ongeborn, zoo wettige als onechte. Deze bepaling werd zonder eenige tegenspraak aangenomen. De misdaad is zwaarwichtig genoeg om deze bepaling te rechtvaardigen.

Het ontwerp maakt eene uitzondering voor vruchtafdrijving en kindermoord. Reeds rangschikte de Middenafdeeling van 1897 deze gevallen onder de redenen tot niet verplichte ontzetting. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek voorzag ze niet. Zij keurde zelfs af dat kindermoord tot niet verplichte ontzetting aanleiding kon geven. « Eene » kindermoord plegen of er toe medewerken, zegde het verslag der Commissie, bewijst niet dat de ouder geen liefde voor zijn kinderen gevoelt, » en dat hij niet langer verdient in zijn waardigheid te worden behouden. » De geneesheer, de vroedvrouw, de minnaar, die kindermoord plegen, » moeten niet noodzakelijk den rechter aangewezen worden als personen » die dienen te worden uitgesloten van de uitoefening der vaderlijke macht. »

De meerderheid der Middenafdeeling maakte deze zienswijze tot de hare. Bij het onderzoek der gevallen van niet *verplichte* ontzetting zullen wij nagaan of vruchtafdrijving en kindermoord daaronder kunnen gerekend worden.

Wat betreft den aanslag op de eerbaarheid, de verkrachting, de aanhitsing tot ontucht, wordt dus artikel 1 in overeenstemming gebracht met de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, met dit verschil, dat de ontzetting uit de familierechten den schuldige treft ten opzichte van al zijne kinderen.

Het allereerste ontwerp ging veel verder. Het bedong verplichte ontzetting
 « tegen al wie veroordeeld werd als dader, mededader of medeplichtige
 » wegens *aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing van minder-*
 » *jarigen tot ontucht* ».

De schuldige, die wegens een dezer misdrijven veroordeeld werd, zelfs
 boetstraffelijk, verbeurde voor immer de uitoefening der vaderlijke macht.

De toenmalige Middenafdeeling kwam hevig tegen deze bepaling op.
 Het verslag luidde als volgt : — wij schijven het over, om lange bespre-
 kingen te vermijden over een punt dat al de afdeelingen verwierpen :

« Aldus wordt elk persoon, ouder of niet van het slachtoffer, gehuwd of
 » ongehuwd, die zich schuldig maakt aan een der drie, onder n^o 1 van dit
 » artikel vermelde misdrijven, voor immer uitgesloten van elke deelneming
 » aan de uitoefening der vaderlijke macht.

» De misdaad of het misdrijf moge worden gepleegd op een eigen kind of
 » op een vreemd kind, en zelfs in de gevallen van aanslag op de eerbaarheid
 » of verkrachting, op een meerderjarigen persoon, altijd zal zij de ontzetting
 » van de vaderlijke macht voor gevolg hebben, niet alleen ten opzichte van
 » het kind, het slachtoffer, maar ook ten opzichte van de andere wettige of
 » onechte kinderen, reeds geboren of nog zullende geboren worden, van
 » den dader van het misdrijf.

» Deze bepaling voert eene volledige hervorming in. Zij is te verstaan
 » waar de vaderlijke macht dient te worden onttrokken aan degenen die
 » zich schuldig maakten aan een misdrijf van dien aard tegenover hun
 » kind of afstammeling. In dit opzicht dienen de artikelen 378, § 2, en
 » 282, § 2, van het Strafwetboek te worden gewijzigd; deze bedingen
 » trouwens de uitsluiting enkel ten opzichte van het kind slachtoffer. Een
 » ouder, die zich schuldig maakte aan zulke onzedelijke handeling, is
 » onwaardig de rechten uit te oefenen, welke de vaderlijke macht hem
 » geeft, ten opzichte van al zijn kinderen.

» Doch, waar het geldt een aanslag op de eerbaarheid of eene verkrach-
 » ting, gepleegd op een vreemd persoon, geven deze feiten slechts aan-
 » leiding, in de wetgeving van andere landen, tot *niet verplichte* ontzetting
 » van de vaderlijke macht.

» Zijn de aanslag op de eerbaarheid en de verkrachting, hoe schuldig,
 » hoe verlagend ook, altijd het bewijs dat wie ze pleegde zulk onzedelijk
 » gedrag heeft dat hij moet beschouwd worden als onwaardig om de vader-
 » lijke macht uit te oefenen?

» Hij kan toegegeven hebben aan eene plotselinge opwelling, aan eenen
 » hevigen drift. De veroordeeling schandvlekt hem; de eer der familie, de
 » eer van het kind worden zwaar getroffen, dit is waar. Doch andere
 » veroordeelingen hebben hetzelfde gevolg.

» Heeft hij misbruik gemaakt van de vaderlijke macht? Vergt het
 » belang van het kind dat het niet onderworpen blijve aan die macht? Dat
 » is de vraag.

» Er is bijvoorbeeld sprake van een misdadiger, die 18 jaar oud is. Hij
 » heeft nog geen ondervinding van de plichten van den huisvader, die hij
 » misschien later op voorbeeldige wijze vervullen zal. Terwijl de rechtbank
 » hem zijne welverdiende straf oplegt, zal zij hem moeten toevoegen :
 » Voor de wet zult gij nooit huisvader worden!

» Hetzelfde zou gelden voor den aanslag op de eerbaarheid evenals voor
 » de verkrachting : in beide gevallen moet ontzetting uitgesproken worden.

» De aanslag op de eerbaarheid, zelfs wanneer slechts eene boetstraf
 » volgt, gepleegd op om 't even welken persoon, zal ontzetting van de
 » vaderlijke macht voor gevolg hebben, zoodra de pleger wordt veroor-
 » deeld. Nu, de aanslag bestaat zoodra er begin van uitvoering is (art. 374
 » van het Strafwetboek). Hij bestaat in zijn geheel, hij is voltrokken vanaf
 » de eerste handeling die met de uitvoering aanvangt, zelfs wanneer de
 » dader het vrijwillig bij deze eerste handeling laat. En de omstandigheden
 » kunnen van dien aard zijn dat de rechter het eene voldoende straf acht,
 » eene geldboete toe te passen, zelfs voorwaardelijk! »

De Regeering sloot zich aan bij de zienswijze der Middenafdeeling.

Nog eene andere bepaling van het allereerste ontwerp gaf aanleiding tot lange en drukke beraadslagingen. Artikel 24 van het ontwerp straffe met opsluiting de aanhitsing van minderjarigen tot ontucht *om zijn eigen driften te voldoen*; en artikel 1 bedong *verplichte* ontzetting van de vaderlijke macht tegen hem die zich aan dergelijk vergrijp schuldig maakt. Het verslag bestreed deze beide bepalingen als volgt :

« Het vraagpunt doet een oud geschil oprijzen, waarover de rechtbanken
 » het niet eens waren onder het Strafwetboek van 1810 en dat in België
 » werd opgelost door de verklarende wet van 31 Maart 1844 ten gunste
 » van het beperkend stelsel. Het Strafwetboek van 1867 nam hetzelfde
 » stelsel aan en straft enkel de koppelarij.

» Het wetsontwerp stelt voor, de andere theorie te aanvaarden. Het steunt
 » op de bestendige rechtspraak van het Hof van Cassatie en op de beweeg-
 » reden dat de proef, in België vóór 1844 genomen, geene erge gevolgen
 » had. De jeugd moet, zegt men, verdedigd worden tegen het bederf dat
 » in beide gevallen hetzelfde is voor haar, evenals voor de samenleving.
 » De strafbare toerekenbaarheid moet vooral gemeten worden naar de
 » maatschappelijke schade. Men moet overigens de mogelijke gevolgen van
 » dergelijke beschuldiging niet duchten : het nasporen van het privaat
 » leven, de schande der vervolging, het storen van de rust der huisgezinnen.
 » Men kan dezelfde vrees koesteren bij elke bepaling der strafwet ⁽¹⁾.

» Bij deze beschouwingen kunnen worden gevoegd de beschouwingen
 » die wij bij den aanvang van dit hoofdstuk ontwikkelden. Daarbij, de
 » handeling, die artikel 24 wil straffen, zal dikwijls dezelfde zijn als die

(1) Toelichting bij artikel 24 (oorspronkelijk ontwerp).

» welke men in andere landen straft onder de benaming : *verleiding*. Ten
» slotte, vindt de bepaling een nieuwen en krachtigen steun in de een-
» stemmige meening der Commissie, die belast was met de voorbereiding
» van een ontwerp van zedenwet ⁽¹⁾.

» De meerderheid van de Afdeeling gaf zich niet gewonnen voor deze
» beweegredenen. Zij neemt vooreerst niet aan dat de proef, in België
» vóór de wet van 1844 genomen, afdoende is. Zoo het Hof van Cassatie
» bij zijne meening bleef, dan toch werd zijne verklaring bestreden door
» de rechtspraak onzer Hoven van Beroep, die het eens waren met de
» meeste arresten der Fransche Hoven. Dat eene verklarende wet zich
» opdringt, is juist een bewijs dat die Hoven het stelsel van het Hoogste
» Gerechtshof niet aannamen. De zoo gezegde proef, die vóór de wet van
» 1844 werd genomen, heeft ruim haar tegenwicht in de langere en latere
» proef die genomen werd sedert het bestaan van deze wet en van de
» bepaling van artikel 379 van het Strafwetboek.

» Doch de oplossing van het wetgevend vraagstuk dient niet te worden
» gezocht in de rechtspraak, die meestal in rechtsopzicht uitspraak deed.
» Wat verstaat men feitelijk onder den *aanslag op de eerbaarheid*, dien
» het ontwerp voorstelt te straffen?

» Wil men den *aanslag op de eerbaarheid* straffen, die voorzien is bij
» artikel 19, met uitbreiding van het geval tot de slachtoffers van 16 tot
» 21 jaar oud? Daartoe zou het volstaan, den leeftijd van het kind hooger
» te bepalen. In de bepaling van het woord koppelarij zelf moet men
» vinden die van den aanslag op de eerbaarheid, voorzien bij het artikel
» dat wij bespreken. Nu, de omstandigheden zijn dezelfde; er bestaat
» enkel verschil in de woorden : *om zijn eigen driften te voldoen*, in
» tegenstelling met de woorden : *om de driften van anderen te voldoen*.
» Opdat koppelarij strafbaar zij, is het, volgens de rechtsleer en de recht-
» spraak, niet noodig dat de aanhitsing gevolgen heeft gehad, dit wel
» zeggen dat het kind onteerd werd. Evenzoo in het geval van artikel 24;
» immers, naar luid van het artikel bestaat de aanslag op de eerbaarheid
» hierin, dat men de ontucht *vergemakkelijkt, bevordert of daartoe aan-*
» *hitst*. Deze bewoordingen geven de gedachte niet weder van een recht-
» streekschen aanslag op den persoon.

» Men zou onze verklaring wellicht kunnen ter zijde schuiven met de
» bewering dat het Strafwetboek de poging tot aanranding der eerbaar-
» heid niet straft; er is aanranding, zoodra er begin van uitvoering is,
» naar luid van artikel 374 van het Wetboek. Doch, men behoeft slechts te
» antwoorden dat artikel 28 van het ontwerp artikel 380 van het Straf-
» wetboek doet wegvallen. Daaruit volgt dat, zoo men hier de poging
» begrijpen kan, deze ook gestraft zou worden. Men mag dus zeggen dat
» de misdaad bestaan zal uit *de pogingen om het kind te bederven*.

» De aldus verklaarde bepaling zou, ons dunkens, door de Kamer niet

(1) Stukken uitgaande van de Kamer, n^o 136, overgelegd den 5^o April 1892.

» aangenomen kunnen worden : een geschenk, eene belofte, een onvoor-
 » zichtig woord zou aanleiding kunnen geven tot vervolging en met
 » opsluiting gestraft worden.

» Onderstellen wij dat het ontwerp enkel ten doel heeft, de aanhitsing
 » tot ontucht te straffen, wanneer zij gevolgen heeft. Zelfs met deze beper-
 » king werd het voorstel door de Middenafdeeling niet aangenomen. In de
 » Kamer werd het hevig bestreden door den heer Janson ⁽¹⁾. Het achtbaar
 » lid onderstelde het geval van personen van beiderlei kunne, meer dan
 » 16 jaar oud, die elkander verleiden. Dit geval zou inderdaad onder de
 » toepassing van artikel 24 vallen.

» De Middenafdeeling is van meening dat niet elke onzedige handeling
 » als misdaad of wanbedrijf moet worden beschouwd. Wij erkennen vol-
 » mondig dat tijdelijke gemeenschap nadeelig is aan de grondinstelling der
 » samenleving, het huwelijk, en strijdig met het belang der kinderen. Doch
 » kan men het huwelijk opleggen aan hen die geen huwelijk willen aan-
 » gaan? En in het geval aangehaald door den heer Janson, wien van beiden
 » zal men straffen? Wie is de aanvaller in een strijd waarvan de wetgever
 » van 1794 zegde dat *overwinnaar en overwonnene eerder medeplichtigen*
 » *zijn dan vijanden*? Indien gij hen vervolgt, zullen zij antwoorden : « Het
 » » huwelijk legt ons plichten op, waaraan wij ons thans niet kunnen onder-
 » » werpen; wij zullen later trouwen. » Neen, wet en gerecht hebben niets
 » te maken met het huishouden van twee personen die voor eigen rekening
 » in onzedigheid willen leven, zonder dat hun uiterlijk gedrag de zede-
 » lijkheid kwetst ⁽²⁾. »

De Regeering stelt hoegenaamd geen wijziging voor in de n^{rs} 1 en 2 van artikel 1, die de redenen voorzien van de ontzetting van de ouderlijke macht. Zij brengt echter over in dit artikel het gedeelte van artikel 2 betreffende de te volgen proceduur voor de ontzetting.

Zij acht insgelijks dat de woorden « worden ontzet verklaard » te algemeen zijn; die woorden schijnen haar te beduiden dat de ontzetting van rechtswege geschiedt. Dat is bepaald verkeerd, vermits artikel 2, door de vroegere Middenafdeeling voorgesteld en overgenomen door de nieuwe, uitdrukkelijk de burgerlijke rechtbank belast met de uitspraak van de ontzetting. Niettemin stelt de Middenafdeeling voor, duidelijkheidshalve, te zeggen : « zullen ontzet verklaard worden », enz. Die bewoordingen komen nagenoeg overeen met den tekst Lejeune, waarbij alle Middenafdeelingen, na onderzoek, zich hebben aangesloten.

ART. 2.

Artikel 2 bepaalt welke regelen men volgen moet ingeval van verplichte ontzetting en welke de gevolgen dezer ontzetting zijn.

(1) Vergadering van 9 Juli 1893.

(2) Vorige verslagen van den heer Colaert

Die regelen zijn eenvoudig : het openbaar ministerie zal een afschrift voorbrengen van het strafvonnis, gewezen in hoogsten aanleg, en de rechtbank zal, op vertoon van dit afschrift, de ontzetting uitspreken.

Er werd gevraagd of die regelen niet zouden kunnen vereenvoudigd worden : waarom de ontzetting niet doen uitspreken door de rechtbank of het hof dat den schuldige veroordeelde? Eischt men een burgerrechtelijk vonnis, wie zal dan de vaderlijke macht uitoefenen gedurende het tijdsverloop tusschen de twee vonnissen?

Men kan er aan toevoegen dat, in het geval van artikel 31 van het Strafwetboek, het veroordeelingsarrest de verschillende soorten van onbekwaamheid uitspreekt, die bij dat artikel zijn voorzien.

De Middenafdeeling vereenigde zich niet met dat stelsel. Gesteld dat de strafrechter de ontzetting kan uitspreken, toch blijft hij onbevoegd om den persoon aan te wijzen die den ontzette zal vervangen. Die aanwijzing behoort niet tot den aard zijner bevoegdheden. Daarenboven zouden hem de noodige gegevens ontbreken om dienaangaande uitspraak te doen met kennis van zaken. Het is dus noodig, de zaak aanhangig te maken vóór den burgerlijken rechter en een tweede vonnis te verkrijgen.

Zoo zal er wezenlijk tusschen beide vonnissen geen tusschenruimte bestaan. Feitelijk zal men zich, bijna onmiddellijk na de veroordeeling, bevinden onder het stelsel der *voorloopige maatregelen* die, krachtens artikel 6, kunnen genomen worden van af het begin der rechtsvordering tot ontzetting.

Eindelijk brengt het stelsel, door de Middenafdeeling voorgesteld, eenheid in de wet. Het is trouwens klaarblijkelijk dat het moet toegepast worden in de gevallen van niet verplichte ontzetting, voorzien bij artikel 3. Waarom hier een verschillend stelsel invoeren zonder noodwendigheid, zonder nut, en als om de zaken opzettelijk in te wikkelen?

Tegen de wijze van handelen, door het ontwerp ingevoerd, wordt een tweede opwerping gemaakt, ernstiger dan de eerste : waarom zou men de rechtsvordering tot ontzetting opdragen aan het openbaar ministerie alleen?

Onzes inziens, dient de vraag slechts opgeworpen te worden voor de gevallen van niet verplichte ontzetting. Geldt het de verplichte ontzetting, dan begrijpt men niet goed de noodzakelijkheid of het nut van het recht der ouders. Het openbaar ministerie zou aan zijn eersten plicht te kort komen, indien het verwaarloosde de ontzetting te doen verklaren in een der gevallen van het eerste artikel. De ontzetting staat in de wet en dient ambtelijk te worden vervolgd. Dus zullen de ouders, desnoods, het geval, dat aanleiding geeft tot ontzetting, aan het openbaar ministerie kunnen aanwijzen. Die noodzakelijkheid kan men slechts aannemen, wanneer de veroordeeling zou uitgesproken zijn door een hof of eene rechtbank welke niet die zijn van de verblijfplaats van den bloedverwant des schuldigen. Dan nog moet men veronderstellen dat aan het openbaar ministerie bij de rechtbank kennis zal worden gegeven van de elders genomen beslissing.

Men wierp daartegen op, dat het arrest of het vonnis door eene vreemde rechtbank kan uitgesproken zijn ; zal, in dit geval, de veroordeelde ontsnappen aan de toepassing der wet die de ontzetting van de vaderlijke macht regelt?

Wij moeten doen opmerken dat het strafvonnis, *in het buitenland uitgesproken* tegen een vreemdeling, of zelfs tegen een Belg, wordt beschouwd als niet bestaande in België.

Naar aanleiding dezer quaestie werd eene andere opgeworpen : wat zou er gebeuren, zoo het vonnis in België tegen een vreemdeling uitgesproken werd?

Er werd geantwoord dat de wet, die de vaderlijke macht beheerscht, tot het persoonlijk statuut behoort. Men moet dus, in dat opzicht, op de vreemdelingen hunne landswet toepassen (art. 3, § 3, van het Burgerlijk Wetboek). Bijgevolg, indien die landswet niet voorziet dat de vader kan worden ontzet van de vaderlijke macht door een in 't buitenland uitgesproken vonnis, kan hij van die macht niet worden beroofd door een vonnis gewezen in België.

Tegen deze oplossing wordt, op grond van het persoonlijk statuut, aangevoerd dat de wet, welke wij maken, wordt beschouwd als eene wet van openbare orde, die bijgevolg moet toegepast worden aan al wie zich op Belgisch grondgebied bevindt, welke zijne nationaliteit ook zij. Het vraagstuk kan dus hier niet opgelost worden.

De Middenafdeeling handhaaft de denkbeelden vooruitgezet in de vroegere ontwerpen, voorstellen en verslagen. En eerst en vooral de proceduur. Het verslag heeft daarover reeds uitgeweid, en de Afdeeling acht dat er geen ernstige reden hoegenaamd bestaat om de vroegere teksten te veranderen of om te keeren.

Hetzelfde geldt voor de teksten der beide paragrafen tot regeling van de gevolgen der ontzetting. De Regeering stelt voor, een algemeen beginsel op te nemen in een eerste alinea, onder voorwendsel dat de vroegere tekst slechts bijkomende rechten voorzag en dat, vermits artikel 8 spreekt van de rechten opgesomd in artikel 2, dit laatste artikel noodzakelijk moet vermelden de gezamenlijke rechten waarvan de veroordeelde ouders zullen ontzet zijn. Welnu, ons dunkt, voorzien de laatste twee paragrafen van artikel 2 alle mogelijke gevallen van toepassing. Wij meenen dus den vroegeren tekst van artikel 2 te mogen handhaven.

Hierboven zegden wij dat de ontzetting volledig is, in dezen zin dat zij den schuldige treft ten opzichte van al zijne kinderen en afstammelingen, geboren of nog ongeborn, wettige of onwettige, in strijd met de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, die ze slechts toepassen ten opzichte van het kind, slachtoffer van het misdrijf.

De ontzetting is nog volledig, wat betreft de rechten voortspruitende uit de vaderlijke macht. De veroordeelde wordt onbevoegd om door zijne toestemming eene handeling van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken.

Deze handelingen zijn die, vermeld in de artikelen 148, 151, 346, 361, 477, 1095, 1398 van het Burgerlijk Wetboek, alsmede al de handelingen die slechts geldig zijn, wanneer de vader of de moeder daartoe hunne toestemming verleenen, bijvoorbeeld de vrijwillige dienstneming van hun kind of afstammeling. In de Fransche wet worden die handelingen omstandig vermeld; doch zij schijnen met hare lange opsomming slechts een lijst van voorbeelden te bedoelen. Het ontwerp van herziening van het Burgerlijk Wetboek noemt die op :

« Toestemmen in de keuze van nationaliteit, in het huwelijk, in de » aanneming, in de dienstwillige voogdij, in de mondigverklaringen, in de » vrijwillige dienstneming hunner kinderen of afstammelingen. »

De Middenafdeeling geeft de voorkeur aan de bepaling, door de Regeering aangenomen, en waarbij enkel het beginsel wordt uitgedrukt.

Het oorspronkelijk ontwerp voorzag enkel de voogdij en de toeziende voogdij. De Middenafdeelingen en het voorstel van den heer Denis en medeleden voegen daarbij de andere functiën bij analogie of soortgelijkheid van redenen.

ART. 3.

Redenen tot niet verplichte ontzetting.

De redenen tot niet verplichte ontzetting gaven, zooals vroeger, aanleiding tot lange beraadslagingen in de Middenafdeeling. Alvorens die te onderzoeken, wijzen wij op een aanzienlijk verschil tusschen het ontwerp van 1908 en de vroegere ontwerpen en voorstellen: de ontzetting kan slechts een of ander voorrecht van de vaderlijke macht wegnemen en den schuldige slechts ten opzichte van één of meer zijner kinderen met onbekwaamheid treffen, terwijl al de vroegere voorstellen de gevolgen der niet verplichte ontzetting gelijkstelden met die der verplichte ontzetting.

Deze nieuwigheid kan men billijken door de beschouwing, dat het belang van het kind niet noodzakelijk zal eischen dat zijn ouder beroofd zij van al de rechten die uit de vaderlijke macht voortspruiten. Er dient ook een verschil te worden gemaakt, wat de gevolgen betreft, tusschen de verplichte ontzetting, enkel in uitzonderlijk erge gevallen uitgesproken, en de niet verplichte ontzetting, waarvan de redenen niet altijd eene verdorvenheid te kennen geven, die den vader of de moeder onwaardig maakt. De Middenafdeeling heeft deze zienswijze aangenomen.

De huidige Regeering sluit zich aan bij de beschouwingen van het vorig verslag. Gezien die beschouwingen scheen het haar beter af te zien van de ietwat ruwe uitdrukking : « *van het ouderlijk gezag uitsluiten* ». Heel dikwijls, zegt zij, zal het voldoende zijn, aan de onwaardige vader of moeder het bewakingsrecht over hun kind te ontnemen. De Regeering stelt voor te

zeggen : « geheel of gedeeltelijk van de bij artikel 2 bedoelde rechten ontheffen ». Die uitdrukking schijnt haar beter te passen op dien toestand, doch de Middenafdeeling, die het als loutere kwestie van vorm beschouwt, sluit er zich niet bij aan. Zij geeft de voorkeur aan haren tekst, dien zij juister acht.

EERSTE REDEN TOT NIET VERPLICHTTE ONTZETTING.

Het houden van een huis van ontucht en het algemeen bekend slecht levensgedrag.

Het feit dat men een huis van ontucht houdt, is onbetwistbaar, voor de kinderen van den houder, een van de meest zedenbedervende die men uitdenken kan. Ook had het oorspronkelijk ontwerp van de Regeering daarvan eene reden tot verplichte ontzetting gemaakt, met dit verschil dat de uitsluiting van de vaderlijke macht moest worden voorafgegaan door een onderzoek. Eenmaal het feit vastgesteld zijnde, moest de ontzetting worden uitgesproken door de rechtbanken.

De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek rangschikte dat geval niet onder die welke aanleiding tot ontzetting konden geven; maar het was klaarblijkelijk begrepen onder de woorden : « algemeen bekend slecht levensgedrag », waarvan zij een geval tot niet verplichte uitsluiting maakte.

De Regeering en de huidige Middenafdeeling zijn van dat gevoelen : voor den rechter is de ontzetting facultatief gesteld. Maar zij denken dat men, zooveel als mogelijk is, de gevallen van uitsluiting, zelfs van niet verplichte uitsluiting, moet bepalen, zooals dit gedaan werd in het ontwerp Le Jeune, dat men, namelijk, het houden van een huis van ontucht moet treffen.

Moeten, zooals in het vroegere ontwerp, de ouders *algemeen bekend* staan als houdende een huis van ontucht?

Dat denken wij niet. Overigens, die woorden schijnen te beteekenen dat alleen de openbare huizen van ontucht door het artikel worden bedoeld. Het feit dat men een huis van geheime ontucht houdt, volstaat, omdat de zedelijkheid van een kind, in zulke omgeving geplaatst, de grootste gevaren loopt, zelfs in de veronderstelling dat zijne ouders sommige maatregelen nemen om het voor ondeugd te behoeden. Men ziet overigens niet goed welk verschil er, met het oog op het kind, bestaan kan tusschen de twee soorten van ontuchthuizen.

Het bewezen feit dat men een huis van ontucht houdt, kan dus aanleiding geven tot ontzetting en zal ongetwijfeld een der gevallen zijn, waarin de vaderlijke macht volkomen, en ten opzichte van al hunne kinderen, aan de ouders zal worden onttrokken, zooals het eerste lid van het artikel toelaat.

Wat aangaat het slecht levensgedrag, eischt het ontwerp dat het *algemeen bekend* zij. 't Is de uitdrukking gebezigd in artikel 444 van het Burgerlijk Wetboek —, artikel waarbij zijn geregeld de gevallen van uitsluiting van de voogdij.

De uitdrukking *slecht levensgedrag* is algemeen en bevat namelijk de gewone dronkenschap, de herhaalde veroordeelingen, de overspelige samenwoning der vrouw en de gevallen voorzien bij artikel 39 der wet van 27 November 1894 op de landlooperij en de bedelarij.

TWEEDE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

Mishandelingen, misbruik van gezag of erge nalatigheid bij het vervullen van de wettelijke verplichtingen der ouders.

De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek voorzag, buiten het algemeen slecht levensgedrag, de mishandelingen, het misbruik van gezag en de erge nalatigheid bij het vervullen van de verplichtingen der ouders jegens een hunner kinderen of afstammelingen.

A) *Mishandelingen*. — Het ontwerp Le Jenne eischte eene veroordeeling tot eene correctioneele straf wegens eene misdaad of een vrijwillig wanbedrijf, door den vader of de moeder gepleegd op den persoon hunner kinderen. De vroegere Middenafdeelingen vereenigden zich, zooals de heer Denis en medeleden, met dat stelsel, hetwelk ook door het voorontwerp Laurent gehuldigd werd (art. 219 en 370). De huidige Middenafdeeling was het eens met de Regeering om zich te verklaren voor het stelsel der Commissie tot herziening. De veroordeeling wordt niet geëischt; maar het valt niet te betwijfelen dat, ingeval van mishandelingen, de ontzetting meestal zal voortspruiten uit een vonnis van veroordeeling tot eene correctioneele straf.

Het is mogelijk dat de mishandelingen buiten het bereik van het Strafwetboek zijn. Moet men niet, bijvoorbeeld, kunnen ter hulp komen aan een kind dat stelselmatig in zijne familie wordt vervolgd?

De Regeering stelt voor, de woorden « in gevaar hebben gebracht » te vervangen door deze « in gevaar brengen ». 't Is de uitdrukking gebezigd in artikel 1666 van het Duitsche Burgerlijk Wetboek. Het kan inderdaad genoeg zijn dat de ouders de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind *in gevaar brengen*, om hen te ontzetten van de ouderlijke macht. De Middenafdeeling sluit zich aan bij het amendement dat overigens overeenkomt met de uitdrukking, gebezigd door het vroeger verslag zelf.

B) *Misbruik van gezag*. — Het feit bestaat in het slecht gebruik van de vaderlijke macht: een vader geeft schandalige bevelen, verplicht het kind tot bedelen, tot landlooperij, tot het uitoefenen van verdachte bedrijven of levert het aan koordedansers over (art. 4 der wet van 28 Mei 1888). Dat zijn enkele gevallen van misbruik van gezag.

c) *Nalatigheid bij het vervullen van de wettelijke verplichtingen van vader en moeder.* — Het geldt de wettelijke verplichtingen, voorzien bij artikel 385, 2^o, van het Burgerlijk Wetboek, die, luidens dat artikel, als een last zijn opgelegd aan de vaderlijke macht.

*
* *

Van de opsomming der bij artikel 3, n^o 2, voorziene gevallen werd gezegd dat die te onbepaald was. Juister ware het te zeggen, dat zij eene zekere rekbaarheid heeft, die aan den rechter zal toelaten de door de huidige rechtspraak reeds gehuldigde beginselen uit te breiden. Ware de ontworpen wet te streng, dan zouden de rechtbanken zich niet meer gemachtigd achten om gebruik te maken van dat recht. Overigens geven de door ons aangehaalde bepalingen en voorbeelden nader den zin op van de door het ontwerp gebezigde uitdrukkingen.

De Middenafdeeling bepaalde zich niet bij de opsomming der gevallen, waarin de vaderlijke macht aan den vader en de moeder kan worden onttrokken; zij eischt dat de mishandelingen, het misbruik van gezag of de nalatigheid der ouders bij het vervullen hunner wettelijke verplichtingen, *de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van huu kind in gevaar hebben gebracht.*

Eindelijk wordt het gevaar, dat deze rekbare bepalingen mochten opleveren, uit den weg geruimd door andere bepalingen die ze aanvullen: de toekenning van de rechtsvordering tot ontzetting, uitsluitend aan het openbaar ministerie, de ruime macht tot beoordeeling, verleend aan de rechtbanken om te beslissen dat de ontzetting geheel of gedeeltelijk, volstrekt of betrekkelijk zijn zal.

DERDE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

Berooving van het recht van uitoefening der vaderlijke macht door toepassing der artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek.

Dat geval van uitsluiting kan slechts het gevolg zijn van eene veroordeeling uitgesproken tegen den vader of de moeder; en hoe zwaar die veroordeeling ook weze, toch kan zij slechts tot de *niet verplichte* ontzetting aanleiding geven, behalve in de twee gevallen voorzien bij het eerste artikel van het ontwerp. Maar, anderzijds, de straf moge eene lijfstraf of eenvoudig eene correctioneele straf wezen, zoo de artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek door de hoven en strafrechtbanken worden toegepast, *kan* de ontzetting van de vaderlijke macht worden uitgesproken door de burgerlijke rechtbanken.

Voor de correctioneele veroordeeling, evenzoo als de hoven en rechtbanken de interdictie slechts kunnen uitspreken *in de gevallen bij de wet voorzien* (art. 32 Strafwetboek), *kan* de burgerlijke rechter slechts in die gevallen de ontzetting uitspreken en in zoo verre het strafgerecht zelve

de wettelijke interdictie van de in artikel 34 opgesomde rechten heeft uitgesproken.

Wat te zeggen van vruchtafdrijving en kindermoord ?

Hierhoven zegden wij dat die feiten geene redenen tot verplichte ontzetting zijn, zelfs wanneer zij werden gepleegd op den persoon van het kind van den schuldige. Het eerste artikel zondert ze uitdrukkelijk uit. Doch het zijn gevallen van facultatief gestelde uitsluiting, krachtens n° 3 van artikel 2, indien de schuldige tot eene lijfstraf veroordeeld werd.

Wat de vruchtafdrijving betreft, deze was, volgens het ontwerp Le Jeune, zelfs geen reden tot niet verplichte ontzetting. De Middenafdeeling van 1897 stelde ze gelijk met kindermoord en machtigde de burgerlijke rechtbanken om de niet verplichte ontzetting uit te spreken. Het huidig ontwerp verschilt van de vorige, doordien de vruchtafdrijving niet op zichzelf eene reden tot niet verplichte ontzetting is. Inderdaad, zij is niet begrepen onder de *bij de wet voorziene gevallen* waarvan artikel 33 van het Strafwetboek spreekt. De wettelijke interdictie en, bijgevolg, de ontzetting van de vaderlijke macht kunnen dus enkel worden toegepast wanneer de vruchtafdrijving strafbaar is met dwangarbeid of opsluiting (art. 348 tot 352 van het Strafwetboek).

VIERDE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

Het vierde geval is het volgende : « Indien zij (de vader of de moeder)
» werden veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke
» misdaad, waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij
» deze werd veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar. »

Het oorspronkelijk ontwerp zonderde de politieke misdaad niet uit; en de *deelneming* van het kind aan de misdaad, door den vader of de moeder bedreven, volstond opdat de verplichte ontzetting tegen hen uitgesproken werd.

De Commissie tot herziening nam dat geval van ontzetting niet aan. De Middenafdeeling van 1892, zonder zich volstrekt aan te sluiten bij de zienswijze der Commissie, stelde voor, die bepaling te wijzigen op grond der volgende beschouwingen :

« Gewoonlijk zal het in dat geval gebeuren dat de ouder zijn kind of
» zijn pleegkind rechtstreeks of onrechtstreeks aan de misdaad deed mede-
» werken. Maar het tegendeel kan gebeuren. Ter gelegenheid van beroerten
» of opstand, bijvoorbeeld, werden misdaden begaan door verschillende
» personen; een huisvader en zijn zoon namen er deel aan. Zal er altijd
» en noodzakelijk een misdadig verband bestaan tusschen den vader en den
» zoon ?

» Zoo er slechts stoffelijke samenwerking bestaat, zou de ontzetting van
» de vaderlijke macht niet meer te rechtvaardigen zijn dan na eene veroor-
» deeling wegens om 't even welke misdaad. Het vaderlijk gezag is niet in
» de zaak betrokken. De dader, de mededader van of de medeplichtige

» aan de misdaad hebben van dat gezag geen misbruik gemaakt. Dat gezag
 » was noch de reden, noch de gelegenheid voor de deelneming van het
 » kind aan de voltrekking der misdaad ⁽¹⁾. »

De Middenafdeeling stelde voor, de woorden : « waaraan hun kind heeft deelgenomen » te vervangen door deze : « waaraan zij hun kind *deden deelnemen* ». Deze woorden bevestigen dat er tussehen vader en kind een soort overeenkomst bestond en sluiten de stoffelijke of toevallige samenwerking tot de misdaad uit.

De aldus luidende bepaling kwam opnieuw voor in de wetsontwerpen en wetsvoorstellen na 1892. De Regeering, door de huidige Middenafdeeling geraadpleegd, sloot er zich bij aan en schreef ze in het eerste artikel. Doch de Middenafdeeling, alhoewel zij den voorgestelden tekst aannam, oordeelde dat het geval niet moest voorkomen onder die welke aanleiding geven tot verplichte ontzetting. Zij liet zich leiden door deze beschouwing, dat het niet altijd gemakkelijk is een onderscheid te maken tussehen politieke misdaden en gewone misdaden en dat, in de veronderstelling dat de misdaad, die tot de veroordeeling aanleiding gaf, zeer erg was, zij toch niet behoorde tot de bij uitstek hatelijke, welke op den persoon van het kind worden gepleegd en door het eerste artikel alleen zijn begrepen onder de redenen die tot verplichte ontzetting aanleiding geven.

De omstandigheid dat het kind werd vrijgesproken als zijnde ontoerekenbaar, verhindert niet dat de ontzetting van de vaderlijke macht vervolgd en uitgesproken wordt.

VIJFDE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

De niet verplichte ontzetting zal ook kunnen uitgesproken worden tegen hem die, voogd zijnde, zelfs dienstwillige voogd, werd veroordeeld tot eene lijfstraf als dader of mededader van eene misdaad gepleegd op den persoon van hun kind.

Hierboven hebben wij uiteengezet waarom de Middenafdeeling dit geval heeft opgenomen onder de redenen tot niet verplichte ontzetting.

Wie kan de rechtsvordering tot ontzetting instellen?

Wij zegden dat, ingeval van verplichte ontzetting, de rechtsvordering wordt voorbehouden aan het openbaar ministerie, en wij deden de redenen gelden welke de Middenafdeeling er toe brachten, tot die oplossing toe te treden. Doch het vraagstuk is moeilijker, wanneer het de niet verplichte ontzetting geldt.

Men kan trouwens steunen op het feit, dat de rechtsvordering tot ontzegging van voogdij ook behoort aan de leden der familie (artikelen 444 en volgende van het Burgerlijk Wetboek).

Artikel 302 van hetzelfde Wetboek voorziet nagenoeg dezelfde ver-

(1) Verslag van den heer Colaert, 1892.

onderstelling als die waarmede wij ons bezighouden. De Fransche wet van 24 Juli 1888 verleent de rechtsvordering tot ontzegging van de vaderlijke macht *aan eenen of meer bloedverwanten van den minderjarige tot den graad van eigen neef of aan het openbaar ministerie*. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek ging zelfs verder : *elke bloed- of aanverwant* kon de ontzetting vragen.

De volgende beschouwingen, aan de Toelichting van het oorspronkelijk ontwerp ontleend, schijnen de uitsluiting van de familie te billijken :

« Moest men die rechtsvordering overlaten aan de familieleden of ze » noodzakelijk aanhangig maken bij de bevoegde rechtsmacht, telkens als » eene veroordeeling kan aanleiding geven tot ontzegging, dan zou men » de niet gerechtvaardigde gedingen vermenigvuldigen, ten nadeele van » den vrede der gezinnen en van den eerbied, door de kinderen aan » hunne ouders verschuldigd. De tusschenkomst van het openbaar minis- » terie is noodig om de onbescheiden of kwellende vervolgingen te belet- » ten; het openbaar ministerie moet vrij zijn, de rechtsvordering tot » ontzegging al of niet in te stellen. »

Deze beschouwingen duiden ook de grenzen aan van de tusschenkomst van het parket. Het goed bepaalde belang van het kind moet zijn eenige drijfveer zijn. De verplaatsing van de vaderlijke macht is wel geene straf, maar toch een buitengewoon erge maatregel die rechten te niet doet, welke zijn gegrond op de natuur en door de ouders als geheiligde rechten kunnen ingeroepen worden. Dit zegt genoeg dat de ontzetting slechts diegenen kan treffen, welke in niemands oogen verdienen den naam van vader of moeder te dragen.

De regelen tot het instellen en vervolgen van de rechtsvordering tot ontzetting, zelfs de facultatief gestelde ontzetting, zijn zeer eenvoudig : de rechtbank van eersten aanleg spreekt de ontzetting uit op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie; maar, zooals wij zullen zien bij artikel 9, doet de rechtbank slechts uitspraak na het geschreven advies van den vrederechter te hebben ingewonnen en de moeder te hebben opgeroepen. Voor al het overige volgt men de gewone regelen der procedure. De Middenafdeeling, in overeenstemming met de Regeering, sluit zich dus aan bij het oorspronkelijk ontwerp dat de rechtsvordering onderwierp aan eene reeks uitzonderingsbepalingen : neerlegging van eene memorie, vergadering in de raadkamer, vraag om het advies van eenen buitengewonen familieraad, voorafgaande beslissing, enz. Zoo komen wij terug tot het stelsel van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 4.

Dit artikel bepaalt : « De rechtbank kan, op eisch van het openbaar » ministerie, de uitsluiting uitspreken, zooals deze is voorzien bij artikel 3,

» tegen de vrouw welke een persoon huwt, die ontzet is van de vaderlijke
» macht. »

De oorspronkelijke ontwerpen, evenals de voorstellen van de Middenafdeeling en van den heer Denis en medeleden, lieten aan het openbaar ministerie toe, te vragen dat de moeder de rechten der vaderlijke macht niet zou uitoefenen ingeval haar echtgenoot ontzet was. Die bepaling werd gerechtvaardigd door deze overweging, dat het kind, aan zijne moeder toevertrouwd, onrechtstreeks onder het gezag van zijnen vader zal zijn geplaatst. Daar de ontzetting van de vaderlijke macht inderdaad zonder invloed is op het mansgezag, kan de beschermingsmaatregel, ten voordeele van het kind genomen, ondoelmatig worden.

Om eene soortgelijke reden verleende men aan de rechtbank, op eisch van het openbaar ministerie, het recht om de vaderlijke macht over hare kinderen te onttrekken aan de vrouw welke een persoon huwt, die is ontzet van soortgelijke macht.

Het huidig ontwerp bedoelt slechts dit laatste geval. Dit werd hevig bestreden door een lid der Middenafdeeling van 1897. Hij nam niet aan, zegde hij, dat de vaderlijke macht kan onttrokken worden aan de vrouw wier echtgenoot er van ontzet is. Hij voegde erbij dat, in het huwelijk, de vrouw de gelijke van den man zijn moet en dezelfde rechten moet bezitten als hij.

Het nieuw artikel 4 geeft gedeeltelijk voldoening aan het achtbaar lid. De gehuwde vrouw, wier man is ontzet van de vaderlijke macht, zal zelve deze macht uitoefenen overeenkomstig de bepalingen van artikel 5. De ontzetting kan slechts vervolgd worden tegen de vrouw welke een persoon huwt, die reeds is ontzet van de vaderlijke macht.

Deze bepaling zal vooral van toepassing zijn op de weduwe die kinderen uit haar eerste huwelijk heeft; maar zij zal ook kunnen toegepast worden ten opzichte van de kinderen uit het huwelijk gesloten met een persoon, die is ontzet van de vaderlijke macht.

Artikel 4 bepaalt dat de rechtbank de uitsluiting kan uitspreken, *zooals deze is voorzien bij artikel 5*. Deze bewoordingen bedoelen de facultatief gestelde ontzetting voorzien bij dit artikel.

ART. 5.

De bepalingen, door dit artikel voorgesteld, bekrachtigen de gedachten van het verslag der eerste Middenafdeeling, die eindelijk door de toenmalige Regeering aangenomen en door den heer Denis en medeleden in hun wetsvoorstel overgenomen werden.

Door het vroeger artikel werden aan de gemeenteoverheid toevertrouwd de zorg voor en de opvoeding van het kind wiens ouders zijn ontzet van de vaderlijke macht. Deze bepaling werd reeds in 1892 hevig bestreden en verworpen, met eenparigheid van stemmen, door de leden der Middenafdeeling.

Het verslag maakte zich de tolk van die eenparigheid :

« Wij moeten erkennen dat die bepaling onze gansche huidige wetgeving
» overhoop werpt en dat zij, door eene herhaalde toepassing, het bestaan
» der familie kan in gevaar brengen alsook een erg gevaar opleveren voor
» de samenleving zelve.

» De opvoeding der kinderen behoort niet tot de bevoegdheden der
» gemeenteoverheid, zooals zij door onze Staatswetten zijn bepaald.
» Door het Burgerlijk Wetboek van 1804 werd die zending toevertrouwd
» aan de familie, eerst aan den vader en aan de moeder, vervolgens aan de
» bloedverwanten in de opgaande lijn en, bij dezer ontstentenis, aan hem
» die, bloedverwant, vriend of zelfs vreemd aan het kind, door den *fami-*
» *lieraad* zal aangewezen worden. Deze raad is samengesteld uit bloedver-
» wanten en, desnoods, uit vrienden.

» Het decreet van 16-24 Augustus 1790 zelf, dat de bevoegdheden van
» de municipale korpsen bepaalde, had er zoo weinig aan gedacht, hun
» eenige hoegenaamde macht op de familie toe te staan, dat het eene hui-
» selijke rechtbank instelde om de betwistingen tusschen bloedverwanten
» te slechten en, namelijk, om het recht van bestraffing te regelen tegen-
» over kinderen wier gedrag aan hunne ouders zeer erge redenen tot mis-
» noegdheid gaf. Het recht van bestraffing, waartegen thans bezwaren
» worden aangevoerd, is door het Burgerlijk Wetboek geregeld.

» 't Is de persoon van vertrouwen, aangewezen zooals wij het daareven
» zegden, die door de wet is gelast te zorgen voor het kind en te voorzien
» in zijne opvoeding, ingeval zijn vader en moeder zijn overleden. De
» voogdij wordt op dezelfde wijze opengesteld wanneer de ouders, ten
» gevolge van afwezigheid of gerechtelijke interdictie, in de onmogelijkheid
» verkeerden, de plichten tot zorg voor of tot opvoeding van hunne kinderen
» te vervullen.

» Op dit stelsel, dat zeer gunstig is voor de belangen van het kind en
» de rechten en de plichten van den vader en de moeder eerbiedigt, zonder
» overigens de belangen der samenleving te schaden, schijnt het ontwerp
» ons een erge inbreuk te maken.

» In de Toelichting zochten wij te vergeefs de rechtvaardiging van de
» voorgestelde nieuwigheid. Zij roept het *belang der geheele samenleving*
» in. Maar waarin zou dat belang zijn geschaad, zoo de wetgever op het
» kind, waarvan de vader en de moeder of de bloedverwant in de opgaande
» lijn zijn ontzet van de vaderlijke macht, het stelsel toepaste, dat het
» Burgerlijk Wetboek toepast op het kind wiens ouders gestorven of afwezig
» zijn ofwel onder curatele staan?

» Tot nog toe werden geen ernstige bezwaren aangevoerd tegen dat
» stelsel in zijn geheel; en zoo enkele bijzonderheden te wenschen kunnen
» overlaten, toch kan het enkel aan menschen vol oproerige gedachten zijn
» ingevallen, de vaderlijke macht aan de familie te ontnemen om ze aan
» den Staat toe te vertrouwen.

» Behoeven wij te zeggen dat dit klaarblijkelijk niet het doel van het
» wetsontwerp is? De achtbare heer Le Jeune verklaarde, ter vergadering
» van den Bond der Beschermingscomiteen, dat het privaat initiatief en
» eenieders liefdadigheid kan optreden.

» Overigens stelt het artikel voor : *Ingeval de uitoefening van de*
» *rechten der vaderlijke macht niet meer toevertrouwd is noch aan den*
» *vader noch aan de moeder, ten gevolge van ontzegging, dan kan de voogdij*
» *worden opgedragen overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk*
» *Wetboek.*

» Dat is echter slechts eene uitzondering die, zeer gelukkiglijk, de regel
» zou worden in den tegenwoordigen staat onzer gedachten en zeden. De
» Toelichting billijkt ze in uitnemende bewoordingen : *Het kan, zegt zij,*
» *dat, de vaderlijke macht aan de ouders ontnomen zijnde, een om 't even*
» *welke persoon, bloedverwant van het kind of zelfs vreemd aan de familie,*
» *wenscht zich te belasten met zijne opvoeding. Biedt die persoon al de*
» *vereischte waarborgen aan, dan bestaat er geene reden om hem deze vrij-*
» *willige voogdij te weigeren, onder de voorwaarden bepaald bij de laatste*
» *drie paragrafen van artikel 10.*

» De Middenafdeeling stelt voor, die uitzondering tot algemeenen regel
» te maken en de zorg alsook de opvoeding slechts toe te vertrouwen aan
» de gemeenteoverheid, wanneer het kind geene ouders heeft of, beter,
» wanneer zich niemand met zijne opvoeding belast.

» Men zou aldus het heilzaam beginsel van den eerbied voor de familie
» overheid door de wet bekrachtigen, het verwijt vermijden, als zou het
» ontwerp een gevaarlijk beginsel huldigen, en de lasten der gemeenten
» niet bezwaren, tevens het goed begrepen belang van het kind vrijwarend.

» Wat betreft de tusschenkomst der gemeenteoverheid, mag men zich
» niet ontveinzen dat voortaan de rechtbanken zich zullen moeten bezig-
» houden met een aanzienlijker aantal jonge ongelukkigen die, om verschil-
» lende redenen, behooren tot de klasse van de zedelijk verwaarloosde
» kinderen. Zoo de wet het optreden van bijzonderen bevordert, is het
» toch klaarblijkelijk dat dit zal wezen ter ontlasting van den Staat en de
» gemeenten waarvan een groot getal een bezwaarden toestand hebben.

» Men werpe daartegen niet op dat, zoo het kind van den rijke, met ons
» stelsel, eene behoorlijke opvoeding kan ontvangen, dit niet hetzelfde zijn
» zal met het behoeftige kind. Zij, die den geest der behoeftige gezinnen
» kennen, omdat zij met deze in aanraking kwamen, weten voor welke
» opofferingen zij bekwaam zijn, wanneer het er op aankomt de door
» hunne ouders verlaten kinderen te plaatsen.

» Wat er ook van zij, ons gevoelen is dat de openbare overheid zoo
» weinig mogelijk moet optreden en dat men het privaat initiatief moet
» laten handelen. In deze jongste jaren deed de bijzondere liefdadigheid
» wonderen ten voordeele van de verwaarloosde kinderen, in Frankrijk,
» Engeland, Italië, Amerika en in andere landen. Waarom zou het anders
» zijn in België, waar elke ellende hulp, troost en toewijding vindt? »

Artikel 3 van het ontwerp, waarover verslag werd uitgebracht in 1908, verwezenlijkt volkomen de gedachten van het verslag van 1892. Die denkbelden hadden, ten slotte, de bijtreding verworven van al de leden der verschillende Middenafdeelingen die het erover eens waren met de Regeering. Niettemin stelt de Regeering nogmaals verscheidene wijzigingen voor in artikel 3 :

1° AFSCHAFFING VAN HET OPTREDEN VAN DEN FAMILIERAAD. — Dienvolgens zou alleen de rechtbank van eersten aanleg belast zijn met de aanwijzing van de personen die de plaats moeten innemen van het ouderlijk gezag. Zelfs de familieraad zou niet geraadpleegd worden, alhoewel de moeder, de grootouders of andere familieleden bestaan en heel goed den vader kunnen vervangen, die geheel of gedeeltelijk ontzet is van de vaderlijke macht.

De Middenafdeeling kan tot dat stelsel niet toetreden. Hiertegen wordt aangevoerd dat de ontzetting niet voor gevolg heeft, de voogdij te openen. Men vergeet echter dat, ingeval van ontzetting, het kind in denzelfden toestand verkeert als de kinderen wier ouders zijn overleden, afwezig of onder curatele staan. Men werpt ook op, dat de familieraad meesttijds uit arme bloedverwanten zou samengesteld zijn. Daarop antwoorden wij dat de openbare of private weldadigheid zal optreden; wij voegen erbij dat dit ook het geval is met de gewone voogdij. Er zijn ook daar arme familieraden en voogden.

Wij nemen dus het gemeene recht aan, waarvan slechts om erge redenen dient te worden afgeweken. Bestaat hier eene van die redenen? Het zou inderdaad wezenlijk gevaar kunnen opleveren, de voogdij van rechtswege op te dragen aan de moeder, wier echtgenoot ontzet is van de vaderlijke macht, namelijk uit hoofde van den invloed dien deze op haar zou kunnen uitoefenen.

Buiten dat geval, door het stelsel der Middenafdeeling geregeld, achten wij dat het gemeene recht dient te worden toegepast. Het gemeene recht vloeit voort uit het leerstelsel van het Burgerlijk Wetboek ingeval van afsterven, afwezigheid of interdictie van den vader of van de moeder. Het werd aangenomen door de rechtsleer voor de toepassing der artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek van 1867, waarbij redenen tot ontzetting van de vaderlijke macht worden voorzien. Meer onlangs nog, bij de behandeling der wet van 28 April 1888 op de kinderbescherming bij de zoogenaamde rondzwervende ambachten, werd het uitgeroepen door den Minister van Justitie, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, en door den verslaggever der Commissie in den Senaat: ingeval van ontzetting van de vaderlijke macht dient men de bepalingen op de voogdij toe te passen, alsof de plichtige vader of moeder ware overleden ⁽¹⁾.

(1) In dien zin, onder andere, GALOPIN, *De l'État et de la capacité des personnes*, n° 744; uitgave 1911.

Wij hebben, overigens, niet de algeheele afschaffing voorgesteld van de bemoeiing van het gerecht, vermits wij zegden in ons verslag van 1908 :
 » De verplichte of niet verplichte ontzetting uitsprekende, beveelt de
 » rechtbank dat de familieraad zal worden bijeengeroepen, overeenkomstig
 » de artikelen 403 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, alsof de vader
 » dood, afwezig, onder curateele gesteld of van de voogdij ontzet was.
 » Natuurlijk is het de moeder die voortaan de vaderlijke macht zal uitoefenen; en slechts om gewichtige redenen zal de familieraad een anderen
 » persoon aanwijzen. *De rechtbank zal den persoon benoemen, aangewezen*
 » door den raad; doch later kan zij, zoo het noodig is, hare keuze wijzigen,
 » op eisch van het openbaar ministerie. Slechts in het geval dat de rechtbank geen persoon, door den Raad aangewezen, vindt, die geschikt is
 » om den vader of de moeder te vervangen en die daarin toestemt,
 » zal het kind ter beschikking van de gemeenteoverheid worden
 » gesteld ⁽¹⁾.

2^o GENOT VAN DE GOEDEREN VAN HET KIND. — De Regeering stelt voor, dat, indien de aangewezen persoon niet is de moeder, deze persoon het genot niet kan hebben van *de bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde* goederen des kinds. In dat geval moet het inkomen *dezer goederen* hoofdzakelijk worden besteed aan het onderhoud en aan de opvoeding van het kind.

Behoeven wij aan te merken dat het vroeger artikel volkomen dezelfde beteekenis had? Evenmin als de door de Regeering voorgestelde tekst liet de vroegere tekst toe, dat men aan de moeder, die den ontzetzten vader vervangt, het genot van de goederen voorzien bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek zou toekennen. De tekst van de Regeering is misschien duidelijker en wij nemen hem zonder bezwaar aan.

3^o TOESTEMMING VOOR VERSCHILLENDE HANDELINGEN. — Artikel 3, door de Regeering in 1907 voorgesteld, sprak enkel van de keus van nationaliteit en van het huwelijk; doch er kunnen andere gevallen voorkomen: dienstwillige voogdij, dienstneming bij het leger, enz. De formule, voorgesteld door het amendement van de Regeering, voorziet « al de handelingen van den minderjarige, waarvoor door de wet de toestemming van vader of moeder in het bijzonder is vereischt ». De Middenafdeeling neemt dezen tekst aan.

4^o VERANDERING IN DE PLAATSING VAN HET KIND. — Volgens een amendement van de Regeering, mag ook de persoon, aan wien het kind is toevertrouwd, vragen om ontslagen te worden van de zorg voor het kind. 't Is een recht dat het billijk is toe te kennen in 't belang van het kind.

(1) Verslag van 1908. Wij zullen verder zien dat de gemeenteoverheid verdwijnt en dat de Middenafdeeling het nieuwe stelsel aanneemt.

3° AFSCHAFFING VAN HET STELLEN TER BESCHIKKING VAN DE GEMEENTEOVERHEID. — Wij zegden hierboven dat het stellen ter beschikking van de gemeenteverheid slechts te wettigen zou zijn in uitzonderlijke gevallen of *beter nog, wanneer niemand zich belast of zich kan belasten met zijne opvoeding*. 't Was eene lichte toegeving aan de denkbeelden, die het eerste wetsvoorstel hadden ingegeven. Doch de door ons reeds uiteengezette beschouwingen zeggen genoeg met hoeveel genoegen wij ons vereenigen met het amendement van de Regeering, die met een pennetrek de bemoeiing van de gemeenteverheid wegcijfert op een gebied dat haar niet toekomt. 't Is, zooals wij reeds zegden, de familie die, onder het waakzaam en onpartijdig oog der rechtbanken, de eenige bewakingsoverheid is, welke het recht heeft op te treden in de plaats van het natuurlijk gezag van den vader en van de moeder, wanneer deze er misbruik van maken.

Het amendement machtigt de rechtbank, de zorg voor het kind en dezes opvoeding toe te vertrouwen aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid, wel te verstaan *na het advies van de bloedverwanten van het kind te hebben ingewonnen*.

Door openbare instelling verstaat men elke instelling van bestuurlijken aard, die rechtspersoonlijkheid bezit. Worden als private instellingen beschouwd de weldadigheidsmaatschappijen zonder rechtspersoonlijkheid, bij voorbeeld het Beschermingscomitee of de Maatschappij tot bescherming van verwaarloosde kinderen.

ART. 6.

Dit artikel betreft de voorloopige maatregelen te nemen zoohaast de rechtsvordering tot ontzetting is ingesteld. Zij betreffen enkel *de zorg voor het kind en dezes opvoeding*. De Middenafdeeling liet de beoordeeling ervan over aan de rechtbank en, is de zaak spoedvereischend, aan den rechter in kortgeding, geenszins aan den rechter van instructie, zooals in het eerste ontwerp.

De Regeering stelt twee wijzigingen in dit artikel voor : in de eerste plaats wil zij dat er voorloopige maatregelen worden genomen, niet alleen zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, maar *zelfs bij vervolging wegens een misdrijf, aanleiding kunnende geven tot toepassing van de artikelen 4 en 5*; vervolgens, om eenheid in de wet te behouden, vervangt zij den rechter in kortgeding door den kinderrechter.

De eerste maatregel ware zwaarwichtig, indien men moest vreezen dat de rechtbanken misbruik maken van het haar toegekende recht. Zij zullen, in elk geval, daarvan moeten gebruik maken met uiterste bescheidenheid en met de bekommering om geen nadeel te berokkenen aan de verdediging van den vader of van de moeder, die, alhoewel vervolgd, toch nog onschuldig ondersteld zijn. Binnen deze palen vereenigen wij ons met het amendement.

Het is ons echter onmogelijk, hier de bemoeiing van den kinderrechter

aan te nemen. Wij herhalen nogmaals dat het kind, wiens vader of moeder ontzet is van de vaderlijke macht, geen misdadiger is. Men mag het dus niet rangschikken bij hen die al was het ook maar een lichten misstap begingen. Wel is waar zal de nieuwe instelling van den *kinderrechter*, in de bepalingen onder hoofdstuk II voorgesteld, niet betengeld van aard zijn. Doch, hoe men den rechter ook heete, toch zal het ter gelegenheid zijn van een misslag, gepleegd door het kind, dat de kinderrechter zal moeten optreden, en de openbare meening, dikwijls weinig bekend met de rechtszaken, zou geen onderscheid maken tusschen twee soorten van kinderen waarmede de rechter zich bezighoudt om volstrekt verschillende redenen.

De rechtbank, evenals de rechter in kortgeding, levert dat bezwaar niet op. Wordt de ontzetting met dezer gevolgen uitgesproken door de burgerlijke rechtbank, dan schijnt het redematig dat het uitsluitend een burgerlijke magistraat zij, die de voorloopige maatregelen, ten voordeele van het kind te nemen, voorschrijft. De Middenafdeeling handhaaft daarom den *rechter in kortgeding*, erbij voegende dat er meer eenheid zal bestaan met haar stelsel dan met dit van de Regeering.

ART. 7.

Dit artikel huldigt het beginsel dat de ontzetting kan worden ingetrokken, terwijl het overeenstemmend artikel van het oorspronkelijk ontwerp het tegenovergestelde beginsel uitsprak, behoudens in het geval waar de vader zijn kind of afstammeling aan eene misdaad deed deelnemen. In dat geval konden de ouders, tegen wie de ontzetting is uitgesproken, na een tijdsverloop van drie jaar, vragen dat hun de uitoefening der vaderlijke macht zou teruggeschonken worden.

Het oorspronkelijk ontwerp nam dus eene enkele uitzondering aan op het beginsel van de onherroepelijkheid der ontzetting. De Middenafdeeling breidde de uitzondering uit en maakte ze tot een regel.

« De meesten van hen die zich bezighouden met de kwestie van de » kinderbescherming, zegde het verslag, waren tegen die radicale bepaling » van het wetsontwerp. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk » Wetboek stelt voor : « De vader en de moeder kunnen van de rechtbank » » de uitoefening van de macht terugkrijgen, die zij overeenkomstig » » artikel 8 mochten verloren hebben » ; dit wil zeggen, in de gevallen » van facultatief gestelde ontzetting, door de Commissie voorgesteld.

» De Fransche wet gaat veel verder : zij neemt aan dat de vaderlijke » macht teruggeschonken wordt, zelfs wanneer de ontzetting met volle » recht werd uitgesproken, mits de veroordeelde in eere werd hersteld. » Het Congres te Antwerpen uitte den wensch dat « de ontzetting nooit op » » eene volstrekt definitieve of onherroepelijke wijze zou worden uitge- » » sproken, maar dat, in alle gevallen, hij, tegen wien ze is uitgesproken, » » er rechterlijk zou kunnen van ontheven worden en de uitoefening zou » » kunnen hernemen van de rechten die hem noodig zijn om ten opzichte

» » zijner kinderen den plicht van opvoeding te vervullen, hem opgelegd
» » door de natuur en door de wet ».

» Met algemeene stemmen sloot de Middenafdeeling zich bij die ziens-
» wijze aan. Hierboven bewezen wij hoe weinig billijk, hoe onrechtvaardig
» zelfs het ware, de vaderlijke macht te onttrekken aan personen die
» kunnen toegegeven hebben aan een geweldige en voorbijgaande drift,
» bijvoorbeeld ingeval van aanslag op de zeden begaan door jongelingen
» op vreemde en meerderjarige personen. De strengheid van den maatregel
» springt meer in het oog, wanneer men overweegt dat, volgens het wets-
» ontwerp, die ontzetting, evenals al de andere, zou onherroepelijk zijn,
» behoudens het geval van artikel 14.

» Men kan daartegen opwerpen dat het ontnemen van de macht van
» vader en moeder geen eigenlijk gezegde straf is : geene hoofdstraf, geene
» bijkomende straf. Dat is waar; maar zij is eene ontzetting, een burger-
» rechtelijke straf van een hoogst ergen aard. Alhoewel uitgesproken
» in het uitsluitend belang van het kind, kan zij, zooniet ten doel, dan ten
» minste voor gevolg hebben, de verbetering van den schuldige. Wordt
» deze uitslag bereikt, dan heeft de verplaatsing der vaderlijke macht geen
» reden van bestaan meer. Men kan het niet genoeg herhalen : de vader-
» lijke macht is een recht en tevens een plicht, opgelegd door de natuur.
» « Niet alleen heeft zij altijd bestaan, maar, na de overheid van God, is
» » zij de eerste. Elk ander gezag ter wereld moest, in beginsel, enkel
» » een beeld zijn van dat van den huisvader ten opzichte van zijne
» » kinderen; en elke magistratuur onder de menschen was te meer
» » volmaakt naarmate zij minder afweek van dit oorspronkelijke
» » type » ⁽¹⁾.

» Zooals wij het zegden in onze critiek der nieuwigheid voorgesteld
» door artikel 10, is het de voogdij, door de familie opgedragen aan
» eenen bloedverwant of vriend of zelfs aan een vreemden persoon de
» vereischte hoedanigheden vereenigend, die, bij ontstentenis der ouders,
» best de huiselijke magistratuur zal uitoefenen. Doch deze zending
» zelve, hoe vruchtbaar zij ook moge wezen, moet ophouden wanneer
» het hoofd van de familie, wien men zijne vaderkroon ontnam, waardig
» werd om zijne koningsmacht over het gezin opnieuw uit te oefenen.

» De Middenafdeeling stelt dus voor, de vaderlijke macht terug te
» geven iedermaal de onwaardigheid ophield. Doch, om de verbetering
» van den ouder vast te stellen, is er een min of meer lang tijdsverloop
» noodig, in verhouding tot de zwaarwichtigheid van het geval. Wij
» stellen tien jaar voor in de gevallen van verplichte ontzetting, vijf
» jaar in de gevallen van facultatief gestelde ontzetting ⁽²⁾. »

Wij stellen ook de *geheele of gedeeltelijke* herstelling voor.

⁽¹⁾ BLANCHET, *De la puissance paternelle*. (REVUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, t. V.)

⁽²⁾ Verslag van den heer Colaert, van 1892.

ART. 8.

Dit artikel neemt in het ontwerp eene reden tot ontzetting op, welke in de vroegere wetsontwerpen en voorstellen niet voorkwam: « De vader en de » moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, » gedurende den tijd dat zij verkeeren in staat van verklaarde afwezigheid » of van gerechtelijke interdictie. »

De nieuwe bepaling werd door verscheidene leden der Middenafdeeling nutteloos geacht. Trouwens voorzien reeds de artikelen 141, 142 en 143 van het Burgerlijk Wetboek de afwezigheid en regelen « het toezicht op » de minderjarige kinderen van den vader die verdwenen is ». Wat de gerechtelijke interdictie betreft, schijnen de artikelen 507 en 511 de belangen der kinderen van den persoon, in staat van gerechtelijke interdictie, voldoende geregeld te hebben.

Wij zijn het met de Regeering eens om het behoud van het artikel voor te stellen; doch de Middenafdeeling was van gevoelen dat men de gerechtelijke interdictie niet kan gelijkstellen met die voorzien bij de artikelen 31, 32 en 33, waarvan de toevoeging werd voorgesteld door de Regeering. De wettelijke interdictie is inderdaad bij artikel 3 voorzien onder de redenen tot niet verplichte ontzetting, en dienvolgens zou men moeilijk kunnen aannemen dat de rechtbanken twee ontzettingen zouden uitspreken: eene facultatief gestelde ontzetting, krachtens artikel 3, en eene *verplichte, ofschoon tijdelijke* ontzetting, krachtens artikel 8. De Middenafdeeling acht dat het onnoodig is, de wettelijke interdictie toe te voegen.

Door §§ 2 en 3 worden de regelen der proceduur bepaald. Het zijn dezelfde als die bepaald bij artikel 5.

ART 9.

Wij zegden reeds dat het ontwerp al de wenschelijke waarborgen bepaalt voor de rechtsvordering tot ontzetting. Hier geldt het de niet verplichte ontzetting. De rechtbank spreekt ze eerst uit, nadat zij het geschreven advies van den vrederechter der woonplaats of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder heeft ingewonnen.

Krachtens § 2 is de rechtbank ook verplicht, de moeder te hooren of op te roepen. Dat is nog een waarborg.

De bepalingen van artikel 9 zijn niet van toepassing op de maatregelen voorzien bij artikel 6 van het ontwerp. In het geval, bij dit

artikel bedoeld, is er spoed; overigens het geldt enkel een toestand die hoegenaamd niet definitief is.

De Regeering stelt voor, den vrederechter te vervangen door den kinderrechter. Alhoewel het optreden van den kinderrechter in het geval, voorzien bij artikel 9, de bezwaren niet oplevert waarop wij hebben gewezen bij artikel 6, acht de Middenafdeeling dat het beter is den vrederechter te raadplegen dan den kinderrechter, om de redenen opgegeven bij artikel 6.

ART. 10.

Dit artikel regelt twee zaken betreffende de proceduur. De eerste betreft de machtiging van den man. De gehuwde vrouw moet, in de gevallen voorzien bij de voorgaande artikelen, niet worden gemachtigd om in rechten op te treden. Er is sprake van de vrouw die optreedt als verweerster in de rechtsvordering ingesteld door het openbaar ministerie. Als eischeres kan zij slechts in twee gevallen optreden: het geval voorzien bij artikel 7, betreffende het terugkrijgen van de rechten der vaderlijke macht, vermits, volgens het stelsel van het ontwerp, de rechtsvordering is voorbehouden aan het openbaar ministerie, en het geval van beroep voorzien bij het tweede lid van artikel 10.

De termijn voor het aantekenen van beroep is bepaald op vijftien dagen. Het beroep brengt schorsing mee, behalve in het geval voorzien bij artikel 6.

Er werd gevraagd te rekenen van welken dag de termijn voor het aantekenen van beroep een aanvang neemt. Het ontwerp Le Jeune machtigde het beroep stilzwijgenderwijs, doch regelde den termijn daartoe niet. Het ontwerp van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek bepaalt den termijn op vijftien dagen en billijkt die afwijking van het gemeene recht door deze reden: « De geschillen betreffende het gezag van den vader en de moeder moeten spoedig opgelost worden. » Men zal dit doel bereiken door den termijn te bepalen op vijftien dagen, van den dag af waarop het vonnis in het bijzijn van partijen of bij verstek werd uitgesproken. Wordt het vonnis uitgesproken in het bijzijn van partijen, dan zal de ontzette vader of moeder voldoende kennis hebben van de ontzetting; werd het uitgesproken bij verstek, dan zal de niet-verschijnende alleen zich zelven moeten verwijten, een nieuwen misslag — de afwezigheid of de nalatigheid — te hebben begaan buiten die welke aanleiding gaf tot zijne ontzetting van de vaderlijke macht. Men zou zelfs kunnen staande houden dat, wanneer de ontzetting verplicht is, het beroep niet ontvankelijk is. Zoover gaan we niet; doch, wij herhalen het, voor het geding zijn er zoo veel waarborgen bepaald dat terecht kan worden gezegd dat de beslissing der rechtbank met volle kennis van zaken werd genomen en het beroep zelden zal gegrond zijn.

Art. 11.

Betreffende de kosten werd door het in 1907 uitgebracht verslag geschreven :

« Door dit artikel wordt het vraagstuk van de kosten van onderhoud en » opvoeding van het behoeftig kind opgelost. Sommige leden van de Mid- » denafdeeling wenschten dat die kosten ten laste van den Staat zouden » komen, en de Regeering was eerst van meening dat zij dienden te worden » gedragen door de gemeente.

» De vorige Middenafdeelingen achtten het rechtvaardig en billijk, de » kosten te doen dragen door den Staat en de gemeente, ieder voor de helft, » en keurden artikel 11 goed. Is het kind, dat zedelijk verwaarloosd is en » zich aan een misdrijf nog niet schuldig maakte, niet ter beschikking » van de Regeering gesteld, is integendeel het recht om daarvoor te » zorgen en het op te voeden toegekend aan de gemeente, dan komt » het logisch voor, dat deze de kosten, althans een deel daarvan, draagt » wegens het plaatsen van het kind in eene openbare of private lief- » dadige inrichting, onderwijsinrichting of leerschool, ofwel bij een » bijzonderen persoon. Die kosten kunnen echter, in de toekomst, een » nieuwe en zware last zijn voor de gemeentebesturen; daarom achte » de Staat het noodig, daarvan de helft te dragen. Het verdeelen van » de kosten is het gevolg van eene overeenkomst tusschen aanhangers » van de tegenovergestelde regelingen ⁽¹⁾.»

Dezelfde redenen kunnen niet meer ingeroepen worden voor de ver-
deeling van de kosten tusschen den Staat en de gemeente. Niettemin schijnt
het beginsel ervan billijk.

Wie zal die kosten bepalen? De Regeering stelt voor, dat het de recht-
bank zijn zou ofwel de magistraat die, bij toepassing van artikel 5 of van
artikel 6, een kind toevertrouwt aan een ander persoon dan aan de moeder,
met name aan eene openbare of private liefdadige maatschappij of instelling.
De som zal toegekend worden als toelage en in verhouding zijn tot het
vermogen der ouders van het kind. Zijn de ouders welstellend, dan spreekt
het van zelf dat zij de kosten zullen moeten dragen of, beter gezegd, de
som zullen betalen, welke als toelage werd vastgesteld. De rechtbank zal
uitspraak doen volgens de feitelijke omstandigheden en, wel te verstaan,
na het advies van den familierraad en van het openbaar ministerie te hebben
ingewonnen. De kosten moeten door het kind enkel gedragen worden,
indien het geldmiddelen bezit en zijne ouders er geene bezitten.

Het zij gezegd dat het woord « toelage » de gedachte van weldadig-
heidswerk in zich besluit. Zoo spreekt, onder andere, de Nederlandsche
wet van 1901, gewijzigd door de wet van 1909. De toelage wordt daarin
bepaald op 50 centiemen per dag.

(1) Vroegere verslagen van den heer COLAERT.

HOOFDSTUK II.

**Van de maatregelen ten aanzien van de in rechten
vervolgde minderjarigen.**

Het opschrift van dit hoofdstuk is misschien bedrieglijk, alhoewel daarin de maatregelen ten aanzien van kinderen niet meer *gerechtelijk* worden geheeten, zooals in de vroegere wetsontwerpen en voorstellen. Dit opschrift spreekt van *in rechten vervolgte minderjarigen*, alhoewel feitelijk het gerecht vervangen wordt door een magistraat die geen eigenlijke straf heet genaamd kan opleggen ⁽¹⁾, zelfs niet wegens eene daad die door de Strafwet misdaad wordt geheeten en bij een volwassene de doodstraf kan verdienen. Ware het niet beter te zeggen : van de maatregelen ten aanzien van *jonge misdadigers*? Dit opschrift schijnt ons gewettigd door de beschouwingen welke wij verder zullen uiteenzetten.

In den grond schijnen de door de Regeering voorgestelde maatregelen, op het eerste gezicht, de beginselen omverre te werpen, tot nu toe aangenomen in zake van misdaden, door kinderen gepleegd. Zij zonden die beginselen slechts wijzigen indien men geen andere nieuwigheden en geen andere wijzigingen invoerde dan die, welke de Middenafdeeling aanneemt en voorstelt.

Alvorens die nieuwigheden en wijzigingen te onderzoeken, is het niet overbodig een oogslag te werpen op onze huidige strafwet, in hare breede lijnen toegepast op de jonge misdadigers.

Artikel 72, § 1, van het Strafwetboek en artikel 25 der wet van 15 Februari 1897 bepalen de meerderheid ten aanzien van de strafwet op den leeftijd van 16 jaar op het oogenblik van het wanbedrijf. Artikel 72 betreft de misdaden en wanbedrijven; artikel 25 betreft de overtredingen ⁽²⁾.

In de gevallen voorzien bij artikel 72 van het Strafwetboek, moet de rechter twee vragen oplossen : 1^o Is het feit bewezen? 2^o Zoo ja, heeft de minderjarige gehandeld met oordeel des onderscheids? Zoo ja, dan wordt hij gestraft, doch hij geniet het voordeel van artikel 73, dat de straffen in een groote mate vermindert. Zoo neen, dan wordt hij vrijgesproken en aan zijne ouders teruggezonden; echter, de rechtbank kan hem ter beschikking van de Regeering stellen gedurende een tijdsverloop dat zich niet verder uitrekken kan dan totdat hij den leeftijd van een en twintig jaar heeft bereikt.

Geldt het eene overtreding, dan bepaalt artikel 25 der wet van 15 Februari 1897 dat de minderjarige in rechten zal vervolgd worden en,

⁽¹⁾ De berisping is dus geen eigenlijke straf meer.

⁽²⁾ In het Romeinsche recht is het kind niet strafbaar vóór 7 jaar. Het oude Fransche recht bepaalt dien leeftijd op 10 jaar; boven 10 jaar tot aan de meerderheid is de straf minder dan die voor volwassenen. De « Constituante » huldigde een stelsel dat bekrachtigd werd door de strafwet van 1810 en door die van 1867.

indien hij met oordeel des onderscheids handelde, dat de rechter hem zal berispen, ofwel, naar gelang van den aard en de zwaarwichtigheid van het feit of van de omstandigheden der zaak, hem ter beschikking van de Regeering stellen zal tot zijne meerderjarigheid. In beide gevallen zal het kind veroordeeld worden tot de kosten en, bij voorkomend geval, tot terug-gave en schadevergoedingen.

Eindelijk, de wet aanziet den leeftijd van 16 tot 18 jaar als een overgangstijdsperk, in dezen zin dat zij de hoven en rechtbanken toelaat, wanneer deze iemand, die niet den leeftijd van 18 jaar heeft bereikt, veroordeelen tot gevangenisstraf, te bevelen dat hij tot de beschikking van de Regeering zal blijven, nadat hij zijne straf zal uitgedaan hebben, tot zijne meerderjarigheid. (Artikel 26 der wet van 27 November 1894.)

*
* *

De Regeering stelt voor, gansch die wetgeving te wijzigen door eene reeks amendementen op de teksten, die de Middenafdeeling in 1908 goedkeurde. Deze amendementen betreffen hoofdzakelijk : 1^o Den kinderrechter; 2^o de meerderjarigheid voor de strafwet; 3^o het oordeel des onderscheids; 4^o het beroep; 5^o de bewaakte vrijheid.

§ 1. — Van de kinderrechtbank.

ART. 12 en 13.

De artikelen 12 en 13 richten de kinderrechtbank in : een rechter uit de rechtbank van eersten aanleg, met behulp van het openbaar ministerie, is gelast recht uit te spreken over de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaar. Men leze den tekst van gezegde artikelen : kortbondig, doch op klare en duidelijke wijze regelen zij de gansche nieuwe instelling.

In 1899 te Chicago tot stand gekomen, verspreidde de instelling van den kinderrechter zich over een groot gedeelte der Vereenigde Staten van Amerika, en thans is zij er aangenomen in zes en twintig Staten. Zij brengt mede den bijzonderen rechter, de bijzondere verhoorzaal, de bijzondere rechtspleging, de doelmatige regeling van de bewaakte vrijheid, die een onvermijdelijk gevolg is van elke kinderrechtbank ⁽¹⁾.

De statistieken stellen eene merkelijke vermindering vast van het getal misdaden, door kinderen gepleegd.

Engeland volgde dra het heilzaam voorbeeld der Vereenigde Staten na. Reeds in 1905 werd te Manchester eene rechtbank voor kinderen opgericht.

⁽¹⁾ MEVR. CARTON DE WIAAT, *Les tribunaux pour enfants*. Verslag voorgedragen op het Internationaal Congres der Beschermingscomiteiten, bl. 3, Antwerpen, 1911.

In 1908 heeft de « *Children Act* », algemeen wetboek op de kinderbescherming, de inrichting der kinderrechtbanken geregeld.

Duitschland loste het vraagstuk op langs bestuursweg. In sommige rechtbanken van het Keizerrijk ingevoerd, zal het stelsel weldra opgenomen worden in het Strafvorderingswetboek. Het Duitsche wetsontwerp behelst verscheidene bepalingen om te vermijden dat de minderjarigen voor het gerecht verschijnen en om de straffen te vervangen door opvoedingsmaatregelen.

Om een soortgelijken uitslag te bekomen, wijzigde het kanton Geneve zijne grondwet en het voorontwerp van het Zwitsersche Strafwetboek van 1908 stelt het kind beneden 18 jaar buiten het bereik van de strafwet.

In Oostenrijk bewijst de toelichting van een wetsontwerp dat ook in dat land uitgezien wordt naar een nieuw stelsel tot beteugeling van de misdaden, door kinderen gepleegd.

In Italië worden, in een ontwerp aan de Koninklijke Commissie onderworpen, de grondslagen van de stelsels der andere landen overgenomen.

Eindelijk, bij de Fransche Kamer zijn verscheidene ontwerpen aanhangig, die te danken zijn aan het privaat initiatief ⁽¹⁾ en waaruit ongetwijfeld zullen te voorschijn komen, in dezen of genen vorm, de rechtbank voor kinderen en het in vrijheid stellen onder bewaking.

Die voorbeelden volstaan ongetwijfeld om onze achtbare medeleden er van te overtuigen dat, in meest al de landen, de openbare meening zich heeft vereenigd met de gedachte van den kinderrechtcr en met de overige hoofdbepalingen, door de Regeering voorgesteld.

Heeft België zich tot nu toe niet aangesloten, door middel van eene wet, bij dit algemeen streven van de andere landen, dan toch mag het erop roemen, het eerst eene bijzondere rechtsmacht voor kinderen te hebben zien tot stand komen buiten alle tusschenkomst der wetgeving. Bij omzendbrief van 30 November 1892, deed de heer Le Jeune, toen Minister van Justitie, een beroep op de balie en, reeds in de volgende maand December, stichtte de jonge balie van Brussel een Comiteit dat ten doel had, zich te belasten met de verdediging van de kinderen voor het gerecht.

Dat Comiteit moest uitgaan van dit verheven beginsel, dat het misdadig kind niet is een te straffen schuldige, maar wel een te genezen zieke. Met dat doel is een onderzoek noodig om de te volgen gedragslijn vast te stellen, met het oog op den huiskring, het verleden, de gezondheid van het kind en op al de omstandigheden van zijn leven ⁽²⁾. De advocaten gelasten zich ermede, het onderzoek te doen, en, in gemeen overleg met het parket, besluiten ertoe ofwel het kind bij zijne familie te laten, ofwel het ter beschikking van de Regeering te stellen.

(1) Verslag van den heer Dulon, zittijd 1911, stuk n^o 1081.

(2) G. DASAERT-DE BAILLIENCOURT. *De la mise en liberté surveillée et de la société tutélaire des enfants traduits en justice* (1912).

Bij de rechtbank te Brussel gelukte men er aldus in, bijzondere terechtzittingen te houden, waar enkel minderjarigen verschenen. Aan deze rechtbank ontbreekt, zegt de heer Dansaert-de Baillencourt, de bijzondere zaal, de besloten zitting, de verwijdering van de gerechtelijke praal en vooral de echte vertrouwelijkheid; er zijn te veel zwarte rokken rond hem die veeleer als vader dan als rechter wil optreden ⁽¹⁾.

Wat er ook van zij, dit stelsel, dat ook bij andere rechtbanken werd ingevoerd, is verre van onberispelijk te zijn. Door de wet zal het beter, zooniet volmaakt worden.

Grondwettelijkheid van den voorgestelden mautregel.

De Middenafdeeling heeft haren verslaggever gelast, te onderzoeken of artikel 94 der Grondwet, waarbij buitengewone rechtbanken verboden zijn, geen onoverkomelijk bezwaar is tot het oprichten van de kinderrechtbanken. Bij eenparigheid antwoordde zij ontkennend op deze vraag. De schrijvers, die onze Grondwet hebben toegelicht, zijn het eens om te zeggen dat, door gezegd artikel, de grondwetgevers de uitzonderlijke Commissiën en rechtbanken verbieden en afkeuren, tot stand gebracht ten dienste van de onmiddellijke politieke behoeften der dwingelanden en der omwentelaars. (THONISSEN, *Constitution belge annotée*, art. 94, bl. 275 en vlg. — BELTJENS, *Constitution belge révisée*, art. 94. — ORBAN, *Droit constitutionnel*, d. II, bl. 607 en vlg.)

In zijn onlangs verschenen *Traité de droit public belge*, drukt de heer Paul Errera, leeraar aan de Hoogeschool te Brussel, zich uit in bewoordingen die niet den minsten twijfel laten over de grondwettelijkheid van de kinderrechtbanken.

Men kan ook de meening der Kamers inroepen, onder andere in 1848 uitgedrukt, wanneer nog veel grondwetgevers daarin zitting hadden. Het gold toen het oprichten van de werkrechtshraden tot regeling van de loon- en arbeidsgeschillen tusschen werknemers en werkgevers.

Van den alleensprekenden rechter.

De vraag werd ook geopperd of de kinderrechtbank moet bestaan uit drie rechters ofwel uit een enkelen rechter. De bijzondere rechtsmacht voor kinderen is ontsproten uit eene gedachte van vaderlijke bezorgdheid. Zij schijnt dus uit haren aard de veelvuldigheid der rechters buiten te sluiten. Het kind zal gemakkelijker zijn hart openleggen en zich gemakkelijker onderwerpen aan één man dan aan drie; en, zooals Mevrouw Carton de Wiart het opperbest zegt, « het kind, tegenover drie rechters staande, zal

(1) IDEM, *loc. cit.*

» wantrouwig blijven en geen gehoor geven aan eene goede ingeving ».

Daartegen kan men inbrengen dat, in Frankrijk, de jongste wetsontwerpen de gedachte van den enkelen rechter van de hand hebben gewezen.

« Het ontwerp van den heer Deschanel heeft het beginsel van den enkelen » rechter niet aangenomen, zegt de heer Julhiet, omdat het Fransche » gerecht uit zijnen aard een collegegerecht is; de veelvuldigheid der » rechters is een geloofspunt van het strafrecht ⁽¹⁾. »

Wij vinden geen enkel ernstige reden om de voorkeur te geven aan verscheidene rechters boven den enkelen rechter. Wij sluiten ons dus zonder aarzelen aan bij het stelsel der Regeering.

*
* * *

Maar wie moet die enkele rechter zijn? De heer Campioni, wiens bevoegdheid in de onderhavige zaak algemeen erkend is, stelt den vrederechter voor. Het zou de vrederechter van een kanton zijn, bij voorkeur die in de arrondissementshoofdplaats, of een van hen, indien er verscheidene zijn. Die magistraat zou, met behulp van een substituut, belast zijn met de kinderrechtsmacht voor gansch het rechterlijk arrondissement. De Koninklijke Commissie der beschermingscomiteiten treedt tot die gedachte toe, welke door anderen, namelijk door den heer Levoz, wordt bestreden.

Voor dat stelsel roept men in de bestendigheid van den vrederechter, de ervaring op dat gebied opgedaan door den rechter van beroep, de diensten door dien magistraat bewezen. Wij moeten bekennen dat tot nu toe de vrederechters, dank zij het initiatief van den heer Le Jeune, zich meer bijzonder bezighielden, het gansche land door, met de verlaten en misdadige kinderen. Er zijn er die zich gestadig bekommeren om de ongelukkige kinderen. Hoeveel jongelingen hebben zij niet, sedert twintig jaar, onttrokken aan het verderf en aan de misdaad door hunne toewijding en hunne vaderlijke bezorgdheid! Zal men hen afdanken en van hunne diensten afzien?

Ongetwijfeld levert het stelsel eenige bezwaren op. Onze rechterlijke inrichting neemt den rechter van instructie en het burgerlijk lid der krijgrechtbanken onder de magistraten der rechtbanken van eersten aanleg; en de substituten zijn uitsluitend aan die rechtbanken gehecht. Kiest men den vrederechter als kinderrechter en voegt men hem een substituut toe, zal men dan onze gansche rechterlijke inrichting niet het ondersthoven keeren? Men voegt daarbij dat, ingeval van afwezigheid van den vrederechter, deze vervangen wordt door een jongen advocaat, die niet gewoon is recht te spreken, of zelfs door een bijzonderen persoon die geen bevoegdheid hogenaamd bezit, vooral op het gewichtig en kiesch gebied van de kindermisdaden. Verder is het getal vrederechters klein, zegt men, en derhalve

(1) MEVR. CARTON DE WIART, *op. cit.*, bl. 40.

(2) JULHIET, tijdschrift *Correspondant*, bl. 543, Parijs, 1911.

ook de keuze beperkt. Dikwijls zelfs is er slechts één vredegericht in het kanton. Hoe kan men, in dat geval, een uitzonderlijk ervaren rechter bekomen, zijn ambt toegewijd, met de noodige bevoegdheid om met kennis van zaken uitspraak te doen?

Meest al deze beweegredenen kunnen ons niet overtuigen. De eenheid onzer rechterlijke inrichting, met het oog op de aanwijzing van den rechter van instructie en van het burgerlijk lid der kriegsrechtbank, is verre van een afdoende reden te zijn; dat is veeleer loutere theorie. Het is er hier om te doen, eene bijzondere kinderrechtbank op te richten; derhalve beseft men niet goed waarom de kinderrechtbank niet zou kunnen zijn de vrede-rechter, bijgestaan door een substituut, ter uitsluiting van den burgemeester of van den politiecommissaris die enkel zetelen in zaken welke geen betrekking hoegenaamd hebben met die der nieuwe inrichting. Men mag ook de vraag opperen, of het altijd gemakkelijk zal zijn, een gepaste keus te doen onder de magistraten die de rechtbanken van eersten aanleg uitmaken, waar er slechts drie rechters zijn, reizende rechters, zooals men ze noemde, omdat zij veel meer van verblijfplaats veranderen dan de vrederechters.

Gezien het verschil van meening tusschen de voorstanders van beide stelsels en de heel ernstige beweegredenen, van beide zijden aangevoerd, vroeg men zich af, of er geen middel zou zijn, beide stelsels te doen gepaard gaan en aan den Koning het recht over te laten om, onder de rechters van eersten aanleg en de vrederechters, dengenen te kiezen, die het best geschikt schijnt om het ambt van kinderrechtbank te bekleeden. Op gansch dit gebied moet de wetgever zich minder laten geleiden door theoretische redenen dan door het belang van het kind.

De Middenafdeeling stelt dat tweeslachtig stelsel niet voor; zij bepaalt zich erbij, daarop de aandacht te vestigen van de Regeering en van de Kamer die er misschien het middel zullen vinden om alle belangen overeen te brengen en elke toewijding in acht te nemen. Ten slotte verklaarde de meerderheid zich voor den rechter der rechtbank van eersten aanleg.

Artikel 13 regelt de aanwijzing van de bijzondere substituten en rechters van instructie in zake misdaden, door kinderen gepleegd. 't Is het onvermijdelijk gevolg van de aanstelling van den bijzonderen rechter zelf.

Terloops merken wij aan, dat sommige schrijvers denken dat men openbaar ministerie en rechter van instructie moet weglaten. Anderen wilden zelfs elke rechtbank weglaten en de kinderen doen verschijnen voor een comiteit van vaders en moeders, aangesteld om voor de kinderen de maatregelen te nemen, *die de beste zouden schijnen*. Ons dunkens, ware het gevaarlijk, niet alleen zoo verre te gaan, maar zelfs het voorbeeld van Amerika na te volgen, waar men den rechter alle macht toevertrouwt. Daar is het deze rechter, die het dossier opmaakt van hen, die tot zijn rechtsgebied behooren; hij moet geen rechter van instructie bezigen! Dat de rechter van instructie slechts optrede in uitzonderlijke omstandigheden en wanneer het volstrekt noodig is, dat nemen wij aan met de Regeering; doch tusschen dezen maat-

regel en het volstrekt afschaffen van het optreden van den rechter van instructie en zelfs van het openbaar ministerie, is er een hemelsbreed verschil. Soortgelijke bepalingen zouden de onontbeerlijke beginselen van ons recht het onderstboven werpen. Wij sluiten ons dus aan bij het stelsel van de Regeering.

De Fransche en Italiaansche wetsontwerpen huldigen den bijzonderen rechter van instructie, zooals het amendement der Regeering het voorstelt.

§ 2. — Meerderjarigheid tegenover de strafwet.

Zestien jaar ten volle, zegt de huidige wet ; 18 jaar, zeggen de amendementen der Regeering. De Middenafdeeling kan zich niet aansluiten bij de nieuwigheid betreffende de meerderjarigheid tegenover de strafwet. Zij handhaaft de 16 jaar, ten volle bereikt op 't oogenblik van het feit.

Ongetwijfeld heeft deze verlenging gezaghebbende voorstanders : de Koninklijke Commissie der beschermingscomiteiten, het Parijsche Comité ter verdediging van de voor het gerecht verwezen kinderen, het Internationale Penitentiair Congres te Parijs, het Internationaal Congres van Antwerpen vragen die hervorming. 't Is eene algemeene strooming ; zij is waar te nemen in de wetten of wetsontwerpen van het meerendeel der landen. Frankrijk en Nederland hebben den leeftijd van 18 jaar aangenomen ; hij is voorgesteld in Duitschland, Zwitserland, Oostenrijk, Hongarije, Italië en elders. Alleen Engeland heeft den leeftijd van 16 jaar aangenomen ⁽¹⁾.

Ook de Belgische wetgeving schijnt een stap te hebben gedaan naar den ouderdom van 18 jaar, en wel door de wet van 1891, artikel 26 ; het geldt een soort van overgangstijdperk, zooals wij hooger zegden, en niemand wil het afschaffen.

Die wet op de landlooperij en de bedclarij breidde sommige opleidingsmaatregelen, die kunnen toegepast worden op minderjarigen van 16 jaar, uit tot de minderjarigen van 18 jaar, veroordeeld tot gevangenisstraf.

Onbetwistbaar zijn wij, sedert vijftig jaar, getuigen van eene aanzienlijke toeneming van het getal misdaden, door kinderen gepleegd ⁽²⁾. De toestand is minder erg in België dan in andere landen en namelijk in Frankrijk, doch niettemin is de toeneming niet te ontkennen. Ongetwijfeld is het vooral bij minderjarigen dat de strijd tegen de misdaden nog doeltreffend is ; is het echter niet waar dat, dank aan eene algemeene afdaling in de zeden, de kinderen, die dan ook meer blootgesteld zijn, vroeger bedorven zijn dan voorheen ? Iedereen begrijpt dat men tot den ouderdom van 16 jaar een opleider, een beschermer geeft aan hem die er geen vindt bij zijne ouders ; doch na dien leeftijd bezit de misdadiger genoeg oordeel des onderscheids om te weten dat hij de wet overtreedt en dus eene straf moet ondergaan.

⁽¹⁾ Zie Bijlage I.

⁽²⁾ Zie Bijlage II.

't Is dus de toeneming van het getal misdaden bij de kinderen, die, volgens de Middenafdeeling, pleit voor het handhaven van de meerderjarigheid tegenover de strafwet, zooals die bestaat in onze huidige wetten. De overige maatregelen, door de Regeering voorgesteld, zullen het getal misdaden kunnen verminderen. De verlenging van de meerderjarigheid schijnt ons echter daartoe niet te zullen bijdragen.

§ 3. — Van het oordeel des onderscheids.

In de amendementen van de Regeering is er geen sprake van het verschil gegrond op het oordeel des onderscheids. De kinderrechter moet dus nog enkel nagaan of het kind zich schuldig maakte aan het feit, dat hem ten laste wordt gelegd.

Het oordeel des onderscheids, waarvan sprake is in artikel 72 van het Strafwetboek en in artikel 25 der wet van 15 Februari 1894, is het oordeel des onderscheids in den juridischen zin van het woord. Heeft de betichte de beteekenis van zijne daad en de onwettelijkheid van deze daad beseft? Wist hij dat hij zich aan eene straf blootstelde?

Al de verslagen der achtereenvolgens aangestelde Middenafdeelingen hebben het verschil, steunende op het oordeel des onderscheids, alsmede de indeeling der kinderen in twee klassen, naar gelang zij met of zonder oordeel des onderscheids handelden, afgekeurd.

Ziehier wat wij schreven in 1892 :

Deze indeeling en de verschillende wijze waarop beide klassen van kinderen worden behandeld door het Strafwetboek, werden heftig bestreden, namelijk op het Congres te Antwerpen, dat het volgende voorstel aannam :

« Het vaststellen van de in de positieve wetten bedoelde toerekenbaarheid, wanneer vervolgingen zijn ingesteld tegen kinderen beneden » 16 jaar, die misdrijven pleegden, kan niet tot wettelijken grondslag dienen » voor de indeeling der kinderen. Tot deze indeeling moet worden over- » gegaan door het Bestuur. »

Deze wensch gaf aanleiding tot lange beraadslagingen. Gesteund door criminalisten uit België en uit het buitenland, werd hij, naar het schijnt, algemeen aangenomen door de leden van het Congres.

Wie de vergaderingen van dit Congres bijwoonde, zal wellicht vastgesteld hebben dat de behandeling van het door ons vermelde voorstel eenigszins verward was. Uit de lezing der debatten blijkt, dat men het eens was om te verklaren dat de « toerekenbaarheid, door de strafwetten » gehuldigd om te weten of het kind al of niet ondeugend is, of het aan » deze of gene regeling moet onderworpen worden, een onnauwkeurige » wijze van waarneming is... Het vraagstuk, dat tot nog toe werd behandeld

» met het oog op het strafrecht en de zedelijke verbetering, dient te worden,
 » opgelost door de liefdadigheid... De voorbehoedende maatregelen zijn de
 » beste die men eerst nemen kan... (1). »

De heer Bruyère, die het eens is over deze beginselen, vraagt enkel eene verklaring waaruit blijkt, dat in de huidige strafwetten voorkwam « de » groote onrechtvaardigheid, hierin bestaande dat men de onschuldige » kinderen, bedoeld bij ons artikel 72, en de ondeugende kinderen plaatst » in een zelfde tuchthuis ».

Het achtbaar lid stelde ook vast dat men te verre gaat, wanneer men de rechtbanken ontlast van de verantwoordelijkheid der te nemen beslissing om ze op te dragen aan den Staat of aan de gemeenteoverheid.

Er werd echter bekend dat, volgens het aangeprezen stelsel, het Bestuur, evenmin als de rechtbanken, dient na te gaan of het kind al of niet toerekenbaar was, vermits het zich niet bezighoudt met het wanbedrijf.

De achtbare heer Prins wees op de zending der rechtbanken. Volgens hem is het onnoodig den rechter te verplichten, een keuze te doen tusschen de toerekenbaarheid en de niet-toerekenbaarheid. De eenige vraag, die de rechtbank moet oplossen, is deze : Dient het kind te worden behouden in zijne omgeving? Mag het worden gelaten aan zijne familie? Ofwel, is dat kind gevaarlijk? Moet men het onttrekken aan zijne omgeving, het wegnemen, het beschermen, het onder de voogdij van het Bestuur stellen (2)?

Onbetwistbaar zijn meest al de kinderen, die zich aan wanbedrijven schuldig maken vóór den leeftijd van zestien jaren, ongelukkigen welke medelijden verdienen veeleer dan straf. Op weinige uitzonderingen na, zijn zij het slachtoffer van de nalatigheid, van het slecht voorbeeld, van het slecht gedrag hunner ouders. Is het bijgevolg rechtvaardig ze te straffen? Tot nóg toe kenden zij de familie niet, of, zooals wij het reeds zegden, het ware beter geweest dat zij nooit de hunne hadden gekend. Men dient dus er hun eene te schenken. Doch welke? Ook op dat gebied moet men de private liefdadigheid laten optreden en slechts bij gebrek van deze mag men de kinderen van onze klasse ter beschikking van de openbare machten stellen.

Het is echter mogelijk dat het kind werd beïnvloed door slechte voorbeelden buiten den familiekring, terwijl de huiselijke haard, al is hij gevestigd onder een stroodak, rein is gebleven. In dit geval, zoo het voor de ouders niet stoffelijk of zedelijk onmogelijk is het kind op te brengen en op te leiden, moet het worden teruggegeven aan de familie en toevertrouwd aan den vader en de moeder, die steeds met meer zorg, met meer liefde handelen en doelmatiger optreden dan deze of gene bestuurder.

Elk geval dient afzonderlijk te worden nagegaan door het gerecht, dat

(1) Rede van den heer Bruyère, stenographisch verslag, bl. 389.

(2) Vroegere verslagen van den heer Colaert.

al de vereischte inlichtingen nemen zal om met kennis van zaken uitspraak te doen ⁽¹⁾.

Dit vraagstuk zal voortaan niet meer te berde gebracht worden, om de eenvoudige reden dat, indien de Kamers zich aansluiten bij het stelsel der Regeering, het zal opgelost zijn door het stilzwijgen zelf van de wet : Vóór den leeftijd van 16 jaar wordt het kind geacht te hebben gehandeld zonder oordeel des onderscheids ; na dien ouderdom, handelt het met oordeel des onderscheids ⁽²⁾.

De Nederlandsche wet van 1904, tot wijziging van het Strafwetboek, heeft de quæstie van het oordeel des onderscheids afgeschaft. Het voorontwerp van het Zwitsersche Wetboek van 1908 en het ontwerp van het Duitsche Strafvorderingswetboek van 1909 hebben hetzelfde stelsel aangenomen.

§ IV. — Afschaffing van het beroep.

Behoudens het geval dat het kind ter beschikking van de Regeering wordt gesteld tot na de meerderjarigheid, schaffen de amendementen, die ons onderworpen zijn, het beroep af tegen de beslissing van den kinderrechtcr.

Is deze afschaffing gegrond ?

In zake van wanbedrijven en overtredingen, is het een aangenomen beginsel dat het beroep steeds ontvankelijk is. De wet van 1891 week van dat beginsel af door elk beroep af te schaffen tegen de beslissing, door den vrederechter genomen jegens landloopers en bedelaars.

Ons dunkt dat hier de alleensprekende rechter, bijgestaan door het openbaar ministerie, meer waarborgen oplevert dan de vrederechter, zitting houdende met den burgemeester of den politiecommissaris in zake van overtredingen.

De kinderrechtcr oefent eene vaderlijke rechtsmacht uit, welke het beroep zou kunnen ontzenuwen. De strijdigheid in de uitspraken, welke altijd mogelijk is, zegt de Regeering, zou de heilzame gevolgen van eene eerste verschijning kunnen verijdelen.

Het Hof van Beroep is niet eene bijzondere rechtbank, zooals de kinderrechtcr, en dan zou men getuige zijn van deze strijdigheid : over het beroep tegen een vonnis, uitgesproken door een vakkundige, wordt uitspraak gedaan door een anderen magistraat, die minder waarborgen oplevert.

⁽¹⁾ Verslag, bl. 181, 386.

⁽²⁾ Artikel 25 der wet van 1891 op de bedelarij en de landlooperij had de quæstie van het oordeel des onderscheids afgeschaft. De wet van 1897, artikel 25, heeft het opnieuw ingevoerd, zonder dat de noodzakelijkheid van die wijziging genoegzaam bewezen werd. (Verslag van den heer Colaert over gezegd wetsontwerp, zittingsjaar 1895-1896. *Stuk uitgaande van de Kamer*, bl. 104.

Wij sluiten ons aan bij het amendement van de Regeering, steunende op de Duitsche wet, die geen beroep aanneemt tegen de opleidingsmaatregelen, ten bate van het kind genomen.

§ V. — Bewaakte invrijheidstelling.

De bewaakte invrijheidstelling wordt in de amendementen der Regeering een *regiem* geheeten (art. 26).

Zij komt ons ook uit de Vereenigde Staten, waar zij het heilzaam gevolg had, de gevallen van herhaling, die 30 tot 40 % bedragen, te verminderen tot op nagenoeg 10 à 20 %. Zij werd, op korten tijd, aangenomen door al de landen waar de kinderrechtbanken werden opgericht.

De Bond der oud-studenten in de rechten aan de Hoogeschool te Leuven bepaalt, bij wijze van wensch, het doel der instelling als volgt : « Ten einde » de opsluiting der kinderen zooveel mogelijk te vermijden en dezen op te » leiden tot een geregeld leven in hun gewonen kring, moet de rechter hen » in vrijheid onder toezicht laten, wanneer de huiskring goed is ⁽¹⁾. »

Die wensch komt overeen met al de beschouwingen welke wij sedert twintig jaar ontwikkelden in de verslagen der Middenafdeelingen. 't Is het behoud van het kind bij zijne familie, zoodra de ouders zelf kunnen en willen zorgen voor zijne opleiding. Daarbij voegt men de bewaking door den kinderrechter. Deze bewaking maakt het *regiem* uit. Het Congres der Beschermingscomiteiten te Antwerpen in 1911, het Congres van Parijs in hetzelfde jaar en de Koninklijke Commissie der Beschermingscomiteiten zijn tot het stelsel toegetreden ⁽²⁾.

Onder onze bestaande wettelijke regeling kan de bewaking door den rechter slechts in drie gevallen geschieden : Eerst, in afwachting dat bestendige maatregelen door de rechtbank worden genomen; vervolgens, wanneer, in gemeen overleg met het Verdedigingscomiteit, — waar zoodanig Comiteit bestaat, — het parket besliste de zaak zonder gevolg te laten ⁽³⁾; eindelijk, wanneer de Minister van Justitie een uitstel verleend heeft om het kind ter beschikking van de Regeering te stellen.

't Is de heer Le Jeune die de gedachte van het Verdedigingscomiteit opvatte. Soortgelijk comiteit bestaat, onder andere, te Brussel waar het sedert een twintigtal jaar, doch op vrij gebrekkige wijze werkzaam is. Eene *Maatschappij tot bescherming van voor het gerecht gedaagde kinderen* kwam onlangs tot stand op initiatief van mevrouw Carton de Wiart. Deze maatschappij, voorgezeten van den heer G. Dansaert-de Baillencourt, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel, breidt zich steeds meer uit en is een model waarnaar, het land door, de onder toezicht gestelde vrijheid zal kunnen geregeld worden.

(1) Wensch aangenomen in 1910, *Verslag*, bl. 68.

(2) *Bulletin journalier*, 20 Juli 1911, bl. 10. — *Revue de l'enfant*, bl. 107, Parijs, 1911.

(3) Die beslissing heeft geen uitwerking meer, zoodra er verjaring is.

ARTIKELN 14 TOT EN MET 25.

In de artikelen 14 tot en met 25 wordt gemeld welke maatregelen de rechter kan nemen jegens jonge misdadigers. Zij maken een onderscheid tusschen verscheidene soorten van minderjarigen :

1^o De bedelaars en de landloopers ;

2^o Zij die door hun slecht gedrag of hunne onbuigzaamheid ernstige redenen tot ongenoegen geven aan hunne ouders, aan hunne voogden of aan de personen, onder welker hoede zij werden geplaatst ;

3^o De ontuchtigen ;

4^o De misdadigers.

Voor deze soorten van minderjarigen zijn de straffen afgeschaft of vervangen door maatregelen van bewaking, opvoeding of behoeding.

5^o De abnormalen. Voor dezen worden bijzondere maatregelen voorgesteld, welke wij verder zullen uiteenzetten.

ART. 14.

Dit artikel voorziet het geval van landlooperij en bedelarij.

Artikel 24 der wet van 27 November 1891 luidt als volgt :

« Wanneer iemand, voor de politierechtbank gedaagd krachtens artikel 8 » (landlooperij) of artikel 9 (bedelarij), niet ten volle 18 jaar oud is, zal » de vrederechter, indien de gewoonte der bedelarij of der landlooperij is » bewezen, bevelen dat hij ter beschikking van de Regeering worde gesteld » om tot zijne meerderjarigheid opgesloten te worden in eene weldadig- » heidsschool. »

Behoudens den ouderdom van 18 jaar dien wij op 16 jaar verminderen, sluit de Middenafdeeling zich aan bij het amendement van de Regeering.

Het zij gezegd dat de gewoonte niet meer een vereischte is. Een alleenstaande feit kan aanleiding geven tot de toepassing van het artikel : is echter de gewoonte bewezen, dan moet de kinderrechtter een van de maatregelen nemen, welke zijn voorzien bij de n^{rs} 2^o en 3^o van het artikel. Feitelijk is n^r 1^o een tussenmaatregel, die niet voorzien was bij artikel 24 der wet van 27 November 1891 en waarvan de gepastheid aan het oordeel van den rechter is onderworpen.

De Regeering wijzigt andermaal § 2 in een zin die bewijst dat het feit op heeter daad niet vereischt wordt. Wij sluiten ons aan bij de voorgestelde wijziging.

ART. 15.

Dit artikel vergt geen uitlegging. De tekst is klaar. Wij stellen eene kleine wijziging in den tekst voor, in gemeen overleg met den Minister van Justitie.

Nogmaals 16 jaar in stede van 18 jaar.

Het artikel is toepasselijk op de pleegkinderen staande onder de voogdij van de besturen der godshuizen. 't Wordt echter verstaan dat de gemeenten geen gebruik zouden mogen maken van het recht, voorzien bij artikel 15 jegens ongelukkige of verlatene kinderen wien zij bijstand verschuldigd zijn.

ART. 16.

Altijd om de hierboven uiteengezette redenen van zedelijken aard sluiten wij ons aan bij artikel 16, behoudens wat betreft den ouderdom.

ART. 17.

Nieuwe toepassing van het beginsel, dat al de straffen vervangen zijn door bewakingsmaatregelen.

Het woord *misdrijf* is algemeen en begrijpt de overtredingen, de wanbedrijven en de misdaden, volgens het onderscheid voorzien bij de volgende artikelen.

ART. 18.

Het geldt hier eene overtreding gepleegd door een kind dat niet ten volle 16 jaar oud is op 't oogenblik van het feit.

Dat artikel wijzigt artikel 25, hetwelk wij hierboven breedvoerig behandelden.

ART. 19.

De minderjarige, die niet ten volle 16 jaar oud is, kan een wanbedrijf of eene misdaad gepleegd hebben. De bepaling van het artikel is toepasselijk op het wanbedrijf en zelfs op de misdaad die niet strafbaar is met de doodstraf of met dwangarbeid. Gezien de zwaarwichtigheid van het feit moet het kind ter beschikking van de Regeering gesteld worden, en de kinderrechter zal tegen dat kind den uitzonderlijken maatregel der opsluiting tot zijn 25 jaar kunnen nemen.

ART. 20.

Artikel 20 past het nieuw beginsel toe zelfs op den minderjarige die eene misdaad pleegde, strafbaar met de doodstraf of met dwangarbeid. Maar het *laat* den rechter *toe*, het ter beschikking van de Regeering te stellen gedurende twintig jaar tot na de meerderjarigheid van 21 jaar. Niemand zal dien maatregel overdreven achten. Het geldt, bijvoorbeeld, een jongeling beneden 16 jaar, die eene moord pleegde onder eene van de hoogst hatelijke omstandigheden zooals er, eilaas, maar al te dikwijls

voorkomen. Men kan onderstellen, gezien zijn jongen leeftijd, dat die jongeling zonder oordeel des onderscheids of met onvoldoende oordeel des onderscheids handelde; dat zullen wij niet betwisten; doch dat gevaarlijk wezen moet uit de samenleving verwijderd worden, zoolang deze de zekerheid niet opdeed dat hij voor haar niet meer gevaarlijk is.

De rechter *kan*, zegt het artikel. Ware het niet beter te zeggen dat hij het kind ter beschikking van de Regeering *moet* stellen? Aldus zou de rechter *de vrijheid* van het kind niet moeten *bewaken*; de Regeering zou zich moeten belasten met zijne opvoeding en met zijne bewaking en, bij voorkomend geval, het op vrije voeten stellen. Met ons stelsel ware het moeilijk, de uiterste toegevendheid te begrijpen, welke de rechter zou kunnen aan den dag leggen.

De Middenafdeeling deelt in deze meening.

ART. 21.

Artikel 21 kan gemakkelijk gerechtvaardigd worden. Het kind heeft een bijzonderen rechter; de volwassene is onderworpen aan de gewone rechtsmacht. Ieder moet aan zijn eigen rechter gelaten worden.

Het ontwerp van strafvorderingswetboek in Duitschland (art. 372) en dit in Italië (art. 10) huldigen de verplichte splitsing. In andere landen heeft men de splitsing niet aangenomen: 't is de rechtsmacht van het gemeene recht, die er werd gehuldigd om redenen van theoretischen aard. Ons dunkt, moet elke andere beschouwing wijken voor het belang van het kind. Dat belang schijnt te vergen dat de minderjarige niet onttrokken worde aan zijn natuurlijken rechter en niet worde beroofd van de waarborgen te zijnen voordeele ingevoerd, door deze toevallige omstandigheid, dat het met een meerderjarige in eene zelfde zaak betrokken is.

Daartegen wordt aangevoerd dat de beslissing, door den kinderrechter genomen, zou kunnen invloed uitoefenen op die, te nemen door de rechtbank van den volwassene. Wij antwoorden dat niets den kinderrechter belet, uitspraak te doen nadat de gewone rechter zijn vonnis heeft uitgesproken en dat hij intusschen de voorloopige maatregelen mag nemen, welke door de omstandigheden zijn gevegd. Men dient inderdaad elke strijdigheid te vermijden, al was het ook maar in schijn, tusschen twee rechterlijke beslissingen.

ART. 22.

Artikel 22 houdt zich bezig met de abnormale kinderen. Zoodra de rechter in twijfel verkeert omtrent de lichamelijke of psychische gesteldheid van het kind, dient het te worden gesteld in observatie en onderworpen aan een geneeskundig onderzoek door een of meer specialisten.

Twijfel is voldoende. Vergeten wij niet dat de vooruitgang der geneeskunde er toe leidde vast te stellen, dat er heel veel abnormale kinderen te

vinden zijn onder de kinderen met slecht gedrag. De rechter moet dus veel voorzichtigheid aan den dag leggen om niet tegen ontoerekenbare minderjarigen maatregelen te nemen. Anderdeels, moet men voortaan de talrijke vrijspraken vermijden van abnormale kinderen, die de rechtbank aarzelde, ter beschikking van de Regeering te stellen. Al te dikwijls groeien uit deze kinderen de bedelaars en de landloopers die gemakkelijk tot wanbedrijven en misdaden overgaan.

't Is dus noodig, die kinderen te plaatsen in een toevluchtshuis of in een bijzonder gesticht.

ART. 23.

Dit artikel vult de artikelen 19 en 20 aan. Het wordt verklaard en gerechtvaardigd door de beschouwingen, bij die artikelen uiteengezet. Voegen wij daarbij dat de omgang van volkomen bedorven kinderen met die onzer weldadigheidsscholen een bestendig gevaar is voor deze laatste.

Het woord « *gelast* » komt overeen met het woord « *moet* » dat wij voorstelden, in artikel 20 op te nemen.

De opsluiting in eene tuchtinrichting van den Staat is te rechtvaardigen, vooral in het geval voorzien bij artikel 20.

ART. 24.

Dit artikel huldigt, op het onderhavig gebied, eene hervorming, in gewone strafzaken ingevoerd door de wet Le Jeune, van 31 Mei 1888, op de voorwaardelijke veroordeeling. De rechter kan, krachtens ons artikel, voorwaardelijk beslissen dat het kind ter beschikking van de Regeering zal gesteld worden.

Door zich aan te sluiten bij die heilzame hervorming, welke zoo nauw in verband staat met de onder toezicht gestelde vrijheid, geeft de Middenafdeeling slechts gehoor aan de wenschen der meest uitstekende criminalisten en sociologen. De degelijke uitslagen van dat stelsel werden elders waargenomen; dat zal ook in België het geval zijn.

Het artikel zegt dat de rechter de voorwaarden zal opgeven, door hem aan het uitstel verbonden. 't Is overbodig te zeggen dat deze voorwaarden niet zijn diegene der wet van 1888. De kinderrechter moet vrij zijn, te bepalen welke voorwaarden hij aan het uitstel verbindt; hij zal beslissen volgens de omstandigheden.

ART. 25.

Artikel 25 der wet van 1891 op de bedelarij en de landlooperij bepaalde eerst de strafmaatregelen jegens de jonge misdadigers en vervolgens de rechtspleging toepasselijk op de overtredingen der minderjarigen voor de politierechtbank.

De voorgaande artikelen van hoofdstuk II hebben het eerste gedeelte vervangen. Wat de rechtspleging betreft, artikel 25 neemt enkel over, mits enkele wijzigingen, de bepalingen der wet op de landlooperij, met dit verschil dat het die bepalingen toepasselijk maakt voor alle vervolgingen, tegen kinderen ingesteld. Wij sluiten ons aan bij het amendement.

ART. 26 EN 27.

In hoofdstuk II hebben wij de beginselen van de onder toezicht gestelde vrijheid gerechtvaardigd. De artikelen 26 en 27 regelen deze zaak. De bepalingen daarvan dienen niet te worden gerechtvaardigd.

Merken wij evenwel hier aan, dat de afgevaardigden ter bescherming van de kinderen geen ambtenaars zijn; ze worden aangewezen door den kinderrechtter die personen van de eene en de andere kunne mag kiezen, bij voorkeur onder de maatschappijen ter bescherming van de kinderen of de weldadigheidsinrichtingen, openbare of private. Die personen zijn belast, onder de leiding van den rechtter, met het toezicht op de kinderen die voor het gerecht worden vervolgd.

§ 3 van artikel 26 zegt dat eene vergoeding *kan* worden toegekend aan de afgevaardigden ter bescherming van de kinderen. Men heeft beweerd dat het beginsel der vergoeding in strijd is met het doel zelf, hetwelk men betracht. Het geldt voorwaar eene toewijdingszending, onvereinbaar met winstbejag. Zal men echter in ieder arrondissement personen genoeg vinden, die zich kosteloos willen belasten met die zware taak?

In de Vereenigde Staten en in Engeland zijn de « probation officiers », eene instelling in den aard van de onze, bezoldigd. Men stelt vast dat zij hunne zending volbrengen met een ijver en eene toewijding welke nooit te wenschen overlaten.

Eindelijk, in geldelijk opzicht doet men terecht opmerken dat de instelling van bezoldigde afgevaardigden eene merkelijke besparing zal zijn. De nieuwe last zou worden vergoed, ten overvloede, door het verminderen van het getal kinderen, in de weldadigheidsscholen geplaatst ⁽¹⁾.

Artikel 27 bepaalt de plichten van de afgevaardigden ter bescherming van de kinderen :

- 1° Bezoeken bij de personen die voor de kinderen moeten zorgen;
- 2° Het gadeslaan van het gedrag, de neigingen van den minderjarige, alsmede van dezes omgeving;
- 3° Verslag aan den kinderrechtter. Ten minste eens per maand stellen zij hem de maatregelen voor, welke zij het voordeeligt achten.

Die plichten hooren tot den aard zelf der instelling en strooken met de wenschen der Congressen en met de wetten van andere landen.

(1) Zie de cijfers aangehaald door den heer Dansaert-de Balliencourt.

ART. 28.

Dat artikel bepaalt de onderzoeksmaatregelen, door den kinderrechter te nemen. Het is onnoodig, de bijzonderheden te vermelden : ze komen omstandig in het artikel voor.

Stellen wij vast dat de onderzoeksmaatregelen reeds toegepast worden door het Comité ter verdediging van de voor het gerecht vervolgte kinderen, dat te Brussel werkzaam is en waarvan wij het ontstaan reeds herinnerden.

ART. 29.

Er kunnen echter bewakingsmaatregelen noodig zijn gedurende het onderzoek

Artikel 29 voorziet deze maatregelen.

ART. 30.

Wij zegden reeds dat bij artikel 13, in uitzonderlijke omstandigheden en ingeval van volstrekte noodwendigheid, het optreden van den onderzoeksrechter is voorzien. Deze magistraat en de procureur des Konings mogen dan bewakingsmaatregelen nemen. In alles wordt dus voorzien, wanneer er spoed is vereischt. Doch die magistraten moeten onmiddellijk kennis geven van de genomen maatregelen aan den kinderrechter, die dan ook optreedt met zijne bevoegdheid.

Die bepaling getuigt van de gestadige en volkomen rechtmatige bekommerring om voortaan het kind nog slechts te behandelen als een ongelukkige dien men moet trachten te redden.

ART. 31.

Hier komt wederom, voor eenmaal, de gevangenis te voorschijn. Het kan immers voorkomen dat artikel 29 niet kan toegepast worden. Er zal niet altijd iemand te vinden zijn, die erin toestemt het kind binnen te nemen, of eene liefdadigheidsinrichting die er op gesteld is een misdadiger te ontvangen, hoe jong en ongelukkig hij ook weze. In dat geval blijft er niets anders over dan de gevangenis. Doch het artikel voorziet twee waarborgen voor het kind : 1^o Die voorloopige bewaring mag drie maand niet overschrijden (drie in stede van twee); 2^o het kind zal onderworpen zijn aan eene bijzondere behandeling.

ART. 32.

De rechter kan te allen tijde de door hem genomen maatregelen intrekken of wijzigen, tenzij wanneer het kind, ter beschikking van de Regee-

ring gesteld, in een Staatsgesticht is geplaatst. Immers, dan is de rechter ontslagen van elk toezicht op het kind.

ART. 33.

Dit artikel wijkt af van den regel dat, in strafzaken betreffende de voor het gerecht vervolgte kinderen, het hooger beroep is afgeschaft.

Het artikel, waarvan wij de redenen hierboven ontwikkelden, voorziet den termijn voor het instellen van het beroep, de personen die er recht op hebben en het eenig geval waarin er kan beroep aangeteekend worden tegen de beslissing van den eersten rechter. Het duidt ook den rechter aan, die in beroep zal uitspraak doen, en regelt zijne benoeming. Het bepaalt, ten slotte, dat intusschentijd de maatregelen, door den kinderrechter voorgeschreven, voorloopig zullen uitgevoerd worden.

ART. 34 en 35.

Deze twee artikelen dienen noch verklaard, noch gerechtvaardigd te worden.

ART. 36.

Dat artikel is nagenoeg letterlijk de tekst van artikel 25^{quater} der wet op de landlooperij, van 27 November 1891, gewijzigd door die van 16 Februari 1897. Het bepaalt straffen tegen hen, die voor het kind moeten zorgen, ingeval het kind niet verschijnt.

De kinderrechter zal dus, bij uitzondering, de rechter zijn van de bij dit artikel bedoelde personen. 't Is immers de eenige magistraat, die logischer wijze bevoegd is om uitspraak te doen over de overtreding en over de redenen die ter rechtvaardiging kunnen ingebracht worden.

ART. 37.

Artikel 37 verbiedt aan de minderjarigen, die niet ten volle 18 jaar oud zijn, de terechtzittingen der hoven, rechtbanken en kinderrechtbanken bij te wonen, tenzij voor het onderzoek en het vonnis over de vervolgingen, tegen hen ingesteld, ofwel wanneer zij worden verzocht voor den kinderrechter te verschijnen of als getuigen moeten gehoord worden.

Die bepaling werd aangenomen in verscheidene landen en aangeprezen door de congressen die zich met de kinderbescherming bezighielden. Niemand zal eraan denken, ze af te keuren, indien, wel te verstaan, de Grondwet zich daartegen niet verzet.

Artikel 96 onzer Grondwet bepaalt dat de « terechtzittingen der rechtbanken openbaar zijn, ten ware die openbaarheid gevaarlijk zij voor de » orde of de zeden ».

Dit artikel zou ons niet toelaten, het ontwerp van wet der Fransche Kamer te volgen, dat de aanwezigheid ter terechtzittingen toelaat voor de aanverwanten tot den derden graad, voor de advocaten en voor de leden der maatschappijen ter bescherming van de kinderen, evenmin als het Duitsehe wetsontwerp dat de besloten terechtzittingen toelaat gedurende de geheele of gedurende een deel van de debatten. Om de openbaarheid te kunnen beperken, zou men artikel 96 der Grondwet moeten wijzigen, naar het voorbeeld van het kanton Geneve, dat, ten einde de openbaarheid der terechtzittingen in zake vervolging van kinderen af te schaffen, zijne Grondwet heeft veranderd.

Laten wij niet zoover gaan en bepalen wij ons erbij, te doen opmerken dat de uitzondering, die bij artikel 96 zelf is voorzien en ten doel heeft de zeden niet te benadeelen, dient te worden toegepast zoodra het geldt een zoo onbetwistbaar openbaar belang als de zedelijke bescherming van de kinderen.

Artikel 37 heeft eene algemeene beteekenis. Het betreft al de terechtzittingen der hoven en rechtbanken, tenzij voor de gevallen in het artikel opgegeven.

Hier handhaven wij den ouderdom van 18 jaar, uit hoofde van het onbetwistbaar gevaar der openbaarheid van de terechtzittingen voor de minderjarigen die ze bijwonen.

ART. 38.

Dit artikel bepaalt dat de Minister van Justitie langs bestuursweg zal kunnen optreden om de werking van den kinderrechter na te gaan. Er wordt hem kennis gegeven van de gedane plaatsingen, alsmede van een jaarlijksch verslag over den toestand der kinderen. Hij kan de plaatsing doen inspecteeren.

De Pruisische wet van 2 Juli 1900 draagt het nazicht over de plaatsingen op aan de openbare overheden belast met de contrôle en, boven deze, aan den Minister van Justitie.

In Engeland behoort het hooger toezicht aan den Staatssecretaris.

In Frankrijk behoort het toezicht op de kinderen aan den Prefect sedert het decreet van 12 Juli 1907.

In Nederland draagt de wet van 1901 het toezicht op aan den Minister van Justitie.

ART. 39.

Het gebruik van de loonen, door de kinderen gewonnen, moest geregeld worden.

Is het kind toevertrouwd aan een privaat burger, aan eene liefdadige maatschappij of instelling, dan is het de kinderrechter die het gebruik bepaalt. Wordt het echter ter beschikking van de Regeering gesteld, dan

verdwijnt de rechter en wordt het gebruik bepaald door den Minister van Justitie, belast met het hooger beheer der weldadigheidsscholen en met alles wat daarmee in verband staat.

Kortom, artikel 39 schrijft bestuursmaatregelen voor, die bij koninklijk besluit konden genomen worden.

ART. 40.

Artikel 40 bepaalt het bedrag der noodige kosten en toelagen voor de maatregelen tot onderhoud en opvoeding, genomen krachtens de amendementen der Regeering.

ART. 41.

Dit artikel is van het hoogste belang; dat zal niet ontsnappen aan onze achtbare medeleden die, als gemeentebestuurders, zich bekommeren over de vraag, wie de kosten van onderhoud en van opvoeding der kinderen, door den kinderrechter uitbesteed, zal moeten betalen.

Die kosten vallen eerst en vooral op de kinderen zelf, in tegenstelling met wat wij zegden wanneer het gold de kinderen van ouders ontzet van het ouderlijk gezag. Vervolgens zal de last moeten gedragen worden door hen, die ze, krachtens de wet, moeten onderhouden. Zijn die personen onvermogen, dan vallen de kosten ten laste van den Staat.

Dat stelsel werd eenparig goedgekeurd door al de leden der Middenafdeeling. De gemeente zal dus niet moeten tusschenbeide komen, tenzij ingeval de minderjarigen ter beschikking van de Regeering gesteld zijn wegens landlooperij en bedelarij. In dat geval moeten de kosten van onderhoud en van opvoeding betaald worden door den Staat en door de gemeente van hunne bijstandswoonst, ieder voor de helft. Die verdeeling is redelijk en rechtvaardig.

't Kan echter gebeuren dat de minderjarigen geen bijstandswoonst hebben in België of dat deze bijstandswoonst niet kan ontdekt worden. In dit geval worden bedoelde kosten betaald door de provincie waartoe behoort de rechtbank van eersten aanleg of de kinderrechter die uitspraak deed.

Die bepaling zal het voorwerp uitmaken van een artikel 41^{bis}, dat zal luiden als volgt :

« ART. 41^{bis}.

» Wanneer de minderjarige geen domicilie van onderstand in België heeft of wanneer zijn domicilie van onderstand niet kan worden ontdekt, worden de kosten, ten laste van het domicilie van onderstand gelegd door de artikelen 4 en 41, gedragen door de provincie waartoe behoort de rechtbank van eersten aanleg of de kinderrechter die uitspraak heeft gedaan.

Er moest ook een regel gesteld worden voor het verhaal van Provincie of Gemeente met het oog op de terugvordering van de kosten. In gemeen overleg met de Regeering, stellen wij voor, bij artikel 41^{bis} de volgende bepaling te voegen : « De Staat, de Provincie en de Gemeente mogen, tot » terugkrijging van de kosten van onderhoud en opvoeding, eene rechts- » vordering instellen tegen de minderjarigen en tegen de personen die hun » voedingskosten verschuldigd zijn, indien zij in staat zijn om te betalen. » De rechtsvordering verjaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek. »

§ 6. — Bijzondere bepalingen.

ART. 42.

Artikel 42 is de herhaling van artikel 25 der wet van 27 November 1894, gewijzigd door die van 15 Februari 1897.

Hier ook handhaven wij den ouderdom van 16 jaar.

ART. 43.

Dit artikel neemt letterlijk over — behoudens den ouderdom — het artikel 17, in het verstag van 1908 opgenomen. Ziehier hoe wij die bepaling staafden :

« Artikel 17 voert eene bepaling in, voorgesteld door de Commissie voor de landelijke politie. Zij kan dus gescheiden worden van de voorstellen betreffende de landelijke politie en deel uitmaken van het wetsontwerp waarover hier verslag is uitgebracht.

» Deze bepaling voert eene belangrijke nieuwigheid in : eene politiestraf kan uitgesproken worden tegen hem die het misdrijf vergemakkelijkt, gepleegd door een kind dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt en voor welk hij zorgen moet.

» Indien er medeplichtigheid bestaat in den zin van het Strafwetboek, zullen de straffen, voorzien bij de artikelen van dit wetboek, van toepassing zijn. Artikel 17 straft het gebrek aan toezicht, waardoor het misdrijf vergemakkelijkt wordt. Het is dus niet noodig dat er medeplichtigheid bestaat; het gebrek aan toezicht is voldoende. Deze uitdrukking omvat noodzakelijk het feit, het kind te laten rondzwerven, het te verplichten tot bedelen of het te laten bedelen, zijn school en leertijd te laten verzuimen, en verder alle andere feiten die het kind kunnen doen ontaarden zelfs door werkloosheid.

» Het nieuwe misdrijf heeft de verzuiming van een der hoogste plichten van de vaderlijke macht tot grondslag; het zal licht bewezen worden » door de omstandigheden die de zaak omgeven. De wet van 15 Fe-

» februari 1897 (art. 25^{quater}) bevat reeds eene soortgelijke bepaling,
 » waar zij eene politiestraf uitspreekt tegen hem die zorgen moet voor het
 » kind, indien hij weigert te verschijnen op het bevel der rechtbank.
 » Aldus, met inachtneming van de algemeene beginselen van het strafrecht
 » betreffende het straffen van den persoon des daders, geeft men het
 » gerecht eene doeltreffende macht tegen schuldige ouders die vooralsnog
 » aan de strengheid der wet ontsnapt. Uit de toekomst zal blijken of
 » deze nieuwe bepaling bij machte zal zijn om de toename van de mis-
 » daden, gepleegd door kinderen, tegen te houden; moest, tegen de ver-
 » wachting der Commissie, de proefneming niet voldoen, dan zal men
 » moeten nagaan of men niet dient terug te keeren tot eene wetgeving,
 » theoretisch wellicht minder volmaakt, doch waarvan de toepassing geen
 » aanleiding gaf tot de klachten die thans van alle zijden oprijzen⁽¹⁾. »

Het ontwerp van de Regeering over de landelijke politie bevat het voorstel van ons artikel 17 niet, omdat het beter op zijne plaats is in de wet op de kinderbescherming.

ART. 44.

Dit artikel is de herhaling van artikel 25^{ter} der wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897.

HOOFDSTUK III.

Van de misdaden en wanbedrijven tegen de zedelijkheid en de zwakheid der kinderen.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn ontleend deels aan de vroegere ontwerpen, deels aan de Fransche wet van 19 April 1898. De heeren Denis en medeleden namen die over⁽²⁾.

De eene brengen eene verzwaring mee van de straffen, door het Strafwetboek bepaald tegen hen die misdaden of wanbedrijven tegen kinderen plegen. De andere voeren eenige zeer gegronde en noodzakelijke nieuwigheden in.

De vroegere verslagen billijkten deze verzwaringen :

« Toen wij in het eerste hoofdstuk de oorzaken onderzochten die ont-
 » zetting van de ouderlijke macht ten gevolge moesten hebben, hebben wij
 » bewezen hoe gebrekkig en ontoereikend sommige strafbepalingen zijn,
 » die ten doel hebben de wanbedrijven tegen de eerbaarheid der kinderen
 » te beteugelen.

⁽¹⁾ Commissie voor de landelijke politie. Verslagen en voorstellen, bl. 151.

⁽²⁾ Toelichting van het voorstel van den heer Denis.

» Men zal het niet euvel nemen, zoo wij hier herhalen dat in onze
 » wetgeving de kinderen geenszins beschermd worden tegen sommige
 » handelingen van de schandigste onzedigheid. Zouden zij, die niet op de
 » hoogte zijn van het strafrecht, kunnen gelooven dat de walgelijkste mis-
 » daad die men uitdenken kan, het aanzetten van minderjarigen tot ontucht,
 » zelfs door ouders tegenover hunne kinderen gepleegd, slechts strafbaar
 » wordt wanneer dit tot eene gewoonte overslaat? In het oude Rome had
 » de huisvader recht op leven en dood tegen zijne kinderen. Onder het
 » keizerrijk bezat hij nog het recht, zijne pasgeboren kinderen te verkoopen.
 » Terecht kwam men op tegen dit barbaarsche recht dat — wij mogen het
 » zeggen tot lof onzer voorouders — bij de Germanen niet bestond.

» In onze beschaafde eeuw heeft het kind het recht te leven; het is de
 » eigendom zijner ouders niet meer; doch de vader mag straffeloos zijn
 » kind tot ontucht opleiden, de moeder hare dochter koppelen! De minder-
 » jarige is geen koopwaar meer, doch zijne eerbaarheid mag het voorwerp
 » zijn van eenen schandelijken koop.

« Anderdeels straft het Wetboek alleen dan de aanranding der eerbaar-
 » heid, gepleegd zonder geweld of bedreiging, wanneer het slachtoffer
 » den leeftijd van 14 jaar niet bereikt heeft! Een meisje, dat den
 » leeftijd van 15 jaren heeft bereikt, kan niet trouwen, doch kan toestem-
 » ming geven tot eene onzedige handeling op haar eigen persoon, tot eene
 » misdaad tegen hare eer!

» En hoe toegevend is men niet bij de beteugeling, wanneer het geldt de
 » plegers van misdaden tegen de zedelijkheid der kinderen te treffen!
 » De aanslag op de eerbaarheid, zonder bezwarende omstandigheden
 » gepleegd op een kind beneden 14 jaar, is slechts een wanbedrijf; boven
 » dien leeftijd is het feit niet strafbaar. De verkrachting zelf van een
 » meisje boven den leeftijd van 14 jaar is geen strafbaar feit; zij wordt
 » eene misdaad, strafbaar met opsluiting, wanneer zij gepleegd wordt op
 » *om 't even welken persoon*, door middel van *groe* geweldddaden of
 » onder zekere andere omstandigheden, voorzien bij artikel 375 van het
 » Strafwetboek. Men weet overigens dat schier altijd dergelijke misdaad
 » naar de correctioneele rechtbank verwezen wordt, dat aldus het feit
 » zijn karakter van misdaad verliest en tegen den schuldige ten hoogste
 » eene gevangenisstraf van vijf jaar kan uitgesproken worden. Merken
 » wij ten slotte aan, dat de aanwezigheid van een kind bij eene open-
 » bare schennis der eerbaarheid, volgens ons Strafwetboek, geene ver-
 » zwarende omstandigheid van het wanbedrijf uitmaakt.

» Men zou geneigd zijn, de opstellers van het Strafwetboek van 1867
 » te beschuldigen van zwakheid, indien men geen rekening hield met
 » den voortdurenden aangroei der onzedelijkheid sedert dien tijd. De
 » bepalingen, die wij zooeven beknibbelden, konden, veertig jaar geleden,
 » sterk genoeg schijnen om de eerbaarheid der kinderen te beschermen
 » tegen ongehoorde aanrandingen en ondernemingen. Is het thans nog zoo
 » gesteld?

» Een blik op de statistieken zal iedereen overtuigen dat het getal
 » aanrandingen der eerbaarheid en verkrachtingen elk jaar toeneemt.
 » Deze aangroei merkt men vooral in de groote steden en in de volk-
 » rijke centruns, en wel dikwijls tot schade en schande der kinderen.

« Criminalisten, terecht door dezen toestand getroffen die schier een
 » maatschappelijke toestand wordt, zoeken de oplossing elders dan in straf-
 » wetten en dan in ons strafstelsel, die naar hunne meening de vruchten
 » niet afwierpen welke men er van verwachtte. Voorzeker zijn het krachtig
 » optreden der wet en de strengheid der straf alleen niet bij machte om
 » de toeneming van de misdaden te stuiten. Voorzeker nog, moet de wet
 » zooveel mogelijk de vertolking zijn van de zeden, en haar optreden is
 » begrensd door de noodwendigheden der maatschappelijke orde. Doch kan
 » men den weldadigen invloed van de strafwet op de zeden ernstig
 » betwisten? Wat zou van de menschheid geworden, moest men — wat de
 » droom van eenigen schijnt te zijn — 's menschen onderdanigheid aan
 » zijne plichten uitsluitend van zekere maatschappelijke hervormingen
 » verwachten?

» In de zeden van onzen tijd heerscht eene losheid, eene losbandigheid
 » die de minst zwartgallige geesten treft. Eerbied voor de vrouw heet
 » vooroordeel : de jonge dochter, de echtgenote, de moeder, zijn niet
 » meer vrij van sommige handelingen die men « galant » noemt. Moet de
 » wet dezen toestand eerbiedigen? Wij meenen het niet. Ieder weze vrij
 » in zijne gedachten en innigste overtuiging; men betrachte anderdeels de
 » verbetering, zelfs de volmaaktheid der zeden, indien dit mogelijk is, door
 » overtuigingsmiddelen en vooral door het voorbeeld; dit beamen wij.
 » Doch, in afwachting dat deze heropbeuring geschiede of dat de zeden
 » eenvoudig verbeteren, moeten wij degenen, die zelfs geen besef der
 » zedelijkheid meer schijnen te bezitten, beletten hunnen evennaaste en
 » vooral de kinderen te schaden, die de grondslag en de toekomst zelve
 » der samenleving uitmaken. »

Criminalisten, sociologen, Staatslieden van alle denkwijzen doen uitschijnen hoe de kwaal der zedeloosheid steeds erger wordt.

« De zedeloosheid, zegde onlangs de heer Beernaert op eene vergade-
 » ring van geleerden, verspreidt zich onder alle vormen, en dit zou ons
 » meer treffen, zoo de gewoonte haar te zien ons niet toegevend maakte.
 » De zedeloosheid heerscht in een gedeelte der pers; zij bezoedelt de straat
 » door reclame, plakbrief en beeld; zij bederft het tooneel door het
 » « café-concert », door het zoogenaamd « cabaret artistique », door het
 » lied ⁽¹⁾. »

Lofwaardige pogingen worden in alle landen gedaan om het kwaad te
 stuiten. In Frankrijk werd eene instelling tot stand gebracht door toedoen

(1) Congres te Brussel, Juli 1897. Openingsrede door den heer Beernaert, voorzitter.

van den heer Béranger, een soort verbond voor het gemeenebest, dat zich ten taak stelde, het optreden der Staatsmachten te helpen en soms aan te sporen.

Ook de rechtspraak schijnt den huiskring te willen verdedigen tegen de handelingen van zekere schaamteloze schuimers, die aan huis zedelooze reclames en prospectussen doen afgeven.

Doch, wij herhalen het, het privaat initiatief is niet toereikend en onze hoven en rechtbanken zijn niet sterk genoeg gewapend. De Staatsmachten moeten optreden met al de middelen waarover zij beschikken, krachtadig en doeltreffend.

Het beste wettelijk middel bestaat onbetwistbaar, zooals wij hooger zegden, in de stipte toepassing van strenge strafwetten tot bescherming der jeugd.

De Middenafdeeling sluit zich dus aan bij de bepalingen van ons hoofdstuk, die de straffen van het Strafwetboek verzwaren, en bij de nieuwe voorstellen, betreffende misdaden en wanbedrijven tegen kinderen bedreven.

*
* *

De amendementen der Regeering hebben weinige wijzigingen gebracht in Hoofdstuk III. Verscheidene dezer zijn terechtwijzingen van drukfouten of louter stoffelijke dwalingen.

De artikelen 45, 46 en 47 zijn de herhaling van de vroegere artikelen 23, 24 en 25.

ART. 48.

In de vroegere ontwerpen en verslagen werd bij artikel 26, 3° lid, de doodstraf voorzien, ingeval het slachtoffer den leeftijd van 16 jaar niet had bereikt. Deze bepaling vervalt, omdat die straf overdreven streng voorkomt. Zij wordt vervangen door levenslange dwangarbeid.

ART. 49, 50 en 51.

Deze artikelen zijn de herhaling van de vroegere artikelen 27, 28 en 29.

ART. 52 en 53.

Deze artikelen zijn de herhaling van de vroegere artikelen 31 en 32.

ART. 54.

Dit artikel verbetert stoffelijke dwalingen en voegt een artikel toe, dat

bij vergissing vergeten was. Het is inderdaad het artikel 40 van het wetsvoorstel des heeren Denis.

ART. 55.

Herhaalde malen werd vastgesteld dat, wanneer een kind besteed is bij privaatspersonen of in een weldadigheidsgesticht, bloedverwanten van het kind of zelfs eenvoudig privaatspersonen zijne ontvluchting in de hand werken. Het kind moet worden teruggebracht in eene weldadigheidsschool, wat zijne opbeuring verhindert. Dat feit is niet het wanbedrijf van schaking, bij het Strafwetboek voorzien. De wijzigingen, in dit artikel gebracht, zullen de leemte aanvullen door het feit strafbaar te maken.

ART. 56.

De Middenafdeeling sluit zich aan bij het amendement : 16 jaar in stede van 15. De wetsbepalingen hieromtrent zullen aldus beter overeenstemmen.

ART. 57.

Zelfde wijziging met hetzelfde doel.

ART. 58.

Dit artikel dient niet te worden gerechtvaardigd. Het is bestemd om de bepalingen van het Strafwetboek betreffende het verlaten van kinderen aan te vullen.

ART. 59.

't Is het vroeger artikel 37, mits wijziging van den termijn gesteld voor de herhaling : vijf jaar in stede van twaalf maand, welke laatste termijn inderdaad te kort scheen.

ART. 60.

Dit artikel trekt de bestaande wetsbepalingen in, die in strijd zijn met het nieuw ontwerp.

Hoofdstuk II der wet treedt in werking den 1^o October volgende op de afkondiging van de wet. Dat zal ook 't geval zijn met § 1 van artikel 60.

In de slotbepaling komt een overgangsmaatregel voor, zooals die voorkomt in al de wetten betreffende de rechtspleging; de verschillende rechtsmachten doen uitspraak in de zaken die bij hen aanhangig zijn.

*
* *

Na voorlezing van het verslag, vereenigde de Middenafdeeling zich met de navolgende voorstellen, die te zamen het ontwerp van wet op de kinderbescherming zouden uitmaken.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale ⁽¹⁾.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

ARTICLE PREMIER.

Sont déchus de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

1^o Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche par application des articles 378, § 2, et 382, § 2 du Code pénal,

2^o Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement et l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

ART. 2.

La déchéance sera prononcée par le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public.

(Comme ci-contre.)

Quiconque l'a encourue est aussi incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants.

Il est incapable également d'être tuteur même officieux, co-tuteur, subrogé tuteur, membre d'un conseil de famille, curateur ou conseil de la mère tutrice.

(1) Les caractères italiques figurant dans cette colonne indiquent des modifications apportées par la Section centrale, soit au texte primitif élaboré par elle, soit aux amendements présentés par le Gouvernement.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

EERSTE HOOFDSTUK.

ONTZETTING VAN DE VADERLIJKE MACHT.

EERSTE ARTIKEL.

Worden ontzèt van de ouderlijke macht, ten aanzien van al hunne kinderen :

1^o De vader en de moeder die, met toepassing van de artikelen 378, § 2, en 382, § 2 van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanranding der eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht;

2^o De vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

ART. 2.

De ontzetting wordt door de rechtbank van eersten aanleg uitgesproken, op vervolging ambtshalve ingesteld door het openbaar ministerie.

(Zooals hiernevens.)

Al wie daardoor werd getroffen, is ook onbevoegd om door zijne toestemming eene akte van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken.

Hij is insgelijks onbevoegd om te zijn voogd, zelfs dienstwillige voogd, medevoogd, toeziende voogd, lid van een familieraad, curator of raadsman der moeder-voogdes.

(1) De wijzigingen, door de Middenafdeeling gebracht hetzij in haren oorspronkelijken tekst, hetzij in de amendementen der Regeering, zijn met cursiefletter gedrukt in deze kolom.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ARTICLE PREMIER.

Le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public, déclarera déchu de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

(Le reste conforme au texte de la Section centrale.)

EERSTE ARTIKEL.

De rechtbank van eersten aanleg, op ambtshalve door het openbaar ministerie ingestelde vervolging, zal van de ouderlijke macht ontzet verklaren, ten aanzien van al hunne kinderen :

(Het overige overeenkomstig den tekst der Middenafdeeling.)

ART. 2.

La déchéance prononcée en vertu de l'article premier emporte la privation de tous les droits qui découlent de la puissance paternelle.

ART. 2.

De krachtens het eerste artikel uitgesproken ontzetting brengt verlies mede van al de rechten die uit de ouderlijke macht voortvloeien.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 3.

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure de la puissance paternelle les père et mère, en tout ou en partie, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux :

1° S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une conduite notoire;

2° Si, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, ils mettent en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant;

3° S'ils ont été privés de l'exercice de leurs droits de famille, par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal;

4° S'ils ont été condamnés à une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime politique, auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que celui-ci ait été condamné, soit qu'il ait été acquitté comme ayant agi sans imputabilité.

La déchéance pourra aussi être prononcée contre ceux qui, étant tuteurs, même officieux, ont été condamnés à une peine criminelle comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur pupille.

ART. 4.

Le tribunal peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer l'exclusion telle qu'elle est prévue par l'article 3, contre la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 3.

De rechtbank van eersten aanleg kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, geheel of gedeeltelijk van het ouderlijk gezag uitsluiten den vader en de moeder, ten aanzien van al hunne kinderen, of van één of verscheidene hunner :

1° Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn;

2° Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid in het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind in gevaar brengen;

3° Indien zij, met toepassing van de artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek, werden beroofd van de uitoefening van hunne familierechten;

4° Indien zij werden veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke misdaad, waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij deze werd veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar.

De ontzetting kan ook worden uitgesproken tegen hen die, voogd zijnde, zelfs dienstwillige voogd, tot eene lijfstraf werden veroordeeld als daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene misdaad bedreven op den persoon van hun pleegkind.

ART. 4.

De rechtbank kan, op eisch van het openbaar ministerie, de uitsluiting uitspreken, zooals deze is voorzien bij artikel 3, tegen de vrouw welke een persoon huwt die is ontzet van de vaderlijke macht.

Amendements du Gouvernement.

ART. 3.

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure les père et mère, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux, *de la totalité ou d'une partie des droits visés à l'article 2 :*

1° S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une conduite notoire;

2° Si, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, *ils mettent en péril* la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant;

(Le reste conforme au texte de la Section centrale.)

Amendementen der Regeering.

ART. 3.

De rechtbank van eersten aanleg, kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, den vader en de moeder, ten aanzien van al hunne kinderen of van één of verscheidene hunner, *geheel of gedeeltelijk van de bij artikel 2 bedoelde rechten uitsluiten :*

1° Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn;

2° Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid in het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind *in gevaar brengen ;*

(Het overige overeenkomstig den tekst van de Middenafdeeling.)

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 5.

Le tribunal, en prononçant la déchéance, ordonnera que le conseil de famille sera convoqué conformément aux articles 405 et suivants du Code civil.

Le conseil désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont le tribunal les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, le conseil désigne de préférence la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant et sur la réquisition du ministère public, modifier le choix fait par le conseil.

Dans ce cas, il désigne lui-même la personne apte à remplacer les père et mère. S'il ne trouve pas cette personne, il peut confier l'enfant à une société ou une institution de charité publique ou privée.

Il peut aussi, en tout temps, modifier son propre choix, sur la réquisition du ministère public ou à la demande des personnes auxquelles l'enfant a été confié.

Si la personne désignée n'est pas la mère, etc., **comme ci-contre.**

Dans le même cas, etc., **comme ci-contre.**

Teksten uitgaande van de Middenaftceeling.

ART. 5.

De rechtbank, de ontzetting uitsprekende, beveelt dat de familieraad zal worden bijeengeroepen overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

In 't belang van het kind, wordt door den raad aangewezen de persoon die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten waarvan de rechtbank dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmede in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door den raad aangewezen de moeder of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie, indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

De rechtbank kan, in 't belang van het kind en op eisch van het openbaar ministerie, de keuze wijzigen, door den raad gedaan.

In dit geval, wijst zij zelt een persoon aan, geschikt om den vader en de moeder te vervangen. Vindt ze dezen persoon niet, dan kan zij het kind toevertrouwen aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid.

Zij kan ook, te allen tijde, hare eigen keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie of op verzoek van de personen aan wie het kind werd toevertrouwd.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, enz., **zooals hiernevens.**

In hetzelfde geval wordt, enz., **zooals hiernevens.**

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 5.

ART. 5.

Le tribunal désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont il les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, il désigne de préférence la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Le tribunal peut aussi confier la garde et l'éducation de l'enfant à une société ou une institution charitable, publique ou privée.

Si la personne désignée n'est pas la mère, cette personne ne peut avoir la jouissance des biens de l'enfant visés à l'article 384 du Code civil. En ce cas, les revenus de ces biens doivent être essentiellement employés à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

Dans le même cas, pour tous les actes du mineur spécialement subordon-

In het belang van het kind, wordt door *de rechtbank* aangewezen de persoon, die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten, waarvan zij dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmee in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door *haar, bij voorkeur*, de moeder aangewezen of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie; indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

Door de rechtbank kan ook de zorg voor het kind en voor zijne opvoeding worden toevertrouwd aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, dan kan deze persoon niet hebben het genot van de *bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde* goederen des kinds. In dat geval moet het inkomen *dezer goederen* hoofdzakelijk worden besteed aan het onderhoud en aan de opvoeding van het kind.

In hetzelfde geval wordt, *voor al de handelingen van den minderjarige waar-*

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

Le tribunal peut toujours, etc.,
à supprimer.

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite, le tribunal et, en cas d'urgence, le juge de référé peuvent, sur la réquisition du ministère public, prendre telles mesures provisoires qu'ils jugent utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

ART. 7.

Ceux qui ont encouru la déchéance peuvent, sur leur demande, être réintégrés, en tout ou en partie, dans leurs droits par le tribunal qui l'a prononcée.

Cette demande n'est pas recevable avant l'expiration des dix ans à compter du jour où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée, dans les cas de l'article premier, et de cinq ans, dans les cas de l'article 3.

ART. 8.

Les père et mère perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire.

Si la déchéance atteint le père, il est remplacé *de préférence* par la mère.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde, enz., te doen wegvallen.

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, kan de rechtbank, en wanneer er spoed bij is, de rechter in kortgeding, op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige voorloopige maatregelen nemen, als door hen worden nuttig geacht, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

ART. 7.

Zij, tegen wie ontzetting is uitgesproken, kunnen, op hun verzoek, geheel of gedeeltelijk weder in hunne rechten worden hersteld door de rechtbank die de ontzetting uitsprak.

In de gevallen voorzien bij artikel 1, is deze eisch niet ontvankelijk vóór het verstrijken van tien jaren, te rekenen van den dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, en, in de gevallen voorzien bij artikel 3, vóór het verstrijken van vijf jaren.

ART. 8.

De vader en de moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, gedurende den tijd dat zij verkeerden in staat van verklaarde afwezigheid of van gerechtelijke interdictie.

Treft de ontzetting den vader, dan wordt hij *bij voorkeur* vervangen door de moeder.

Amendements du Gouvernement.

nés par la loi au consentement du père ou de la mère, il sera procédé comme si les père ou mère faisaient défaut.

Le tribunal peut toujours, dans l'intérêt de l'enfant, modifier son choix sur la réquisition du ministère public *ou à la demande des personnes auxquelles l'enfant a été confié.*

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite *et même en cas de poursuite du chef d'une infraction pouvant donner lieu à l'application des articles 1 ou 3,* le tribunal, et en cas d'urgence *le juge des enfants,* peut, sur la réquisition du ministère public, prendre telles mesures qu'il juge utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

Amendementen der Regeering.

voor door de wet de toestemming van den vader of van de moeder in het bijzonder is vereischt, gehandeld alsof de vader of de moeder niet bestonden.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde hare keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie *of op verzoek van de personen aan wie het kind werd toevertrouwd.*

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, *en zelfs bij vervolging wegens een misdrijf, aanleiding kunnende geven tot toepassing van de artikelen 1 of 3,* kan de rechtbank en wanneer er spoed bij is, *de kinderrechtcr,* op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige maatregelen nemen, als nuttig wordt geacht, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

Si la mère est décédée, absente ou interdite ou si elle est exclue de la puissance paternelle à un autre titre, il sera procédé à la désignation de la personne qui la remplacera, conformément à l'article 5.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du juge de paix du domicile ou, à défaut du domicile, de la résidence des père et mère.

Sauf dans le même cas, il entend ou appelle également la mère qui n'est ni absente ni interdite, avant de statuer sur le remplacement ou sur la réintégration du père.

ART. 10.

La femme mariée ne doit pas être autorisée à ester en justice dans les cas prévus par les articles précédents.

Dans ces mêmes cas, le délai d'appel est fixé à quinze jours. L'appel n'est pas suspensif dans le cas de l'article 6.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

Is de moeder overleden, afwezig of geïnterdiceerd of is zij om eene andere reden ontzet van het ouderlijk gezag, dan wordt overgegaan tot aanwijzing van den persoon die haar vervangt, overeenkomstig artikel 5.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 6, doet de rechtbank eerst uitspraak nadat zij het geschreven advies van den vrederechter der woonplaats heeft ingewonnen, of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder.

Behalve in hetzelfde geval, hoort zij of roept zij insgelijks de niet-afwezige of niet-geïnterdiceerde moeder, alvorens uitspraak te doen over de vervanging van den vader of het weder herstellen van dezen in zijne rechten.

ART. 10.

De gehuwde vrouw moet, in de gevallen voorzien bij de voorgaande artikelen, niet worden gemachtigd om in rechten op te treden.

In diezelfde gevallen, wordt de termijn voor hooger beroep op vijftien dagen bepaald. In het geval voorzien bij artikel 6 heeft het beroep geen kracht van opschorting.

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du *juge des enfants* du domicile ou, à défaut du domicile, de la résidence des père et mère.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 6, doet de rechtbank eerst uitspraak nadat zij het geschreven advies van den *kinderrechter* der woonplaats of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder heeft ingewonnen.

ART. 11.

Le tribunal ou le magistrat qui, par application de l'article 5 ou de l'article 6, confie un enfant à une personne autre que la mère, à une société ou une institution charitable, publique ou privée, peut allouer à celle-ci un subside,

ART. 11.

De rechtbank of de magistraat die, met toepassing van artikel 5 of van artikel 6, een kind toevertrouwt aan een persoon andere dan de moeder, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid, kan aan

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenaafdeeling.

CHAPITRE II.

DES MESURES A PRENDRE A L'ÉGARD DES JEUNES DÉLINQUANTS.

ART. 12.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

HOOFDSTUK II.

GERECHTELIJKE MAATREGELEN TEGENOVER JONGE MISDADIGERS.

ART. 12.

Zooals hiernevens behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 13.

(Zooals hiernevens)

Amendements du Gouvernement.

dont il fixe le montant, pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. Cette décision peut toujours être modifiée conformément à l'article 5, § 6.

L'avance de ces frais est faite par l'État.

Ils incombent pour moitié à celui-ci et pour moitié à la commune du domicile de secours.

CHAPITRE II.

DES MESURES A PRENDRE A L'ÉGARD DES MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

§ 1^{er}. — Le juge des enfants.

ART. 12.

Le Roi désigne, parmi les président, vice-présidents et juges de chaque tribunal de première instance, un magistrat qui, avec l'assistance du ministère public, est chargé du jugement des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis. Ce magistrat prend le nom de juge des enfants. Il est nommé pour un terme de trois ans. Son mandat est renouvelable.

Si les besoins du service l'exigent, le Roi en nomme plusieurs. En cas d'empêchement du titulaire, il lui est désigné un remplaçant par le président du tribunal de première instance.

ART. 13.

Un ou plusieurs substituts désignés par le procureur du Roi et un ou plusieurs juges d'instruction désignés par

Amendementen der Regeering.

deze eene toelage toekennen, waarvan de rechtbank of de magistraat het bedrag bepaalt, voor het onderhoud en de opvoeding van het kind. Deze beschikking kan te allen tijde worden gewijzigd overeenkomstig artikel 5, § 6.

Die kosten worden voorgeschoten door den Staat.

Zij komen voor de helft ten laste van den Staat en voor de andere helft ten laste van de gemeente waar het domicile van onderstand is.

HOOFDSTUK II.

VAN DE MAATREGELEN TEN AANZIEN VAN DE IN RECHTEN VERVOLGDE MINDERJARIGEN.

§ 1. — De kinderrechter.

ART. 12.

De Koning kiest uit voorzitter, onder-voorzitters en rechters van iedere rechtbank van eersten aanleg, een magistraat die, bijgestaan door het openbaar ministerie, in opdracht heeft recht te spreken over de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren. Deze magistraat is gheeten « kinderrechter. » Hij wordt benoemd voor een termijn van drie jaren. Zijn mandaat is vatbaar voor hernieuwing.

Indien de behoeften van den dienst het vergen, stelt de Koning er verscheidene aan. Bij verhindering van den titularis, wordt in zijne vervanging voorzien door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg.

ART. 13.

Een of meer, door den procureur des Konings aan te wijzen substituten, en een of meer door den voorzitter der

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

(Comme ci-contre.)

L'instruction terminée, le juge rend, sur le réquisitoire du ministère public, une ordonnance de renvoi devant le juge des enfants.

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de 16 ans à celui de 18 ans.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

(Zooals hiernevens.)

Het onderzoek geëindigd zijnde, verleent de rechter, op eisch van het openbaar ministerie, een bevel van verwijzing naar den kinderrechter.

ART. 14.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van 18 jaar wordt vervangen door den leeftijd van 16 jaar.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

le président du tribunal seront spécialement chargés des affaires concernant les enfants.

Toutefois, le juge d'instruction ne sera saisi que dans des circonstances exceptionnelles et seulement en cas de nécessité absolue.

§ 2. — Des mesures que peut prendre le juge des enfants.

ART. 14.

Le juge des enfants prend, à l'égard des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui comparaissent devant lui, des mesures de garde, d'éducation et de préservation.

Si les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage, ils pourront être arrêtés et traduits devant le juge des enfants qui aura le droit :

1° De les réprimander et de les rendre aux personnes qui en avaient la garde en leur enjoignant de mieux les surveiller à l'avenir ;

2° De les confier jusqu'à leur majorité à une personne, à une société ou à une institution charitable, publique ou privée ;

3° De les mettre jusqu'à leur majorité à la disposition du Gouvernement. Néanmoins, si l'état habituel de mendicité ou de vagabondage est établi, le juge des enfants n'aura le choix qu'entre ces deux dernières mesures.

rechtbank aan te wijzen onderzoeksrechters worden in het bijzonder belast met de zaken die op kinderen betrekking hebben.

Echter wordt de onderzoeksrechter slechts aangesproken in buitengewone omstandigheden en dit alleen bij volstrekte noodzakelijkheid.

§ 2. — Van de maatregelen die de kinderrechter kan nemen.

ART. 14.

Ten opzichte van de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die voor hem verschijnen, treft de kinderrechter maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding.

Worden de minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren bedelend of zwervend aangetroffen of geven zij zich gewoonlijk over aan bedelarij of aan landlooperij, dan mogen zij worden aangehouden en gebracht voor den kinderrechter, die het recht heeft :

1° Ze te berispen en terug te geven aan de personen die er voor moesten zorgen, met aanzegging er voortaan beter toezicht op te houden ;

2° Ze tot hunne meerderjarigheid toe te vertrouwen aan eenen persoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid ;

3° Ze tot hunne meerderjarigheid te stellen ter beschikking van de Regeering. Is echter de gewone toestand van bedelarij of landlooperij bewezen, dan heeft de kinderrechter slechts de keus tusschen de twee laatstgenoemde maatregelen.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 15.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 16.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 17.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* à celui de *18 ans*.

ART. 18.

Si le mineur, âgé de moins de *16 ans* accomplis au moment du fait *a commis*

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 15.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 16.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 17.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 18.

Indien de minderjarige, die den leeftijd van volle *16 jaren* niet had bereikt

Amendements du Gouvernement.

ART. 15.

Si des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis donnent, par leur inconduite ou leur indiscipline, de graves sujets de mécontentement à leurs parents, à leurs tuteurs ou aux autres personnes qui en ont la garde, le juge des enfants pourra, à la requête des dits parents, tuteurs ou personnes ayant la garde de l'enfant, prendre l'une des mesures spécifiées au 2° et au 3° de l'article 14.

ART. 16.

Si des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis et qui sont traduits devant le juge des enfants se livrent à la prostitution, à la débauche, ou cherchent leurs ressources dans le jeu ou dans des trafics ou occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, le juge des enfants pourra prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 14.

ART. 17.

Si le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis a commis une infraction, il sera déféré au juge des enfants, et la peine sera remplacée par une mesure de garde, d'éducation ou de préservation d'après les distinctions suivantes.

ART. 18.

Si le mineur avait moins de 16 ans accomplis au moment du fait, le juge

Amendementen der Regeering.

ART. 15.

Indien minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren door hun slecht gedrag of hunne onbuigzaamheid, ernstige redenen tot ongenoegen geven aan hunne ouders, aan hunne voogden of aan de personen, onder wier hoede zij werden geplaatst, kan door den kinderrechtter een der bij n° 2° en n° 3° van artikel 14 bepaalde maatregelen worden getroffen ten verzoeken van genoemde ouders, voogden of personen, onder wier hoede het kind is geplaatst.

ART. 16.

Indien minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die voor den kinderrechtter worden gebracht, zich aan ontucht, aan liederlijkheid overleveren, of hunne middelen van bestaan zoeken in spel of in handelingen of bezigheden die kunnen leiden tot ontucht, tot bedelarij, tot landlooperij of tot criminaliteit, kan door den kinderrechtter een der bij artikel 14 bepaalde maatregelen worden getroffen.

ART. 17.

Indien de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren een misdrijf pleegt, wordt hij voor den kinderrechtter gebracht en wordt de straf door een maatregel van bewaking, opvoeding of behoeding vervangen, naar onderscheid zooals volgt.

ART. 18.

Indien de minderjarige den leeftijd van volle 16 jaren niet had bereikt op het

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

un délit le juge des enfants pourra...
(comme ci-contre).

Il en sera de même si le mineur *agé de moins de 16 ans* accomplis au moment du fait a commis une contravention.

ART. 19.

Si le mineur qui s'est rendu coupable d'un *crime* qui n'est pas punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, avait *16 ans* accomplis au moment du fait, le juge des enfants... (comme ci-contre).

ART. 20.

Si le crime commis par un mineur de moins de *16 ans* accomplis... la durée de la mise à la disposition du Gouvernement, prononcée par le juge des enfants, *sera* prolongée...

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

op het oogenblik van het feit, een *wanbedrijf* heeft begaan, enz., zooals *hiernevens*.

Zoo ook wanneer de minderjarige, die den leeftijd van volle 16 jaren niet had bereikt op het oogenblik van het feit, eene overtreding heeft begaan.

ART. 19.

Indien de minderjarige, die zich schuldig heeft gemaakt aan eene *misdad*, niet strafbaar met doodstraf of dwangarbeid, den leeftijd van volle 16 jaren had bereikt op het oogenblik van het feit, kan de kinderrechtcr, enz., zooals *hiernevens*.

ART. 20.

Is de misdad, gepleegd door een minderjarige beneden den leeftijd van volle 16 jaren, strafbaar met doodstraf of dwangarbeid, dan *wordt* de duur... verlengd...

Amendements du Gouvernement.

des enfants pourra, selon les circonstances, réprimander l'enfant et le rendre aux personnes qui en avaient la garde, avec injonction de mieux le surveiller à l'avenir ou le confier jusqu'à sa majorité à une personne, à une société, à une institution charitable, publique ou privée, ou le mettre jusqu'à sa majorité à la disposition du Gouvernement.

Il en sera de même si le mineur âgé de 16 ans accomplis et de moins de 18 ans accomplis au moment du fait a commis une contravention.

ART. 19.

Si le mineur qui s'est rendu coupable d'un délit ou d'un crime qui n'est pas punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, avait 16 ans accomplis et moins de 18 ans accomplis au moment du fait, le juge des enfants, en le mettant à la disposition du Gouvernement, pourra décider que son séjour dans l'école de bienfaisance de l'État ou dans tout autre établissement approprié à son état sera prolongé au delà de sa majorité, sans toutefois qu'il puisse être retenu au delà de sa 25^e année.

ART. 20.

Si le crime commis par un mineur âgé de moins de 18 ans accomplis est punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, la durée de la mise à la disposition du Gouvernement, prononcée

Amendementen der Regeering.

oogenblik van het feit, kan de kinderrechtcr, volgens de omstandigheden, het kind berispen en het teruggeven aan de personen die er moesten voor zorgen, met aanzegging er voortaan beter toezicht op te houden, of het tot zijne meerderjarigheid aan een persoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid toevertrouwen, of het tot zijne meerderjarigheid stellen ter beschikking van de Regeering.

Zoo ook wanneer de minderjarige, die den leeftijd van volle 16 jaren had bereikt en niet den leeftijd van volle 18 jaren op het oogenblik van het feit, eene overtreding heeft begaan.

ART. 19.

Indien de minderjarige, die zich schuldig heeft gemaakt aan een wanbedrijf of aan eene misdaad, niet gestraft met doodstraf of dwangarbeid, den leeftijd van volle 16 jaren had bereikt, doch dien van volle 18 jaren niet had bereikt op het oogenblik van het feit, kan de kinderrechtcr beslissen, terwijl hij hem stelt ter beschikking van de Regeering, dat zijn verblijf in de Rijks-weldadigheidsschool of in elk ander aan zijn toestand beantwoordend gesticht, zal verlengd worden tot na zijne meerderjarigheid, zonder echter te mogen duren tot na zijn 25^{te} jaar.

ART. 20.

Indien de misdaad, gepleegd door een minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren, strafbaar is met doodstraf of dwangarbeid, kan de duur van het stellen ter beschikking van de Regeer-

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 21.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* au lieu de *18 ans*.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

... moins de *16 ans* accomplis...

ART. 23.

Comme ci-contre, sauf la substitution de l'âge de *16 ans* au lieu de *18 ans*.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 21.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

ART. 22.

(Zooals hiernevens.)

... beneden den leeftijd van volle *16 jaren*...

ART. 23.

Zooals hiernevens, behalve dat de leeftijd van *18 jaar* wordt vervangen door den leeftijd van *16 jaar*.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

par le juge des enfants, pourra être prolongée au delà de la majorité du mineur pour un terme de vingt ans au maximum.

ring, door den kinderrechter uitgesproken, worden verlengd tot na de meerderjarigheid van den minderjarige, voor den tijd van ten hoogste twintig jaren.

ART. 21.

ART. 21.

Dans le cas où l'infraction commise par un mineur est connexe à une infraction commise par un adulte et que le mineur n'avait pas 18 ans accomplis au moment du fait, la disjonction sera prononcée, et le mineur sera déféré au juge des enfants.

Wanneer het door een minderjarige gepleegd misdrijf in verband staat met een misdrijf door een volwassene gepleegd en de minderjarige den leeftijd van volle 18 jaren niet had bereikt op het oogenblik van het feit, wordt de splitsing uitgesproken en de minderjarige voor den kinderrechter gebracht.

ART. 22.

ART. 22.

Si le juge des enfants a un doute quant à l'état physique ou mental de l'enfant, il peut le placer en observation et le soumettre à l'examen médical d'un ou de plusieurs spécialistes.

Indien hij in twijfel verkeert omtrent de lichamelijke of psychische gesteldheid van het kind, kan de kinderrechter het in observatie stellen en het onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek van een of meer specialisten.

S'il est établi par l'expertise médicale que le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis au moment du fait se trouve dans un état d'infériorité physique ou mental le rendant incapable du contrôle de ses actions, le juge des enfants ordonnera qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement pour être placé dans un asile ou dans un établissement spécial approprié à son état.

Blijkt uit het geneeskundig onderzoek, dat de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren zich lichamelijk of psychisch in een staat van minderwaardige ontwikkeling bevindt, waardoor het hem onmogelijk is op zijn daden toezicht te houden, dan gelast de kinderrechter dat hij worde gesteld ter beschikking van de Regeering met het oog op plaatsing in een gesticht of in eene aan zijn toestand beantwoordende bijzondere instelling.

ART. 23.

ART. 23.

Dans les cas où il serait établi que le mineur âgé de moins de 18 ans accomplis au moment du fait, et qui s'est

In de gevallen, waar mocht blijken dat de minderjarige beneden den leeftijd van volle 18 jaren, die zich heeft schul-

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 24.

(Zooals hiernevens.)

ART. 25.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

rendu coupable d'un délit ou d'un crime, est d'une perversité morale trop caractérisée pour être placé dans un établissement ordinaire de garde, d'éducation ou de préservation, le juge ordonnera qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un établissement disciplinaire de l'État pendant deux ans au moins et dix ans au plus. Dans le cas prévu à l'article 20, cet internement pourra dépasser de vingt ans l'âge de la majorité.

ART. 24.

Dans les cas où le juge des enfants ordonne la mise à la disposition du Gouvernement du mineur traduit en justice, il peut la prononcer conditionnellement en spécifiant les conditions qu'il met au sursis.

ART. 25.

Dans les cas où l'infraction est établie, le juge condamnera l'enfant aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Si les dommages-intérêts n'excèdent pas 50 francs, le juge pourra les adjuger sur la plainte de l'intéressé, visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal d'évaluation du dommage dressé sans frais, par ce fonctionnaire.

Les personnes responsables soit en vertu de l'article 1384 du Code civil, soit en vertu de la loi spéciale, seront régulièrement citées et tenues solidairement

Amendementen der Regeertug.

dig gemaakt aan wanbedrijf of misdadig, zedelijk te diep bedorven is om in een gewoon gesticht voor bewaking, opvoeding of behoeding te worden geplaatst, gelast de rechter dat hij worde gesteld ter beschikking van de Regeering met het oog op opsluiting in eene tucht-inrichting van het Rijk, voor den tijd van ten minste twee en ten hoogste tien jaren. In het bij artikel 20 voorziene geval, kan deze opsluiting zich uitstrekken tot twintig jaren na den meerderjarigheidsouderdom.

ART. 24.

In de gevallen, waar de kinder-rechter gelast dat de in rechten vervolgte minderjarige worde gesteld ter beschikking van de Regeering, kan hij deze terbeschikkingstelling voorwaardelijk uitspreken, onder opgave van de voorwaarden door hem aan het uitstel verbonden.

ART. 25.

In de gevallen waar het misdrijf bewezen is, veroordeelt de rechter het kind tot de kosten en, zoo er grond voor is, tot teruggave en tot schadevergoeding.

Indien de schadevergoeding niet meer dan 50 frank bedraagt, mag de rechter die toewijzen op aanklacht van den belanghebbende, gevisceerd door den burgemeester en vergezeld van een proces-verbaal tot raming der schade, kosteloos opgemaakt door dezen ambtenaar.

De personen die, hetzij krachtens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij krachtens eene bijzondere wet, aansprakelijk zijn, worden regel-

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

avec l'enfant, des frais, des restitutions et des dommages-intérêts.

Les poursuites exercées contre des enfants, conformément aux dispositions de la présente loi, ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement par les autorités au sujet des individus poursuivis.

Elles peuvent toutefois être portées à la connaissance de l'autorité judiciaire en cas de nouvelles poursuites.

§ 3. — De la mise en liberté surveillée.

ART. 26.

Les mineurs qui, dans l'une des hypothèses prévues aux articles précédents, n'ont pas été placés dans un établissement de l'État ou en sont sortis, sont placés jusqu'à leur majorité sous le régime de la liberté surveillée.

A cet effet, le juge des enfants désignera des personnes des deux sexes choisies par lui de préférence parmi les sociétés protectrices de l'enfance ou les institutions charitables, publiques ou privées et chargées, sous sa direction, de la surveillance des enfants traduits en justice.

Ces personnes prendront le nom de « délégués à la protection de l'enfance » et pourront être rémunérées.

ART. 27.

Les délégués à la protection de l'enfance resteront en contact avec le mineur

Amendementen der Regeering.

matig gedagvaard en zijn met het kind hoofdelijk gehouden tot het betalen van de kosten, tot teruggave en tot schadevergoeding.

De vervolging, tegen kinderen ingesteld overeenkomstig de bepalingen van deze wet, wordt niet vermeld in de inlichtingen, later door de overheid verstrekt omtrent de vervolgde personen.

Zij kan echter ter kennis van de rechterlijke overheid worden gebracht ingeval van nieuwe vervolging.

§ 3. — Van de invrijheidstelling onder toezicht.

ART. 26.

De minderjarigen die, in eene der in de voorgaande artikelen voorziene onderstellingen, niet werden geplaatst in een Rijksgesticht of er uit ontslagen zijn, blijven, tot hunne meerderjarigheid, onderworpen aan den regel der vrijheid onder toezicht.

Met dit doel wijst de kinderrechter personen aan van beide geslachten, door hem bij voorkeur te kiezen onder de vereenigingen voor kinderbescherming of de instellingen van weldadigheid, en die in opdracht hebben, onder zijn beleid, toezicht te houden op de in rechten vervolgde kinderen.

Deze personen worden geheeten « afgevaardigden ter kinderbescherming »; eene vergoeding kan hun worden toegekend.

ART. 27.

De afgevaardigden ter kinderbescherming blijven in betrekking met den

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

ART. 28.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement

Amendementen der Regeering.

et, suivant les circonstances, visiteront les parents, les personnes, les associations ou les institutions qui en ont la garde.

Les délégués à la protection de l'enfance observeront le milieu, les tendances, la conduite du mineur.

Ils feront, toutes les fois qu'ils le croiront utile, et au moins une fois par mois, rapport au juge des enfants sur la situation morale et matérielle du mineur. Ils proposeront au juge des enfants toutes les mesures qu'ils croiront avantageuses pour le mineur.

§ 4. — De la procédure.

ART. 28.

Le juge des enfants vérifie l'identité et l'âge de l'enfant. Il fait une enquête sur son état physique et mental, ainsi que sur les conditions sociales et morales dans lesquelles il vit.

Pour obtenir à cet égard les renseignements nécessaires, il peut en tout temps convoquer le mineur, les personnes qui en ont la garde et les délégués à la protection de l'enfance.

Il peut prendre, soit par l'intermédiaire des délégués à la protection de l'enfance, soit directement, l'avis des ministres des cultes, des autorités scolaires, du médecin de la famille, des patrons chez qui l'enfant a travaillé, des visiteurs des pauvres, des commissions de patronage, des représentants des sociétés qui se sont occupés de l'enfant, etc.

minderjarige en, volgens de omstandigheden, bezoeken zij de ouders, de personen, de vereenigingen of de instellingen die er voor moeten zorgen.

De afgevaardigden ter kinderbescherming zullen het midden waarin de minderjarige verkeert, zijne neigingen, zijn levensgedrag gadeslaan.

Telkens als zij het raadzaam achten, en ten minste eens per maand, brengen zij bij den kinderrechter verslag uit over den zedelijken en stoffelijken toestand van den minderjarige. Zij stellen aan den kinderrechter al de maatregelen voor, die zij achten den minderjarige voordelig te zijn.

§ 4. — Van de rechtspleging.

ART. 28.

De kinderrechter overtuigt zich van de identiteit en den ouderdom van het kind. Hij stelt een onderzoek in naar zijn lichaams- en geestestoestand, alsmede naar de sociale en zedelijke voorwaarden waarin het leeft.

Om te dien opzichte de noodige inlichtingen in te winnen, mag hij te allen tijde den minderjarige, de personen die er voor moeten zorgen en de afgevaardigden ter kinderbescherming oproepen.

Hij mag, hetzij door bemiddeling van de afgevaardigden ter kinderbescherming, hetzij rechtstreeks, het advies inwinnen van de bedienaars der eerediensten, van de schooloverheden, van den geneesheer der familie, van de werkgevers bij wie het kind gearbeid heeft, van de bezoekers der armen, van de beschermingscommissiën, van de vertegenwoordigers der vereenigingen die zich met het kind hebben bezig gehouden, enz.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 29.

(Comme ci-contre.)

Il peut soit le laisser chez les *particuliers* qui en ont la garde, soit le soustraire à son milieu et le confier provisoirement à un parent, à un particulier ou à une institution publique ou privée.

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

... le mineur pourra être gardé préventivement dans *une maison d'arrêt*, à condition que cette garde ne dépasse pas le terme de *trois* mois.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 29.

(Zooals hiernevens.)

Hij kan, of hem laten bij de *particulieren* die er moeten voor zorgen, of hem onttrekken aan zijn midden en hem voorloopig toevertrouwen aan een bloedverwant, aan een privaat persoon of aan eene openbare of private instelling.

ART. 30.

(Zooals hiernevens.)

ART. 31.

(Zooals hiernevens.)

... mag de minderjarige voorloopig in hechtenis worden gehouden in *een huis van arrest*, mits deze hechtenis den tijd van *drie* maanden niet te boven gaat.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

ART. 29.

Pendant l'enquête, le juge des enfants prend à l'égard du mineur poursuivi les mesures de garde nécessaires.

Il peut soit le laisser chez les personnes qui en ont la garde, soit le soustraire à son milieu et le confier provisoirement à un parent ou à un particulier ou à une société ou à une institution publique ou privée.

ART. 30.

Dans les circonstances exceptionnelles dont il est question à l'article 13 et s'il y a urgence, ces mesures de garde peuvent être prises par le juge d'instruction ou le procureur du Roi sauf à en donner sur-le-champ avis au juge des enfants qui reprend dès lors ses attributions.

ART. 31.

Dans les cas d'absolue nécessité, quand, à raison soit de la nature vicieuse de l'enfant, soit de l'impossibilité matérielle qu'il y aurait à trouver dans la localité un particulier ou une institution en mesure de recueillir le mineur, les mesures prévues à l'article 29 ne pourraient être exécutées, le mineur pourra être gardé préventivement dans la prison de l'arrondissement, à condition que cette garde préventive ne dépasse pas le terme de deux mois.

Le mineur gardé dans la prison sera soumis à un régime spécial, qui sera déterminé par les règlements de l'administration pénitentiaire.

Amendementen der Regeering.

ART. 29.

Gedurende het onderzoek neemt de kinderrechtter ten opzichte van den vervolgdten minderjarige de vereischte maatregelen van bewaking.

Hij kan, óf hem laten aan de personen die er voor moeten zorgen, óf hem onttrekken aan zijn midden en hem voorloopig toevertrouwen aan een bloedverwant of aan een privaat persoon of aan eene openbare of private vereeniging of instelling.

ART. 30.

In de bij artikel 13 bedoelde buitengewone omstandigheden en indien spoed is vereischt, mogen deze maatregelen van bewaking worden genomen door den onderzoeksrechtter of door den procureur des Konings, mits daarvan terstond kennis wordt gegeven aan den kinderrechtter; deze herneemt alsdan zijne bevoegdheid.

ART. 31.

Bij volstrekte noodzakelijkheid, wanneer, op grond hetzij van de bedorven inborst van het kind, hetzij van de feitelijke onmogelijkheid om ter plaatse een privaat persoon of eene instelling te vinden, geschikt tot opneming van den minderjarige, de bij artikel 29 voorziene maatregelen niet konden uitgevoerd worden, mag de minderjarige voorloopig in de arrondissementsgevangenis worden bewaard, mits deze voorloopige bewaring den tijd van twee maanden niet te boven gaat.

De in eene gevangenis bewaarde minderjarige wordt onderworpen aan een bijzonder regiem, dat door de reglementen van het gevangeniswezen zal worden bepaald.

Textes dépositifs
proposés par la Section centrale.

ART. 32.

Le juge des enfants peut, en tout temps, soit spontanément, soit sur le rapport des délégués à la protection de l'enfance, rapporter ou modifier les mesures qu'il a prises et agir, dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur, *sauf dans le cas où le mineur, mis à la disposition du Gouvernement, a été placé dans un établissement de l'État.*

ART. 33.

(Comme ci-contre.)

Dans ce cas, le juge des enfants pourra ordonner l'exécution provisoire de sa décision.

L'appel sera jugé par un conseiller à la Cour d'appel, *le ministère public entendu.*

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middelenafdeeling.

ART. 32.

Te allen tijde kan de kinderrechtcr, uit eigen beweging of op grond van de verslagen van de afgevaardigden ter kinderbescherming, de door hem genomen maatregelen intrekken of wijzigen, en binnen de perken dezer wet handelen ten beste van de belangen van den minderjarige, *behalve in het geval dat de minderjarige, ter beschikking van de Regeering gesteld, werd geplaatst in een Rijksgesticht.*

ART. 33.

(Zooals hiernevens.)

In dit geval kan, de kinderrechtcr de voorloopige tenuitvoerlegging van zijne beslissing bevelen.

Over het hooger beroep wordt uitspraak gedaan door een raadsheer in het Hof van beroep, *het op-nbaar ministerie gehoord.*

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

ART. 32.

Le juge des enfants peut en tout temps, soit spontanément, soit sur le vu des rapports des délégués à la protection de l'enfance, rapporter ou modifier les mesures qu'il a prises et agir dans les limites de la présente loi au mieux des intérêts du mineur.

Néanmoins, si le mineur mis à la disposition du Gouvernement a été placé dans un établissement de l'État, le Ministre de la Justice a seul le droit de le libérer conditionnellement, comme de le réintégrer le cas échéant.

ART. 33.

Les décisions rendues par le juge des enfants sont, dans les délais légaux, susceptibles d'appel de la part du ministère public, des parents ou tuteurs des mineurs, toutes les fois que la durée de la mise à la disposition du Gouvernement prononcée par le juge des enfants aura pour effet de dépasser l'âge de la majorité.

L'appel sera jugé par un conseiller à la Cour d'appel avec l'assistance du ministère public.

Ce conseiller sera désigné par le premier président pour un terme de trois ans. Cette désignation sera renouvelable.

Amendementen der Regeering.

ART. 32.

Te allen tijde kan de kinderrechtcr, uit eigen beweging of op grond van de verslagen van de afgevaardigden ter kinderbescherming, de door hem genomen maatregelen intrekken of wijzigen, en binnen de perken dezer wet handelen ten beste van de belangen van den minderjarige.

Werd echter de ter beschikking van de Regeering gestelde minderjarige in een Rijksgesticht geplaatst, dan heeft alleen de Minister van Justitie het recht hem voorwaardelijk in vrijheid te stellen, evenals, bij voorkomend geval, hem weder in het gesticht op te sluiten.

ART. 33.

De uitspraken van den kinderrechtcr zijn, binnen de bij de wet gestelde termijnen, vatbaar voor hooger beroep van wege het openbaar ministerie, de ouders of voogden der minderjarigen, telkenmale als de duur van het stellen ter beschikking van de Regeering, door den kinderrechtcr uitgesproken, tot gevolg zal hebben den leeftijd van meerderjarigheid te overschrijden.

Over het hooger beroep wordt uitspraak gedaan door een raadsheer in het Hof van beroep, bijgestaan^{*} door het openbaar ministerie,

Die raadsheer wordt door den eersten voorzitter aangewezen voor den tijd van drie jaren. Deze aanstelling kan worden hernieuwd.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 34.

(Comme ci-contre.)

ART. 35.

(Comme ci-contre.)

ART. 36.

Si, sur l'invitation à comparaître, lancée par le juge des enfants, le mineur ou les personnes qui en ont la garde ne comparaissent pas et que ces personnes ne puissent justifier la non-comparution, elles pourront être condamnées, *par ce magistrat*, à une amende de 1 à 25 francs et à un emprisonnement de un à sept jours, ou à l'une de ces peines seulement.

ART. 37.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling

ART. 34.

(Zooals hiernevens.)

ART. 35.

(Zooals hiernevens.)

ART. 36.

Indien, na een verzoek om te verschijnen, doorden kinderrechtcr gedaan, de minderjarige, of de personen die voor hem moeten zorgen, niet verschijnen en indien deze personen de niet-verschijning niet kunnen rechtvaardigen, kunnen zij *door dien magistraat* worden veroordeeld tot geldboete van 1 tot 25 frank en tot gevangenisstraf van één tot zeven dagen, of tot slechts eene van deze straffen.

ART. 37.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 34.

En cas de changement de résidence du mineur, avis devra en être donné au juge des enfants. Celui-ci prendra les mesures que la situation comporte.

Si le mineur a désormais sa résidence dans un autre arrondissement, le juge des enfants transmet au magistrat du nouveau ressort le dossier et les renseignements nécessaires.

ART. 35.

En cas de décès, de maladie grave, d'absence non autorisée ou d'inconduite du mineur, les personnes qui en ont la garde ou les délégués à la protection de l'enfance devront en donner avis sur-le-champ au juge des enfants.

ART. 36.

Si sur l'invitation à comparaître, lancée par le juge des enfants, le mineur ne comparait pas et que la personne qui en a la garde ne puisse justifier la non-comparution, elle peut être condamnée à une amende de 1 à 25 francs et à un emprisonnement de un à sept jours, ou à l'une de ces peines seulement.

ART. 37.

Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis ne pourront assister aux audiences des cours et tribunaux et des

ART. 34.

Verandert de minderjarige van verblijfplaats, dan moet daarvan kennis worden gegeven aan den kinderrechter. Deze treft de maatregelen, door den toestand vereischt.

Is de verblijfplaats van den minderjarige voortaan in een ander arrondissement gevestigd, dan maakt de kinderrechter aan den magistraat van het nieuwe gebied het dossier over, met de noodige inlichtingen.

ART. 35.

Bij overlijden, zware ziekte, niet geoorloofde afwezigheid van den minderjarige, moeten de personen, die er voor te zorgen hebben, of de afgevaardigden ter kinderbescherming daarvan terstond kennis geven aan den kinderrechter.

ART. 36.

Indien de minderjarige, na een verzoek om te verschijnen, door den kinderrechter gedaan, niet verschijnt, en indien de persoon, die er voor te zorgen heeft, de niet-verschijning niet kan rechtvaardigen, kan deze persoon worden veroordeeld tot geldboete van 1 tot 25 frank en tot gevangenisstraf van één tot zeven dagen, of tot slechts eene van deze straffen.

ART. 37.

De minderjarigen beneden den leeftijd van volle 18 jaren mogen de terechtzittingen der hoven en rechtbanken en

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 38.

(Comme ci-contre.)

ART. 38.

(Zooals hiernevens.)

ART. 38^{bis}.

(Comme ci-contre.)

ART. 38^{bis}.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

juges des enfants, que pour l'instruction et le jugement des poursuites dirigées contre eux, ou lorsqu'ils auront été invités à comparaître devant le juge des enfants ou lorsqu'ils auront à déposer comme témoins.

der kinderrechters slechts bijwonen voor het onderzoek en de behandeling van de vervolging tegen hen aangelègd, of wanneer zij werden aangezocht om voor den kinderrechter te verschijnen of wanneer zij als getuigen gehoord moeten worden.

§ 5. — Mesures de contrôle

§ 5. — Maatregelen voor het nazicht

ART. 38.

ART. 38.

Le Ministre de la Justice reçoit notification des placements des mineurs effectués par les juges des enfants et un rapport annuel sur leur situation. Il peut faire inspecter les placements.

Aan den Minister van Justitie wordt bericht gezonden van elke plaatsing van minderjarigen, die door de kinderrechters geschiedt en wordt jaarlijks verslag gedaan over dezer toestand. Hij kan de plaatsing doen inspecteeren.

ART. 38^{bis}.ART. 38^{bis}.

Les mineurs mis à la disposition du Gouvernement sans indication spéciale du juge pourront être laissés conditionnellement aux personnes qui en ont la garde, être mis en observation dans un établissement spécial, internés dans une école de bienfaisance de l'État, placés dans tout autre établissement approprié à leur état ou confiés à une personne, une société ou une institution charitable publique ou privée.

De minderjarigen, ter beschikking van de Regeering gesteld zonder bijzondere aanwijzing vanwege den rechter, kunnen voorwaardelijk worden gelaten aan de personen onder wier hoede ze staan; gezonden ter voorloopige waarneming naar een bijzonder gesticht; opgenomen in eene Rijkswelddigheidschool; geplaatst in elke andere inrichting, voor hunnen staat geschikt, of toevertrouwd aan een privaatschoon, aan eene openbare of private vereeniging of instelling van welddigheid.

Le Ministre de la Justice peut faire inspecter les placements.

De Minister van Justitie kan de plaatsing doen inspecteeren.

Jusqu'au terme de la mise à la disposition du Gouvernement, le Ministre de la Justice peut modifier ou rapporter les mesures qu'il a prises et agir, dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur.

Zoolang de minderjarige ter beschikking van de Regeering blijft, kan de Minister van Justitie de door hem genomen maatregelen wijzigen of intrekken en, binnen de grenzen van deze wet, handelen ten beste van de belangen van den minderjarige.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 39.
(Comme ci-contre.)

ART. 39.
(Zooals hiernevens.)

ART. 40.
(Comme ci-contre.)

ART. 40.
(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Il peut aussi, dans les mêmes limites, pendant le même délai, libérer conditionnellement et réintégrer, le cas échéant, les mineurs qui ont été mis à la disposition du Gouvernement, pour être placés dans un établissement spécial.

ART. 39.

L'emploi des salaires gagnés par les mineurs que les juges d'enfants ont confiés à une personne, une société, une institution charitable publique ou privée est déterminé par le juge des enfants.

L'emploi des salaires gagnés par les mineurs mis à la disposition du Gouvernement pendant qu'ils sont internés ou confiés à d'autres personnes que leurs parents ou tuteurs, est déterminé par le Ministre de la Justice.

Si tout ou partie de ces sommes est versé sur un livret de la Caisse d'épargne, le juge ou le Ministre, selon les cas, peut décider que le mineur n'en disposera pas sans une autorisation expresse de l'un d'eux avant qu'il n'ait atteint 25 ans.

ART. 40.

Le Roi fixe annuellement le prix de la journée d'entretien et d'éducation des mineurs mis par le Gouvernement dans un établissement spécial ou internés dans une école de bienfaisance de l'État.

Le Ministre de la Justice détermine le montant des subsides alloués pour

Amendementen der Regeering.

Hij kan ook, binnen dezelfde grenzen, gedurende denzelfden termijn, voorwaardelijk, bij voorkomend geval, in vrijheid stellen en weder in een gesticht doen opnemen de minderjarigen, ter beschikking van de Regeering gesteld om in eene bijzondere inrichting te worden geplaatst.

ART. 39.

Over het gebruik der loonen, verdiend door de minderjarigen die de kinderrechtters hebben toevertrouwd aan een persoon, eene openbare of private vereeniging of instelling van weldadigheid, wordt door den kinderrechter beschikt.

Het gebruik van de loonen, door de terbeschikking van de Regeering gestelde minderjarigen verdiend terwijl ze zijn opgesloten of toevertrouwd aan personen andere dan hunne ouders of voogden, wordt door den Minister van Justitie geregeld.

Indien deze sommen geheel of gedeeltelijk zijn geplaatst op een boekje van de Spaarkas, kan, volgens het geval, de rechter of de Minister beslissen dat de minderjarige, zonder uitdrukkelijke toelating van een hunner, daarover niet zal kunnen beschikken voordat hij den leeftijd van 25 jaren heeft bereikt.

ART. 40.

Door den Koning wordt jaarlijks de prijs vastgesteld van den dag onderhoud en opvoeding der minderjarigen, die door de Regeering in observatie werden gesteld in een bijzonder gesticht of in eene Rijks-weldadigheidsschool opgesloten.

Door den Minister van Justitie wordt het bedrag bepaald der toelagen, ver-

Textes définitifs proposés par la Section
centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 41.

(Comme ci-contre.)

Toutefois, dans le cas où les mineurs sont mis à la disposition du Gouvernement pour faits de vagabondage ou de mendicité, les frais d'entretien et d'éducation incombent, pour une moitié, à l'État et, pour l'autre, à la commune de leur domicile de secours.

ART. 41^{bis}.

(Comme ci-contre.)

ART. 41.

(Zooals hiernevens)

Wanneer echter de minderjarigen ter beschikking van de Regeering zijn gesteld wegens landlooperij of bedelarij, komen de kosten van onderhoud en opvoeding, voor de helft, ten laste van den Staat, en voor de helft ten laste van de gemeente waar zij hun domicile van onderstand hebben.

ART. 41^{bis}.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

l'entretien et l'éducation des enfants qu'il confie à des particuliers ou à des sociétés ou institutions charitables publiques ou privées.

Le juge des enfants déterminera, dans chaque cas, le subsidé alloué pour l'entretien et l'éducation du mineur dont il effectue le placement.

Cette décision peut toujours être modifiée, conformément à l'article 32.

Le subsidé servira exclusivement à payer les dépenses d'entretien et d'éducation du mineur pour lequel il est alloué.

L'avance en sera faite par l'État.

ART. 41.

Les frais d'entretien et d'éducation des mineurs résultant des mesures prononcées par le juge des enfants sont en premier lieu à charge des enfants ou des personnes qui leur doivent des aliments, si elles sont solvables, et si elles ne le sont pas, ces frais sont à charge de l'État.

Dans le cas où les mineurs sont placés dans les écoles de bienfaisance de l'État pour faits de vagabondage ou de mendicité, on suivra les règles fixées à l'article 34 de la loi sur le vagabondage et la mendicité.

ART. 41^{bis}.

Lorsque le mineur n'aura pas de domicile de secours en Belgique ou lorsque son domicile de secours ne pourra être découvert, les frais mis à charge du domicile de secours par les

leend'tot onderhoud en opvoeding der kinderen die aan privaatspersonen of aan openbare of private vereenigingen of instellingen van weldadigheid werden toevertrouwd.

De kinderrechtcr bepaalt, voor elk geval, de toelage te verleenē tot onderhoud en opvoeding van den minderjarige wiens plaatsing door hem geschiedt.

Deze beslissing kan te allen tijde worden gewijzigd, overeenkomstig artikel 32.

De toelage wordt uitsluitend aangewend tot bestrijding der uitgaven van onderhoud en opvoeding van den minderjarige, die bij de toekemming ervan werd beoogd.

Zij wordt door den Staat voorgeschoten.

ART. 41.

De kosten voor onderhoud en opvoeding van de minderjarigen, voortvloeiende uit de door den kinderrechtcr opgelegde maatregelen, komen in de eerste plaats ten laste van de kinderen of van die hun voedingskosten zijn verschuldigd, indien zij in staat zijn om te betalen, en, indien zij daartoe niet in staat zijn, ten laste van den Staat.

In het geval waar de minderjarigen in de Rijksweldadigheidsscholen zijn geplaatst wegens landlooperij of bedelarij, zijn geldende de regelen, voorzien bij artikel 34 van de wet op de landlooperij en de bedelarij.

ART. 41^{bis}.

Wanneer de minderjarige geen domicilie van onderstand in België heeft of wanneer zijn domicilie van onderstand niet kan worden ontdekt, worden de kosten, ten laste van het domicilie van

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 42.

(Comme ci-contre.)

ART. 43.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 42.

(Zooals hiernevens.)

ART. 43.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

articles 4 et 41 seront supportés par la province à laquelle appartient le tribunal de première instance ou le juge des enfants qui a statué.

L'État, la Province et la Commune ont action en justice, pour le recouvrement des frais d'entretien et d'éducation, contre les mineurs et contre les personnes qui lui doivent des aliments, s'ils sont solvables.

L'action se prescrit conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

§ 6. — Dispositions particulières.

ART. 42.

Seront punis des peines de police comme auteurs de l'infraction commise par un enfant de moins de 16 ans :

1° Ceux qui, par un des moyens indiqués aux alinéas 3 et 4 de l'article 66 du Code pénal, auront participé à une infraction qui ne peut être punissable d'une peine criminelle ou correctionnelle;

2° Ceux qui auront participé de la même manière à une infraction prévue par le Code forestier.

ART. 43.

Dans tous les cas où un enfant âgé de moins de 16 ans aura commis une infraction et quelle que soit la mesure prise à son égard, si l'infraction a été facilitée par un défaut de surveillance, la personne qui a la garde de l'enfant pourra être condamnée à une peine de

onderstand gelegd door de artikelen 4 en 41, gedragen door de provincie waartoe behoort de rechtbank van eersten aanleg of de kinderrechtter die uitspraak heeft gedaan.

De Staat, de Provincie en de Gemeente mogen, tot terugkrijging van de kosten van onderhoud en opvoeding, eene rechtsvordering instellen tegen de minderjarigen en tegen de personen die hun voedingskosten verschuldigd zijn, indien zij in staat zijn om te betalen.

De rechtsvordering verjaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

§ 6. — Bijzondere bepalingen.

ART. 42.

Worden gestraft met de politiestrafen, als plegers van het misdrijf begaan door een kind beneden den leeftijd van 16 jaren :

1° Zij die, door een der middelen, aangeduid in de alinea's 3 en 4 van artikel 66 van het Strafwetboek, deel hebben genomen aan een misdrijf niet strafbaar met lijf- of boetstraf;

2° Zij, die op dezelfde wijze hebben deelgenomen aan een bij het Boschwetboek voorzien misdrijf.

ART. 43.

In al de gevallen waar een kind, beneden den leeftijd van 16 jaren, een misdrijf begaat, en welke maatregel ook tegen het kind moge genomen zijn, indien het misdrijf werd vergemakkelijkt door gebrek aan voldoende bewaking, zoo kan de persoon, die voor het

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 44.

(Comme ci-contre.)

CHAPITRE III.

**LES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA MORALITÉ
OU LA FAIBLESSE DES ENFANTS.**

ART. 45.

L'article 372 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Tout attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 16 ans accomplis, sera puni de la réclusion.

Sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans l'attentat à la pudeur commis, sans violences ni menaces, par tout ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage.

Texten uitgaande van de Middelenafdeeling.

ART. 44.

(Zooals hiernevens.)

HOOFDSTUK III.

**VAN DE MISDADEN EN WANBEDRIJVEN TEGEN
DE ZEDELIIKHEID EN ZWAKHEID DER KIN-
DEREN.**

ART. 45.

Artikel 372 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Elke aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een kind van de eene of andere kunne, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, wordt gestraft met opsluiting.

De aanranding der eerbaarheid, zonder geweld of bedreigingen door een bloedverwant in opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs als deze den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk, wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regering.

police sans préjudice des dispositions du Code pénal et des lois spéciales concernant la participation.

kind moet zorgen, worden veroordeeld tot eene politiestraf, onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten betreffende de deelneming.

Art. 44.

Art. 44.

Quiconque aura recelé en tout ou en partie les choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans, à l'aide d'une contravention, sera puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Al wie geheel of gedeeltelijk verheelt de voorwerpen, die ten gevolge van eene overtreding in 't bezit zijn van een kind beneden den leeftijd van 16 jaren, wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en geldboete van 1 tot 20 frank, of met slechts eene van deze straffen.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

ART. 46.

L'article 373 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

L'attentat à la pudeur, commis avec violences ou menaces, sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

Si l'attentat a été commis sur la personne d'un mineur de plus de 16 ans accomplis, le coupable subira la réclusion.

La peine sera des travaux forcés de dix à quinze ans, si le mineur était âgé de moins de 16 ans accomplis.

ART. 47.

L'article 375 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Sera puni de réclusion quiconque aura commis le crime de viol, soit à l'aide de violences ou de menaces graves, soit par ruse, soit en abusant d'une personne qui, par l'effet d'une maladie, par l'altération de ses facultés ou par toute autre cause accidentelle, avait perdu l'usage de ses sens ou en avait été privée par quelque artifice.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant âgé de plus de 14 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Est réputé viol à l'aide de violences le seul fait du rapprochement charnel des sexes commis sur la personne d'un

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 46.

Artikel 373 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

De aanranding der eerbaarheid, met geweld of bedreigingen gepleegd op personen van de eene of andere kunne, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaren.

Is de aanslag gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt, zoo zal de schuldige opsluiting ondergaan.

Heeft de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet bereikt, dan is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 47.

Artikel 375 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Al wie de misdaad van verkrachting heeft gepleegd, hetzij door middel van gewelddaden of erge bedreigingen, hetzij door list, hetzij door misbruik te maken van een persoon die, ten gevolge van ziekte, door krenking zijner vermogens of door alle andere toevallige oorzaak, het gebruik zijner zinnen had verloren of daarvan door eenige arglist was beroofd geweest, wordt gestraft met opsluiting.

Is de misdaad gepleegd op den persoon van een kind boven den leeftijd van 14 jaar en beneden den leeftijd van 16 jaar, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Wordt geacht verkrachting te zijn door middel van gewelddaden, de enkele daad van vleeschelijke gemeenschap tus-

Amendements du Gouvernement.

Amendement der Regierung.

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

enfant qui n'a pas atteint l'âge de 14 ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Elle sera des travaux forcés à perpétuité si l'enfant était âgée de moins de 10 ans accomplis.

ART. 48.

L'article 376 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Si la victime était âgée de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 49.

L'article 377 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le coupable est l'ascendant, l'instituteur ou le serviteur à gages de la victime; s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur elle; s'il est le serviteur à gages soit d'un ascendant ou d'un instituteur de la victime, soit d'une personne ayant autorité sur elle; si, étant ministre d'un culte ou fonctionnaire public, il a abusé de sa position pour accomplir l'attentat; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses

Teksten uitgaande van de Middelenafdeeling.

schen de seksen, gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van 14 jaar niet heeft bereikt. In dit geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Zij is levenslange dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van 10 jaar niet had bereikt.

ART. 48.

Artikel 376 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Heeft de verkrachting, of de aanranding der eerbaarheid, den dood veroorzaakt van den persoon op welken zij werd gepleegd, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Indien het slachtoffer den leeftijd van volle 16 jaar niet heeft bereikt, wordt de schuldige gestraft met levenslange dwangarbeid.

ART. 49.

Artikel 377 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Is de schuldige een bloedverwant in opklimmende lijn, de onderwijzer of loontrekkende dienaar van het slachtoffer; behoort hij tot degenen die over hem gezag hebben; is hij de loontrekkende dienaar, hetzij van een bloedverwant in opklimmende lijn of van een onderwijzer van het slachtoffer, hetzij van een persoon die er gezag over heeft; heeft hij, dienaar van een eeredienst of openbaar ambtenaar zijnde, misbruik gemaakt van zijnen staat om

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Teksten definitifs
proposés par la Section centrale.

soins; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit :

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 372, la peine sera celle des travaux forcés de dix ans à quinze ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 373, le maximum de l'emprisonnement sera doublé ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 373, la peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 375, la peine de la réclusion sera de sept ans au moins ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 375, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 376, la peine des travaux forcés sera de dix-sept ans au moins.

ART. 30.

Les articles 379 et 380 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 379. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

de aanranding te plegen; is hij geneesheer, heelmeester, vroedmeester of officier van gezondheid en werd het kind aan zijne zorgen toevertrouwd; of werd, in de gevallen voorzien bij de artikelen 373, 375 en 376, de schuldige, wie hij ook zij, in de uitvoering van de misdaad of van het wanbedrijf geholpen door één of meer personen, dan worden de straffen bepaald als volgt :

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 372, is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 373, wordt het maximum van de gevangenisstraf verdubbeld ;

In de gevallen voorzien bij de paragraphen 2 en 3 van artikel 373, is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 375, is de straf opsluiting van ten minste zeven jaren ;

In de gevallen voorzien bij de paragraphen 2 en 3 van artikel 375, is de straf levenslange dwangarbeid ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 376, is de straf ten minste zeventien jaren dwangarbeid.

ART. 30.

De artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 379. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis.

La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis.

Art. 380. — Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 51.

Les dispositions 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379 et 380 du Code pénal.

ART. 51^{bis}.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 385 du Code pénal :

Si l'outrage a été commis en présence

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met opsluiting, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt.

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

ART. 380. — Al wie eene aanranding der eerbaarheid heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren.

ART. 51.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd door de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891, zijn, in zooverre zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek.

ART. 51^{bis}.

Aan artikel 385 van het Strafwetboek wordt de volgende paragraaf toegevoegd :

Werd de schennis bedreven in tegen-

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 51^{bis}.

Le Gouvernement propose la suppression de cet article.

ART. 51^{bis}.

De Regeering stelt voor, dit artikel te doen wegvallen.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

d'un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis, la peine sera d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 1,000 francs.

ART. 52.

Les numéros 17 et 18 de l'article premier de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions sont modifiés comme suit :

17° Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 16 ans accomplis ;

Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage ;

18° Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction.

Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

woordigheid van een kind dat den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt, dan is de straf gevangenisstraf van ééne maand tot drie jaren en geldboete van 100 tot 1,000 frank.

ART. 52.

De nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen worden gewijzigd als volgt :

17° Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een *minderjarige* van de eene of de andere kunne, die den leeftijd van zestien jaren niet heeft bereikt ;

Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld of bedreigingen door een bloedverwant in de opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een *minderjarige* van de eene of de andere kunne, zelfs wanneer deze den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk ;

18° Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen.

Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of van de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de pleger van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

ART. 53.

L'article 370 du Code pénal est modifié comme suit :

Celui qui aura enlevé ou fait enlever une fille en dessous de l'âge de 18 ans accomplis, qui aura consenti à son enlèvement ou qui aura suivi volontairement son ravisseur, sera puni, s'il est majeur, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs et pourra être de plus condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal.

Il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 50 francs à 300 francs, s'il est mineur.

ART. 54.

Les articles 354 à 360 inclus du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

354. — Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 francs à 100 francs ceux qui ont exposé ou fait exposer, et ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, en un lieu non solitaire, un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

355. — Les délits prévus par le précédent article seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 26 francs à 200 francs, s'ils ont été commis par les

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling

ART. 53.

Artikel 370 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

Hij, die heeft geschaakt of deed schaken een meisje, dat den leeftijd van achttien jaren niet heeft bereikt en dat in hare schaking toestemde of haren schaker vrijwillig volgde, wordt, indien hij meerderjarig is, gestraft met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaren en eene geldboete van 50 tot 500 frank en kan daarenboven, overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, worden veroordeeld tot interdictie.

Indien hij minderjarig is, wordt hij gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en met eene geldboete van 50 tot 300 frank.

ART. 54.

De artikelen 354 tot en met 360 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

354. — Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, hebben te vondeling gelegd of doen leggen, en zij, die zoodanig kind of onbekwame op eene niet eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en eene geldboete van 26 tot 100 frank.

355. — De bij het vorig artikel voorziene wanbedrijven worden gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en eene boete van 26 tot 200 frank, zoo die zijn gepleegd

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

père et mère légitimes ou naturels, ou par des personnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

356. — Si par suite du délaissement l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il a ressenti une maladie ou incapacité de travail, les coupables seront punis :

Dans le cas prévu par l'article 354, d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 26 francs à 200 francs ;

Dans le cas de l'article 355, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

357. — Si le délaissement a causé la mort de l'enfant ou de l'incapable, la peine sera :

Dans le cas de l'article 354, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

(Comme ci-contre.)

358. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et d'une amende de 50 francs à 300 francs, ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, dans un lieu solitaire, un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

359. — L'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de 100 francs à 300 francs, si les coupables du délaissement sont les père et mère légitimes ou naturels ou des per-

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

door den wettigen of natuurlijke vader of door de wettige of natuurlijke moeder, of door personen aan wie het kind was toevertrouwd.

356. — Indien, ten gevolge van de verlating, het kind of de onbekwame verminkt of gebrekkelijk is gebleven, of indien daaruit voor hem eene ziekte of arbeidsonbekwaamheid is voortgevloeid, worden de schuldigen gestraft :

In het geval voorzien bij artikel 354, met eene gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaren en eene geldboete van 26 tot 200 frank ;

In het geval voorzien bij artikel 355, met eene gevangenisstraf van één jaar tot drie jaren en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

357. — Heeft de verlating den dood veroorzaakt van het kind of van den onbekwame, dan is de straf :

In het geval voorzien bij artikel 354, eene gevangenisstraf van één jaar tot drie jaren en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

(Zooals hiernevens.)

358. — Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, op eene eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaren of eene geldboete van 50 tot 300 frank.

359. — De gevangenisstraf is één jaar tot vijf jaar en de geldboete 100 tot 300 frank, indien zij, die zich schuldig maakten aan verlating, de wettige of natuurlijke vader en moeder zijn ofwel

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Dans le cas de l'article 355, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

In het geval voorzien bij artikel 355, met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaar en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

sonnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

360. — Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la réclusion.

Si le délaissement a causé la mort, les coupables seront condamnés aux travaux de dix à quinze ans.

ART. 55.

(Comme ci-contre.)

Teksten uitgaande van de Midlenafdeeling.

personen aan wie het kind of de onbekwame was toevertrouwd.

360. — Indien, ten gevolge van de verlating, bij de twee voorgaande artikelen voorzien, het kind of de onbekwame verminkt of gebrekkelijk is gebleven, worden de schuldigen gestraft met opsluiting.

Heeft de verlating den dood veroorzaakt, dan worden de schuldigen gestraft met tien tot vijftien jaren dwangarbeid.

ART. 55.

(Zooals hiernevens.)

Si le coupable a été déchu de la puissance paternelle, l'emprisonnement sera porté à trois ans.

ART. 56.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal dont elle formera l'article 401^{bis} :

Sera puni des peines portées par les

Werd de schuldige ontzet van de ouderlijke macht, dan kan de gevangenisstraf worden verhoogd tot drie

ART. 56.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan het Strafwetboek en zal daarvan 401^{bis} uitmaken :

Al wie een kind, dat den leef-

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 55.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 369^{bis} :

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 francs à 1,000 francs, ou d'une de ces peines seulement :

Le mère ou la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la procédure intentée contre lui en vertu du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance, qui le soustraira ou tentera de le soustraire à la garde des personnes à qui le juge des enfants ou le Ministre de la Justice l'a confié, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

ART. 56.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 401^{bis} :

Sera puni des peines portées par les

ART. 55.

De volgende bepaling wordt aan het Strafwetboek toegevoegd, als artikel 369^{bis} :

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en geldboete van 26 frank tot 1,000 frank, of met slechts eené van deze straffen worden gestraft :

De vader of de moeder die hun minderjarig kind onttrekken of pogen te onttrekken aan de vervolging, tegen hetzelfde aangelegd uit kracht van hoofdstuk II van de wet op de kinderbescherming, die het onttrekken of pogen te onttrekken aan de zorg der personen aan wie de kinderrechtcr of de Minister van Justitie het heeft toevertrouwd, die het niet vertoonen aan hen die het recht hebben het op te eischen, die het, zelfs met zijne toestemming, wegvoeren of doen wegvoeren.

ART. 56.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan het Strafwetboek, als artikel 401^{bis} :

Al wie een kind, dat den leeftijd

**Textes définitifs
proposés par la Section centrale.**

articles 398 à 401, et suivant les distinctions y établies, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans accomplis, au point de compromettre sa santé.

ART. 57.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 410 du Code pénal :

Il en sera de même si le crime ou le délit a été commis envers un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans accomplis par ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou par toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde.

ART. 58.

(Comme ci-contre)

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

tijd van 16 jaar niet heeft bereikt, vrijwillig heeft beroofd van voeding of zorgen, in zoverre dat zijne gezondheid gevaar loopt, wordt gestraft met de straffen voorzien bij de artikelen 398 tot 401, en volgens het daarin gemaakt onderscheid.

ART. 57.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 410 van het Strafwetboek :

Dit zal ook het geval zijn, indien de misdaad, of het wanbedrijf is gepleegd op een kind beneden de 16 jaar door zijn wettigen, natuurlijke vader, zijne wettige, natuurlijke moeder, zijn pleegvader of pleegmoeder, of door alle andere personen die gezag over het kind uitoefenen of dit onder hunne hoede hebben.

ART. 58.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

articles 398 à 401, et suivant les distinctions y établies, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins, au point de compromettre sa santé, un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans ou une personne qui, à raison de son état physique ou mental, n'est pas à même de pourvoir à son entretien.

van 16 jaren niet heeft bereikt, of een persoon die door zijn lichaams- of geestestoestand onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien, vrijwillig heeft beroofd van voeding of zorgen, in zoverre dat zijne gezondheid gevaar loopt, wordt gestraft met de staffen voorzien bij de artikelen 398 tot 401, en volgens het daarin gemaakt onderscheid.

ART. 57.

ART. 57.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 410 du Code pénal :

Het volgende lid wordt toegevoegd aan artikel 410 van het Strafwetboek :

Il en sera de même si le crime ou le délit a été commis envers un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans accomplis ou envers une personne qui, à raison de son état physique ou mental, n'est pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou par toute autre personne ayant autorité sur l'enfant ou l'incapable ou en ayant la garde.

Dit zal ook het geval zijn indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een kind beneden de 16 jaar of op een persoon die, uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien, door zijn wettigen, natuurlijke vader, zijne wettige, natuurlijke moeder, zijn pleegvader of pleegmoeder, of door elk anderen persoon die gezag over het kind of den onbekwame uitoefent of ze onder zijne hoede heeft.

ART. 58.

ART. 58.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 360^{bis} :

De volgende bepaling wordt aan het Strafwetboek toegevoegd, als artikel 360^{bis} :

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 50 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application de dispositions pénales plus sévères :

Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van 50 frank tot 500 frank, of met slechts eene dezer straffen, onverminderd, desvoorkomend, de toepassing van zwaardere strafbepalingen :

Les père, mère légitimes, naturels ou adoptifs qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été

De wettige, natuurlijke vader of moeder, de pleegvader of de pleegmoeder die hun kind in behoeftigen

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 59.

Quiconque, en dehors des cas prévus par le Code pénal, la loi du 28 mai 1888 et la loi du 13 décembre 1889, aura employé un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis à des travaux qui excèdent manifestement ses forces, sera puni d'une amende de 26 à 200 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu d'enfants ainsi employés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées, sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 59^{bis}.

(Comme ci-contre.)

ART. 59.

Al wie, buiten de gevallen voorzien bij het Strafwetboek; de wet van 28 Mei 1888 en de wet van 13 December 1889, een kind beneden de 16 jaar gebruikt tot voor zijne krachten te zwaar werk, wordt gestraft met eene geldboete van 26 tot 200 frank.

De boete is van toepassing zooveel maal als er aldus kinderen aan 't werk werden gesteld, zonder dat de som der boeten 1,000 frank mag te boven gaan.

Ingeval van herhaling binnen vijf jaren na de vroegere veroordeeling, worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 2,000 frank mag overschrijden.

ART. 59^{bis}.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

laissé seul, qui refusent de le reprendre ou qui, l'ayant confié à un tiers, refusent de payer l'entretien de l'enfant.

toestand achterlaten, ook wanneer het niet alleen werd gelaten, die weigeren het terug bij zich te nemen of die, het aan een derde hebbende toevertrouwd, het onderhoud van het kind weigeren te betalen.

ART. 59^{bis}.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois :

1^o Celui qui aura fait habituellement mendier un enfant n'ayant pas 16 ans accomplis;

2^o Celui qui aura procuré un enfant de moins de 16 ans, ou un infirme, à un mendiant qui se sera servi de cet enfant ou de cet infirme dans le but d'exciter la commisération publique.

ART. 59^{bis}.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden worden gestraft :

1^o Hij, die een kind, dat den leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt, gewoonlijk doet bedelen;

2^o Hij, die een kind, dat den leeftijd van 16 jaren niet heeft bereikt, of een gebrekkige, heeft bezorgd aan een bedelaar die zich van dat kind of van dien gebrekkige bediende met het doel het openbaar medelijden op te wekken.

Textes définitifs
proposés par la Section centrale.

Teksten uitgaande van de Middenafdeeling.

ART. 60.

(Comme ci-contre.)

ART. 60.

(Zooals hiernevens.)

Amendements du Gouvernement.

En cas de récidive la peine pourra être portée au double.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre III et l'article 85 du livre 1^{er} de ce Code sont applicables aux infractions prévues par l'article précédent ou par le présent article.

Art. 60.

Sont abrogés : les articles 72 à 75 et 77 du Code pénal, 340 du Code d'instruction criminelle, 375 à 383 du Code civil, 8 de la loi du 1^{er} juin 1849 sur la revision des tarifs en matière criminelle, les articles 24 à 27, 29 à 35, 39 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, et l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 1849 sur les tribunaux de police simple et correctionnelle, en ce qui concerne les mineurs âgés de 18 ans accomplis.

Le chapitre II de la présente loi et le § 1 du présent article entreront en vigueur le 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi.

Les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises statueront sur les affaires dont ils seront respectivement saisis à cette époque.

Amendementen der Regeering.

Ingeval van herhaling, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk III en artikel 85 van het 1^{ste} boek van dat Wetboek van toepassing op de misdrijven voorzien bij het vorige artikel of bij dit artikel.

Art. 60.

Worden ingetrokken: de artikelen 72 tot 75 van het Strafwetboek, 340 van het Wetboek van Strafvordering, 375 tot 383 van het Burgerlijk Wetboek, 8 der wet van 1 Juni 1849 op de herziening der tarieven in strafzaken, de artikelen 24 tot 27, 29 tot 35, 39 der wet van 27 November 1891, gewijzigd door de wet van 15 Februari 1897 tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij, en artikel 3 der wet van 1 Mei 1849 op de rechtbanken van enkele politie en de boetstraffelijke rechtbanken, wat betreft de minderjarigen beneden de 18 jaar.

Hoofdstuk II van deze wet en § 1 van dit artikel treden in werking den 1^{en} October volgende op de afkondiging van deze wet.

De politierechtbanken, de boetstraffelijke rechtbanken, de hoven van beroep en de hoven van assisen doen uitspraak in de zaken, die onderscheidenlijk bij hen aanhangig zijn op dat tijdstip.

(192)

BIJLAGE I.

LEEFTIJD VAN DE MEERDERJARIGHEID OP STRAF- RECHTERLIJK GEBIED.

In onderstaande verloop zullen wij bemerken dat onder de voornaamste wetten, van kracht in Europa, alleen de Engelsche wet den *leeftijd van 16 jaar* heeft aangenomen als dien van de meerderjarigheid op straf-rechterlijk gebied, in dezen zin dat hij, die dezen leeftijd overschrijdt, niet meer kan worden onderworpen aan een eigenlijk *opvoedingstelsel*.

Niettemin moet hij, die meer dan 16 en min dan 21 jaar oud is, niet volkomen worden gelijkgesteld met hem die dezen laatsten leeftijd overschrijdt. In onderstaand verloop zullen wij zien dat hij kan worden onderworpen aan een *bijzondere strafstelsel*, zoodat men in zekeren zin zou kunnen zeggen dat men in Engeland op strafgebied meerderjarig is eerst op 21 jaar.

Hierbij ook eenige wetsontwerpen uit andere landen.

Duitschland.

Huidig Strafwetboek.

ART. 55. — Hij, die niet *12 jaar oud* was op 't oogenblik van het feit, kan niet strafrechterlijk worden vervolgd.

ART. 56. — Een beklaagde, die een misdrijf beging toen hij *12 jaar, doch min dan 18 jaar oud* was, moet worden vrijgesproken, zoo hij, op 't oogenblik dat hij het feit pleegde, niet het noodige oordeel des onderscheids had om te weten dat zijne daad strafbaar is.

ART. 57. — Bezat hij dat oordeel, zoo wordt hij (minder streng) gestraft...

Wetsontwerp, bij den Reichstag op 23 November 1909 ingediend tot wijziging van de rechterlijke inrichting en de strafvordering, alsmede tot instelling van eene bijzondere rechtspleging ten opzichte van minderjarigen.

ART. 364 VAN HET ONTWERP : « Wordt, ten aanzien van deze wet,
» beschouwd als minderjarig, elke persoon die niet den leeftijd van
» *18 jaar* heeft bereikt. »

Naar luid van de artikelen 364 en volgende van dit ontwerp, alsmede van de toelichting dezer artikelen, kan het openbaar ministerie, zich bevindend tegenover een misdadiger die op 't oogenblik van de vervolging *min dan 18 jaar oud* is, beslissen dat opvoedingsmaatregelen beter zijn dan eene straf. In dit geval wordt de jonge misdadiger, in stede van te worden verwezen voor de rechtbank, gestuurd naar de voogdijmacht, die beslist over de te nemen opvoedingsmaatregelen (art. 365 en 366 van het ontwerp).

De rechtbank, voor welke het openbaar ministerie oordeelt den misdadiger beneden den leeftijd van 18 jaar te moeten verwijzen, kan ook de strafrechterlijke vervolging schorsen, zoo zij oordeelt dat opvoedingsmaatregelen beter passen bij den toestand dan wel eene straf (art. 373).

*
* *

Laten wij opmerken dat, volgens de bestaande strafwet en zelfs volgens het ontwerp van 1909, het vraagstuk van het oordeel des onderscheids is gesteld. Met ons ontwerp is het anders gelegen.

Nederland.

Wet van 12 Februari 1901 (Staatsblad, n^o 73), tot wijziging van het Strafwetboek en van het Wetboek van Strafvordering, ten opzichte van minderjarigen.

Op den leeftijd van *18 jaar* wordt, in strafrechterlijk opzicht, de minderjarige gelijkgesteld met den meerderjarige.

Artikel 9 van het Strafwetboek, gewijzigd door deze wet.

Artikelen 38 en 39 van het Strafwetboek, gewijzigd of aangevuld door deze wet...

Artikelen 45, 64, 100 en 127 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd of aangevuld door deze wet...

Frankrijk.

Wet van 12 April 1906, houdende wijziging van artikel 66 van het Strafwetboek.

Is de misdadiger *min dan 18 jaar oud* en is er beslist dat hij handelde zonder oordeel des onderscheids, zoo wordt hij vrijgesproken en teruggestuurd naar zijne ouders ofwel geplaatst in eene strafkolonie...

Wetsvoorstel, in 1911 door den Senaat aangenomen.

EERSTE ARTIKEL. — « De minderjarige van de eene of de andere kunne, » *min dan 13 jaar oud*, wien wordt ten laste gelegd eene overtreding van » de strafwet, wordt niet verwezen naar het *strafgerecht*. » (Art. 1 tot 14 van het voorstel.)

ART. 21. — Artikel 66 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Is de beklaagde of de beschuldigde *meer dan 13 jaar en min dan 18 jaar oud*, en is er beslist dat hij handelde zonder oordeel des onderscheids, zoo wordt hij vrijgesproken...; doch volgens de omstandigheden » wordt hij toevertrouwd aan zijne ouders, aan een liefdadigen persoon of » eene liefdadige instelling, of geplaatst in eene strafkolonie, om daar te » worden opgevoed en gehouden gedurende het aantal jaren, door het » vonnis bepaald, zonder evenwel te mogen overschrijden het tijdstip » waarop hij den leeftijd van 21 jaar bereikt .. »

Volgens artikel 26 van het wetsvoorstel, wordt de minderjarige, die *meer dan 13 jaar en min dan 16 jaar oud* is en ten opzichte van wien is beslist dat hij handelde met oordeel des onderscheids, gestraft met minder zware straffen dan die welke zouden toegepast worden op andere misdadigers.

*
* * *

N. B. — Nogmaals stelt de rechter de vraag van oordeel des onderscheids.

Engeland.

Children Act van 1908.

Afdeeling CXXXI geeft de beteekenis op van de woorden « Child » en « Young person, » in de wet gebezigd.

« Child » is hij die *niet 14 jaar oud is*.

« Young person » is hij die *14 en niet ten volle 16 jaar oud is*.

(Zie afdeelingen 102, 107, 111, 123, 131 der wet.)

Een kind (min dan 14 jaar oud) wordt nooit veroordeeld tot gevangenisstraf (afdeelingen 102 en 107 van de *Children Act*).

Hij, die min dan 16 jaar oud is, kan daartoe slechts bij uitzondering worden gestraft (afd. 102 van de *Children Act*).

Hij, die meer dan 16 jaar oud is, kan niet meer worden onderworpen aan een *eigenlijk opvoedingstelsel* (afd. 57, 58, 94, 96, 97, 98, 102, 107, 111 van de *Children Act*).

In dezen zin kan men zeggen dat de meerderjarigheid op strafrechterlijk gebied in Engeland is bepaald op 16 jaar.

De misdadiger, die van *16 tot 21 jaar* oud is, kan niettemin worden onderworpen aan een *bijzonder strafstelsel*, ingesteld om de opvoeding van den overtreder te verbeteren en zijne kwade neigingen te verhelpen.

De toestand der misdadigers van *16 tot 21 jaar* is geregeld door de wet van 1908 op de « betichting van misdaad »; artikel 1 van deze wet luidt :
 « Is een persoon beschuldigd van en schuldig bevonden aan een misdrijf » strafbaar met strafdienstbaarheid of gevangenisstraf en stelt de rechtbank vast :

- » a) dat hij *niet minder dan 16 jaar, noch meer dan 21 jaar oud is*; en
- » b) dat het, uit hoofde van zijne misdadige gewoonten of neigingen » of van zijne betrekkingen met personen van slecht gedrag of slechte » faam, wenschelijk is hem te onderwerpen aan eene opsluiting voor den » termijn en onder het onderwijs- en tuchtstelsel, die het best geschikt » schijnen tot zijne heropbeuring en de beteugeling der misdaad, zoo kan » de rechtbank, in plaats van strafdienstbaarheid of gevangenisstraf, voor- » schrijven de opsluiting, onder het *stelsel van strafdienstbaarheid, in een » Borstal-gesticht*, voor een duur van niet min dan één jaar en niet meer » dan drie jaren. »

Oostenrijk.

Huidig Strafwetboek.

§ 2, litt. d. — De daad wordt niet aangerekend als *misdaad*, indien de dader niet ten volle *14 jaar oud* was.

§ 237. — Is de misdaad gepleegd door een minderjarige van *11 tot 14 jaar oud*, zoo wordt zij gestraft als ware zij eene overtreding...

§§ 269 en 273. — Wanbedrijven en overtredingen, begaan door minderjarigen, worden onderworpen aan huislijke tucht of aan het gezag der politie...

Wetsontwerp 1907.

Art. 1, 1°. — Is niet strafbaar, hij die, op 't oogenblik van het feit, niet *14 jaar oud* was, of, *14 jaar en min dan 18 jaar oud* zijnde, uit hoofde van gebrekkelijke ontwikkeling onbekwaam is het onwettige van zijne daad te bevatten of zijn wil te richten naar het begrip dat hij van 'die daad heeft.

Niet strafbaar verklaarde kinderen en jonge personen worden verwezen naar de huislijke tucht, tenzij de vereischten om ze te verwijzen naar het stelsel van beschermende opvoeding voorhanden zijn.

Hongarije.

Wet XXXVI van 1908.

Voor den minderjarige beneden *12 jaar* is geene strafrechterlijke vervolging mogelijk (art. 15, § 1).

Voor hem die *12 en min dan 18 jaar* is, moet, bij gemis van verstandelijke en zedelijke rijpheid, van alle strafrechterlijke vervolging worden afgezien; doch de rechter kan ten allen tijde beschermende opvoeding voorschrijven voor elken minderjarige van *18 jaar* die zelfs nog niet *12 jaar* oud is (art. 17 en art. 15, §§ 2 en 3).

Zie de voornaamste bepalingen van deze wet in het Fransch vertaald, in de *Revue de droit pénal et de criminologie*, jaargang 1910, blz. 620.

Italië.

Huidig Strafwetboek.

ART. 53. — Geene vervolging dient te worden ingesteld tegen hem die, op 't oogenblik dat hij de daad beging, niet *9 jaar* oud was. Niettemin, zoo de daad door de wet is voorzien als een wanbedrijf strafbaar met *ergastolo* of opsluiting ofwel met gevangenzitting voor den duur van ten minste één jaar, kan de voorzitter van de burgerlijke rechtbank, bij herroepelijken maatregel, bevelen dat de minderjarige wordt opgesloten in een opvoedings- of verbeteringsgesticht, voor een tijd die de meerderjarigheid niet mag te boven gaan.

ART. 54. — Hij die, op 't oogenblik dat hij de daad pleegde, *9 jaar, doch nog niet 14 jaar* oud was, kan geene straf hoegenaamd oploopen, zoo het niet is uitgemaakt dat hij handelde met oorleel d's onderscheids...

ART. 55. — Hij die, op 't oogenblik dat hij de daad beging, *14 jaar* oud was, doch nog niet *18 jaar*, wordt gestraft naar de volgende regelen (mindere straffen of op eene andere wijze uitgeboet).

Italiaansch wetsontwerp, door de derde sub-commissie ingediend bij de Koninklijke Commissie voor de strafbaarheid van minderjarigen.

EERSTE ARTIKEL VAN HET ONTWERP. — Voor de toepassing van deze wet beschouwt men als minderjarigen zij die niet *18 jaar* oud zijn.

ART. 24. — Is de minderjarige, op 't oogenblik dat hij het misdrijf beging, niet ten volle *9 jaar* oud, en wordt het misdrijf door de wet

beschouwd als wanbedrijf, dan verplicht de rechter, na de noodige inlichtingen te hebben ingewonnen, de ouders of hen die verplicht zijn te zorgen voor de opvoeding van den minderjarige, zijn gedrag te bewaken... De rechter kan ook de voorzorgsopvoeding voorschrijven.

ART. 25. — Is de minderjarige, op 't oogenblik dat hij het feit pleegde, *meer dan 14 jaar en min dan 16 jaar oud*, en is het feit niet als misdrijf aangeschreven in de wet, of zijn de bezwaren onvoldoende, of kan er tegen hem geen onderzoek worden ingesteld, dan verklaart de rechter dat er niet aanleiding bestaat tot nader onderzoek. Toch kan hij de eene of andere van de in het voorgaande artikel aangeduide maatregelen doen toepassen.

ART. 26. — Is het feit door de wet beschouwd als een misdrijf en zijn de bezwaren toereikend, dan bepaalt de magistraat de zitting voor het vellen van het vonnis. Nochtans, zoo de minderjarige, op 't oogenblik dat hij de daad pleegde, *meer dan 14 jaar, doch min dan ten volle 16 jaar oud* was en zoo de magistraat oordeelt dat er aanleiding bestaat tot toepassing van de bij de wet bepaalde straf, dan stuurt hij de stukken naar den praetor of den procureur des Konings, of den procureur-generaal...

ART. 50. — In de rechtbanken waar twee of meer rechters zijn belast met het onderzoek van strafzaken, wordt telken jare aan een hunner opgedragen het onderzoek betreffende *meerderjarige betichten van 16 jaar en minderjarige betichten van 18 jaar*.

ART. 51. — In rechtbanken of gerechtshoven bestaande uit verscheidene afdeelingen, wordt ieder jaar eene afdeeling aangeduid, die, volgens de behoeften van den dienst, bijzondere zittingen houdt om *minderjarigen van 18 jaar* te berechten.

ART. 54. — Is de beklaagde of beschuldigde van *min dan 16 jaar* vrijgesproken, dan worden door den praetor of den voorzitter de stukken overgemaakt aan den rechter voor de minderjarigen; deze neemt de beslissingen welke tot zijne bevoegdheid behooren.

(Eene vertaling van dit ontwerp komt voor in de *Revue de droit pénal et de criminologie*, jaargang 1910.)

BIJLAGE II.

CRIMINEELE STATISTIEK.

Tijdperk 1868-1897.

BOETSTRAFFELIJKE RECHTBANKEN (BELGIË).

JAREN.	GETAL VERDACHTEN			
	beneden den leeftijd van 16 jaar.	van af den leeftijd van 16 jaar tot den leeftijd beneden de 21 jaar.	van af den leeftijd van 21 jaar en daarboven.	T. ZAMEN.
1868.	1,500	3,064	22,908	27,469
1869.	1,107	2,923	22,853	26,883
1870.	1,298	3,075	22,134	26,507
1871.	1,580	3,344	23,925	28,819
1872.	1,336	3,255	23,456	28,047
1873.	1,448	3,451	24,670	29,569
1874.	1,261	3,408	26,984	31,653
1875.	1,371	3,767	25,729	30,867
1876.	1,445	4,363	27,558	33,366
1877.	2,183	5,096	30,685	37,964
1878.	1,994	5,245	30,109	37,348
1879.	1,473	5,074	30,067	36,614
1880.	2,546	5,690	32,417	40,653
1881.	2,634	6,271	35,456	44,361
1882.	2,695	6,487	36,713	45,895
1883.	2,681	6,942	35,702	45,325
1884.	2,325	7,063	36,277	45,665
1885.	2,398	7,279	36,802	46,479
1886.	2,171	7,654	37,858	47,683
1887.	2,176	7,326	38,699	48,201
1888.	2,477	7,263	39,095	48,835
1889.	2,373	7,560	38,925	48,858
1890.	2,386	7,436	38,508	48,330
1891.	2,421	8,581	41,477	52,479
1892.	2,841	9,753	47,680	60,274
1893.	1,264	9,332	46,453	57,049
1894.	1,126	8,548	43,647	53,321
1895.	909	8,451	41,267	50,627
1896.	800	8,551	44,946	54,297
1897.	1,043	8,610	42,691	52,344

Belangrijke opmerking.

In 1898 werd de statistiek van de strafzaken heringericht op andere grondslagen.

De cijfers van het tijdperk 1868-1897 kunnen dus niet volkomen worden vergeleken met de cijfers, opgegeven voor het tijdperk 1898-1910.

Trouwens, terwijl de cijfers van het tijdperk 1868-1907 betrekking hebben, eensdeels, op al de personen die contradictoir zijn gevonnist door de assisenhoven, anderdeels, op al de personen gevonnist door de boetstrafelijke rechtbanken, betreffen de cijfers van het tijdvak 1898-1910 de « crimineele statistiek », begrepen in een bijzonderen zin, met name dien van eene statistiek, inzonderheid opgemaakt om het maatschappelijk verschijnsel der criminaliteit te bestudeeren. De boekdeelen van de rechterlijke statistiek (jaren 1898-1900) geven de gewenschte inlichtingen over de wijze waarop de statistiek der misdaden thans is opgevat.

Men weet dat te onzent de statistieken den invloed der wetten Le Jeune ondervinden : dit geeft aanleiding tot vermindering van de criminaliteit.

Tijdperk 1898-1900.**BOETSTRAFFELIJKE RECHTBANKEN (BELGIE).**

JAREN.	GETAL. VEROORDEELDEN			
	beneden den leeftijd van 16 jaar.	van af den leeftijd van 16 jaar tot den leeftijd beneden de 21 jaar.	van af den leeftijd van 21 jaar en daarboven.	TE ZAMEN.
1898 ⁽¹⁾	212	10,529	44,058	54,799
1899.	282	9,743	43,483	53,508
1900	168	10,049	43,470	53,687
1901.	154	10,612	46,852	57,618
1902.	147	10,665	46,996	57,808
1903.	135	9,837	54,332	55,304
1904	133	9,195	43,259	52,587
1905.	142	8,885	43,020	52,047
1906.	195	9,290	45,112	54,597
1907.	138	9,255	44,112	53,505
1908.	116	8,474	43,737	52,327
1909	93	7,874	42,227	50,194
1910.	115	8,555	44,750	53,420

(1) De cijfers van het jaar 1898 betreffen de persoonlijke veroordeelingen.

Tijdperk 1868-1897.**ASSISENHOFEN (BELGIË).**

TIJDPERKEN.	GETAL BESCHULDIGDEN			
	beneden den leeftijd van 16 jaar.	van af den leeftijd van 16 jaar tot den leeftijd beneden de 21 jaar.	van af den leeftijd van 21 jaar en daarboven.	TE ZAMEN.
1868-1875	6	113	1,039	1,158
1876-1880	2	98	699	799
1881-1885	2	75	648	725
1886-1890	2	125	792	919
1891-1895	4	115	717	833
1896	—	17	114	131
1897	—	18	124	142

IN FRANKRIJK.

neemt de vroegtijdige criminaliteit gestadig toe. In Januari 1911 haalde de heer Ferdinand Dreyfus, in eene redevoering in den Senaat, deze onrustbarende cijfers aan :

In 1880 waren er in Frankrijk 23,319 misdadigers van min dan 21 jaar. In 1900 telde men er 36,485 ; in 1908, 33,619. In vier jaren verminderden de minderjarige misdadigers *beneden 16 jaar* met 20 t. h. Op 1,000 misdaden, op personen gepleegd, zijn er 17 % ten laste van minderjarigen. Op 1,000 aanslagen tegen den eigendom komen er 20 % insgelijks ten hunnen laste⁽¹⁾.

Hetzelfde verschijnsel doet zich overigens voor in andere landen.

(1) Vergadering van 26 Januari. *Journal officiel*, 27 Januari 1911, blz. 67.

BIJLAGE III.

WETTEN UIT VREEMDE LANDEN EN BIBLIOGRAPHIE BETREFFENDE VOOR HET GERECHT VERVOLGDE KINDEREN.

Nederland.

WETGEVING.

Wet van 12 Februari 1904 (*Staatsblad*, n^o 63) houdende wijziging in het strafrecht en de strafrechtspleging in zake van minderjarigen.

Wet van 12 Februari 1911 (*Staatsblad*, n^o 64) houdende de beginselen en bepalingen betreffende de maatregelen, toe te passen op minderjarigen.

Besluit van 15 Juni 1905 (*Staatsblad*, n^o 209) houdende algemeene bestuursregeling, bedoeld bij de artikelen 3 en 21 van bovenvermelde wet van 12 Februari 1904 (*Staatsblad*, n^o 64).

Wet van 27 September 1909, waarbij merkelijk worden gewijzigd de artikelen 15, 16, 20 der wet van 12 Februari 1904 (*Staatsblad*, n^o 64) en aan deze wet toegevoegd de artikelen 16^{bis} en 16^{ter}.

BIBLIOGRAPHIE.

Handleiding bij de Praktijk der Kinderwetten, door J.-D. Van Hamel (Haarlem, H.-D. Tjeenk Willink en zoon, 1909.)

Civiele Kinderwetten, door Hes, advocaat te Groningen (Te Groningen, bij Wolters, 1909).

Duitschland.

WETGEVING.

Ontwerp bij den Reichstag ingediend op 23 November 1909, tot wijziging van de rechterlijke inrichting en de stafvordering in zake van minderjarigen.

Reichstag, 12 Legislatur, Tijdperk II, zittingsjaar 1909-1910.

Pruisische wet van 2 Juli 1900. Vertaald in het commentaar van Collard Charles (*L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*).

BIBLIOGRAPHIE.

Charles Collard, *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*.

Verschillende congressen van de Duitse groep der *Union internationale de droit pénal*. Verslagen in het *Bulletin de l'Union*.

Frankrijk.**WETGEVING.**

De wetten betreffende minderjarigen, van af het Burgerlijk Wetboek tot de wet van 24 Juli 1889 op de bescherming van mishandelde of zedelijk verwaarloosde kinderen, zijn opgenomen in het stuk n^o 8, aan de Kamer der Afgevaardigden overgemaakt in het zittingsjaar 1890-1891.

Wet van 19 April 1898 waarvan de tekst is overgenomen in het Kinderwetboek. (Zie hierna.)

Wet van 12 April 1906 tot wijziging van artikel 66 van het Strafwetboek.

Decreet van 12 Juli 1907 betreffende de bewaking van kinderen, toevertrouwd aan particulieren of aan liefdadige vereenigingen. (*Dalloz périodique*, blz. 112.)

Wet van 27-30 Juni 1904 op den dienst van ondersteunde kinderen. (*Journal officiel* van 30 Juni 1904.)

Wet van 28-30 Juni 1904 betreffende de opvoeding van lastige of ondeugende kweekelingen van den openbaren onderstand. (*Journal officiel*, 30 Juni 1904.)

Wetsvoorstel op de kinderrechtbanken. Na wijziging aangenomen door den Senaat op 19 Mei 1911; verslag ter Kamer overgelegd op 27 Juni 1911. (Zie *Documents de la Chambre des Députés*, session de 1911.)

BIBLIOGRAPHIE.

Code de l'enfance, publié par le Comité de défense des enfants traduits en justice. (Paris, Rousseau.)

Oostenrijk.

Wetsontwerp van 1907 : de tekst met de memorie van toelichting is overgenomen in het 12^e deel van het *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*.

Engeland.

Children Act van 1908 : vertaling en aantekeningen door Fernand Van der Elst, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel (Brussel, Larcier). Uittreksel uit de *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1908.

Zwitserland.

Voorontwerp van Strafwetboek van 1908 (zie vertaling in de *Revue de droit pénal et de criminologie*), Maart-April 1910.

Italië.

Wetsontwerp (zie vertaling in de *Revue de droit pénal et de criminologie*, jaargang 1910, blz. 1132).

Hongarije.**WETGEVING.**

Wet G. A. XXXVI van 1908 (zie vertaling in de *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1909, blz. 404).

BIBLIOGRAPHIE :

Le droit de l'enfant abandonné et le système hongrois de protection de l'enfance par Goltaw de Bosnyak et Edelsheim-Cyulal.

Algemeene Bibliographie :

Zie, onder andere :

Campioni, *Enquête sur la criminalité infantile* (Brussel, Bruylant).

Verzameling van het tijdschrift *L'Enfant : Les tribunaux spéciaux pour enfants* (Parijs, 13, rue de l'Ancienne Comédie).

Dansart de Baillencourt : *Tribunaux pour enfants et conseils de tutelle* (Brussel, Dewit).

Bond van de oud-studenten der Hoogeschool van Leuven : *La question des tribunaux pour enfants* (Leuven, Institut supérieur de philosophie, 1, Vlaamingenstraat).

Manuel du Comité de défense des enfants traduits en justice (Brussel, Larcier).

Eerste Congres der kinderrechtbanken. Verslag in het tijdschrift *L'Enfant* (rue de l'Ancienne Comédie, Parijs).

Verslagen en beraadslagingen van het Congres tot kinderbescherming te Antwerpen, 1911.

Verscheidene bijdragen in tijdschriften.